Arrêté n° 24/490/CM

Projet de Schéma de Cohérence Territorial (SCoT)
De la Métropole Aix - Marseille - Provence



ANNEXES

Tribunal Administratif
Décision du 5 juin 2024 N° E 24000047/13
Commission d'enquête
G.Bani Président
G.Jais-J.Oguer-C.Puech-C.Vigny

SOMMAIRE ANNEXES

- ANNEXE I : désignation de la commission d'enquête – Arrêté de la Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE portant sur l'ouverture d'enquête publique sur le projet SCoT (page 3).

- ANNEXE II : articles de presse du 17 octobre 2024 et du 07 novembre 2024 (page 19).

- ANNEXE III : certificats d'affichage des communes avant début enquête publique (50).

- ANNEXE IV : procès-verbal de synthèse de la commission d'enquête (page 165).

- ANNEXE V : réponse de la Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE au procès-verbal de synthèse de la commission d'enquête (page 301).

- ANNEXE VI : certificats d'affichage des communes en fin d'enquête publique (page 371)

ANNEXE I

- décision de désignation de la commission d’enquête en date du 05 juin 2024 par le Tribunal Administratif de MARSEILLE (13).

- arrêté portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative au projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en date du 02 octobre 2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

05/06/2024

N° E24000047 /13

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

Le Président du tribunal administratif

Décision désignation commission en date du 05/06/2024

Vu enregistrée le 27 mai 2024, la lettre par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence demande la désignation d'une commission d'enquête en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet le projet d'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCot) de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 ;

Vu le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 ;

VU le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est constitué pour le projet susvisé une commission d'enquête composée ainsi qu'il suit :

Président de la commission :
- M. Gilles Bani

Membres de la commission :
- M. Georges Jais
- M. Jacques Oguer
- Mme Catherine Puech
- M. Charles Vigny

Membres suppléants :
- M. Gabriel Nicolas
- M. Daniel Somaria

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, les membres de la commission d'enquête sont autorisés à utiliser leur véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Gilles Bani, Président de la commission, à Monsieur Georges Jais, à Monsieur Jacques Oguer, à Madame Catherine Puech, à Monsieur Charles Vigny, membres de la commission, à Monsieur Gabriel Nicolas et Monsieur Daniel Somaria, membres suppléants.

Fait à Marseille, le 5 juin 2024

La magistrate en charge des enquêtes publiques,



Muriel Josset

Présidente de la Métropole

Arrêté n° 24/490/CM

Arrêté portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative au projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.143-22 et R143-9 ;
- Le Code de l'environnement et notamment ses articles L.123-1 et suivants et R.123-2 et suivants ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 portant sur l'accélération et la simplification de l'action publique (ASAP) ;
- La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
- La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique (3DS) ;
- L'ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale et notamment son article 7 ;
- L'arrêté préfectoral du 13 octobre 2016 portant délimitation du périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 001-1405/16/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence prescrivant l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence et fixant les modalités de concertation ;
- La délibération n° URBA-002-12604/22/CM du Conseil de la Métropole du 20 octobre 2022 du Conseil de Métropole prenant acte du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- La délibération n°URBA-002-16403/24/CM du 27 juin 2024 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le bilan de la concertation menée dans le cadre de la procédure d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URBA-001-16404/24/CM du 27 juin 2024 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'arrêt du projet de Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8065/20/CM du 9 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine VASSAL en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°23/006/CM du 18 janvier 2023 de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Pascal MONTECOT, premier vice-président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La décision n°E24000047/13 du 05/06/2024 du tribunal administratif de Marseille désignant la commission d'enquête en vue de procéder à l'enquête publique du projet d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La saisine pour avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 16 juillet 2024 ;
- La transmission pour avis du projet de Schéma de Cohérence Territoriale arrêté aux personnes publiques associées et aux communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'ensemble des pièces du dossier soumis à enquête publique.

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de soumettre à enquête publique le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence couvrant le périmètre de ses 92 communes.

ARRETE

<u>Article 1</u> : Objet de l'enquête publique

Il sera procédé à une enquête publique portant sur le projet d'élaboration du Schéma de CohérenceTerritoriale (SCoT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Schéma de Cohérence Territoriale s'appliquera sur le périmètre de la Métropole, soit les 92 communes suivantes : Aix-en-Provence ; Allauch ; Alleins ; Aubagne ; Auriol ; Aurons ; Beaurecueil ; Belcodène ; Berre-L'Etang ; Bouc-Bel-Air ; Cabriès ; Cadolive ; Cassis ; Carnoux-en-Provence ; Carry-le-Rouet ; Charleval ; Châteauneuf-Le-Rouge ; Châteauneuf-les-Martigues ; Ceyreste ; Cornillon-Confoux ; Coudoux ; Cuges-les-Pins ; Eguilles ; Ensuès-la-Redonne ; Eyguieres ; Fos-sur-Mer ; Fuveau ; Gardanne ; Gémenos ; Gignac-la-Nerthe ; Grans ; Gréasque ; Istres ; Jouques ; La Bouilladisse ; La Barben ; La Ciotat ; La Destrousse ; La-Fare-les-Oliviers ; Lamanon ; Lambesc ;

Lançon-de-Provence ; La Penne-sur-Huveaune ; La Roque d'Anthéron ; Les Pennes-Mirabeau ; Le-Puy-Sainte-Réparade ; Le Rove ; Le Tholonet ; Mallemort ; Marignane ; Martigues ; Marseille ; Meyrargues ; Meyreuil ; Miramas ; Mimet ; Pelissanne ; Pertuis ; Peynier ; Peypin ; Peyrolles-en-Provence ; Plan-De-Cuques ; Port-de-Bouc ; Port-Saint-Louis-du-Rhône ; Puyloubier ; Rognac ; Rognes ; Roquefort-La-Bédoule ; Roquevaire ; Rousset ; Saint-Victoret ; Sausset-Les-Pins ; Saint-Antonin-Sur-Bayon ; Saint-Cannat ; Saint-Chamas ; Saint-Estève-Janson ; Saint-Marc-Jaumegarde ; Saint-Mitre-Les-Remparts ; Saint-Paul-Lez-Durance ; Saint-Savournin ; Saint-Zacharie ; Salon-de-Provence ; Sénas ; Septèmes-Les-Vallons ; Simiane-Collongue ; Trets ; Vauvenargues ; Velaux ; Venelles ; Ventabren ; Vernègues ; Vitrolles.

Cette enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers dans le cadre de l'élaboration du SCoT de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elle permettra à toute personne d'émettre des observations et propositions sur les dispositions de ce document de planification.

Le projet de SCoT est l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040. Cette vision de l'organisation du territoire métropolitain est définie et formalisée dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Ces ambitions sont traduites au plan réglementaire dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) et ses annexes. Le projet de SCoT comprend en outre un rapport de présentation dans lequel est exposée l'évaluation environnementale.

Adossé aux qualités géographiques du territoire et conçu pour répondre aux défis climatiques avec un éventail d'outils, le projet de SCoT propose des orientations et prescriptions volontaristes pour hisser la Métropole à la hauteur de ses ambitions et besoins en matière de logements, d'emplois et de mobilités avec deux principes clés pour organiser ses objectifs dans le temps et l'espace : le recentrage prioritaire du développement sur les pôles métropolitains et de développement et la préservation/valorisation concomitante de ses armatures agricoles, environnementales et paysagères.

Le projet de SCoT Métropolitain conjuguant ambitions de développement et réponses au défi climatique, vise ainsi à se substituer aux cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.

Reçu au Contrôle de légalité le 2 octobre 2024

<u>Article 2</u> : Avis de l'autorité environnementale, des personnes publiques associées et des communes émis sur le projet

- <u>Autorité environnementale :</u>

Le projet de SCoT a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Cette évaluation environnementale et son résumé non technique, figurent dans le rapport de présentation du projet de SCoT joint au dossier d'enquête publique. L'autorité environnementale a été saisie pour avis en date du 16 juillet 2024. Cet avis figure dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Cet avis est également consultable sur le site internet de l'Autorité environnementale.

- <u>Personnes publiques associées et communes :</u>

Les avis rendus par les personnes publiques associées et les communes seront joints au dossier d'enquête publique.

L'ensemble de ces documents sont consultables selon les modalités fixées à l'article 7 du présent arrêté.

<u>Article 3</u> : Maîtres d'ouvrage, autorités compétentes et personnes responsables du projet, auprès desquels le public pourra demander des informations

Le maître d'ouvrage et l'autorité compétente sont la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de SCoT, dont le siège se situe au Pharo - 58 boulevard Charles Livon 13007 MARSEILLE (adresse postale : BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02).

Les informations sur le projet de SCoT peuvent être demandées auprès des services métropolitains d'Aix- Marseille-Provence ayant élaboré ce document :

Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) - Pôle Cohérence Territoriale – Direction Cohérence Territoriale, Habitat et Cohésion Sociale - Service Stratégie Territoriale – C.M.C.I. – 2 rue Henri Barbusse – 13001 MARSEILLE.

<u>Article 4</u> : Dates et siège de l'enquête publique

Le siège de l'enquête publique est établi au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Le Pharo, 58 Boulevard Charles Livon – 13007 MARSEILLE.

L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 37 jours consécutifs, du 05 novembre 2024 à 9h au 11 décembre 2024 à 17h.

<u>Article 5</u> : Désignation et qualité des membres de la commission d'enquête publique

Par décision n°E24000047/13 du 05/06/2024, Monsieur le Président du tribunal administratif de Marseille a désigné une commission d'enquête, composée comme suit :

- Président :
  - Gilles BANI, ingénieur docteur, expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ;
- Membres titulaires :
  - M. Georges JAIS, responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional, retraité.
  - M. Jacques OGUER, officier de gendarmerie, retraité.

- Mme Catherine PUECH, urbaniste, retraitée.
- M. Charles VIGNY, ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

➢ Membres suppléants :

- M. Gabriel NICOLAS, officier de l'armée de terre, retraité
- M. Daniel SOMARIA, cadre opérations-régulation Air France/Hop, retraité

Article 6 : Publicité de l'enquête publique

La publicité de l'enquête publique, répondant aux dispositions de l'article R123-11 du Code de l'environnement, sera réalisée par un avis d'information au public :

- Publié en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Var et de Vaucluse, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et dans les huit premiers jours de celle- ci ;

- Affiché, selon les caractéristiques et dimensions fixées par les textes réglementaires, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci :

  • Au siège de l'enquête : Métropole Aix-Marseille-Provence – Le Pharo, 58 Boulevard Charles Livon – 13007 MARSEILLE ;

  • En mairie de chacune des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence

- Publié, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille-Provence : https://ampmetropole.fr/missions/amenagement-du-territoire-et-urbanisme/planification-et-urbanisme/le-schema-de-coherence-territoriale-scot/ et sur le registre dématérialisé : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

Article 7 : Consultation du dossier d'enquête publique

L'enquête publique sera réalisée à la fois sous format dématérialisé (dossier et registre numérique) et sous format papier (dossier et registre en format papier).

Le dossier numérique d'enquête publique pourra être consulté à compter du premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00 à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp et depuis un poste informatique, au siège de l'enquête au 58 boulevard Charles Livon – 13007 MARSEILLE et dans certaines communes (cf. tableau article 10 du présent arrêté).

Le dossier papier d'enquête publique pourra être consulté à compter du premier jour de l'enquête publique :

Au siège de l'enquête : Métropole Aix-Marseille-Provence – Le Pharo, 58 Boulevard Charles Livon – 13007 Marseille.

Dans les 5 antennes locales de la Métropole Aix-Marseille-Provence situées à Aix-en-Provence, Aubagne, Istres, Martigues, Salon-de-Provence ;

Dans les autres lieux d'enquête listés dans le tableau de l'article 10 du présent arrêté, localisés sur les communes d'Aix-en-Provence, Gardanne, La Bouilladisse, La Ciotat, La Fare-les-Oliviers, Lambesc, Mallemort, Marseille, Marignane, Miramas, Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Septèmes-les-Vallons, Trets, Venelles, Vitrolles ;

et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles (cf. tableau article 10 du présent arrêté).

Article 8 : Modalités selon lesquelles le public pourra formuler ses observations et propositions

Pendant la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions :

- Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00 :
  - Sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante :

    https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
  - Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante :

    enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
- Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, côtés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un membre titulaire de la commission d'enquête. Ces registres seront disponibles dans les lieux d'enquête mentionnés au tableau de l'article 10 et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
- Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi) à :

  M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
- Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau de l'article 10 du présent arrêté.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, par voie électronique, consignées dans les registres papiers sur les lieux d'enquête, ou reçues par la commission d'enquête lors de ses permanences, seront versées et consultables sur le registre dématérialisé à l'adresse :

https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

Article 9 : Permanences de la commission d'enquête

La commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public, pour recevoir ses observations et propositions lors de permanences qu'elle tiendra sur les différents lieux d'enquête.

Les lieux, jours et heures de permanences des membres de la commission d'enquête sont indiqués dans le tableau de l'article 10 du présent arrêté.

<u>Article 10</u> : Liste des sites d'accueil du public pendant la durée de l'enquête et des permanences de la commission d'enquête, mentionnés aux articles 7, 8, et 9

Sont indiqués dans le tableau ci-après les lieux dans lesquels, pendant la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête version papier et/ou numérique, et consigner des observations et propositions sur les registres papiers et/ou numérique, ainsi que les dates des permanences de membres de la commission d'enquête :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
Marseille	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (***Siège de l'enquête publique***)	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc.: 14h-17h
	Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45
Aix-en-Provence	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE	Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	/

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
	(***Registre et dossier d'enquête publique***)		
	Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (***Permanence du commissaire enquêteur***)	/	Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h
Aubagne	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h
Istres	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h
Martigues	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h
Salon-de-Provence	Métropole Aix-Marseille-Provence	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-	Jeudi 14 nov. : 14h-17h

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
	Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	17h30 Format papier	Mercredi 11 déc. : 14h-17h
Gardanne	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30
La Bouilladisse	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h
La Ciotat	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
La Fare-les-Oliviers	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
Lambesc	Mairie annexe Service urbanisme	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h	vendredi 22 nov. : 14h-17h

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
	8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	mardi 03 déc. : 9h-12h
Mallemort	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
Marignane	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
Miramas	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
Pertuis	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
Port-Saint-Louis-du-Rhône	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h

Reçu au Contrôle de légalité le 2 octobre 2024

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
Septèmes-les-Vallons	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
Trets	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
Venelles	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h
Vitrolles	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h

<u>Article 11</u> : Clôture de l'enquête publique

A l'expiration du délai, les registres d'enquête en format papier seront transmis sans délai au Président de la commission d'enquête qui les clôturera.

Dans le délai de huit jours suivants la fin de l'enquête, le Président de la commission d'enquête communiquera à la Métropole Aix-Marseille-Provence les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. La Métropole Aix-Marseille-Provence disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Article 12 : Rapport et conclusions de la commission d'enquête publique

La commission d'enquête établira un rapport relatant le déroulement de l'enquête et examinant les observations recueillies.

Elle consignera dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet d'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale.

La commission d'enquête disposera d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour remettre son rapport et ses conclusions motivées, sauf demande motivée de report de ce délai adressée à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence par le Président de la commission d'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions motivées sera transmise par le Président de la commission d'enquête au président du Tribunal Administratif de Marseille.

Article 13 : Consultation par le public du rapport et des conclusions de la commission d'enquête publique

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la remise du rapport et des conclusions par la commission d'enquête :

- A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) - Pôle Cohérence Territoriale – Direction Cohérence Territoriale, Habitat et Cohésion Sociale - Service Stratégie Territoriale – C.M.C.I. – 2 rue Henri Barbusse – 13001 MARSEILLE.
- Dans les communes concernées par le projet de Schéma de Cohérence Territoriale listées à l'article 1 du présent arrêté ;
- A la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Place Félix-Baret – 13006 MARSEILLE ;
- A la Préfecture du Var, Boulevard du 112ème Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON ;
- A la Préfecture de Vaucluse, 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON.

La Métropole Aix-Marseille-Provence publiera le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, pendant le délai d'un an à compter de leur remise par la commission d'enquête, sur le site internet :

https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

Article 14 : Les décisions au terme de l'enquête publique et les autorités compétentes pour statuer

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'autorité compétente pour statuer par délibération sur l'approbation du projet de Schéma de Cohérence Territoriale.

Il pourra, au vu des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet de Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de son approbation.

Article 15 :

Le présent arrêté sera :

- Affiché au siège de l'enquête publique ;
- Publié électroniquement sur le site internet :

  https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp.

Article 16 :

Monsieur Le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 2 octobre 2024

"Pour la Présidente et par délégation"
Pascal MONTECOT

ANNEXE II

- parutions presse locale en date du 07 novembre 2024

- parutions presse locale en date du 17 novembre 2024

341919

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.

L'enquête publique se déroulera du mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
- Consultation du dossier sous format numérique :
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
- Consultation du dossier sous format papier : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
- Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
- Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
- Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
- Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
	Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie - Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	/
	Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	/	Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
- Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille

Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
- L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.

Informations environnementales :
- L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
- A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
- En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
- A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

Certifié Nice-Matin - Paru dans édition Toulon le 07/11/2024

▷ AVIS D'ENQUÊTES

AIX MARSEILLE PROVENCE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq schémas de cohérence territoriale déjà existants sur son territoire.

L'enquête publique se déroulera du mardi 5 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le tribunal administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la banque de développement régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Le Pharo, 58, boulevard Charles Livon - 13007 Marseille.

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :

Consultation du dossier sous format numérique :

- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Consultation du dossier sous format papier : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :

Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr

Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles

Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :

M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 Marseille CEDEX 02

Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 8h30 - 18h Format papier et numérique	Mardi 5 nov. : 9h - 12h Lundi 18 nov. : 14h - 17h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
	Mairie Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mercredi 6 nov. : 9h-12h Vendredi 6 déc. : 13h45 - 16h45
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h - 12h30 et 13h30 - 17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX-EN-PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 9h - 12h Format papier	/
	Mairie Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX-EN-PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	/	Mercredi 6 nov. : 14h - 17h Mardi 3 déc. : 9h - 12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride Z.I. Les Paluds, 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h - 12h Mardi 26 nov. : 14h - 17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 7h30 - 17h30 Format papier	Mardi 5 nov. : 9h - 12h Mercredi 20 nov. : 14h - 17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h - 12h Jeudi 28 nov. : 14h - 17h
SALON DE -PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 bd Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h - 17h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h et 13h - 16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h - 12h Mardi 26 nov. : 13h30 - 16h30
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 5 nov. : 9h - 12h Lundi 18 nov. : 14h - 17h
LA CIOTAT	Mairie Service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h - 12h et 14h - 17h Vendredi : 9h - 12h et 14h - 16h30 Format papier et numérique	Jeudi 7 nov. : 9h - 12h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h15 Vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h - 12h Mardi 10 déc. : 14h - 17h
LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h - 12h et 13h - 17h Mardi et jeudi : 8h30 - 12h Mercredi : fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h - 17h mardi 3 déc. : 9h - 12h
MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h et 13h30 - 17h Format papier et numérique	Jeudi 7 nov. : 14h - 17h Mercredi 4 déc. : 14h - 17h
MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h - 12h et 13h - 17h Format papier et numérique	Vendredi 8 nov. : 9h - 12h Mercredi 27 nov. : 14h - 17h
MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30 - 12h et 13h30 - 17h Mardi : 12h - 18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h - 17h Lundi 2 déc : 09h - 12h
PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h - 12h et 14h - 17h Vendredi : 9h - 12h Format papier et numérique	Vendredi 8 nov. : 9h - 12h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	PôleTechnique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2e étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	Du lundi au vendredi : 9h - 12h et 13h30 - 17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h - 17h Lundi 2 déc. : 14h - 17h
SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie - Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30 - 17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h - 12h Lundi 25 nov. : 14h - 17h
TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30 - 12h00 et 13h30 - 17h30 Vendredi : 8h30 - 12h et 13h30 - 16h30 Format papier	Vendredi 8 nov. : 13h30 - 16h30 Mercredi 20 nov. : 14h - 17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h - 12h Lundi 2 déc. : 9h - 12h
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h - 12h et 13h30 - 17h Vendredi : 9h - 12h et 13h30 - 16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h - 17h Lundi 9 déc. : 14h - 17h

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations : Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) - Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale - Service Stratégie Territoriale CMCI, 6e étage, 2, rue Henri Barbusse, 13001 Marseille.

Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :

L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.

Informations environnementales :

L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an : A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI, 6e étage, 2, rue Henri Barbusse 13001 Marseille

En Préfectures :

- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 Marseille
- Préfecture du Vaucluse – 2, avenue de la folie – 84905 Avignon
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 Toulon

A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

COLLECTIVITÉS, SOYEZ AU PLUS PROCHE DE VOS CONCITOYENS



Publiez vos concertations, avis d'informations, enquêtes publiques, réunions, bien vacants... dans la page locale de votre commune.

nice-matin var-matin

Tél. 04 93 18 71 49 - legales@nicematin.fr

▷ FORMALITÉS DIVERSES

CESSATION DE GARANTIE

La garantie financière visée par la loi du 2 janvier 1970 dont bénéficie l'entité BOÏSRAME IMMOBILIER, 64, boulevard de la Libération, 83490 Le Muy Immatriculée au RCS 917604506 pour ses activités de :

- TRANSACTION IMMOBILIERE depuis le 6 septembre 2022
- GESTION IMMOBILIERE depuis le 14 octobre 2022

auprès de son garant financier, GALIAN Assurances, Société Anonyme, RCS 423 703 032, prendra fin TROIS JOURS FRANCS après la publication du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être déclarées au siège de GALIAN Assurances, 89, rue la Boétie, 75008, Paris, dans les trois mois de la présente insertion.

▷ VIE DES SOCIÉTÉS

SCI DE CAMPS
Société Civile Immobilière au capital de 2.000 Euro
Siege Social : 471, chemin des Argelas
83170 Brignoles
815.226.212 RCS Draguignan

CLOTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 2024, après avoir entendu le rapport du liquidateur, l'assemblée a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat, et a constaté la clôture des opérations de liquidation au 31 octobre 2024.

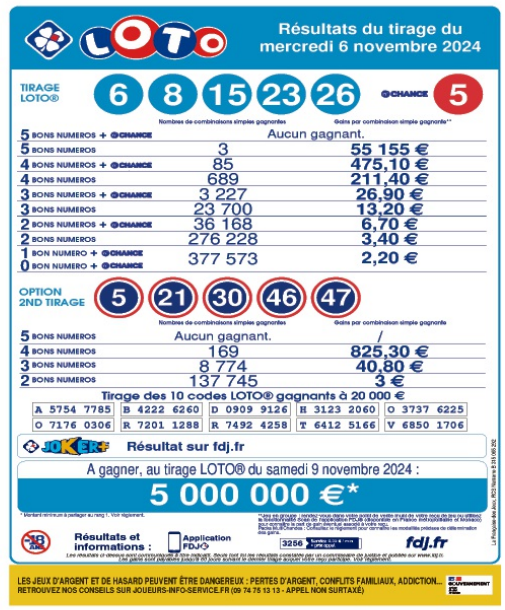
Les comptes de liquidation seront déposés au RCS de Draguignan.

Pour avis, le liquidateur

AVIS

SCI CAP SUD (SCI en Liquidation) SCI au capital de 300 000 euros, Lotissement 'Les Myrthes'-Lot 25, 83120 Sainte-Maxime, 438 883 811 RCS Fréjus. L'Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé, le 20 août 2024, les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur Mme MARAISTESSIER Patricia Christine demeurant 108, chemin du Colorado, 97417 Saint-Deins pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture de liquidation de la société, à compter du 20 août 2024. Mention en sera faite au RCS de Fréjus.

Nous recommandons à nos annonceurs de bien vouloir être assez aimables de répondre aux lettres courtoisement rédigées ou, si cela leur est matériellement impossible, de renvoyer à leurs correspondants les documents ou photos qui auraient pu leur être confiés. En répondant, ne pas omettre d'indiquer le numéro de l'annonce.





341919

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.

L'enquête publique se déroulera du mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
- Consultation du dossier sous format numérique :
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
- Consultation du dossier sous format papier : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
- Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
- Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
- Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
- Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
	Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie - Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	/
	Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	/	Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS- DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
- Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille

Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
- L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.

Informations environnementales :
- L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
- A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
- En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
- A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

ACTUALITÉ LOCALE

Au moins cinquante salariés d'hypermarchés Auchan licenciés

VAUCLUSE

Suite au plan social national du distributeur nordiste, qui menace au total 2 389 emplois en France, une cinquantaine de postes dans les hypermarchés vauclusiens du Pontet, d'Avignon et de Cavaillon vont être supprimés.



En juillet déjà, une grande suppression des surfaces de vente avait été annoncée par le groupe.
PHOTO ARCHIVES F.C

Parmi les 1 200 salariés des hypermarchés Auchan en Vaucluse, 50 seront licenciés.

Les trois hypermarchés concernés sur le territoire sont ceux du Pontet, l'un des plus grands centres commerciaux de France, voire d'Europe, d'Avignon Sud-Mistral 7, ainsi que celui de Cavaillon.

Les postes touchés concerneront principalement les rayons électroménager, avec de fortes pertes de salariés. « *Il y avait déjà des rumeurs sur la fermeture de rayons entiers, notamment ceux qui vendent des téléphones, des télévisions ou des machines à laver* », regrette David Romagnani, délégué FO Auchan Le Pontet. Quatre postes de chefs de secteur, ainsi que celui d'une planificatrice chargée des emplois du temps, seront également supprimés.

Aucun calendrier précis n'a été donné, mais un CSE national de l'entreprise se tiendra les 14 et 15 novembre au siège du groupe, à Villeneuve-d'Ascq.

Une enseigne en déclin

Les informations seront communiquées localement aux salariés lors d'un CSE extraordinaire prévu le 19 novembre. Ce dernier validera le « *Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), qui détaillera les postes maintenus et ceux supprimés. Les 50 postes annoncés ne comptent pas les emplois indirects qui pourraient également être affectés, comme les préparateurs de commandes d'électroménagers, qui seront fortement impactés. C'est dur, surtout à cette période de l'année, juste avant Noël* », précise le responsable syndical. Un reclassement pourrait être proposé à certains salariés, mais rien n'est encore certain.

Cette annonce s'inscrit dans un contexte de dégradation successive des finances de l'enseigne de la galaxie Mulliez. Fin juillet, le groupe annonçait déjà la suppression de surfaces de vente après que la maison mère d'Auchan, le groupe Élo, ait révélé une perte de près d'un milliard d'euros. Au Pontet, la surface de vente doit passer de 18 000 m² à 12 000 m², soit une réduction d'un tiers. De même, Mistral 7 devrait perdre entre 2 000 et 3 000 m² de surface de vente. Sur le territoire, les hypermarchés Auchan ne représentent que 9% de part de marché, occupant la sixième place du classement. Parmi les causes de cette baisse de performance, on cite des prix plus élevés que ceux de la concurrence, pouvant dépasser un euro de différence sur certains produits du quotidien.

Pour David Romagnani, qui travaille à Auchan Le Pontet depuis plus de 34 ans, le manque de continuité au niveau de la direction est un facteur clé de ce déclin. « *Il y a eu six directeurs en neuf ans, et c'est très compliqué d'avoir de la continuité dans ces conditions. Dès qu'un directeur met en place une nouvelle politique, on s'adapte, mais quand on commence à y arriver, il s'en va. Cela me gêne vraiment que chaque direction adopte sa propre stratégie sans qu'on ait jamais vraiment la solution à long terme.* » Une critique partagée par le communiqué de presse du syndicat FO national, qui dénonce une « *direction déconnectée de la réalité* ». Le syndicat pointe notamment un « *modèle organisationnel qui provoque des pénuries en rayon, alors que les réserves sont pleines, ou encore les caisses automatiques, qui n'ont fait qu'augmenter la démarque inconnue et les risques psychosociaux pour le personnel des caisses* ».

Mack Salman

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAUCLUSE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

AIX MARSEILLE PROVENCE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.
L'enquête publique se déroulera du **mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00**, soit pendant 37 jours consécutifs.
Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.
Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : **Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE**
Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
· **Consultation du dossier sous format numérique :**
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
· **Consultation du dossier sous format papier :** dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
· Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
· Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante :
enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
· Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
· Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
· Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.
Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

Suite page 19

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAUCLUSE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE	COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique) Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45	LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique) Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h	LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h	MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h	MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h	MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h				
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h				

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
· Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
· L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.
Informations environnementales :
· L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.
Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
· A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
· En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
· A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

202410198

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.
L'enquête publique se déroulera du **mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00**, soit pendant 37 jours consécutifs.
Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.
Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : **Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE**
Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
· **Consultation du dossier sous format numérique :**
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
· **Consultation du dossier sous format papier :** dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
· Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
· Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante :
enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
· Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
· Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
· Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.
Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE	COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique) Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45	LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique) Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h	LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h	MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h	MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h	MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h

Suite page 35

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h				
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h				

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
· Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
· L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.
Informations environnementales :
· L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.
Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
· A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
· En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
· A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

202410196

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MARSEILLE

Opération d'aménagement de l'îlot urbain Château Vert par L'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée

En application du Code de l'expropriation, du Code de l'environnement, et en exécution de l'arrêté n° **n°2024-36** en date du 21 octobre 2024 du Préfet des Bouches-du-Rhône, Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, il sera procédé, à une enquête publique unique relative à l'utilité publique de l'opération d'aménagement de l'îlot urbain Château Vert sur le territoire de la commune de Marseille, et le parcellaire, en vue de délimiter exactement les immeubles nécessaires à la réalisation de cette opération.
Le responsable du projet considéré est l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.
L'îlot urbain Château Vert est destiné à accueillir un programme mixte de logements, commerces, bureaux, et activités.
Sur la partie Nord seront privilégiés les programmes tertiaires, plus facilement adaptables aux nuisances sonores du viaduc et pouvant jouer le rôle de bâtiment écran pour des cœurs d'îlots apaisés. Sur la partie Sud et autour de la place, des logements ou autre programme de résidences compléteront l'animation de la vie de quartier.
Un programme expérimental de locaux réversibles logement – bureau est envisagé sur la partie centrale.
A été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur chargé de conduire l'enquête considérée, par le Président du Tribunal Administratif de Marseille : Monsieur Patrice Michel, Responsable qualité environnement, retraité .
Conformément aux dispositions de l'article L123-4 du Code de l'environnement modifié par la loi n°2023-175 du 10 mars 2023, Monsieur Joseph Receveur, Directeur d'établissement médico-éducatif a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur suppléant, par le Président du Tribunal Administratif de Marseille.
Le dossier d'enquête publique unique sur support papier, ainsi que les registres d'enquête unique à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, relatifs à l'utilité publique et le parcellaire, seront déposés pendant 33 jours consécutifs, **du lundi 25 novembre 2024 au vendredi 27 décembre 2024 inclus** afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations et ses propositions écrites, sur lesdits registres aux lieu, jours et heures suivants :
Mairie de Marseille - Direction Générale Adjointe « Ville de demain », 40 Rue Fauchier – 13002 Marseille, du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h45 à 16h45.
Le dossier d'enquête publique unique comprend notamment, l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale émis le 20 octobre 2021 sur celle-ci en application des articles L122-1 et R122-6 et R122-7 du Code l'Environnement, le mémoire en réponse du maître d'ouvrage transmis en novembre 2021,le bilan de la concertation publique, les registres d'enquête unique sur support papier.

Autres modes de consultation du dossier d'enquête :
· Le dossier d'enquête publique est par ailleurs consultable en version numérique, aux adresses suivantes : sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône : http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Marseille et sur le site internet d'Euroméditerranée : https://www.euromediterranee.fr/DUP-Declaration-d-utilite-publique
· Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté, pendant la même période, sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 Marseille (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30). Bureau 421 – contact préalable au 04.84.35.43.84.
· Il est également communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique ou pendant celle-ci, dans le respect des dispositions prévues par le Code des relations entre le public et l'Administration.

Modes de transmission des observations et des propositions du public:
Outre la consignation écrite des observations et des propositions du public relatives à l'enquête susvisée, sur ledit registre, disponible en mairie dans les conditions indiquées ci-avant, celles-ci pourront être également adressées au commissaire enquêteur :

• par voie postale, à l'adresse du siège de l'enquête, Mairie de Marseille - Direction Générale Adjointe "ville de demain", 40 Rue Fauchier – 13233 Marseille Cedex 20,
• par voie électronique, à l'adresse suivante : information.dup@euromediterranee.fr
• sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert depuis le site internet d'Euroméditérranée suivant: https://www.euromediterranee.fr/DUP-Declaration-d-utilite-publique ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône: http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Marseille.

Le registre dématérialisé sera ouvert du lundi 25 novembre 2024 (09h00) au vendredi 27 décembre 2024 (16h45).
Les observations et propositions, écrites ou orales, faites sur l'opération seront également reçues par le commissaire enquêteur, qui se tiendra personnellement à cet effet, en Mairie de Marseille - Direction Générale Adjointe « Ville de demain », 40 Rue Fauchier – 13002 Marseille, aux jours et heures suivants :

Mairie	Permanences
Mairie Centrale de Marseille Direction Générale Adjointe « Ville de demain » 40, rue Fauchier 13002 MARSEILLE	– lundi 25/11/2024 de 09h00 à 12h00 – vendredi 29/11/2024 de 13h45 à 16h45 – jeudi 05/12/2024 de 09h00 à 12h00 – mercredi 11/12/2024 de 13h45 à 16h45 – jeudi 19/12/2024 de 09h00 à 12h00 – vendredi 27/12/2024de 13h45 à 16h45

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences seront consultables en mairie de Marseille, Direction Générale Adjointe "Ville de demain", 40 Rue Fauchier – 13002 Marseille, siège de l'enquête.
Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité.
Elles seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête et communicables pendant la durée de l'enquête aux personnes qui en feront la demande, à leurs frais, dans le respect et les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.
Pendant l'enquête, le Commissaire enquêteur peut, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues à l'article L123-13 du code de l'environnement.
Le rapport unique et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront adressés à la mairie concernée, et conservée à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, pour y être sans délai, tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.
Ces pièces pourront également être consultées, pendant un an, sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.
Enfin, toute personne physique ou morale concernée peut demander communication, à ses frais, d'une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur dans les conditions prévues par le Code des relations entre le public et l'Administration.

En vue de la fixation des indemnités et en vertu des dispositions des articles L311-1 et suivants, et R311-2 du Code de l'expropriation, le propriétaire, l'usufruitier, sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes, les autres personnes intéressées, sont tenues de se faire connaître en écrivant à Madame la Directrice Générale d'Euroméditerranée, L'Astrolabe, 79, Bd de Dunkerque, CS 70443, 13235 Marseille cedex 02, dans un délai d'un mois, à défaut de quoi elles seront déchues de tous droits à indemnités.
Au terme de l'enquête publique considérée, et dans un délai d'un an à compter de la clôture de ladite enquête, le Préfet des Bouches-du-Rhône, pourra le cas échéant prononcer par un arrêté l'Utilité publique des travaux nécessaires à cette opération au bénéfice du responsable du projet, conformément aux articles L121-1 et suivants, et L122-1 et suivants du Code de l'Expropriation.
Enfin, au vu du rapport du commissaire enquêteur et des documents qui y sont annexés, le Préfet des Bouches-du-Rhône, département où sont situées les propriétés ou parties de propriétés dont la cession est nécessaire pour la réalisation de ce projet, pourra les déclarer cessibles, par arrêté, conformément à l'article R132-1 du code de l'expropriation.

Les adresses des services intéressés, auprès desquels le public peut notamment solliciter des informations, sont les suivantes :

– Euroméditerranée (responsable du projet)
L'Astrolabe, 79, Bd de Dunkerque , CS 70443,
13235 Marseille cedex 02
Site Internet : www.euromediterranee.fr – tel : 04 91 14 45 00
Contacts : Monsieur Nicolas MATTEI -
Nicolas.MATTEI@euromediterranee.fr
Tél : 04 91 14 45 43 – 06 14 59 01 35
Opérateur foncier : SYSTRA
Madame Marine BELIN mbelin@systra.com
Tél : **04 81 76 17 08 - 06 09 28 82 43**

– Mairie de Marseille - Direction Générale Adjointe « Ville de demain », (siège de l'enquête), 40 Rue Fauchier – 13002 Marseille.
Site Internet : www.marseille.fr. Tél : 04 91 55 22 00

– Préfecture des Bouches-du-Rhône
Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement
Bureau de l'Utilité Publique, de la Concertation et de l'Environnement
Place Félix Baret – 13006 Marseille
Tél : 04.84.35.40.00 - Site Internet : www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le 22 octobre 2024
Pour le Préfet
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Signé
Patrick PAYAN

202410392

annonces-legales.lamarseillaise.fr
Un service client
à l'écoute et disponible
04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr
Devis sur demande

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)
autour de l'Etablissement Principal des Munitions Provence (EPMu PVE)
situé sur le territoire des communes de Miramas et Istres

Par arrêté du Ministre des Armées en date du 11 juillet 2024, il a été prescrit l'élaboration du PPRT militaire relatif au dépôt de munitions exploité par l'Etablissement Principal des Munitions Provence (EPMu PVE) situé sur les communes de Miramas et Istres.

Cet arrêté peut être consulté à :
- la mairie de Miramas, Hôtel de Ville, Place Jean-Jaurès, 13140,
- la mairie d'Istres, 1 Esplanade Bernardin Laugier, 13800
- la mairie d'Arles, Hôtel de Ville, Place de la République, 13200,
- la Communauté d'Agglomération Arles, Crau, Camargue, Montagnette, Parc des Ateliers, 5 rue Yvan Audouard 13200 Arles,
- la Métropole Aix-Marseille-Provence, Immeuble Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille,
- la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, Place Félix Baret 13006 Marseille.

Pour le Préfet
L'Adjointe au chef de bureau
Signé
Christine HERBAUT

202410518

Vie des sociétés

CLÔTURE DE LIQUIDATION

BOUCHERIE LES CHARTREUX
SASU au capital de 1 000 euros
Siège social : 110 AVENUE DES CHARTREUX
13004 MARSEILLE
N° 842 532 624 RCS MARSEILLE

Le 30/09/2024, L'AGE a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, Monsieur MESSAOUD Slimane demeurant 94 Bd Baille 13005 MARSEILLE, pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour. Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de MARSEILLE. Radiation au RCS de MARSEILLE.

202410546

MODIFICATION DU CAPITAL

AZIMUT TRADING COMPANY
Société à Responsabilité Limitée au capital de 350.000 euros
Siège social : 4-6-MINI PARC DE L'ANJOLY BATIMENT 4, 4 VOIE D'ANGLETERRE, 13127 VITROLLES
R.C.S. MARSEILLE 508 730 538

Le 15 juin 2024, L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE a décidé d'augmenter le capital d'une somme de 343 000 euros par incorporation de réserves pour le porter à 350 000 euros.
L'article 9 des statuts a été modifié en conséquence.
Mention en sera faite au RCS de Marseille.

202410548

Publications d'annonces légales et judiciaires

Une plateforme digitale pour gérer en autonomie sur 5 départements

13 | 83 | 84 | 30 | 34

La Marseillaise

annonces-legales.lamarseillaise.fr

Un service client à l'écoute et disponible
04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

Devis sur demande

Vie des sociétés

LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 4 novembre 2024 il a été établi un contrat de location gérance entre "THE SHOOTING STAR", SASU au capital de 100 euros, dont le siège social est 56 Traverse de Saint Pons - 13012 MARSEILLE immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 830 899 423, représentant légal Monsieur Nabil RAGUEH titulaire de l'Autorisation de **Taxi N°332** sur la commune de Marseille et "MKS 13" SASU au capital de 1000 euros, dont le siège social est Le Carré des Pins, 4 Boulevard Laveran – 13013 MARSEILLE immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 927 993 956 représentant légal Monsieur Mohamed MEDDOURI portant sur une autorisation de stationnement **N°332** à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Voitures Publiques, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans un délai maximal de cinq ans.

202410544

LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 02 juillet 2024 il a été établi un contrat de location gérance entre Monsieur David Leka demeurant 50 avenue de La Martheline, Les Ajencs - Bât D 2 - 13009 Marseille, titulaire de l'Autorisation de **Taxi N°779** sur la commune de Marseille et Monsieur Cédric Savy demeurant 2 rue Marius Monnet - 13600 La Ciotat, portant sur une autorisation de stationnement **N°779** à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Voitures Publiques, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans un délai maximal de cinq ans.

202410551

TRANSFORMATION

ACHAT CONSEIL ET DEVELOPPEMENT
Société à responsabilité limitée
transformée en société par actions simplifiée
Au capital de 7 500 euros
Siège social : 58 AVENUE DES ANCIENS COMBATTANTS AFN 13700 MARIGNANE
483 302 022 RCS AIX EN PROVENCE

AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 3 juillet 2024, l'Associée Unique a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 7 500 euros.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Monsieur LAURENT CORSO.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ :

la société MAGDELEINE, société par actions simplifiée au capital de 1 216 800 euros, ayant son siège social 25 avenue des anciens combattants AFN 13 700 MARIGNANE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 483 302 022 RCS AIX EN PROVENCE,

Représentée par Monsieur LAURENT CORSO.

Pour avis
La Gérance

202410552

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée :

RB SALON DE THE ET GATEAUX ORIENTAUX
Capital social : 500 euros.
Siège social : 5 rue des Capucins - 13001 Marseille
Objet : La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :
- vente et dégustation sur place ou à emporter de gâteaux orientaux et de boissons chaudes ou froides sans alcool.
Président : Monsieur Reda BOUROKBA demeurant 324 bd Chave - 13005 Marseille
Clause d'agrément : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.
Clause d'admission : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.
Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE

202410554



DISSOLUTION

BOUCHERIE LES CHARTREUX
SASU au capital de 1 000 euros
Siège social : 110 AVENUE DES CHARTREUX
13004 MARSEILLE
N° 842 532 624 RCS MARSEILLE

Le 30/09/2024, L'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30/09/2024.
Monsieur MESSAOUD Slimane demeurant 94 Bd Baille 13005 MARSEILLE, a été nommé Liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au 110 AVENUE DES CHARTREUX 13004 MARSEILLE.
Mention sera faite au RCS de MARSEILLE.

202410545

LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 4 novembre 2024 il a été établi un contrat de location gérance entre Monsieur Christophe GUERINI demeurant 36 Chemin du Vallon de la Micouline - 13011 Marseille titulaire de l'Autorisation de **Taxi N°331** sur la commune de Marseille et "KLM taxi" SAS au capital de 1 000 euros, dont le siège social est 9 rue Darius Milhaud – 13960 SAUSSET LES PINS immatriculée au RCS de Aix-en-Provence sous le numéro 949 863 476, représentant légal Monsieur Karim BENABDELKADER portant sur une autorisation de stationnement **N°331** à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Voitures Publiques, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans un délai maximal de cinq ans.

202410541

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP, il a été constitué une Société Civile Immobilière dénommée :

JESJ FAMILY

Objet social : acquisition, administration, gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.
Siège social : 1 A Chemin du Vert Clos 13720 LA BOUILLADISSE
Capital : 1 000 euros
Gérance : Madame SBRIZZAI Jade et Monsieur CLAIRET domiciliés Eddy 1 A Chemin du Vert Clos 13720 LA BOUILLADISSE
Clause d'agrément : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE

202410542

TRANSFORMATION

MARIGNANE SERVICES MENUISERIE
Société à responsabilité limitée
transformée en société par actions simplifiée
Au capital de 7 500 euros
Siège social : 58 RTE DE GIGNAC LE CARESTIER 13700 MARIGNANE
444 322 838 RCS AIX EN PROVENCE

AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 3 juillet 2024, l'Associée Unique a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 7 500 euros.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Monsieur ROLAND CORSO.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ :

la société MAGDELEINE, SAS au capital de 1 216 800 euros, ayant son siège social 25 Avenue des anciens combattants d'AFN, 13700 MARIGNANE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 493 022 925 RCS AIX EN PROVENCE

Représentée par Monsieur LAURENT CORSO.

202410543

CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP en date du 31/10/2024, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
Dénomination Sociale : GA2LH
Forme : SARL
Capital social : 1 000 €
Siège social : 17 Boulevard des Peintures, 13014 MARSEILLE 14
Objet social : L'activité de sociétés holding
Gérance : M. Guillaume BATROL demeurant 2 Avenue des Pegoulières, 13124 PEYPIN
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de MARSEILLE

202410555

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.
L'enquête publique se déroulera du **mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00**, soit pendant 37 jours consécutifs.
Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.
Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : **Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE**
Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
· **Consultation du dossier sous format numérique :**
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
· **Consultation du dossier sous format papier :** dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
· Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
· Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante :
enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
· Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
· Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
· Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.
Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE	COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique) Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45	LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique) Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h	LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h	MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h	MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h	MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h

Suite page 15

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h				
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h				

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
· Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
· L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.
Informations environnementales :
· L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.
Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
· A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
· En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
· A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

202410197



Certifié Nice-Matin - Paru dans édition Toulon le 17/10/2024

▷ AVIS D'ENQUÊTES

AIX MARSEILLE PROVENCE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq schémas de cohérence territoriale déjà existants sur son territoire.

L'enquête publique se déroulera du mardi 5 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le tribunal administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la banque de développement régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Le Pharo, 58, boulevard Charles Livon - 13007 Marseille.

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :

Consultation du dossier sous format numérique :

- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Consultation du dossier sous format papier : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :

Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante :
enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr

Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles

Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :

M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 Marseille CEDEX 02

Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 8h30 - 18h Format papier et numérique	Mardi 5 nov. : 9h - 12h Lundi 18 nov. : 14h - 17h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
	Mairie Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mercredi 6 nov. : 9h-12h Vendredi 6 déc. : 13h45 - 16h45
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h - 12h30 et 13h30 - 17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX-EN-PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 9h - 12h Format papier	/
	Mairie Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX-EN-PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	/	Mercredi 6 nov. : 14h - 17h Mardi 3 déc. : 9h - 12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride Z.I. Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h - 12h Mardi 26 nov. : 14h - 17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 7h30 - 17h30 Format papier	Mardi 5 nov. : 9h - 12h Mercredi 20 nov. : 14h - 17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h - 12h Jeudi 28 nov. : 14h - 17h
SALON DE PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 bd Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h - 17h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h et 13h - 16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h - 12h Mardi 26 nov. : 13h30 - 16h30
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 5 nov. : 9h - 12h Lundi 18 nov. : 14h - 17h
LA CIOTAT	Mairie Service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h - 12h et 14h - 17h Vendredi : 9h - 12h et 14h - 16h30 Format papier et numérique	Jeudi 7 nov. : 9h - 12h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 avenue des Puisatiers 13580 LA FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h15 Vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h - 12h Mardi 10 déc. : 14h - 17h
LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h - 12h et 13h - 17h Mardi et jeudi : 8h30 - 12h Mercredi : fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h - 17h mardi 3 déc. : 9h - 12h
MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h et 13h30 - 17h Format papier et numérique	Jeudi 7 nov. : 14h - 17h Mercredi 4 déc. : 14h - 17h
MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h - 12h et 13h - 17h Format papier et numérique	Vendredi 8 nov. : 9h - 12h Mercredi 27 nov. : 14h - 17h
MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30 - 12h et 13h30 - 17h Mardi : 12h - 18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h - 17h Lundi 2 déc : 09h - 12h
PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 196 impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h - 12h et 14h - 17h Vendredi : 9h 12h Format papier et numérique	Vendredi 8 nov. : 9h - 12h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	PôleTechnique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2e étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	Du lundi au vendredi : 9h - 12h et 13h30 - 17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h - 17h Lundi 2 déc. : 14h - 17h
SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie - Service Aménagement de l'Espace 198 Place DidierTramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30 - 17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h - 12h Lundi 25 nov. : 14h - 17h
TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30 - 12h00 et 13h30 - 17h30 Vendredi : 8h30 - 12h et 13h30 - 16h30 Format papier	Vendredi 8 nov. : 13h30 - 16h30 Mercredi 20 nov. : 14h - 17h
VENELLES	l'Hôtel de Ville Place MariusTrucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h - 12h Lundi 2 déc. : 9h - 12h
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Citeaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h - 12h et 13h30 - 17h Vendredi : 9h - 12h et 13h30 - 16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h - 17h Lundi 9 déc. : 14h - 17h

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations : Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) - Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale - Service Stratégie Territoriale CMCI, 6e étage, 2, rue Henri Barbusse, 13001 Marseille.

Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête : L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.

Informations environnementales :
L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an : A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI, 6e étage, 2, rue Henri Barbusse 13001 Marseille
En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 Marseille
- Préfecture du Vaucluse – 2, avenue de la folie – 84905 Avignon
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 Toulon
A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

▷ FORMALITÉS DIVERSES

CHANGEMENT DE NOM PATRONYMIQUE

Mme Fontaine (Coralie Dominique Andrée), demeurant Le Canopy Bâtiment A 36 bis, avenue AmbroiseThomas, Hyères 83400 France, agissant au nom de son enfant Abellon-Fontaine (Nathan, Sam), né le 24 novembre 2010 à Toulon 83000 France, dépose une requête auprès du garde des sceaux afin que (Nathan, Sam) s'appelle Fontaine.

▷ VIE DES SOCIÉTÉS

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

BUSINESS DEVELOPPEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 100 euros
Siège social : Route de Sénanque, Lieudit l'Enclos, Domaine les Bastidons n° 44, 84220 Gordes
834 769 747 RCS Avignon

Aux termes d'une décision en date du 14/10/24, l'associé unique a décidé de transférer le siège social de Route de Sénanque, Lieudit l'Enclos, Domaine les Bastidons n°44, 84220 GORDES au 5 Lotissement « La Pinède », 672, Carraire de Delvieux Sud, 83860 Nans-les-Pins, à compter du 14/10/24 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. La Société, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'Avignon sous le numéro 834 769 747 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés de Draguignan.

Président : Monsieur Didier DURAND-D'AUZAY, demeurant 5 Lotissement « La Pinède », 672, Carraire de Delvieux Sud, 83860 Nans-les-Pins.

Pour avis
le président

Appels d'offres

▷ AVIS D'APPELS

Batigere habitat

AVIS DE PUBLICITE

BATIGERE HABITAT
M. Le Directeur Général
12, rue des Carmes BP 750 54000 Nancy
Tél : 03 87 71 11 11
SIRET 64552016400000
Référence acheteur : PFO 2482
L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.

Objet : Accord-cadre multi-attributaires relatif à l'entretien courant (travaux logements occupés, parties communes et espaces extérieurs), l'entretien à l'attribution (logements vacants) et dépannage (y compris les travaux de réparations découlant des sinistres) constituant l'ensemble du patrimoine immobilier sur le territoire PACA de BATIGERE HABITAT, AMLI, API Provence et BATIGERE HABITATS SOLIDAIRES

Procédure : Procédure ouverte
Forme de la procédure : Division en lots : oui
Lot N° 1 - Lot gros œuvre maçonnerie plâtrerie carrelage Secteur 06
Lot N° 2 - Lot peinture revêtements de sols Secteur 06
Lot N° 3 - Lot plomberie chauffage ventilation Secteur 06
Lot N° 4 - Lot électricité Secteur 06
Lot N° 5 - Lot menuiserie serrurerie métallerie vitrerie Secteur 06
Lot N° 6 - Lot assainissement Secteur 06
Lot N° 7 - Lot couverture zinguerie étanchéité Secteur 06
Lot N° 8 - Lot nettoyage Secteur 06
Lot N° 9 - Lot gros œuvre maçonnerie plâtrerie carrelage Secteur 13
Lot N° 10 - Lot peinture revêtements de sols Secteur 13
Lot N° 11 - Lot plomberie chauffage ventilation Secteur 13
Lot N° 12 - Lot électricité Secteur 13
Lot N° 13 Lot menuiserie serrurerie métallerie vitrerie Secteur 13
Lot N° 14 - Lot assainissement Secteur 13
Lot N° 15 - Lot couverture zinguerie étanchéité Secteur 13
Lot N° 16 - Lot nettoyage Secteur 13
Lot N° 17 - Lot gros œuvre maçonnerie plâtrerie carrelage Secteur 83
Lot N° 18 - Lot peinture revêtements de sols Secteur 83
Lot N° 19 - Lot plomberie chauffage ventilation Secteur 83
Lot N° 20 - Lot électricité Secteur 83
Lot N° 21 - Lot menuiserie serrurerie métallerie vitrerie Secteur 83
Lot N° 22 - Lot assainissement Secteur 83
Lot N° 23 - Lot couverture zinguerie étanchéité Secteur 83
Lot N° 24 - Lot nettoyage Secteur 83

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif).

Remise des offres : 12 novembre 2024 à 14h00 au plus tard.
Envoi à la publication le : 11 octobre 2024

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur http://www.batigere.fr

COLLECTIVITÉS, SOYEZ AU PLUS PROCHE DE VOS CONCITOYENS



Publiez vos concertations, avis d'informations, enquêtes publiques, réunions, bien vacants... dans la page locale de votre commune.

nice-matin var-matin

Tél. 04 93 18 71 49 - legales@nicematin.fr

Nous recommandons à nos annonceurs de bien vouloir être assez aimables de répondre aux lettres courtoisement rédigées ou, si cela leur est matériellement impossible, de renvoyer à leurs correspondants les documents ou photos qui auraient pu leur être confiés. En répondant, ne pas omettre d'indiquer le numéro de l'annonce.

341492

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.

L'enquête publique se déroulera du mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
- Consultation du dossier sous format numérique :
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
- Consultation du dossier sous format papier : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
- Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
- Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
- Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
- Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
	Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie - Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	/
	Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	/	Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
- Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille

Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
- L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.

Informations environnementales :
- L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
- A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
- En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
- A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

341492

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.

L'enquête publique se déroulera du mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
- Consultation du dossier sous format numérique :
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
- Consultation du dossier sous format papier : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
- Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
- Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
- Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
- Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
	Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie - Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	/
	Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	/	Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Côteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
- Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille

Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
- L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.

Informations environnementales :
- L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
- A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
- En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
- A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAUCLUSE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.
L'enquête publique se déroulera du **mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00**, soit pendant 37 jours consécutifs.
Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.
Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : **Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE**
Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
· **Consultation du dossier sous format numérique :**
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
· **Consultation du dossier sous format papier :** dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
· Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
· Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante :
enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
· Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
· Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
· Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.
Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE	COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique) Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45	LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique) Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h	LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h	MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h	MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h	MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAUCLUSE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h				
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h				

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
· Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
· L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.
Informations environnementales :
· L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.
Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
· A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
· En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
· A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

202410195



ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.
L'enquête publique se déroulera du **mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00**, soit pendant 37 jours consécutifs.
Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.
Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : **Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE**
Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
· **Consultation du dossier sous format numérique :**
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
· **Consultation du dossier sous format papier :** dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
· Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
· Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante :
enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
· Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
· Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
· Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.
Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE	COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique) Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45	LA FARE-LES-OLMIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLMIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique) Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h	LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h	MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h	MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h	MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h				
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h				

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
· Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
· L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.
Informations environnementales :
· L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.
Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
· A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
· En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
· A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

202410194

COMMUNE DE BRUE-AURIAC

Enquête publique sur le projet de modification de droit commun n°1 du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté n°24.110 en date du 23 septembre 2024, le Maire de la commune de Brue-Auriac a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU).
Préalablement à l'enquête publique, le dossier a été adressé à l'ensemble des Personnes Publiques associées suivant l'article L153-40 du code de l'urbanisme. Conformément au 3° de l'article R104-12 du code de l'urbanisme, la commune a saisi l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas le 11 juin 2024. La Mission Régionale d'Autorité Environnementale a décidé que le projet de modification de droit commun n°1 ne nécessite pas d'évaluation environnementale. L'avis conforme de la MRAe n°CU-2024-3723 en date du 02 août 2024 sera joint au dossier d'enquête.
Monsieur Jean-François MALZARD a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulon par décision n° E24000045 / 83 en date du 12 septembre 2024.
L'enquête se déroulera à la mairie de Brue-Auriac, Cours Roux de Corse, du lundi 14 octobre 2024 au vendredi 15 novembre 2024, inclus.

Les caractéristiques principales du projet de PLU sont les suivantes :
Prendre en compte les risques d'inondation par ruissellement et la gestion du pluvial sur l'ensemble du territoire de la commune, suite aux études portant sur le risque d'inondation par ruissellement dans l'enveloppe urbaine, afin d'assurer la maîtrise des ruissellements et la prévention de la dégradation des milieux aquatiques par temps de pluie, corriger des erreurs matérielles identifiées dans certains documents règlementaires du PLU approuvé (OAP, règlement écrit, liste des ER, ...), retravailler les emplacements réservés (suppression, réduction, création) et mettre à jour la liste des ER, préciser les dispositions du règlement écrit et des prescriptions graphiques règlementaires pour faciliter la compréhension et l'instruction des demandes d'autorisation, assouplir les règles en matière de production d'énergie renouvelable pour l'auto-alimentation, prendre en compte les recommandations du SDIS en particulier dans les OAP des Peires, rappeler et mettre à jour des références règlementaires (code de l'urbanisme en particulier), reformuler des règles dans les zones naturelles et agricoles pour faciliter l'instruction des demandes d'autorisation. En particulier harmoniser les dispositions dans le secteur Ap.

[illegible] dispositions dans le secteur Ap.

A l'issue de cette enquête et au vu des conclusions du commissaire enquêteur, le conseil municipal sera appelé à délibérer pour approuver la modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme.
Le dossier d'enquête publique est consultable à la Mairie de Brue-Auriac, Cours Roux de Corse, pendant toute la durée de l'enquête, le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 10h00 à 12h00 et de 15h00 à 17h30.
Le dossier sera également consultable sur le site de la Mairie de Brue-Auriac : www.brue-auriac.fr
Un poste informatique sera mis à disposition du public à la mairie de Brue-Auriac, située Cours Roux de Corse, pour consultation du dossier d'enquête.
Chacun pourra consigner éventuellement ses observations, propositions et contre-propositions du lundi 14 octobre 2024 au vendredi 15 novembre 2024 inclus :
•sur le registre papier disponible à la Mairie, Cours Roux de Corse, aux horaires d'ouverture habituels.
•par courrier postal à l'adresse : Monsieur le commissaire enquêteur, « enquête publique modification n°1 du PLU », Cours Roux de Corse 83119 Brue-Auriac
•par courriel à l'adresse : plu@brue-auriac.fr
•Et auprès du commissaire enquêteur pendant ses permanences organisées à la mairie, située Cours Roux de Corse 83119 Brue-Auriac.

Le commissaire enquêteur recevra le public, à la mairie au Cours Roux de Corse, aux jours et horaires suivants :
· Lundi 14 octobre 2024, de 9h00 à 12h00 ;
· Mardi 22 octobre 2024, de 15h00 à 17h30 ;
· Jeudi 31 octobre 2024, de 9h00 à 12h00 ;
· Vendredi 8 novembre 2024, de 15h00 à 17h30 ;
· Vendredi 15 novembre 2024, de 9h00 à 12h00.

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, et sur le site internet www.brue-auriac.fr et ce pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.
Toutes les informations relatives à l'organisation de l'enquête publique peuvent être demandées par courrier, auprès de Monsieur le Maire de Brue-Auriac, par courrier à l'adresse suivante : Mairie de Brue-Auriac « enquête publique modification n°1 du PLU » Cours Roux de Corse 83119 Brue-Auriac, ou par téléphone : 04 98 05 26 26

202410136

Vie des sociétés

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

CABINET « JURISTES – CONSEILS – SABLIERE»
Société d'Avocats inscrite au Barreau de l'Eure
425, Rue Clément Ader – Bât. C - 27000 EVREUX
- Tél : 02.32.33.42.56

Société à Responsabilité Limitée « LUDOVAR » -
Capital social : 5.800,00 €uros
Siège social : 805, Avenue du Cap Nègre 83980 LE LAVANDOU
R.C.S. TOULON 834.986.143
-834.986.143.000.32

Aux termes d'un procès-verbal de décisions unanimes des associés à caractère extraordinaire en date du 14 Octobre 2024, le siège social a été transféré, à compter du 15 Octobre 2024, de Le Lavandou (Var), 805, Avenue du Cap Nègre, à Roquebillière (Alpes-Maritime), 5, Avenue Corniglion Molinier. L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour Avis
La Gérance

202410314

FLUIDITE, RAPIDITE, EFFICACITE
sur 5 départements
13 | 83 | 84 | 30 | 34
La Marseillaise



JEAN-CLAUDE IZZO
HISTOIRE D'UN MARSEILLAIS
Stefania Nardini

Pour les 20 ans de la disparition de Jean-Claude Izzo, La Marseillaise publie sa biographie signée par la journaliste Stefania Nardini.
Inclus des extraits de textes inédits du poète et auteur de polars cultes.

15,00 € + 4,30 € de frais de port*
* dégressif en fonction du nombre de commandes

JEAN-CLAUDE IZZO
HISTOIRE D'UN MARSEILLAIS
COMMANDEZ-LE DÈS MAINTENANT

• en ligne sur le site : laboutique.lamarseillaise.fr
• par courrier, en renseignant toutes les informations du formulaire suivant et en le retournant accompagné d'un chèque de 19,30 € au nom de La Marseillaise à l'adresse :
Boutique La Marseillaise - 15 cours Honoré d'Estienne d'Orves - 13001 Marseille.

Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
CP : ..... Ville : .....
Email : .....
N° téléphone (obligatoire) : .....

laboutique@lamarseillaise.fr | 04 91 57 75 20 du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00

ACTUALITÉ LOCALE

RÉGION

Vigilance jaune maintenue face aux orages

Météo France maintient les départements des Bouches-du-Rhône, du Vaucluse et du Var en vigilance jaune ce jeudi, de midi à minuit, pour orages et pluies inondations. « *Des orages possiblement forts sont à craindre sur les départements littoraux depuis l'Hérault jusqu'aux Alpes-Maritimes ainsi que dans le Vaucluse* », écrivent les prévisionnistes, qui précisent : « *Les cumuls de pluie sous ces orages pourraient être importants, avec des intensités élevées ponctuellement.* » Mercredi, des cumuls proches de 100 mm ont été atteints au cours de la matinée à la frontière des Alpes-Maritimes et du Var. « *La situation demeure cependant très incertaine* », avertit Météo France, qui n'exclut pas de faire évoluer le niveau de vigilance.

La ministre Catherine Vautrin à la convention des maires

Ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation, Catherine Vautrin participera à la 6e convention annuelle des maires de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, organisée lundi 21 octobre au Grand théâtre de Provence à Aix-en-Provence. La thématique retenue par le président de Région, Renaud Muselier (Ren), est « la dynamique des jeux pour vos communes : en avant pour 2030 », dans la perspective des Jeux olympiques d'hiver qui se tiendront dans les Alpes françaises. Catherine Vautrin, qui clôturera cette convention, sera sans nul doute interpellée sur le tour de vis budgétaire de moins 5 milliards d'euros exigés des collectivités locales dans le projet de loi de finances. « *Notre crédibilité économique* » passe par « *moins de dépenses* », a déclaré mercredi la ministre à l'Assemblée nationale.

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

Vie des sociétés

CLÔTURE DE LIQUIDATION

L'AGE du 31/12/2023 la SAS MALIWAN Arcades des Abbayes 13127 VITROLLES RCS SALON 911 825 412 a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et a constaté la clôture définitive de la liquidation.

202410330

LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 09/10/2024 il a été établi un contrat de location gérance entre Madame Sofia SAYADA, demeurant au 9 Avenue de la Grognarde, Parc Clair Soleil Bât B7 – 13011 MARSEILLE titulaire de l'Autorisation de **Taxi N°356** sur la commune de Marseille et la société SAS SAYADA SOFIA au capital de 1000 euros, dont le siège social est 9 Avenue de la Grognarde, Parc Clair Soleil Bât B7 – 13011 MARSEILLE immatriculée au RCS de Marseille sous le numéro 844 772 764, représentant légal Sofia SAYADA portant sur une autorisation de stationnement **N°356** à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Voitures Publiques, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans un délai maximal de cinq ans.

202410326

MODIFICATIONS

L'AGE du 01/10/2024 La SARL NM TP 42 Avenue de Rome Le Forum 13127 VITROLLES RCS SALON 980 217 442 a décidé de transférer son siège au Chemin des Crapoux RN113 13130 BERRE L'ETANG et accepte la démission de Mr MOULEFIDA Salim à son poste de co-gérant.

202410328

DISSOLUTION

L'AGE du 31/12/2023 la SAS MALIWAN Arcades des Abbayes 13127 VITROLLES RCS SALON 911 825 412 a décidé la dissolution de la société, a nommé Mr CESARO VIDIC Lionel domicilié 344 Boulevard Barthélémy Abbadie 13730 SAINT VICTORET en qualité de liquidateur et a fixé le siège de liquidation au siège.

202410329



La salle d'accueil de l'école Kalliste accueillait mardi soir la première grande réunion publique d'information du projet de rénovation urbaine de cet ensemble très dégradé. PHOTO C.W.

Le parc Kalliste prépare sa transformation

MARSEILLE

Le projet de renouvellement urbain de Kalliste, connu pour ses copropriétés dégradées, a fait l'objet mardi soir d'une grande réunion publique d'information.

« *Cette réunion publique, on l'attend depuis 10 ans* », soupire Marie-France Sturlese, présidente du comité d'intérêt de quartier (CIQ) des trois B, pour Baumillons, Bigotte et Bourrely. Soit les trois quartiers qui jouxtent le parc Kalliste (15e). Dans cet entrelacs de copropriétés dégradées qui a fait la réputation des lieux, la présidente du CIQ est curieuse de connaître les contours du projet de renouvellement urbain de la cité.

Ce mardi 15 octobre au soir, la salle d'accueil de l'école maternelle du quartier s'avère trop petite pour l'afflux des habitants, la plupart co-propriétaires ou locataires. Tous sont venus assister à la présentation d'un projet hors-norme destiné à rendre leur âme à ces copro édifiées en 1962, confrontées à de multiples problèmes de gestion et qui avaient nécessité l'intervention publique. Les bâtiments B et H ont été démolis en 2019 et 2021 et les bâtiments G et E le seront fin 2025 après acquisition des derniers appartements et le relogement des habitants.

Tout cela s'inscrit dans une stratégie globale de la Ville avec l'Anru sur l'ensemble du parc Kalliste (752 logements à l'origine), scindé en 2015 en 9 copropriétés pour faciliter la gestion de chaque bâtiment et tenter d'enrayer leur déclin. Mais ces copropriétés privées se sont méticuleusement dégradées en dépit des interventions publiques et des plans de sauvegarde. Le bâtiment E avait été rénové en 2005.

Détresse sociale

« *On va enfin entrer dans la faisabilité, on va enfin pouvoir voir des choses comme à La Solidarité* », se réjouit Samia Gahli, maire adjointe (DVG) en charge des grands projets et de l'Anru. L'élue en profite pour saluer le travail mené de concert entre Marseille-Habitat, l'État, la Ville et la Métropole. Dans cette copropriété dégradée où cohabitent tous les profils et où persiste une certaine détresse sociale, l'élue rappelle que s'il a fallu « *en appeler à l'argent public, c'est parce qu'il y a eu des défaillances* ». La mise en œuvre des plans de sauvegarde des copropriétés dégradées se poursuit, mais pas à la vitesse espérée par ceux qui y vivent. Président de Marseille-Habitat, Audrey Gatian explique que le bâtiment G est presque vide. « *Il ne reste que quatre ménages, deux squats en cours de traitement, un locataire de Marseille Habitat qui doit être relogé et un autre qui a un propriétaire privé avec qui nous discutons* », détaille-t-elle. La cage d'escalier sera murée d'ici fin 2024 avant démolition.

> « Cette réunion publique, on l'attendait depuis 10 ans »
>
> **Marie-France Sturlese, présidente du CIQ des trois B**

« *On est au F et on en a marre. Je veux vendre, j'en ai ras le bol* », lance une femme dans l'assistance, dont la vie est rendue impossible par la présence de trafic de stup et de squatteurs. Certains copropriétaires évoquent la faible indemnisation pour vendre leur appartement et leur incapacité à se projeter ailleurs qu'à Kalliste, compte tenu de leurs faibles ressources. Tout ce qui doit être démoli le sera d'ici 2030. D'ici là, en 2026, les travaux de création du groupe scolaire Kalliste auront démarré, tandis qu'en 2027, un centre social et de nouvelles résidences auront vu le jour. « *Vous nous faites rêver mais concrètement, que va-t-il se passer ?* », questionne une femme, tandis qu'un copropriétaire se demande si un jour il pourra acheter un logement neuf après avoir vendu le sien. Ce sont les quelques rares commerçants présents dans le quartier qui s'estiment les plus lésés. Entre la démolition prévue en 2025 et la reconstruction d'un nouveau centre commercial envisagé en 2028, ce commerçant avoue qu'il ne sait pas ce qu'il va devenir pendant trois ans. Les problématiques vont continuer à remonter tout au long de la soirée. Les habitants ont besoin d'être rassurés. « *Ce qui se passe était impensable il y a quelques années*, assure cette propriétaire, qui aimerait vite oublier le passé.

Catherine Walgenwitz

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74 / annonceslegales@lamarseillaise.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.
L'enquête publique se déroulera du **mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00**, soit pendant 37 jours consécutifs.
Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.
Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : **Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE**
Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :

· **Consultation du dossier sous format numérique :**
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

· **Consultation du dossier sous format papier :** dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
· Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
· Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
· Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
· Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à : M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
· Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.
Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE	COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique) Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45	LA FARE-LES-OLMIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLMIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique) Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h	LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h	MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h	MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h	MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74 / annonceslegales@lamarseillaise.fr

LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h				
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h				

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
· Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
· L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.
Informations environnementales :
· L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.
Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
· A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
· En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
· A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

202410193

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PARUTION PRESSE

PPR MINIERS/CARRIÈRES SOUTERRAINES
COMMUNE DE TRETS

CONCERTATION AVEC LA POPULATION

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques Miniers (lignite)/ Carrières souterraines (pierre à ciment) sur la commune de Trets a été prescrite par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône daté du 27 octobre 2023.
Durant la phase de concertation avec la population, qui démarrera le 24 octobre 2024 pour une durée de **2 mois**, le public pourra :
• assister à la **réunion publique** qui se tiendra le **jeudi 24 octobre 2024 à 18 h 00** en Salle Mémori (Château des Remparts) à Trets ;
• consulter le **site internet** de la préfecture des Bouches-du-Rhône, www.bouches-du-rhone.gouv.fr (rubrique Prévention) sur lequel il pourra télécharger les documents de la concertation, suivre l'actualité et interroger la DDTM 13 et la DREAL PACA, en charge de l'élaboration du PPR ;
• visiter l'**exposition** mise en place en mairie de Trets ou accessible sur le site internet précité ;
• exprimer ses observations :
sur le **registre o**uvert à cet effet sur le lieu d'exposition ;
par **courriel** à l'adresse suivante : ddtm-risque-minier@bouches-du-rhone.gouv.fr ;
par **courrier** à : DDTM 13 – Service Urbanisme et Risques – 16 rue A. Zattara – 13 332 Marseille Cedex 3.

202410101

AIX MARSEILLE PROVENCE

AVIS AU PUBLIC

METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

Objet : Approbation de la Révision générale n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la ville d'Istres

Par délibération n° URBA-009-16748/24/CM du 10 octobre 2024, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille- Provence a approuvé la révision générale n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres.
Cette délibération fera l'objet, conformément à l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage :
- Au Pharo à Marseille, boulevard Charles Livon, siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- A la mairie d'Istres, - Sur le site internet de la Métropole Aix-Marseille Provence : www.ampmetropole.fr
- D'une publication sur le portail national de l'urbanisme accompagné du dossier de révision n°1 du PLU d'Istres.
Le dossier relatif à cette procédure sera tenu à la disposition du public à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Service Urbanisme Secteur Ouest - Division Urbanisme Istres - Trigance IV - allée de la Passe Pierre - 13800 Istres ; dans les locaux de la mairie d'Istres,1 Esplanade Bernardin Laugier 13800 Istres.

202410331

La Marseillaise
annonces-legales.lamarseillaise.fr

DÉPARTEMENT BOUCHES DU RHÔNE

RD8N REHABILITATION DU PONT SUR L'ARC

Par délibération en date du 23 juillet 2021, le Département des Bouches-du-Rhône a décidé de lancer une concertation publique relative au projet de **Réhabilitation du pont sur l'Arc sur la RD8n.**
La concertation, prévue par les dispositions du Code de l'Urbanisme, se déroulera du
lundi 4 novembre au vendredi 15 novembre 2024 sur la commune d'Aix-en-Provence.
Cette phase de la concertation publique porte sur la présentation de la phase :
Avant-Projet – présentation de la solution retenue

Présentation du projet

Le public pourra consulter les panneaux de présentation du projet dans les locaux de la mairie annexe de Pont de l'Arc les jours ouvrés (du lundi au vendredi) **de 9h à 12h00 et de 13h30 à 16h30** à l'adresse suivante :
Mairie annexe du quartier Pont sur l'Arc
75 route des Milles, place Sextius Conca – 13 090 Aix-en-Provence

Les techniciens de la Direction des Routes et des Ports du Département y assureront cinq permanences sur place, pour répondre aux questions du public :
- Le mardi 5 novembre après-midi
- Le jeudi 7 novembre matin
- Le mardi 12 novembre matin
- Le mercredi 13 novembre après-midi
- Le vendredi 15 novembre matin.
En parallèle, les éléments de présentation du projet seront également disponibles sur le site internet du Département à l'adresse suivante : https://dpt13.fr/RD8npontsurlarc
ou en scannant le QR code au dessus.

Modalité de contribution du public

Pendant la durée de la concertation publique, les observations sur les éléments présentés soumis à la concertation pourront être consignées :
- Dans le registre papier déposé à cet effet sur le lieu de la concertation
- Dans le registre numérique accessible depuis la page internet dédiée
- Par mail : routes@departement13.fr
- Par voie postale en adressant votre courrier à :
Département des Bouches du Rhône
Direction des Routes et des Ports – Arrondissement d'Aix en Provence
20 avenue de Tübingen – CS 20431
13 098 Aix-en-Provence cedex 2

Les informations recueillies au sein de ce registre numérique seront enregistrées par le Département des Bouches-du-Rhône pour la participation du public à l'élaboration des projets routiers. Ce traitement répond d'une obligation légale prévue par l'article L103-2 du Code de l'Urbanisme.
Les données collectées ne sont pas communiquées à d'autres destinataires. Elles sont conservées pour la durée de la procédure de concertation.
Vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données. Consultez le site cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits.
Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données du Département des Bouches-du-Rhône : dpo13@departement13.fr
Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

202410190

Vie des sociétés

CHANGEMENT DE PRÉSIDENT

IMMO VITE
SASU au capital de 100 euros
Siège social : 41 AVENUE LEON JOUHAUX
13600 LA CIOTAT
N°987 557 345 RCS MARSEILLE

Le 01/10/2024, L'AGE a nommé Président Madame LESOUTMER Sandrine, demeurant à 71 AVENUE FLOREAL BAT LE ROMARIN 13600 LA CIOTAT, en remplacement de Monsieur AVONDO Jérémie, démissionnaire, à compter du 01/10/2024
Les statuts ont été modifiés en conséquence.
Mention en sera faite au RCS de MARSEILLE.

202410319

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP, il a été constitué une SAS dénommée :
BABEL JOLIETTE
Capital social : 1 000 euros.
Siège social : 68 rue de la République 13002 Marseille
Objet : La location et l'exploitation d'espaces de co-working, la location et l'exploitation de bureaux ope?re?s, de bureaux, de commerces et d'espaces de travail privatifs ou partage?s, de salles de re?union, de re?ception, ne?cessaires pour l'exercice des activite?s de co-working, de bureaux ope?re?s et de domiciliation d'entreprises, la fourniture de services associe?s aux activite?s de co-working, de bureaux ope?re?s et de domiciliation d'entreprises.
L'objet social inclut e?galement, plus ge?ne?ralement toutes ope?rations e?conomiques, juridiques, industrielles, commerciales, civiles, financie?res, mobilie?res ou immobilie?res se rapportant directement ou indirectement a? son objet social (y compris toute activite? de conseil se rapportant directement ou indirectement a? l'objet social), ou tous objets similaires, connexes ou comple?mentaires ou susceptibles d'en favoriser l'extension ou le de?veloppement.
La Socie?te? peut agir, tant en France qu'a? l'e?tranger, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit en participation, association, groupement d'inte?re?t e?conomique ou socie?te?, avec toutes autres socie?te?s ou personnes et re?aliser, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, les ope?rations rentrant dans son objet. La Socie?te? peut e?galement prendre, sous toutes formes, tous inte?re?ts et participations dans toutes affaires et entreprises franc?aises et e?trange?res, quel que soit leur objet.
Président : Monsieur **Benoît JOBERT** demeurant 69 montée des Iris 13016 Marseille
Directeur Général : Monsieur Matthieu BRUGIERES demeurant 25 impasse des colonies 13008 Marseille
Clause d'agrément : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.
Clause d'admission : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.
Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Marseille.

202410320

CHANGEMENT DE GÉRANT

SCI SOKITE
SCI au capital de 1000 euros
Siège social :3 Rue de la Capitale 13007 Marseille
N° 502 833 601 RCS MARSEILLE
Le 01 Janvier 2024 la société SOKITE, a nommé en qualité de Gérant, Mr DI MECO Eric demeurant 782 A Route des Grands Jardins 84 300 Taillades en remplacement de Mr BENSOUSSAN Laurent démissionnaire, à compter du 01 /01 /2024 .
Mention au RCS de MARSEILLE .

202410321

341919

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.

L'enquête publique se déroulera du mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
- Consultation du dossier sous format numérique :
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
- Consultation du dossier sous format papier : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
- Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
- Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
- Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
- Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
	Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie - Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	/
	Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	/	Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Côteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
- Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille

Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
- L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.

Informations environnementales :
- L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
- A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
- En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
- A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

Certifié Nice-Matin - Paru dans édition Toulon le 07/11/2024

▷ AVIS D'ENQUÊTES

AIX MARSEILLE PROVENCE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq schémas de cohérence territoriale déjà existants sur son territoire.

L'enquête publique se déroulera du mardi 5 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le tribunal administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la banque de développement régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Le Pharo, 58, boulevard Charles Livon - 13007 Marseille.

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :

Consultation du dossier sous format numérique :

- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Consultation du dossier sous format papier : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :

Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr

Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles

Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :

M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 Marseille CEDEX 02

Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 8h30 - 18h Format papier et numérique	Mardi 5 nov. : 9h - 12h Lundi 18 nov. : 14h - 17h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
	Mairie Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mercredi 6 nov. : 9h-12h Vendredi 6 déc. : 13h45 - 16h45
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h - 12h30 et 13h30 - 17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX-EN-PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 9h - 12h Format papier	/
	Mairie Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX-EN-PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	/	Mercredi 6 nov. : 14h - 17h Mardi 3 déc. : 9h - 12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride Z.I. Les Paluds, 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h - 12h Mardi 26 nov. : 14h - 17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 7h30 - 17h30 Format papier	Mardi 5 nov. : 9h - 12h Mercredi 20 nov. : 14h - 17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h - 12h Jeudi 28 nov. : 14h - 17h
SALON DE -PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 bd Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h - 17h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h et 13h - 16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h - 12h Mardi 26 nov. : 13h30 - 16h30
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 5 nov. : 9h - 12h Lundi 18 nov. : 14h - 17h
LA CIOTAT	Mairie Service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h - 12h et 14h - 17h Vendredi : 9h - 12h et 14h - 16h30 Format papier et numérique	Jeudi 7 nov. : 9h - 12h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 17h15 Vendredi : 8h30 - 12h30 et 13h30 - 16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h - 12h Mardi 10 déc. : 14h - 17h
LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h - 12h et 13h - 17h Mardi et jeudi : 8h30 - 12h Mercredi : fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h - 17h mardi 3 déc. : 9h - 12h
MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h et 13h30 - 17h Format papier et numérique	Jeudi 7 nov. : 14h - 17h Mercredi 4 déc. : 14h - 17h
MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h - 12h et 13h - 17h Format papier et numérique	Vendredi 8 nov. : 9h - 12h Mercredi 27 nov. : 14h - 17h
MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30 - 12h et 13h30 - 17h Mardi : 12h - 18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h - 17h Lundi 2 déc : 09h - 12h
PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h - 12h et 14h - 17h Vendredi : 9h - 12h Format papier et numérique	Vendredi 8 nov. : 9h - 12h Mercredi 11 déc. : 14h - 17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	PôleTechnique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2e étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	Du lundi au vendredi : 9h - 12h et 13h30 - 17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h - 17h Lundi 2 déc. : 14h - 17h
SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie - Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30 - 17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h - 12h Lundi 25 nov. : 14h - 17h
TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30 - 12h00 et 13h30 - 17h30 Vendredi : 8h30 - 12h et 13h30 - 16h30 Format papier	Vendredi 8 nov. : 13h30 - 16h30 Mercredi 20 nov. : 14h - 17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30 - 12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h - 12h Lundi 2 déc. : 9h - 12h
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h - 12h et 13h30 - 17h Vendredi : 9h - 12h et 13h30 - 16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h - 17h Lundi 9 déc. : 14h - 17h

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations : Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) - Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale - Service Stratégie Territoriale CMCI, 6e étage, 2, rue Henri Barbusse, 13001 Marseille.

Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :

L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.

Informations environnementales :

L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an : A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI, 6e étage, 2, rue Henri Barbusse 13001 Marseille

En Préfectures :

- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 Marseille
- Préfecture du Vaucluse – 2, avenue de la folie – 84905 Avignon
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 Toulon

A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

COLLECTIVITÉS, SOYEZ AU PLUS PROCHE DE VOS CONCITOYENS



Publiez vos concertations, avis d'informations, enquêtes publiques, réunions, bien vacants... dans la page locale de votre commune.

nice-matin var-matin

Tél. 04 93 18 71 49 - legales@nicematin.fr

▷ FORMALITÉS DIVERSES

CESSATION DE GARANTIE

La garantie financière visée par la loi du 2 janvier 1970 dont bénéficie l'entité BOÏSRAME IMMOBILIER, 64, boulevard de la Libération, 83490 Le Muy Immatriculée au RCS 917604506 pour ses activités de :

- TRANSACTION IMMOBILIERE depuis le 6 septembre 2022
- GESTION IMMOBILIERE depuis le 14 octobre 2022

auprès de son garant financier, GALIAN Assurances, Société Anonyme, RCS 423 703 032, prendra fin TROIS JOURS FRANCS après la publication du présent avis.

Les créances, s'il en existe, devront être déclarées au siège de GALIAN Assurances, 89, rue la Boétie, 75008, Paris, dans les trois mois de la présente insertion.

▷ VIE DES SOCIÉTÉS

SCI DE CAMPS
Société Civile Immobilière au capital de 2.000 Euro
Siege Social : 471, chemin des Argelas
83170 Brignoles
815.226.212 RCS Draguignan

CLOTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 31 octobre 2024, après avoir entendu le rapport du liquidateur, l'assemblée a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur et l'a déchargé de son mandat, et a constaté la clôture des opérations de liquidation au 31 octobre 2024.

Les comptes de liquidation seront déposés au RCS de Draguignan.

Pour avis, le liquidateur

AVIS

SCI CAP SUD (SCI en Liquidation) SCI au capital de 300 000 euros, Lotissement 'Les Myrthes'-Lot 25, 83120 Sainte-Maxime, 438 883 811 RCS Fréjus. L'Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé, le 20 août 2024, les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur Mme MARAISTESSIER Patricia Christine demeurant 108, chemin du Colorado, 97417 Saint-Deins pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture de liquidation de la société, à compter du 20 août 2024. Mention en sera faite au RCS de Fréjus.

Nous recommandons à nos annonceurs de bien vouloir être assez aimables de répondre aux lettres courtoisement rédigées ou, si cela leur est matériellement impossible, de renvoyer à leurs correspondants les documents ou photos qui auraient pu leur être confiés. En répondant, ne pas omettre d'indiquer le numéro de l'annonce.

LOTO — Résultats du tirage du mercredi 6 novembre 2024

TIRAGE LOTO® 6 8 15 23 26 CHANCE 5

Nombres de combinaisons simples gagnantes — Gains par combinaison simple gagnante**

5 BONS NUMEROS + CHANCE	Aucun gagnant.	
5 BONS NUMEROS	3	55 155 €
4 BONS NUMEROS + CHANCE	85	475,10 €
4 BONS NUMEROS	689	211,40 €
3 BONS NUMEROS + CHANCE	3 227	26,90 €
3 BONS NUMEROS	23 700	13,20 €
2 BONS NUMEROS + CHANCE	36 168	6,70 €
2 BONS NUMEROS	276 228	3,40 €
1 BON NUMERO + CHANCE	377 573	2,20 €
0 BON NUMERO + CHANCE		

OPTION 2ND TIRAGE 5 21 30 46 47

5 BONS NUMEROS	Aucun gagnant.	/
4 BONS NUMEROS	169	825,30 €
3 BONS NUMEROS	8 774	40,80 €
2 BONS NUMEROS	137 745	3 €

Tirage des 10 codes LOTO® gagnants à 20 000 €

A 5754 7785	B 4222 6260	D 0909 9126	H 3123 2060	O 3737 6225
O 7176 0306	R 7201 1288	R 7492 4258	T 6412 5166	V 6850 1706

JOKER+ Résultat sur fdj.fr

A gagner, au tirage LOTO® du samedi 9 novembre 2024 :

5 000 000 €*

* Montant minimum à partager au rang 1. Voir règlement.

Résultats et informations : Application FDJ — 3256 — fdj.fr

LES JEUX D'ARGENT ET DE HASARD PEUVENT ÊTRE DANGEREUX : PERTES D'ARGENT, CONFLITS FAMILIAUX, ADDICTION... RETROUVEZ NOS CONSEILS SUR JOUEURS-INFO-SERVICE.FR (09 74 75 13 13 - APPEL NON SURTAXÉ)

KENO — Résultats des tirages du mercredi 6 novembre 2024

Tirage du midi

1 4 7 11 17 18 26 27 28 29
31 33 34 39 44 48 57 61 67 69

MULTIPLICATEUR x 3

JOKER+ 1 194 607

Tirage du soir

5 11 13 14 16 18 22 23 31 32
34 35 46 48 49 56 59 64 67 69

MULTIPLICATEUR x 2

JOKER+ 0 494 324

Résultats et informations : Application FDJ — 3256 — fdj.fr

Les gains sont payables jusqu'à 90 jours suivant le dernier tirage auquel votre reçu participe. Voir règlement.
Les résultats ci-dessus sont communiqués à titre indicatif. Seuls font foi les résultats constatés par un commissaire de justice et publiés sur www.fdj.fr

La Française des Jeux - RCS Nanterre B 315 065 292

341919

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.

L'enquête publique se déroulera du mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
- Consultation du dossier sous format numérique :
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
- Consultation du dossier sous format papier : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
- Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
- Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
- Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
- Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
	Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie - Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique)	Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	/
	Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	/	Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS- DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
- Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille

Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
- L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.

Informations environnementales :
- L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
- A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
- En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
- A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

ACTUALITÉ LOCALE

Au moins cinquante salariés d'hypermarchés Auchan licenciés

VAUCLUSE

Suite au plan social national du distributeur nordiste, qui menace au total 2 389 emplois en France, une cinquantaine de postes dans les hypermarchés vauclusiens du Pontet, d'Avignon et de Cavaillon vont être supprimés.



En juillet déjà, une grande suppression des surfaces de vente avait été annoncée par le groupe.
PHOTO ARCHIVES F.C

Parmi les 1 200 salariés des hypermarchés Auchan en Vaucluse, 50 seront licenciés.

Les trois hypermarchés concernés sur le territoire sont ceux du Pontet, l'un des plus grands centres commerciaux de France, voire d'Europe, d'Avignon Sud-Mistral 7, ainsi que celui de Cavaillon.

Les postes touchés concerneront principalement les rayons électroménager, avec de fortes pertes de salariés. « *Il y avait déjà des rumeurs sur la fermeture de rayons entiers, notamment ceux qui vendent des téléphones, des télévisions ou des machines à laver* », regrette David Romagnani, délégué FO Auchan Le Pontet. Quatre postes de chefs de secteur, ainsi que celui d'une planificatrice chargée des emplois du temps, seront également supprimés.

Aucun calendrier précis n'a été donné, mais un CSE national de l'entreprise se tiendra les 14 et 15 novembre au siège du groupe, à Villeneuve-d'Ascq.

Une enseigne en déclin

Les informations seront communiquées localement aux salariés lors d'un CSE extraordinaire prévu le 19 novembre. Ce dernier validera le « *Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), qui détaillera les postes maintenus et ceux supprimés. Les 50 postes annoncés ne comptent pas les emplois indirects qui pourraient également être affectés, comme les préparateurs de commandes d'électroménagers, qui seront fortement impactés. C'est dur, surtout à cette période de l'année, juste avant Noël* », précise le responsable syndical. Un reclassement pourrait être proposé à certains salariés, mais rien n'est encore certain.

Cette annonce s'inscrit dans un contexte de dégradation successive des finances de l'enseigne de la galaxie Mulliez. Fin juillet, le groupe annonçait déjà la suppression de surfaces de vente après que la maison mère d'Auchan, le groupe Élo, ait révélé une perte de près d'un milliard d'euros. Au Pontet, la surface de vente doit passer de 18 000 m² à 12 000 m², soit une réduction d'un tiers. De même, Mistral 7 devrait perdre entre 2 000 et 3 000 m² de surface de vente. Sur le territoire, les hypermarchés Auchan ne représentent que 9% de part de marché, occupant la sixième place du classement. Parmi les causes de cette baisse de performance, on cite des prix plus élevés que ceux de la concurrence, pouvant dépasser un euro de différence sur certains produits du quotidien.

Pour David Romagnani, qui travaille à Auchan Le Pontet depuis plus de 34 ans, le manque de continuité au niveau de la direction est un facteur clé de ce déclin. « *Il y a eu six directeurs en neuf ans, et c'est très compliqué d'avoir de la continuité dans ces conditions. Dès qu'un directeur met en place une nouvelle politique, on s'adapte, mais quand on commence à y arriver, il s'en va. Cela me gêne vraiment que chaque direction adopte sa propre stratégie sans qu'on ait jamais vraiment la solution à long terme.* » Une critique partagée par le communiqué de presse du syndicat FO national, qui dénonce une « *direction déconnectée de la réalité* ». Le syndicat pointe notamment un « *modèle organisationnel qui provoque des pénuries en rayon, alors que les réserves sont pleines, ou encore les caisses automatiques, qui n'ont fait qu'augmenter la démarque inconnue et les risques psychosociaux pour le personnel des caisses* ».

Mack Salman

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAUCLUSE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

AIX MARSEILLE PROVENCE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.
L'enquête publique se déroulera du **mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00**, soit pendant 37 jours consécutifs.
Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.
Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : **Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE**
Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
· **Consultation du dossier sous format numérique :**
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
· **Consultation du dossier sous format papier :** dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
· Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
· Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante :
enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
· Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
· Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
· Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.
Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

Suite page 19

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAUCLUSE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE	COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique) Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45	LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique) Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h	LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h	MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h	MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h	MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h				
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h				

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
· Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
· L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.
Informations environnementales :
· L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.
Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
· A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
· En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
· A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

202410198

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.
L'enquête publique se déroulera du **mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00**, soit pendant 37 jours consécutifs.
Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.
Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : **Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE**
Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
· **Consultation du dossier sous format numérique :**
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
· **Consultation du dossier sous format papier :** dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
· Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
· Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante :
enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
· Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
· Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
· Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.
Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE	COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique) Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45	LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique) Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h	LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h	MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h	MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h	MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h

Suite page 35

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h				
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h				

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
· Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
· L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.
Informations environnementales :
· L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.
Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
· A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
· En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
· A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

202410196

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MARSEILLE

Opération d'aménagement de l'îlot urbain Château Vert par L'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée

En application du Code de l'expropriation, du Code de l'environnement, et en exécution de l'arrêté n° **n°2024-36** en date du 21 octobre 2024 du Préfet des Bouches-du-Rhône, Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, il sera procédé, à une enquête publique unique relative à l'utilité publique de l'opération d'aménagement de l'îlot urbain Château Vert sur le territoire de la commune de Marseille, et le parcellaire, en vue de délimiter exactement les immeubles nécessaires à la réalisation de cette opération.
Le responsable du projet considéré est l'Établissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.
L'îlot urbain Château Vert est destiné à accueillir un programme mixte de logements, commerces, bureaux, et activités.
Sur la partie Nord seront privilégiés les programmes tertiaires, plus facilement adaptables aux nuisances sonores du viaduc et pouvant jouer le rôle de bâtiment écran pour des cœurs d'îlots apaisés. Sur la partie Sud et autour de la place, des logements ou autre programme de résidences compléteront l'animation de la vie de quartier.
Un programme expérimental de locaux réversibles logement – bureau est envisagé sur la partie centrale.
A été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur chargé de conduire l'enquête considérée, par le Président du Tribunal Administratif de Marseille : Monsieur Patrice Michel, Responsable qualité environnement, retraité .
Conformément aux dispositions de l'article L123-4 du Code de l'environnement modifié par la loi n°2023-175 du 10 mars 2023, Monsieur Joseph Receveur, Directeur d'établissement médico-éducatif a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur suppléant, par le Président du Tribunal Administratif de Marseille.
Le dossier d'enquête publique unique sur support papier, ainsi que les registres d'enquête unique à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, relatifs à l'utilité publique et le parcellaire, seront déposés pendant 33 jours consécutifs, **du lundi 25 novembre 2024 au vendredi 27 décembre 2024 inclus** afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations et ses propositions écrites, sur lesdits registres aux lieu, jours et heures suivants :
Mairie de Marseille - Direction Générale Adjointe « Ville de demain », 40 Rue Fauchier – 13002 Marseille, du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 13h45 à 16h45.
Le dossier d'enquête publique unique comprend notamment, l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale émis le 20 octobre 2021 sur celle-ci en application des articles L122-1 et R122-6 et R122-7 du Code l'Environnement, le mémoire en réponse du maître d'ouvrage transmis en novembre 2021,le bilan de la concertation publique, les registres d'enquête unique sur support papier.

Autres modes de consultation du dossier d'enquête :
· Le dossier d'enquête publique est par ailleurs consultable en version numérique, aux adresses suivantes : sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône : http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Marseille et sur le site internet d'Euroméditerranée : https://www.euromediterranee.fr/DUP-Declaration-d-utilite-publique
· Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté, pendant la même période, sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 Marseille (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30). Bureau 421 – contact préalable au 04.84.35.43.84.
· Il est également communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique ou pendant celle-ci, dans le respect des dispositions prévues par le Code des relations entre le public et l'Administration.

Modes de transmission des observations et des propositions du public:
Outre la consignation écrite des observations et des propositions du public relatives à l'enquête susvisée, sur ledit registre, disponible en mairie dans les conditions indiquées ci-avant, celles-ci pourront être également adressées au commissaire enquêteur :

• par voie postale, à l'adresse du siège de l'enquête, Mairie de Marseille - Direction Générale Adjointe "ville de demain", 40 Rue Fauchier – 13233 Marseille Cedex 20,
• par voie électronique, à l'adresse suivante : information.dup@euromediterranee.fr
• sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert depuis le site internet d'Euroméditérranée suivant: https://www.euromediterranee.fr/DUP-Declaration-d-utilite-publique ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône: http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Marseille.

Le registre dématérialisé sera ouvert du lundi 25 novembre 2024 (09h00) au vendredi 27 décembre 2024 (16h45).
Les observations et propositions, écrites ou orales, faites sur l'opération seront également reçues par le commissaire enquêteur, qui se tiendra personnellement à cet effet, en Mairie de Marseille - Direction Générale Adjointe « Ville de demain », 40 Rue Fauchier – 13002 Marseille, aux jours et heures suivants :

Mairie	Permanences
Mairie Centrale de Marseille Direction Générale Adjointe « Ville de demain » 40, rue Fauchier 13002 MARSEILLE	– lundi 25/11/2024 de 09h00 à 12h00 – vendredi 29/11/2024 de 13h45 à 16h45 – jeudi 05/12/2024 de 09h00 à 12h00 – mercredi 11/12/2024 de 13h45 à 16h45 – jeudi 19/12/2024 de 09h00 à 12h00 – vendredi 27/12/2024de 13h45 à 16h45

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences seront consultables en mairie de Marseille, Direction Générale Adjointe "Ville de demain", 40 Rue Fauchier – 13002 Marseille, siège de l'enquête.
Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité.
Elles seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête et communicables pendant la durée de l'enquête aux personnes qui en feront la demande, à leurs frais, dans le respect et les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.
Pendant l'enquête, le Commissaire enquêteur peut, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues à l'article L123-13 du code de l'environnement.
Le rapport unique et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront adressés à la mairie concernée, et conservée à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, pour y être sans délai, tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.
Ces pièces pourront également être consultées, pendant un an, sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.
Enfin, toute personne physique ou morale concernée peut demander communication, à ses frais, d'une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur dans les conditions prévues par le Code des relations entre le public et l'Administration.

En vue de la fixation des indemnités et en vertu des dispositions des articles L311-1 et suivants, et R311-2 du Code de l'expropriation, le propriétaire, l'usufruitier, sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes, les autres personnes intéressées, sont tenues de se faire connaître en écrivant à Madame la Directrice Générale d'Euroméditerranée, L'Astrolabe, 79, Bd de Dunkerque, CS 70443, 13235 Marseille cedex 02, dans un délai d'un mois, à défaut de quoi elles seront déchues de tous droits à indemnités.
Au terme de l'enquête publique considérée, et dans un délai d'un an à compter de la clôture de ladite enquête, le Préfet des Bouches-du-Rhône, pourra le cas échéant prononcer par un arrêté l'Utilité publique des travaux nécessaires à cette opération au bénéfice du responsable du projet, conformément aux articles L121-1 et suivants, et L122-1 et suivants du Code de l'Expropriation.
Enfin, au vu du rapport du commissaire enquêteur et des documents qui y sont annexés, le Préfet des Bouches-du-Rhône, département où sont situées les propriétés ou parties de propriétés dont la cession est nécessaire pour la réalisation de ce projet, pourra les déclarer cessibles, par arrêté, conformément à l'article R132-1 du code de l'expropriation.

Les adresses des services intéressés, auprès desquels le public peut notamment solliciter des informations, sont les suivantes :

– Euroméditerranée (responsable du projet)
L'Astrolabe, 79, Bd de Dunkerque , CS 70443,
13235 Marseille cedex 02
Site Internet : www.euromediterranee.fr – tel : 04 91 14 45 00
Contacts : Monsieur Nicolas MATTEI -
Nicolas.MATTEI@euromediterranee.fr
Tél : 04 91 14 45 43 – 06 14 59 01 35
Opérateur foncier : SYSTRA
Madame Marine BELIN mbelin@systra.com
Tél : **04 81 76 17 08 - 06 09 28 82 43**

– Mairie de Marseille - Direction Générale Adjointe « Ville de demain », (siège de l'enquête), 40 Rue Fauchier – 13002 Marseille.
Site Internet : www.marseille.fr. Tél : 04 91 55 22 00

– Préfecture des Bouches-du-Rhône
Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement
Bureau de l'Utilité Publique, de la Concertation et de l'Environnement
Place Félix Baret – 13006 Marseille
Tél : 04.84.35.40.00 - Site Internet : www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le 22 octobre 2024
Pour le Préfet
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Signé
Patrick PAYAN

202410392

annonces-legales.lamarseillaise.fr
Un service client
à l'écoute et disponible
04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr
Devis sur demande

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)
autour de l'Etablissement Principal des Munitions Provence (EPMu PVE)
situé sur le territoire des communes de Miramas et Istres

Par arrêté du Ministre des Armées en date du 11 juillet 2024, il a été prescrit l'élaboration du PPRT militaire relatif au dépôt de munitions exploité par l'Etablissement Principal des Munitions Provence (EPMu PVE) situé sur les communes de Miramas et Istres.

Cet arrêté peut être consulté à :
- la mairie de Miramas, Hôtel de Ville, Place Jean-Jaurès, 13140,
- la mairie d'Istres, 1 Esplanade Bernardin Laugier, 13800
- la mairie d'Arles, Hôtel de Ville, Place de la République, 13200,
- la Communauté d'Agglomération Arles, Crau, Camargue, Montagnette, Parc des Ateliers, 5 rue Yvan Audouard 13200 Arles,
- la Métropole Aix-Marseille-Provence, Immeuble Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille,
- la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, Place Félix Baret 13006 Marseille.

Pour le Préfet
L'Adjointe au chef de bureau
Signé
Christine HERBAUT

202410518

Vie des sociétés

CLÔTURE DE LIQUIDATION

BOUCHERIE LES CHARTREUX
SASU au capital de 1 000 euros
Siège social : 110 AVENUE DES CHARTREUX
13004 MARSEILLE
N° 842 532 624 RCS MARSEILLE

Le 30/09/2024, L'AGE a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, Monsieur MESSAOUD Slimane demeurant 94 Bd Baille 13005 MARSEILLE, pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour. Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de MARSEILLE. Radiation au RCS de MARSEILLE.

202410546

MODIFICATION DU CAPITAL

AZIMUT TRADING COMPANY
Société à Responsabilité Limitée au capital de 350.000 euros
Siège social : 4-6-MINI PARC DE L'ANJOLY BATIMENT 4, 4 VOIE D'ANGLETERRE, 13127 VITROLLES
R.C.S. MARSEILLE 508 730 538

Le 15 juin 2024, L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE a décidé d'augmenter le capital d'une somme de 343 000 euros par incorporation de réserves pour le porter à 350 000 euros.
L'article 9 des statuts a été modifié en conséquence.
Mention en sera faite au RCS de Marseille.

202410548

Publications d'annonces légales et judiciaires

Une plateforme digitale pour gérer en autonomie sur 5 départements

13 | 83 | 84 | 30 | 34

La Marseillaise

annonces-legales.lamarseillaise.fr

Un service client à l'écoute et disponible
04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

Devis sur demande

Vie des sociétés

LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 4 novembre 2024 il a été établi un contrat de location gérance entre "THE SHOOTING STAR", SASU au capital de 100 euros, dont le siège social est 56 Traverse de Saint Pons - 13012 MARSEILLE immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 830 899 423, représentant légal Monsieur Nabil RAGUEH titulaire de l'Autorisation de **Taxi N°332** sur la commune de Marseille et "MKS 13" SASU au capital de 1000 euros, dont le siège social est Le Carré des Pins, 4 Boulevard Laveran – 13013 MARSEILLE immatriculée au RCS de MARSEILLE sous le numéro 927 993 956 représentant légal Monsieur Mohamed MEDDOURI portant sur une autorisation de stationnement **N°332** à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Voitures Publiques, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans un délai maximal de cinq ans.

202410544

LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 02 juillet 2024 il a été établi un contrat de location gérance entre Monsieur David Leka demeurant 50 avenue de La Martheline, Les Ajencs - Bât D 2 - 13009 Marseille, titulaire de l'Autorisation de **Taxi N°779** sur la commune de Marseille et Monsieur Cédric Savy demeurant 2 rue Marius Monnet - 13600 La Ciotat, portant sur une autorisation de stationnement **N°779** à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Voitures Publiques, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans un délai maximal de cinq ans.

202410551

TRANSFORMATION

ACHAT CONSEIL ET DEVELOPPEMENT
Société à responsabilité limitée
transformée en société par actions simplifiée
Au capital de 7 500 euros
Siège social : 58 AVENUE DES ANCIENS COMBATTANTS AFN 13700 MARIGNANE
483 302 022 RCS AIX EN PROVENCE

AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 3 juillet 2024, l'Associée Unique a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 7 500 euros.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Monsieur LAURENT CORSO.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ :

la société MAGDELEINE, société par actions simplifiée au capital de 1 216 800 euros, ayant son siège social 25 avenue des anciens combattants AFN 13 700 MARIGNANE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 483 302 022 RCS AIX EN PROVENCE,

Représentée par Monsieur LAURENT CORSO.

Pour avis
La Gérance

202410552

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée :

RB SALON DE THE ET GATEAUX ORIENTAUX
Capital social : 500 euros.
Siège social : 5 rue des Capucins - 13001 Marseille
Objet : La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :
- vente et dégustation sur place ou à emporter de gâteaux orientaux et de boissons chaudes ou froides sans alcool.
Président : Monsieur Reda BOUROKBA demeurant 324 bd Chave - 13005 Marseille
Clause d'agrément : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.
Clause d'admission : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.
Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE

202410554



DISSOLUTION

BOUCHERIE LES CHARTREUX
SASU au capital de 1 000 euros
Siège social : 110 AVENUE DES CHARTREUX
13004 MARSEILLE
N° 842 532 624 RCS MARSEILLE

Le 30/09/2024, L'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30/09/2024.
Monsieur MESSAOUD Slimane demeurant 94 Bd Baille 13005 MARSEILLE, a été nommé Liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au 110 AVENUE DES CHARTREUX 13004 MARSEILLE.
Mention sera faite au RCS de MARSEILLE.

202410545

LOCATION GERANCE DE TAXI

Par acte SSP en date du 4 novembre 2024 il a été établi un contrat de location gérance entre Monsieur Christophe GUERINI demeurant 36 Chemin du Vallon de la Micouline - 13011 Marseille titulaire de l'Autorisation de **Taxi N°331** sur la commune de Marseille et "KLM taxi" SAS au capital de 1 000 euros, dont le siège social est 9 rue Darius Milhaud – 13960 SAUSSET LES PINS immatriculée au RCS de Aix-en-Provence sous le numéro 949 863 476, représentant légal Monsieur Karim BENABDELKADER portant sur une autorisation de stationnement **N°331** à compter de la date de la signature dudit contrat par la Direction du Contrôle des Voitures Publiques, renouvelable par tacite reconduction d'année en année dans un délai maximal de cinq ans.

202410541

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP, il a été constitué une Société Civile Immobilière dénommée :

JESJ FAMILY

Objet social : acquisition, administration, gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.
Siège social : 1 A Chemin du Vert Clos 13720 LA BOUILLADISSE
Capital : 1 000 euros
Gérance : Madame SBRIZZAI Jade et Monsieur CLAIRET domiciliés Eddy 1 A Chemin du Vert Clos 13720 LA BOUILLADISSE
Clause d'agrément : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE

202410542

TRANSFORMATION

MARIGNANE SERVICES MENUISERIE
Société à responsabilité limitée
transformée en société par actions simplifiée
Au capital de 7 500 euros
Siège social : 58 RTE DE GIGNAC LE CARESTIER 13700 MARIGNANE
444 322 838 RCS AIX EN PROVENCE

AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 3 juillet 2024, l'Associée Unique a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 7 500 euros.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Sous sa forme à responsabilité limitée, la Société était gérée par Monsieur ROLAND CORSO.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ :

la société MAGDELEINE, SAS au capital de 1 216 800 euros, ayant son siège social 25 Avenue des anciens combattants d'AFN, 13700 MARIGNANE, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 493 022 925 RCS AIX EN PROVENCE

Représentée par Monsieur LAURENT CORSO.

202410543

CONSTITUTION

Aux termes d'un acte SSP en date du 31/10/2024, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
Dénomination Sociale : GA2LH
Forme : SARL
Capital social : 1 000 €
Siège social : 17 Boulevard des Peintures, 13014 MARSEILLE 14
Objet social : L'activité de sociétés holding
Gérance : M. Guillaume BATROL demeurant 2 Avenue des Pegoulières, 13124 PEYPIN
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de MARSEILLE

202410555

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.
L'enquête publique se déroulera du **mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00**, soit pendant 37 jours consécutifs.
Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGUER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.
Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : **Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE**
Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :
· **Consultation du dossier sous format numérique :**
- Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
- Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
· **Consultation du dossier sous format papier :** dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :
· Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp
· Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante :
enquetepublique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
· Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définies dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles
· Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
· Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.
Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE	COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUETE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUETE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUETE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE (Siège de l'enquête publique) Mairie - Service urbanisme, Salle d'enquête A008 RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 8h30-18h Format papier et numérique Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h45-16h45 Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h45 -16h45	LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 250 Avenue des Puisatiers 13580 LA-FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30-17h15 Vendredi : 8h30-12h30 et 13h30-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille Provence Antenne locale Quatuor B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE Mairie – Direction de l'urbanisme 3 Rue Loubet 13100 AIX EN PROVENCE (Registre et dossier d'enquête publique) Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE (Permanence du commissaire enquêteur)	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h	LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 932 avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h	MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 10 Chemin du Rouquier 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h	MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 4 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale Rond-point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h	MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 12h–18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc : 09h-12h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Antenne locale 281 Boulevard Maréchal Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 195 Impasse Jules Seguin 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h-16h30 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30-16h30	PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 25 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU- RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h

Suite page 15

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h	SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 198 Place Didier Tramoni 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h	TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h et 13h30-16h30 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -16h30 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h				
VITROLLES	Bâtiment l'Azuréen 1er étage Arcade des Cîteaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h				

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :
· Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :
· L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apport des modifications au projet en vue de son approbation.
Informations environnementales :
· L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.
Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :
· A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
· En Préfectures :
- Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix-Baret – 13282 MARSEILLE
- Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la folie – 84905 AVIGNON
- Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
· A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/enquetepublique-scot-amp

202410197



ANNEXE III

- parutions La Provence et La Marseillaise, éditions Bouche du Rhône et Var, du 17 octobre 2024

- parutions La Provence et La Marseillaise, éditions Bouche du Rhône et Var, du 17 novembre 2024

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'expression d'une vision collective de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la substitution des cinq Schémas de Cohérence Territoriale déjà existants sur son territoire.

L'enquête publique se déroulera du **mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00**, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, ayant pour Président : M. Gilles BANI ingénieur docteur expert près la Cour administrative d'appel de Marseille ; et pour membres titulaires M. Georges JAIS responsable organisation pilotage contrôle, direction de la Banque de Développement Régional – retraité ; M. Jacques OGIER officier de gendarmerie – retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste – retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence : **Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE**

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à enquête publique, selon les modalités suivantes :

- **Consultation du dossier sous format numérique** :
  - Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h, jusqu'au dernier jour de cette-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/projet-scot-ampa
  - Sur un poste informatique de consultation localisé dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
- **Consultation du dossier sous format papier** : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :

- Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/projet-scot-ampa
- Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquetepublique-scot-ampa@mail.registre-numerique.fr
- Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête - ces registres seront disponibles dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
- Par courrier adressé par voie postale entre le premier et le dernier jour de l'enquête publique (le cachet de la poste faisant foi), à :
  M. Gilles BANI - Président de la commission d'enquête – Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) - Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 48014 - 13567 MARSEILLE CEDEX 02
- Lors des permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau figurant ci-après.

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUÊTE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo 58, boulevard Charles-Livon 13007 MARSEILLE **(Siège du Conseil du public)**	Du lundi au vendredi : 8h00-18h Format papier et numérique	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
	Mairie - Service urbanisme Salle d'enquête ABB RdC 40 rue Fauchier 13002 MARSEILLE	Du lundi au vendredi : 8h-12h et 13h30- 16h45 Format papier et numérique	Mercredi 06 nov. : 9h-12h Vendredi 06 déc. : 13h30 - 16h30
AIX-EN-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Ardence boutik Quelkun B, 40 route de Galice 13090 AIX-EN-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 8h-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 09 déc. : 14h-17h
	Mairie - Direction des Urbanismes 3 Rue Louise 13100 AIX EN PROVENCE **(Registre et dossier d'enquête publique)**	Du lundi au vendredi : 9h-12h Format papier	/
	Mairie - Direction des Services Techniques Salle d'enquête publique 12 rue Pierre et Marie Curie 13100 AIX EN PROVENCE **(Permanence du commissaire enquêteur)**	/	Mercredi 06 nov. : 14h-17h Mardi 03 déc. : 9h-12h
AUBAGNE	Métropole Aix-Marseille-Provence Ardence boutik 932 avenue de la Pinède - ZI Les Paluds 13400 AUBAGNE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 14h-17h
ISTRES	Métropole Aix-Marseille-Provence Ardence boutik 10 Chemin du Rayolet 13800 ISTRES	Du lundi au vendredi : 07h30- 17h30 Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Mercredi 20 nov. : 14h-17h
MARTIGUES	Métropole Aix-Marseille-Provence Ardence boutik Rond point de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 9h-12h Jeudi 28 nov. : 14h-17h
SALON-DE-PROVENCE	Métropole Aix-Marseille-Provence Ardence boutik 281 Boulevard Marshall Foch 13300 SALON-DE-PROVENCE	Du lundi au vendredi : 08h30-12h30 et 13h30-17h30 Format papier	Jeudi 14 nov. : 14h-17h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
GARDANNE	Direction des Services Techniques Bâtiment Saint Roch 1 avenue de Nice 13120 GARDANNE	Du lundi au vendredi : 8h30- 12h et 13h- 16h00 Format papier et numérique	Mardi 12 nov. : 9h-12h Mardi 26 nov. : 13h30 - 16h30
LA BOUILLADISSE	Mairie Salle des mariages Place de la Libération 13720 LA BOUILLADISSE	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 13h30-17h Vendredi : 13h30-17h Format papier	Mardi 05 nov. : 9h-12h Lundi 18 nov. : 14h-17h
LA CIOTAT	Mairie - service urbanisme Rond-point des messageries maritimes 13600 LA CIOTAT	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 14h-17h Vendredi : 8h-12h et 14h-16h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUÊTE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE FORMAT DU DOSSIER ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme 230 Avenue des Pubadiers 13580 LA FARE-LES-OLIVIERS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h30 et 13h30- 17h15 Vendredi : 8h00-12h00 et 13h00-16h Format papier et numérique	Jeudi 28 nov. : 9h-12h Mardi 10 déc. : 14h-17h
LAMBESC	Mairie annexe Service urbanisme 8 Boulevard de la République 13410 LAMBESC	Lundi et vendredi : 8h-12h et 13h-17h Mardi et jeudi : 8h30-12h Mercredi : Fermé Format papier et numérique	vendredi 22 nov. : 14h-17h mardi 03 déc. : 9h-12h
MALLEMORT	Mairie Accueil RdC 112 Cours Victor Hugo 13370 MALLEMORT	Du lundi au vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Jeudi 07 nov. : 14h-17h Mercredi 04 déc. : 14h-17h
MARIGNANE	Mairie- Guichet Unique 6 rue de Verdun 13700 MARIGNANE	Du lundi au vendredi : 8h-12h et 13h-17h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 27 nov. : 14h-17h
MIRAMAS	Mairie Place Jean Jaurès 13140 MIRAMAS	Lundi, mercredi, jeudi, vendredi : 8h30-12h et 13h30-17h Mardi : 13h-18h Format papier et numérique	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 08h-12h
PERTUIS	Direction de l'Urbanisme 185 Impasse Jules Degun 84120 PERTUIS	Du lundi au jeudi : 8h-12h et 14h-17h Vendredi : 9h-12h Format papier et numérique	Vendredi 08 nov. : 9h-12h Mercredi 11 déc. : 14h-17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Pôle Technique Municipal 20 avenue Max Dormoy 2ème étage 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE	Du lundi au vendredi : 9h-12h et 13h30-17h Format papier et numérique	Vendredi 15 nov. : 14h-17h Lundi 02 déc. : 14h-17h
SEPTÈMES-LES-VALLONS	Mairie Service Aménagement de l'Espace 186 Place Didier Tronchon 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS	Du lundi au vendredi : 8h30-17h30 Format papier	Mardi 12 nov. : 9h-12h Lundi 25 nov. : 14h-17h
TRETS	Mairie Place du 14 juillet 13530 TRETS	Du lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h00 Vendredi : 8h00-12h et 13h30-18h00 Format papier	Vendredi 08 nov. : 13h30 -18h00 Mercredi 20 nov. : 14h-17h
VENELLES	Hôtel de Ville Place Marius Trucy 13770 VENELLES	Du lundi au vendredi : 8h30-12h Format papier	Lundi 25 nov. : 9h-12h Lundi 02 déc. : 9h-12h
VITROLLES	Bâtiment l'Ouvrien 1er étage Arcade des Oiseaux 13127 VITROLLES	Du lundi au jeudi : 9h-12h et 13h30-17h Vendredi : 9h-12h et 13h30-16h Format papier	Mercredi 13 nov. : 14h-17h Lundi 09 déc. : 14h-17h

Maître d'ouvrage / personnes responsables auprès desquelles demander des informations :

- Métropole Aix-Marseille-Provence / Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille

Autorité compétente pour statuer et décisions pouvant être prises au terme de l'enquête :

- L'autorité compétente pour statuer au terme de l'enquête publique est le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence qui se prononcera par délibération. Il pourra, au vu des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet en vue de son approbation.

Informations environnementales :

- L'évaluation environnementale, l'avis de l'autorité environnementale ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage figurent dans le dossier soumis à l'enquête publique.

Rapport et conclusions de la Commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an :

- A la Métropole Aix-Marseille-Provence - Direction Générale Déléguée Aménagement Durable, Habitat, Inclusion et Cohésion Territoriale (ADHICT) – Pôle Cohérence Territoriale - Direction Cohérence Territoriale – Service Stratégie Territoriale - CMCI – 6e étage - 2 Rue Henri Barbusse 13001 Marseille
- En Préfectures :
  - Préfecture des Bouches du Rhône - Place Félix Baret – 13282 MARSEILLE
  - Préfecture du Vaucluse – 2 avenue de la Folie – 84905 AVIGNON
  - Préfecture du Var – Boulevard du 112e Régiment d'Infanterie – 83070 TOULON
- A l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/projet-scot-ampa

ALLAUCH
TERRE DE PROVENCE

VILLE D'ALLAUCH

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Mathieu STELLA, Directeur Général des Services, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

L'avis d'enquête publique
L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie d'Allauch, à partir du 07/10/2024.

Allauch, le 21/10/2024

Directeur Général des Services

MAIRIE D'ALLAUCH 13190

Mathieu STELLA

Alleins
VILLAGE EN PROVENCE

Mairie d'Alleins
Cours Victor Hugo
13980 ALLEINS
Téléphone : 04.90.59.37.05.

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Philippe GRANGE, Maire de la commune d'Alleins, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie d'Alleins, à partir du 21 octobre 2024.

Fait à ALLEINS, le 21 octobre 2024

Philippe GRANGE
Maire

Mme REBIERE Fabienne
Rédacteur Principal 1ère classe

AUBAGNE

Gérard GAZAY
Maire d'Aubagne
Premier Vice-Président
du Pays d'Aubagne et de l'Étoile

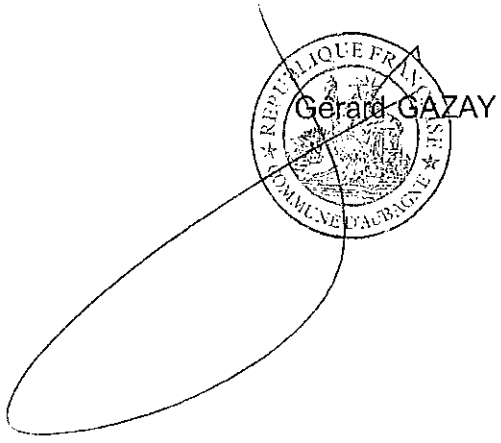
ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Gérard GAZAY, Maire d'Aubagne, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie d'Aubagne, à partir du 15 octobre 2024.

Fait à Aubagne, le 15 octobre 2024



VILLE D'
AURIOL

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussignée Madame MIQUELLY Véronique, Maire de la commune d'AURIOL, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence, ont été affichés aux lieux officiels habituel de la mairie d'AURIOL :

- L'avis d'enquête publique à partir du 14/10/2024,
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique à partir du 15/10/2024.

Fait à Auriol, le 15/10/2024

MIQUELLY Véronique

Le Maire

MAIRIE D'AURIOL
Bouches-du-Rhône

MAIRIE d'AURONS

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, André BERTERO, maire d'AURONS certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de AURONS, à partir du 21 octobre 2024

Fait à AURONS, le 21 octobre 2024.

André BERTERO
Maire d'AURONS

MAIRIE D'AURONS (13)
Le Maire
André BERTERO
Bx.-du-Rh.

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, DESVIGNES Vincent, Maire certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de **BEAURECUEIL**, à partir du 15/10/2024

Fait à Beaurecueil, le 15/10/2024

Le Maire

DESVIGNES Vincent



DEPARTEMENT
DES
BOUCHES DU RHONE

MAIRIE

DE

BELCODÈNE

ATTESTATION

Le Maire de Belcodène, Patrick PIN, soussigné certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- *L'avis d'enquête publique ;*
- *L'arrêté d'ouverture d'enquête publique ;*

Ont été affichés le 18/10/2024, en lieu et place habituels à la Mairie de Belcodène.

****

En foi de quoi le présent certificat a été délivré pour servir et valoir ce que de droit.

A Belcodène, le 18 octobre 2024.

Le Maire,
Patrick PIN.

MAIRIE DE BELCODENE
13 (Bouches-du-Rhône)

Hôtel de Ville - Place de la Laïcité - 13720 - BELCODÈNE - Tél. : 04 42 70 66 66 - Télécopie : 04 42 70 69 10
mairie@belcodene.fr

BERRE L'ETANG

Pôle Urbanisme et Développement
Service Urbanisme – Environnement
Risques – Développement Durable
Courriel : urbanisme@berreletang.fr
Tél : 04 42 74 93 43

Nos Réf : MM/HB/CM/SB/2024/1247
Objet : Attestation d'affichage

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur Mario MARTINET, Maire de Berre l'Etang, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en Mairie de Berre l'Etang, à partir du 04/10/2024.

Fait à Berre l'Etang, le dix-huit octobre 2024.

Mario MARTINET
Maire de Berre l'Etang

MAIRIE DE BERRE-L'ETANG (B.-du-RH.)

BOUC BEL AIR

VILLE NATURE

LE MAIRE
Conseiller départemental
Président du SDIS 13

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Richard MALLIÉ, Maire de la Commune de BOUC BEL AIR, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés :

- Au niveau du panneau d'affichage extérieur de la Mairie, situé sur la Pace de l'hôtel de Ville
- Sur la porte d'entrée du Pôle Municipal de Sauvecanne (Impasse des Oliviers)

à compter du 15/10/2024 à 14h30.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Fait à BOUC BEL AIR, le 15/10/2024.

Richard MALLIÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Commune de Cabriès

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussignée, Amapola VENTRON, Maire de Cabriès certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Cabriès, Mairie annexe de Calas et au Centre Technique Municipal à partir du 18 octobre 2024.

Fait à Cabriès, le 18 octobre 2024

MAIRIE DE CABRIÈS BOUCHES-DU-RHÔNE 13480

Amapola VENTRON
Maire de Cabriès
Vice-Présidente de la Métropole
Conseillère Départementale Déléguée



COMMUNE DE CADOLIVE

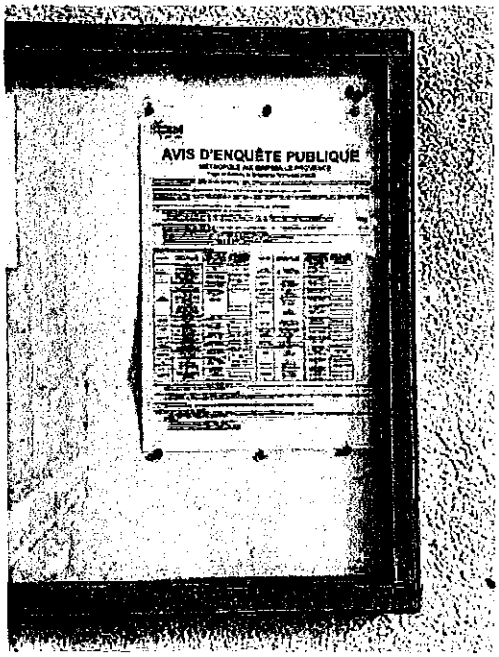
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

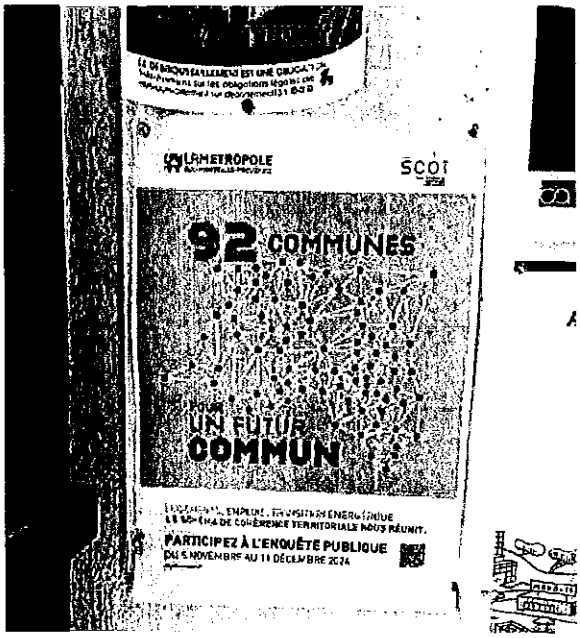
Département des Bouches-du-Rhône

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Serge PEROTTINO, Maire de Cadolive, atteste que depuis le 17 octobre 2024,

l'avis d'ouverture d'enquête publique du SCOT a été affiché sur les panneaux d'affichage de la Mairie de Cadolive.





Fait à Cadolive, le 25 octobre 2024.

Serge PEROTTINO
Maire de Cadolive
Conseiller Régional

carnoux en-provence

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jean-Pierre GIORGI, Maire de Carnoux en Provence, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Carnoux en Provence et aux Services Techniques Municipaux, à partir du 15 octobre 2024.

Fait à Carnoux en Provence, le 15 octobre 2024.

MAIRIE DE CARNOUX-en-PROVENCE 13470 (B.du Rh.)

Le Maire,

Jean-Pierre GIORGI

Hôtel de Ville - BP 45 - 13716 Carnoux en Provence Cedex
Téléphone 04 42 73 49 00 - Fax 04 42 73 56 11
Courriel : dgs@mairie-carnoux.fr
www.carnoux-en-provence.com

Carry LE ROUET
PROVENCE CÔTE BLEUE
RENE-FRANCIS CARPENTIER
MAIRE DE CARRY-LE-ROUET
CONSEILLER METROPOLITAIN
EN CHARGE DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, René-Francis Carpentier, Maire de Carry-le-Rouet, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCot) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique,
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Carry-le-Rouet, à partir du 14/10/2024.

Fait à Carry-le-Rouet, le 15 octobre 2024
René-Francis Carpentier,
Maire de Carry-le-Rouet

MAIRIE DE CARRY-LE-ROUET (Bouches-du-Rhône)

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussignée, MILON Danielle, Maire de Cassis, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de CASSIS, à partir du 15/10/2024.

Fait à CASSIS, le 18/10/2024.

LE MAIRE

Danielle MILON

MAIRIE DE CASSIS (B.-du-Rhône)

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, GHIGONETTO Patrick, Maire de la commune de Ceyreste, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

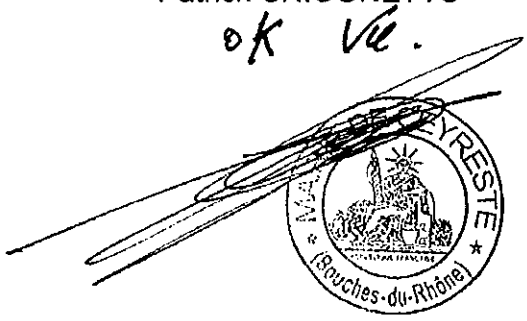
Ont été affichés en mairie de Ceyreste, à partir du 17/10/2024.

Fait à Ceyreste, le 18/10/2024.

Le Maire,

Patrick GHIGONETTO

ok Vu.



DÉPARTEMENT des BOUCHES-DU-RHÔNE

Arrondissement d'AIX

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE

DE

CHARLEVAL-DE-PROVENCE

13350

N°

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Yves WIGT, Maire de Charleval certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Charleval, à partir du 14/10/2024

Fait à Charleval, le 24/10/2024

Yves WIGT,
Maire de Charleval

Téléphone 04 42 28 41 18 - Télécopie 04 42 28 43 67
E-mail : accueilmairie@charleval13.fr

Ville de
CHATEAUNEUF
LES MARTIGUES
LA MEDE

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, M. Vincent PECHEVY, Directeur Général des Services, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique n°24/490/CM du 02/10/2024.

Ont été affichés en mairie de Châteauneuf-les-Martigues, à partir du 14 octobre 2024.

Fait à Châteauneuf-les-Martigues, le 14 octobre 2024.

Vincent PECHEVY



Directeur Générale des Services

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

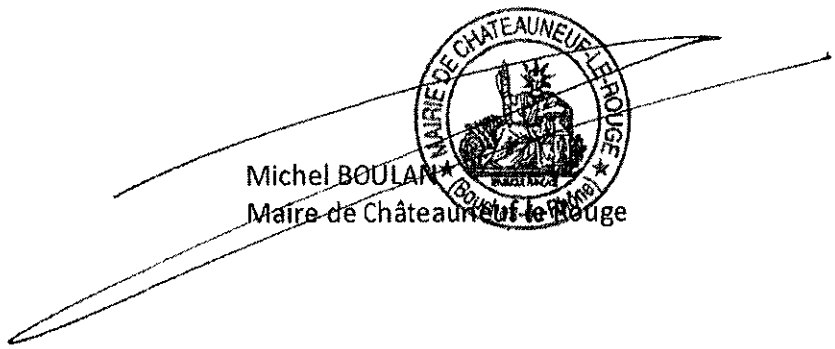
ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Michel BOULAN, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de lieu, à partir du date 18/10/2024.

Fait à Châteauneuf le Rouge, le 08/11/2024



Michel BOULAN
Maire de Châteauneuf le Rouge

CORNILLON CONFOUX
EN PROVENCE

CERTIFICAT

Je soussigné, Victor SAPIO, agissant en qualité de Secrétaire Général de la Mairie de Cornillon-Confoux, certifie que les affiches de l'avis d'enquête publique sur le SCoT métropolitain ont été affichés à compter du lundi 21 octobre 2024.

Pour servir et faire valoir ce que de droit.

Victor SAPIO
Par délégation du Maire
Mairie de Cornillon-Confoux

Département des Bouches du Rhône Mairie de Cornillon-Confoux 26 Place Bruno Carsignol Code postal 13250
Téléphone 04 90 50 45 91 Télécopie 04 90 50 47 60 Courriel mairie@cornillonconfoux.fr

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur le Maire, Guy Barret, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Coudoux, à partir du 17/10/2024

Fait à Coudoux, le 21/10/2024.

MAIRIE DE COUDOUX (Bouches-du-Rhône)

Guy BARRET
Le Maire,

VILLE DE
CUGES-LES-PINS

Nos références : BD/DR/BF/LS/PP
Vos références : Enquête publique relative au SCOT AMP
Objet : avis d'enquête publique relative au SCOT AMP

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Nous soussigné, Bernard DESTROST, Maire de la commune de Cuges-les-Pins, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

••L'avis d'enquête publique
••L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de la commune de Cuges-les-Pins à partir du 21 octobre 2024.

Fait à Cuges les Pins, le 21/10/2024.

MAIRIE DE CUGES LES PINS (BdR)

Le Maire,

Bernard DESTROST

Service urbanisme – Hôtel de ville
Place Stanislas Fabre - 13780 Cuges-les-Pins
Téléphone : 04 42 73 39 42 - 41
Mail : urbanisme@cugeslespins.fr • Site web : www.cuges-les-pins.fr

POLICE MUNICIPALE
EGUILLES

EGUILLES, le 17 octobre 2024

Attestation d'affichage

Nous soussignés

RICCA Fabrice, Brigadier-chef principal
ZANNI Eric, Brigadier- chef principal

Agents de Police Judiciaire Adjoints, vu les articles 21 et D15 du Code de Procédure Pénale, attestons avoir procédé à l'affichage de :

Arrêté portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative au projet de Schéma de Cohérence Territoriale(SCoT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence –Avis d'enquête Projet (SCoT).

Sur les panneaux officiels de la Mairie.

Date et heure de l'affichage : Le 17 octobre 2024 à 09h00

Signature des agents :

Observation(s) :

POLICE MUNICIPALE EGUILLES

POLICE MUNICIPALE · Place Gabriel Payeur · 13510 EGUILLES Tél : 04.42.92.51.52 Fax : 04.42.92.61.09 Email :policemunicipale@mairie-eguilles.fr

DÉPARTEMENT
des BOUCHES-DU-RHÔNE

Arrondissement d'ISTRES

MAIRIE

ENSUÈS-LA-REDONNE

Ensuès-la-Redonne, le 18 octobre 2024

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Michel ILLAC, Maire de la commune d'Ensuès-la-Redonne, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'Avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie d'Ensuès-la-Redonne, à partir du 14/10/2024.

Le Maire,
Michel ILLAC

Secrétariat Général
Affaire suivie par Madame Sonia Denfir
Tél. : 04.90.59.88.00
secretariat.general@mairie-eyguieres.fr
N/Réf. : HP/NV/SD

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné Henri Pons, Maire de la Commune d'Eyguières, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- l'avis d'enquête publique,

- l'arrêté d'ouverture d'enquête publique,

ont été affichés en mairie d'Eyguières, à partir du 5 octobre 2024.

Fait à Eyguières,

Le 22 octobre 2024

HENRI PONS
Maire d'Eyguières

Hôtel de ville
Rue du couvent – 13430 Eyguières
Tel : 04 90 59 88 00 – Fax : 04 90 57 22 56
Email : mairie@mairie-eyguieres.fr – Site : www.eyguieres.org

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, René RAIMONDI, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique a été affiché en mairie de Fos-sur-Mer, à partir du 10 octobre 2024
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique a été affiché en mairie de Fos-sur-Mer, à partir du 15 octobre 2024

Fait à Fos-sur-Mer, le 16 octobre 2024

René RAIMONDI
Maire de Fos-sur-Mer

MAIRIE DE FOS-SUR-MER (Bouches-du-Rhône)

Pour le Maire,
Par délégation,
L'adjoint, Philippe POMAR

VILLE DE FOS-SUR-MER
www.fos-sur-mer.fr

BOUCHES-DU-RHÔNE - ARRONDISSEMENT D'ISTRES
HÔTEL DE VILLE - AVENUE RENÉ CASSIN - BP 5 - 13771 FOS-SUR-MER CEDEX
tél : 04 42 47 70 00 - FAX : 04 42 05 52 15

FUVEAU
Fuvèu

SERVICE URBANISME

POLICE MUNICIPALE
Affaire suivie par :
BCP LELIEVRE Yannick
✆ 04 42 65 65 41
✉ pm@mairie-fuveau.com
Réf. : 299-2024
Objet : Constatation d'affichage

PROCES-VERBAL DE CONSTATATION

Nous soussignés, Brigadier-chef Principal LELIEVRE Yannick, agent de police judiciaire adjoint en résidence à FUVEAU, certifions que le 16/02/2024, suite aux directives reçues par notre chef de poste, nous nous rendons au niveau des planimètres officiels de la mairie de la commune de Fuveau:

☒ Borne d'affichage dématérialisée Mairie ☒ Affichage porte Mairie ☒ Service urbanisme

☒ Rue du figuier ☒ Mairie annexe LA BARQUE

Nous constatons que dans le planimètre désigné ci-dessus, dont la case est cochée, se trouve :

- Avis d'enquête publique – Projet de SCOT

- Arrêté portant ouverture et orgabnisation de l'enquête publique relative au projet de Schema de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait et clos à FUVEAU, le 18/10/2024 pour faire valoir ce que de droit.

Le Brigadier-Chef Principal
Yannick LELIEVRE.

Destinataire: Le service en charge de l'urbanisme

A Gardanne, le 21/10/2024

Monsieur Hervé GRANIER
Maire de Gardanne et Biver
à
L'EQUIPE SCOT
BP 48014
13567 MARSEILLE CEDEX 02

N/Réf. : HG/AF/AG/AB/MCM/23/URB/0776
Objet : Affichage enquête publique SCot
Dossier suivi par Mme BARTOLO Aurélia
email urbanisme@ville-gardanne.fr
tel 04 42 51 79 62

Je soussigné, Hervé GRANIER, Maire de GARDANNE BIVER, certifie que les documents suivants relatifs au Schéma de Cohérences Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés à l'Hôtel de ville, la mairie annexe de BIVER et la Direction des services techniques le 15/10/2024.

Le Maire de GARDANNE

M. GRANIER Hervé

MAIRIE DE GARDANNE (Bouches-du-Rhône)

DÉPARTEMENT
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Ville de Gémenos

TÉL : 04 42 32 89 00
www.mairie-gemenos.fr
contactsg@mairie-gemenos.fr

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Roland GIBERTI, Maire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Gémenos à partir du date 15/10/2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Gémenos, le 21/10/2024.

VILLE DE GÉMENOS 13420

Roland GIBERTI

Maire de Gémenos
Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le Maire,
Chevalier dans l'Ordre National
de la Légion d'honneur

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, **Christian AMIRATY,** Maire de la commune de Gignac-la-Nerthe, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés sur un panneau d'affichage au Service Urbanisme - avenue des Fortunés à GiGNAC-LA-NERTHE et en Mairie- place de l'Hôtel de Ville, à partir du 16/10/2024.

Fait à Gignac-la-Nerthe, le 16/10/2024.

Christian AMIRATY

ville de Grans

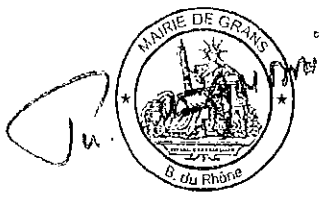
ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné Philippe LEANDRI, Maire de GRANS, atteste que l'avis d'enquête publique Métropole Aix-Marseille-Provence concernant le Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) a été affiché dans les locaux de la Mairie le 04 octobre 2024.

Fait à Grans, le 28/10/ 2024

Pour servir et valoir ce que de droit.

Philippe LEANDRI
Maire de Grans



Bouches-du-Rhône
Arrondissement d'Istres
Canton de Salon-de-Provence

Hôtel de ville
Boulevard Victor-Jauffret
13450 Grans

Tél. : 04 90 55 99 70 (ou 71)
Fax : 04 90 55 86 27
www.grans.fr

ATTESTATION D'AFFICHAGE

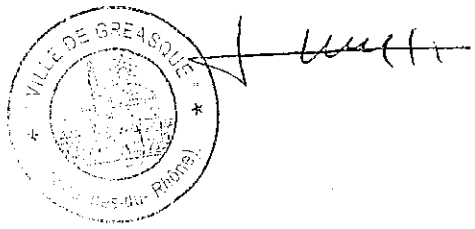
Je soussigné, Michel RUIZ, Maire de la commune de Gréasque certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Gréasque au pôle technique de la commune, à partir du 21 octobre 2024.

Fait à Gréasque, le 21/10/2024

Michel RUIZ
Maire de Gréasque



ISTRES

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, BERNARDINI François, Maire d'ISTRES certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie d'ISTRES, à partir du 11 octobre 2024.

Fait à ISTRES, le 11 octobre 2024,

François BERNARDINI
Maire d'ISTRES

MAIRIE D'ISTRES

République Française

Hôtel de Ville JOUQUES - 13490

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Eric GARCIN, maire de JOUQUES, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de JOUQUES, à partir du 21/10/2024

Fait à Jouques, le 21/10/2024.

Eric GARCIN
Le Maire

MAIRIE DE JOUQUES
13 (Bouches-du-Rhône)

Département des Bouches-du-Rhône

MAIRIE DE LA BARBEN

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Franck SANTOS Maire de la Commune de LA BARBEN, certifie avoir fait afficher aux lieux accoutumés et publier dans la forme ordinaire,

L'avis d'enquête Publique MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), et ce à compter du 09 octobre 2024

La Barben, le 21/10/2024

Le Maire de LA BARBEN
Franck SANTOS

MAIRIE DE LA BARBEN (B.-du-R.)

Place de FORBIN Code postal : 13330 - Téléphone : 04 90 55 18 89 - Télécopie : 04 90 55 14 79

LA BOUILLADISSE
DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHÔNE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné,

Nom : **MORALES**

Prénom : **José**

Fonction : **Maire**

Représentant : **commune de La Bouilladisse**

Certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés à partir du 21/10/2024 en Mairie, Hôtel de Ville, place de La libération 13720 La Bouilladisse ;

Certificat établi pour servir et valoir ce que de droit.

A La Bouilladisse,

le 22/10/2024

le Maire,

José MORALES

Hôtel de Ville - 13720 LA BOUILLADISSE - Téléphone 04 42 62 97 08 - Fax 04 42 62 98 65 - Mail : mairie@ville-bouilladisse.com

LA CIOTAT

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur BERTRAND Christophe, Directeur Général des Services certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de La Ciotat, à partir du 14/10/2024.

Fait à La Ciotat, le 15/10/2024.

Monsieur BERTRAND Christophe
Directeur Général des Services

MAIRIE DE LA CIOTAT

COMMUNE
DE
LA DESTROUSSE
13112
(Bouches-du-Rhône)

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Nous soussigné, Michel LAN – Maire de la Commune de LA DESTROUSSE, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'Enquête Publique
- L'Arrêté d'ouverture d'Enquête Publique

Ont été affichés en Mairie de LA DESTROUSSE (affichage numérique extérieur et affichage papier à l'intérieur de la Mairie), à partir du 21/10/2024.

Fait à La Destrousse, le 21/10/2024 – Pour servir et valoir ce que de droit.

Le Maire,
Michel LAN.

SERVICE URBANISME
Tél : 04 90 45 50 34
Fax : 04 90 45 50 28

LA FARE LES OLIVIERS

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jérôme MARCILIAC, Maire de La Fare les Oliviers, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

L'avis d'enquête publique
L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de La Fare les Oliviers, à partir du 14/10/2024

Fait à La Fare les Oliviers, le 15/10/2024

Monsieur le Maire de La Fare les Oliviers

Jérôme MARCILIAC

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Christian NERVI, Maire de Lamanon, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Lamanon, à partir du 17/10/2024.

Fait à Lamanon le 17/10/2024.

Christian NERVI
Maire de Lamanon



LANÇON
PROVENCE
Trait d'Union de la Provence

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
COMMUNE de LANÇON-PROVENCE

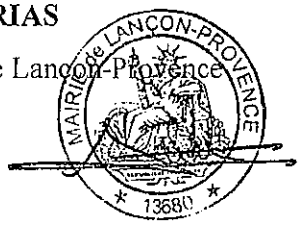
CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée Julie ARIAS, Maire de Lançon - Provence, certifie avoir fait afficher à compter du 21 octobre 2024 l'enquête publique relative au SCOT Métropole Aix – Marseille- Provence,

- à l'Hôtel de ville,
- sur le site internet de la Commune, dans la rubrique « Affichage Légal/ Enquêtes Publiques »,
- Panneaux d'affichage municipaux.

Fait à Lançon-Provence le 21 octobre 2024
Pour faire et valoir ce que de droit.

Julie ARIAS
Maire de Lançon-Provence



REPUBLIQUE FRANÇAISE – LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

MAIRIE DE LA PENNE-SUR-HUVEAUNE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Nicolas BAZZUCCHI, maire de la commune de la Penne sur Huveaune certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de la Pennes sur Huveaune, 14 boulevard la Gare, à partir du 14 octobre 2024.

FAIT POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.

La Penne-sur-Huveaune, le 18 octobre 2024

Nicolas BAZZUCCHI

Maire de La Penne sur Huveaune

14, Bd de la Gare – 13713 La PENNE-SUR-HUVEAUNE CEDEX
☎- 04 91 88 44 00 - 🖷 (Mairie) 04 91 36 09 26- 🖷 (Services Techniques) 04 91 35 80 96

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, SUFFREN Sandy, responsable du service urbanisme, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de La Roque d'Anthéron (2 Avenue de l'Europe Unie) et au Centre Technique Municipal (200 Chemin Les Longues Lées), à partir du date 21/10/2024.

Fait à La Roque d'Anthéron, le 21/10/2024.

SUFFREN Sandy
Responsable du service urbanisme

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DU PUY
SAINTE-RÉPARADE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jean-David CIOT, Maire du Puy-Sainte-Réparade, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie du Puy-Sainte-Réparade, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait au Puy-Sainte-Réparade, le 21 octobre 2024

Jean-David CIOT
Maire du Puy-Sainte-Réparade

ATTESTATION D'AFFICHAGE

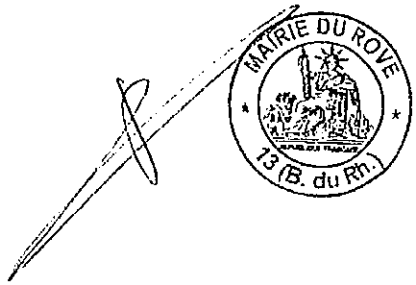
Je soussigné, PASCALIN Michaël, service urbanisme certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie du Rove, à partir du 18/10/2024

Fait à le Rove, le 21/10/2024

PASCALIN Michaël
Service Urbanisme



ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, LANGUILLE Vincent, Maire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Le Tholonet, à partir du 15/10/2024

Fait à Le Tholonet, le 15/10/2024.

LANGUILLE Vincent
Le Maire
Signature

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, AMIEL Michel, Maire des Pennes-Mirabeau, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie des Pennes-Mirabeau, à partir du 16 Octobre 2024.

Fait à Pennes-Mirabeau, le 21 Octobre 2024

AMIEL Michel
Maire des Pennes-Mirabeau
Signature

MAIRIE DES PENNES MIRABEAU
13

MALLEMORT
DE PROVENCE

Madame le Maire de Mallemort
Conseillère Départementale
Conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Mallemort le 16 OCT. 2024

Madame le Maire

A

Métropole Aix-Marseille-Provence
Direction Générale Déléguée aménagement durable, Habitat, inclusion et cohésion territoriale
Schéma de Cohérence Territoriale
BP 48014
13567 MARSEILLE CEDEX 02

Ref : HG/PV/LG/CC/PLANIFICATION/006-2024
Objet : attestation affichage avis et arrêté d'enquête publique SCoT

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussignée, Hélène GENTE, Maire de Mallemort, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) d'Aix-Marseille-Provence :

- L'avis d'enquête publique,
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique,

Ont été affichés en mairie de Mallemort, à partir du 15/10/2024.

Le Maire
Hélène GENTE

MAIRIE DE MALLEMORT (B.-du-Rh.)

VILLE DE
MARIGNANE
entre soleil et eau

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SERVICE URBANISME REGLEMENTAIRE ET VIE URBAINE

Le Maire
Vice -président du Conseil Départemental
Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Dossier suivi par : Saada BENYETTOU
Tel : 04.42.31.12.15
Courriel : saada.benyettou@ville-marignane.fr

Réf : ELD/JA/SB/JCF/215-2024

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Eric LE DISSES, Maire de la commune de Marignane, certifie que les documents suivant, relatifs au Schéma de Cohésion Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence et mentionné ci-dessous :

- L'avis d'enquête publique ordonnant l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain

-L'arrêté portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative au projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole Aix-Marseille Provence

Ont été affichés à la mairie de MARIGNANE, à partir du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024

Le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

A Marignane, le : 23 OCT 2024

VILLE de MARIGNANE (B.d.R.)

Le Maire
Eric LE DISSÈS

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur Marc MAIO, Responsable du Service Logistique Informatique de la Direction Générale Adjointe Ville de Demain au 40 rue fauchier 13002 Marseille certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Marseille, à partir du 18 octobre 2024.

Fait à Marseille, le 18 octobre 2024.

Le responsable du Service Logistique Informatique

Marc MAIO

VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1597

Le Maire de Marseille, certifie que :

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE -PROVENCE

est affiché à la porte de l'Hôtel de Ville

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille en l'Hôtel de Ville,
Le 6 novembre 2024

Pour le Maire par délégation,
La Responsable du Pôle
Instances et Vie de l'Assemblée

Anne MARREL

VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1598

Le Maire de Marseille, certifie que :

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

est affiché à la porte de l'Hôtel de Ville

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille en l'Hôtel de Ville,
Le 6 novembre 2024

Pour le Maire par délégation,
La Responsable du Pôle
Instances et Vie de l'Assemblée

Anne MARREL

VILLE DE

MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1597

Le Maire des 1er et 7ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE -PROVENCE

est affiché à la Mairie des 1er et 7ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

La Maire d'Arrondissements

Sophie CAMARD

Par délégation

La Directrice Générale des Services

Corinne HERMITTE

VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1598

Le Maire des 1er et 7ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

est affiché à la Mairie des 1er et 7ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

La Maire d'Arrondissements

Sophie CAMARD

Par délégation

La Directrice Générale des Services

Corinne HERMITTE

ATTESTATION D'AFFICHAGE

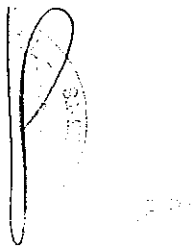
Je soussigné, Mme PRATALI Laetitia, Adjointe au Service Etat Civil, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie des 2ème et 3ème arrondissements, à partir du 18 Octobre 2024.

Fait à Marseille, le 25 Octobre 2024.

Mme PRATALI Laetitia
Adjointe au Service Etat Civil



VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1597

Le Maire des 4ème et 5ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

est affiché à la Mairie des 4ème et 5ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Didier JAU

Hôtel de Ville - 13233 MARSEILLE CEDEX 20 - TÉL. : 04 91 55 11 11

VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1598

Le Maire des 4ème et 5ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

est affiché à la Mairie des 4ème et 5ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Didier JAU

Hôtel de Ville - 13233 MARSEILLE CEDEX 20 - TÉL. : 04 91 55 11 11

MAIRIE
6&8
ARRONDISSEMENTS

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussignée, Jackie TEGLIA, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Marseille 6e/8e, le 18 octobre 2024.

Fait à Marseille , le 22/10/2024

TEGLIA Jackie
Responsable de Service GEL
Signature

Jackie TEGLIA
Responsable Service Gestion des Équipements Locaux
Architecte DPLG

VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1597

Le Maire des 6ème et 8ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE -PROVENCE

est affiché à la Mairie des 6ème et 8ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

La Maire d'Arrondissements

Olivia FORTIN

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Paul FLAMME

Paul FLAMME

VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1598

Le Maire des 6ème et 8ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

est affiché à la Mairie des 6 et 8 arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Olivia FORTIN

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Paul FLAMME

Paul FLAMME

Directeur Général des Services
Mairie des 6ème et 8ème arrondissements
Ville de Marseille

ATTESTATION D'AFFICHAGE

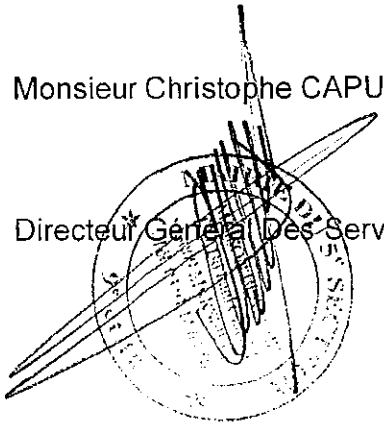
Je soussigné, Monsieur Christophe CAPUANO, Directeur Général Des Services, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en Mairie de Secteur Maison Blanche 150, Boulevard Paul Claudel 13009 Marseille, à partir du 18 octobre 2024.

Fait à Marseille, le 18 octobre 2024.

Monsieur Christophe CAPUANO



Directeur Général Des Services

VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1597

Le Maire des 9ème et 10ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE -PROVENCE

est affiché à la Mairie des 9ème et 10ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Christophe CAPUANO

VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1598

Le Maire des 9ème et 10ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

est affiché à la Mairie des 9ème et 10ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Christophe CAPUANO

AIX MARSEILLE PROVENCE

AFFICHÉ DURANT ..... 2 MOIS .....
DU ..... 18 OCT. 2024 .....
AU ..... 18 DEC. 2024 .....
A LA MAIRIE DES 11e et 12e Arrts
DE MARSEILLE

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Par arrêté, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Intercommunal, arrêté le 27 juin 2024. Ce document a pour objet l'organisation d'une vision commune de l'aménagement et de l'organisation du territoire métropolitain à horizon 2040, ainsi que la définition des grandes orientations de développement du territoire. Il vise la réalisation d'un cinquième Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) à l'échelle des 92 communes.

L'enquête publique se déroulera du mardi 05 novembre 2024 à 9h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, soit pendant 37 jours consécutifs.

Une commission d'enquête a été désignée par le Tribunal Administratif de Marseille, sous la présidence de Mme Odile BAHI magistrate honoraire, et pour membres titulaires M. Georges JAUS responsable organisation stratégie territoire, direction de la Banque des Territoires Régional - retraité ; M. Jacques DOUER officier de gendarmerie - retraité ; Mme Catherine PUECH urbaniste - retraitée ; M. Charles VIGNY ingénieur général honoraire des ponts et chaussées.

Le siège de l'enquête publique est situé au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence | Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon - 13007 MARSEILLE

Le public pourra prendre connaissance du dossier soumis à l'enquête publique, selon les modalités suivantes :

- Consultation du dossier sous format numérique :
  - Depuis le premier jour de l'enquête publique à 9h00 jusqu'au dernier jour de celle-ci à 17h00, à l'adresse suivante : https://www.registre-numerique.fr/projet-de-scot-amp
  - Sur un poste informatique de cette même adresse mentionnée dans les arrêtés mis à la disposition du public, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

  Consultation du dossier sous format papier : dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, et ce pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.

Le public pourra formuler ses observations et propositions :

- Par voie électronique, depuis le premier jour de l'enquête à 9h00 et jusqu'au dernier jour de l'enquête à 17h00 sur le registre dématérialisé accessible sur le site internet dédié à l'enquête publique, à l'adresse internet suivante : https://www.registre-numerique.fr/projet-de-scot-amp
- Par courrier électronique à l'adresse de messagerie suivante : enquete-publique-scot-amp@mail.registre-numerique.fr
- Sur les registres d'enquête papier à feuillets non mobiles, cotés et paraphés avant l'ouverture de l'enquête publique par un des membres de la commission d'enquête : ces registres seront disponibles dans les lieux définis dans le tableau ci-dessous, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours, horaires et modalités d'ouverture de ces lieux, hors fermetures exceptionnelles.
- Par courrier adressé par voie postale avant la clôture de l'enquête publique à l'attention de la présidente de la commission d'enquête, à l'adresse suivante : Mme Odile BAHI - Présidente de la commission d'enquête - Projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) | Métropole Aix-Marseille-Provence - BP 580 14 - 13987 MARSEILLE CEDEX 02.

Les permanences de la commission d'enquête mentionnées dans le tableau ci-dessous :

Lieux d'accès à l'enquête publique et permanences :

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUÊTE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE
MARSEILLE	Métropole Aix-Marseille-Provence Le Pharo, 58 boulevard Charles Livon 13007 MARSEILLE Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 9h00 à 17h00. Format papier et numérique	Mardi 05 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Mercredi 27 nov.	9h-12h Mardi 03 déc.	14h-17h
	Mairie de secteur 1/7 1 Place Villeneuve Bargemon 13001 MARSEILLE Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 (sauf le mercredi jusqu'à 17h30). Format papier et numérique	Jeudi 07 nov.	9h-12h Vendredi 15 nov.	13h-17h Jeudi 21 nov.	9h-12h Vendredi 29 nov.	13h-17h
	Mairie de secteur 2/8 Place Auguste Gilly 13002 MARSEILLE Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 (sauf le mercredi jusqu'à 17h30). Format papier et numérique	Jeudi 07 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Jeudi 21 nov.	9h-12h Lundi 02 déc.	13h-17h
AUBAGNE	Mairie Place de la Mairie 13400 AUBAGNE Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 et le samedi de 9h à 12h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
ISTRES	Mairie Place de l'Hôtel de Ville 13800 ISTRES Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 et le samedi de 9h à 12h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
MARTIGUES	Mairie Place de l'Hôtel de Ville 13500 MARTIGUES Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 et le samedi de 9h à 12h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
SALON-DE-PROVENCE	Mairie Place de l'Hôtel de Ville 13300 SALON-DE-PROVENCE Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 et le samedi de 9h à 12h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
GARDANNE	Mairie Place de la Mairie 13120 GARDANNE Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 et le samedi de 9h à 12h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
LA BOUILLADISSE	Mairie Place de la Mairie 13720 LA BOUILLADISSE Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 et le samedi de 9h à 12h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
LA CIOTAT	Mairie Place de la Mairie 13600 LA CIOTAT Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 16h30 et le samedi de 9h à 12h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h

COMMUNES	ADRESSE DES LIEUX D'ENQUÊTE PUBLIQUE	JOURS ET HEURES DE CONSULTATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE ET REGISTRE	JOURS ET HEURES DES PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE
LA FARE-LES-OLIVIERS	Service urbanisme Rez-de-jardin de la Mairie 13580 LA FARE-LES-OLIVIERS Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 Format papier et numérique	Jeudi 07 nov.	9h-12h Mardi 26 nov.	14h-17h
LAMBESC	Mairie Service urbanisme 1 Boulevard de la République 13119 LAMBESC Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h à 12h et 13h à 17h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Mercredi 27 nov.	9h-12h Mercredi 04 déc.	13h-17h
MALLEMORT	Mairie Accueil RDC 13370 MALLEMORT Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h. Format papier et numérique	Jeudi 07 nov.	9h-12h Mercredi 20 nov.	13h-17h Mercredi 04 déc.	9h-12h Jeudi 12 déc.	13h-17h
MARIGNANE	Mairie - Service Urbanisme 1 Place de la Mairie 13700 MARIGNANE Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h. Format papier et numérique	Vendredi 08 nov.	9h-12h Mardi 26 nov.	13h-17h Vendredi 06 déc.	9h-12h Mardi 17 déc.	13h-17h
MIRAMAS	Mairie Place de la Mairie 13140 MIRAMAS Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h. Format papier et numérique	Mercredi 13 nov.	9h-12h Jeudi 28 nov.	13h-17h Mercredi 11 déc.	9h-12h Jeudi 19 déc.	13h-17h
PERTUIS	Mairie Service de l'Urbanisme Rez-de-jardin de la Mairie 13340 PERTUIS Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE	Mairie Service Urbanisme Place Frédéric Mistral 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHÔNE Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
SAINTE-CROIX-DE-LA-VALLON	Mairie Service Urbanisme Place de la Mairie 13100 SAINTE-CROIX-DE-LA-VALLON Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
SALON	Mairie Service Urbanisme Place de la Mairie 13300 SALON Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
VITROLLES	Mairie Service Urbanisme Place de la Mairie 13127 VITROLLES Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h
VITROLLES	Mairie Service Urbanisme Place de la Mairie 13127 VITROLLES Point d'accueil numérique	Du Lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h. Format papier et numérique	Lundi 04 nov.	9h-12h Lundi 18 nov.	13h-17h Lundi 25 nov.	9h-12h Lundi 09 déc.	13h-17h

VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1597

Le Maire des 11ème et 12ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE -PROVENCE

est affiché à la Mairie des 11ème et 12ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Sylvain SOUVESTRE

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Claudine HERNANDEZ

VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1598

Le Maire des 11ème et 12ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

est affiché à la Mairie des 11ème et 12ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Sylvain SOUVESTRE

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Claudine HERNANDEZ

VILLE DE

MARSEILLE

www.marseille.fr

MAIRIE DES 13E ET 14E ARRONDISSEMENTS

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Anne-Marie BAGLIERI, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie des 13e et 14e arrondissements, à partir du 18 octobre 2024.

Fait à Marseille, le 21 octobre 2024.

Anne-Marie BAGLIERI
Directrice Générale des Services

ATTESTATION D'AFFICHAGE

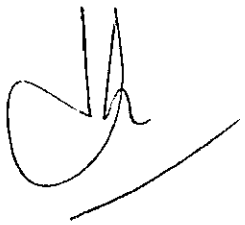
Je soussigné, Hélène ROSSIGNOL Adjoint Administratif, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Marseille 15ème et 16ème arrondissements, à partir du 11/10/2024.

Fait à Marseille le 21/10/2024.

Hélène ROSSIGNOL
Adjoint Administratif



VILLE DE
MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1597

Le Maire des 15ème et 16ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que :

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE -PROVENCE

est affiché à la Mairie des 15ème et 16ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Nadia BOULAINSEUR

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Stéphanie BONARDI Mme Stéphanie BONARDI
Directrice Générale des Services

MARSEILLE

ATTESTATION DE DÉBUT D'AFFICHAGE

N°24/1598

Le Maire des 15ème et 16ème arrondissements

de la Ville de Marseille, certifie que

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

est affiché à la Mairie des 15ème et 16ème arrondissements

DEPUIS LE 18 OCTOBRE 2024

Fait à Marseille,
Le 6 novembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Nadia BOULAINSEUR

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Stéphanie BONARDI

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Roux Anne-Laure, directrice adjointe de l'urbanisme de la Ville de Martigues, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Martigues ainsi qu'à la mairie annexe de La Couronne, à partir du 16/10/2024.

Fait à Martigues, le 16/10/2024.

Roux Anne-Laure
Directrice adjointe de l'urbanisme de la Ville de Martigues



ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur POUSSARDIN Fabrice, Maire de Meyrargues, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Meyrargues, à partir du 16/10/2024.

Fait à Meyrargues, le 16/10/2024.

Fabrice POUSSARDIN
Maire de Meyrargues

MAIRIE DE MEYRARGUES
13 (Bouches-du-Rhône)

Ville de Meyreuil

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jean-Pascal GOURNES, Mairie de Meyreuil, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Meyreuil, à partir du 15/10/2024 à 16h00.

Fait à Meyreuil, le 15/10/2024.

Jean-Pascal GOURNES

MAIRIE DE MEYREUIL (Bouches-du-Rhône)

Maire de Meyreuil

ATTESTATION D'AFFICHAGE

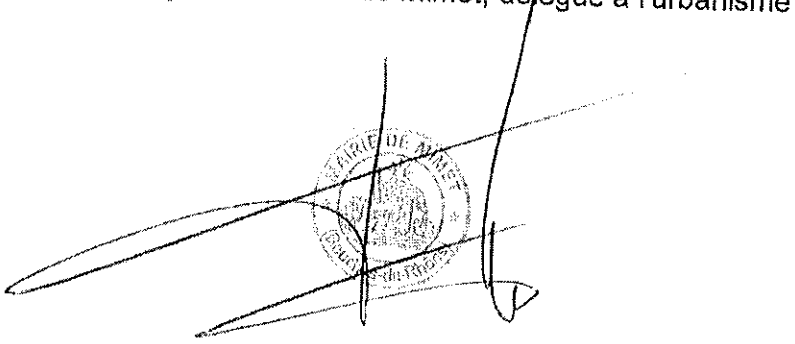
Je soussigné, Gilles FEDERIGHI, en ma qualité d'Adjoint au Maire de Mimet délégué à l'urbanisme, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en Mairie de Mimet, à partir du 15 novembre 2024.

Fait à Mimet, le 24 octobre 2024.

Monsieur Gilles FEDERIGHI
Adjoint au Maire de Mimet, délégué à l'urbanisme



MIRAMAS

www.miramas.fr

SERVICE AMÉNAGEMENT - GRANDS PROJETS

Objet : Enquête publique relative au SCoT de la Métropole Aix-Marseille-Provence
N/Réf. : AGP/FV/SP/SB/CT/LP/31.2024

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Miramas, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix-Marseille-Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Miramas (Hôtel de Ville / Maison de l'enfance, de la jeunesse et de l'éducation), le mercredi 16 octobre 2024.

Ce certificat est établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Miramas, le 18 OCT. 2024

Le Maire
Conseiller Métropolitain

MAIRIE DE MIRAMAS 13 - (B. du Rh.)

Frédéric VIGOUROUX

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Pascal MONTECOT, Maire de Pélissanne certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Pélissanne, à partir du 14/10/2024.

Fait à Pélissanne, le 16 octobre 2024

Pascal MONTÉCOT

MAIRIE DE PELISSANNE
B-du-Rh

Maire de Pélissanne
1er Vice-Président de la Métropole
Aix-Marseille Provence

ATTESTATION D'AFFICHAGE

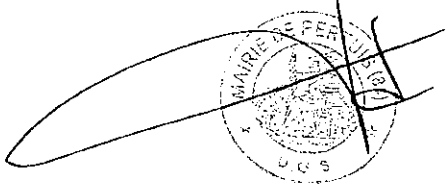
Je soussigné, M DALMAS Julien, Directeur Général des Services de la ville de Pertuis, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Pertuis, à partir du 16 octobre 2024.

Fait à Pertuis, le 16 octobre 2024.

DALMAS Julien
Directeur Général des Services
Ville de Pertuis



ATTESTATION D'AFFICHAGE

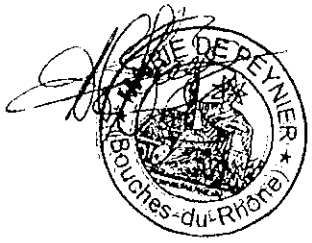
Je soussigné, Mme HAYEZ Alexandra, agent administratif polyvalent, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique (2 avenue Mireille)
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique (Place du Château)

Ont été affichés en mairie de PEYNIER, à partir du 18/10/2024.

Fait à Peynier, le 18 octobre 2024

HAYEZ Alexandra
Agent Administratif Polyvalent



CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Olivier FREGEAC

en ma qualité de représentant de la commune de : PEYROLLES EN PROVENCE

certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie - Place de l'hôtel de ville – 13860 PEYROLLES EN PROVENCE, pendant un mois, de manière continue, du 17 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Peyrolles en Provence, le 21/10/2024
Le Maire
Président du Grand Site Concors Sainte-Victoire
Conseiller Métropolitain Délégué aux Risques Majeurs

Olivier FREGEAC

Ville de Plan-de-Cuques
République Française

Pôle Cadre de Vie
Service Urbanisme

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur Laurent SIMON, Maire de Plan de Cuques, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en Mairie de Plan de Cuques, à partir du 15/10/2024.

Fait à Plan de Cuques, le 15 octobre 2024.

La Responsable du Service Urbanisme,

MAIRIE DE PLAN-DE-CUQUES (Bouches-du-Rhône)

Noëlle MACCHI

ATTESTATION D'AFFICHAGE

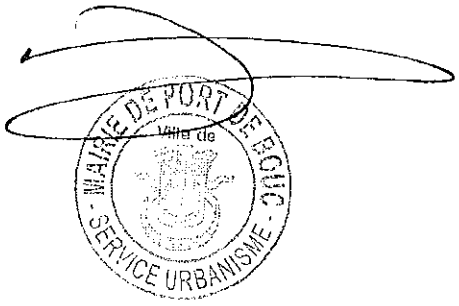
Je soussigné, MASSOT Martine, Chargée de missions – Service Urbanisme - Foncier, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de PORT DE BOUC, à partir du 16/10/2024.

Fait à PORT DE BOUC, le 16/10/2024.

MASSOT Martine
Chargée de missions



PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE
la ville de demain

Direction des Services Techniques
Pôle Urbanisme
MHP/PA/CM/IG -2024.191-02

DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE
ARRONDISSEMENT D'ISTRES
MAIRIE DE PORT SAINT LOUIS DU RHONE

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussignée, Marie-Hélène PEREZ, Directrice Générale des Services de la ville de Port Saint Louis du Rhône, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (**SCoT**) Aix Marseille Provence Port Saint Louis du Rhône :

- Avis d'enquête publique
- Arrêté d'ouverture d'enquête publique n° 24/490/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 02 octobre 2024

ont été affichés en mairie de Port Saint Louis du Rhône, à partir du 14 octobre 2024.

Fait pour servir et valoir ce que de droit,
En Mairie de Port Saint Louis du Rhône,
Le 15 octobre 2024

La Directrice Générale des Services,

MAIRIE DE PORT-ST-LOUIS-DU-RHÔNE (B.-du-Rh.)

Marie-Hélène PEREZ

À adresser à :

Métropole Aix-Marseille Provence –Équipe SCOT – SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE – Service Stratégie Territoriale – Direction Générale déléguée Aménagement Durable, Habitât, Inclusion et Cohésion
scot-elaboration@ampmetropole.fr

PUYLOUBIER
Sainte-Victoire

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Nicolas GALLORINI, Directeur Général des Services, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Puyloubier, à partir du 17 octobre 2024.

Fait à lieu Puyloubier, le date 17 octobre 2024.

Pour le Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services

MAIRIE DE PUYLOUBIER 13114 B.-du-Rhône

Nicolas GALLORINI

ROGNAC

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, MICELI HOUDAIS Sylvie, Maire de Rognac, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés au Centre Administratif de Rognac, à partir du 21/10/2024

Fait à ROGNAC, le 21/10/2024

Sylvie MICELI-HOUDAIS

Madame le Maire de ROGNAC

Pour le Maire empêché
Monsieur le 1er Adjoint
Dominique GARCIA

MAIRIE DE ROGNAC
13340 BdR

DEPARTEMENT
des BOUCHES-DU-RHONE

MAIRIE de ROGNES
Service Urbanisme
Tél. 04.42.50.35.75

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jean-François CORNO, Maire de la commune de Rognes, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Rognes, à partir du 15/10/2024.

Fait à ROGNES, le 29/10/2024.

Le Maire
Jean-François CORNO

MAIRIE DE ROGNES (B. du R.)

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée, Marradi Laurie, Instructrice en urbanisme, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Roquefort la Bédoule, de manière continue, du 14 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Roquefort la Bédoule, le 14/10/2024.

Virginie DEFRANCE
Adjointe à l'urbanisme

Roquevaire
Provence d'aujourd'hui

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, MESNARD Yves, Maire de Roquevaire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

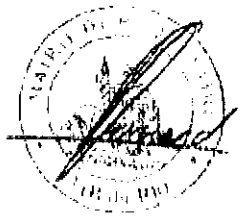
L'avis d'enquête publique
L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Roquevaire, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Roquevaire, le 23 Octobre 2024.

Yves MESNARD
Maire de Roquevaire
Conseiller Métropolitain



T : 04 42 32 91 10 | F : 04 42 04 02 47 | Avenue des Alliés, BP 12, 13717 Roquevaire Cedex
contact@ville-roquevaire.fr | www.ville-de-roquevaire.fr

Ville de ROUSSET

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Philippe PIGNON, Maire de la Commune de Rousset, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Rousset, à partir du jeudi 17 octobre 2024

Fait à Rousset , le 18 OCT. 2024

Philippe PIGNON
Maire de ROUSSET

MAIRIE DE ROUSSET (Bouches-du-Rhône) R.F.

Département des Bouches du Rhône

ARRONDISSEMENT D'AIX
CANTON DE TRETS

MAIRIE
DE
SAINT ANTONIN SUR BAYON
13100

Tél. : 04 42 66 91 51
Fax : 04 42 66 84 44
mairiestantonin@wanadoo.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Christian DELAVET, Maire de la commune de Saint-Antonin-sur-Bayon, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Saint-Antonin-sur-Bayon, à partir du 18 octobre 2024.

Fait à Saint-Antonin-sur-Bayon,
le 18 octobre 2024,
Le Maire, Christian DELAVET



Ville de
SAINT-CANNAT

Service stratégie territoriale - SCoT
Direction générale déléguée
aménagement durable, habitat, inclusion et cohésion territoriale
scot-elaboration@ampmetropole.fr

n/ref : Sce Urba/YF/CM/VM/2024-108

Objet : Attestation d'affichage des documents relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- **Avis d'enquête publique**
- **Arrêté d'ouverture d'enquête publique**

Je soussigné Yves FALCHI, Adjoint délégué à l'urbanisme de la commune de Saint-Cannat, certifie avoir affiché l'avis d'enquête publique et l'arrêté d'ouverture d'enquête publique, relatifs au SCoT Aix Marseille Provence.

Cet affichage s'est fait en mairie de Saint-Cannat, 14 place de la République, sur le panneau d'informations officielles mis à la disposition du public à partir du 17/10/2024, de manière continue et visible.

Fait à Saint-Cannat, le 17/10/2024
L'Adjoint délégué à l'urbanisme

MAIRIE DE SAINT-CANNAT 13760

Yves FALCHI

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jean-Claude CADIOU, Adjoint au Maire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Saint-Chamas, à partir du 21 octobre 2024.

Fait à Saint-Chamas, le 21/10/2024

Pour le Maire et par délégation, l'Adjoint à l'urbanisme, économie, commerce et artisanat.

Jean-Claude CADIOU

MAIRIE DE SAINT-CHAMAS (Bouches-du-Rhône)

SAINT-ESTÈVE-JANSON
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ
DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Saint-Estève-Janson, le 21 octobre 2024

ATTESTATION

Je certifie avoir affiché depuis le 15 octobre 2024, les affiches relatives à l'affichage de l'enquête publique sur le sCoT métropolitain.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Martine CESARI

Maire

MAIRIE DE ST-ESTEVE JANSON
13 (Bouches-du-Rhône)

✉ Mairie – 86 Boulevard des Écoles -13610 SAINT-ESTÈVE-JANSON
☎ 04 42 61 97 03 - ✉ mairie.sej@saint-esteve-janson.com

ATTESTATION D'AFFICHAGE

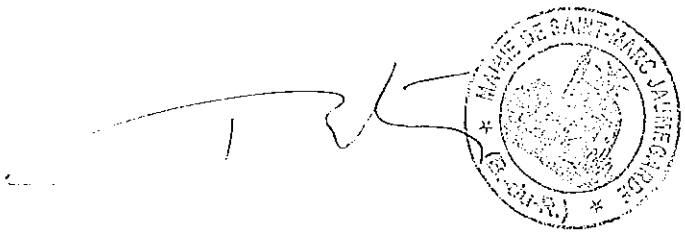
Je soussigné Régis MARTIN, maire de Saint-Marc-Jaumegarde certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Saint-Marc-Jaumegarde, à partir du 15 octobre 2024.

Fait à Saint Marc Jaumegarde, le 18 octobre 2024.

Régis MARTIN
Le Maire,



Ville de Saint-Mitre-les-Remparts

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Vincent GOYET, Maire de la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Saint-Mitre-les-Remparts, à partir du 17/10/2024.

Fait à Saint-Mitre-les-Remparts, le 17/10/2024.

Le Maire,
Vincent GOYET

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, GALVIER Anaïs, agent administratif de la mairie de Saint-Paul-Lez-Durance, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Saint-Paul-Lez-Durance, à partir du 17.10.2024

Fait à Saint-Paul-Lez-Durance, le 17.10.2024

GALVIER Anaïs
Agent administratif

DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE
Mairie de SAINT-SAVOURNIN
13119
☎ : 04 42 04 84 03
Fax : 04 42 72 43 08
mairie@mairie-stsavournin.fr

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Rémi MARCENGO, Maire de Saint-Savournin, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Saint-Savournin, à partir du date 14/10/2024

Fait à Saint-Savournin, le 15/10/2024.

Le Maire
Rémi MARCENGOI

MAIRIE DE SAINT SAVOURNIN
13119

ATTESTATION D'AFFICHAGE

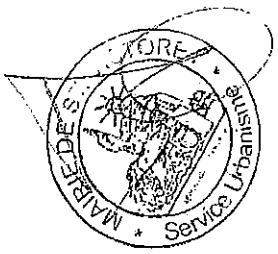
Je soussigné, FORT Nathalie, Adjoint Administratif Principal, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Saint-Victoret, à partir du 21 octobre 2024.

Fait à Saint-Victoret, le 21 octobre 2024.

FORT Nathalie
Adjoint Administratif Principal



Département du Var

MAIRIE
DE
SAINT-ZACHARIE

1, cours Louis Blanc
Code Postal : 83640
Tél. 04.42.32.63.32

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné Jean-Jacques COULOMB, maire de la commune de Saint-Zacharie certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Saint-Zacharie, à partir du 14/10/2024.

Fait à Saint-Zacharie, le 15/10/2024.

Le Maire

MAIRIE DE St ZACHARIE 83 (VAR)

Jean-Jacques COULOMB

SALON DE PROVENCE
LA VILLE

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, PEREZ Laurence, Directrice de l'urbanisme et de l'Aménagement, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Salon-de-Provence, à partir du 18/10/20204.

Fait à Salon-de-Provence, le 18/10/2024.

Perez Laurence
Directrice de l'urbanisme et de l'Aménagement

SENAS

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, M Philippe GINOUX, Maire de Sénas, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés sur les panneaux d'affichage à l'intérieur et à l'extérieur de la mairie, sur le site internet de Sénas et par affichage dématérialisé via DematDOC, à partir du 15/10/2024.

Fait à Sénas, le 16/10/2024.

Le Maire,
Philippe GINOUX

MAIRIE DE SENAS
(Bouches-du-Rhône)

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, MOLINO André, Maire de la Commune, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de SEPTEMES LES VALLONS, à partir du 21/10/2024.

Fait à SEPTEMES LES VALLONS, le 21 octobre 2024.

MOLINO André,
Le Maire

Simiane-Collongue

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussignée, MACQUIN Christine instructrice ADS, service urbanisme commune de Simiane-Collongue, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Simiane-Collongue, à partir de la date 21 octobre 2024.

Fait à Simiane-Collongue, le 21/10/2024

MACQUIN Christine
Instructrice ADS

MAIRIE de SIMIANE COLLONGUE
13 BOUCHES du RHÔNE

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jean-Christophe SOLA, Adjoint au Maire délégué à l'Urbanisme, au Logement et à l'Aménagement du territoire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

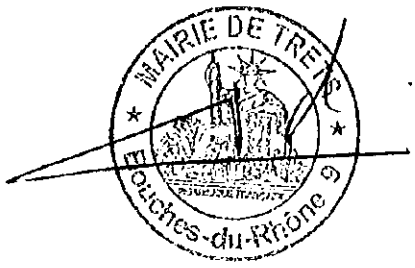
Ont été affichés en mairie de TRETS, à partir du 17 octobre 2024.

Fait à TRETS, le 17 octobre 2024.

Pour le Maire,

L'Adjoint au Maire délégué à l'Urbanisme,
au Logement et à l'Aménagement du territoire

Jean-Christophe SOLA



ATTESTATION D'AFFICHAGE

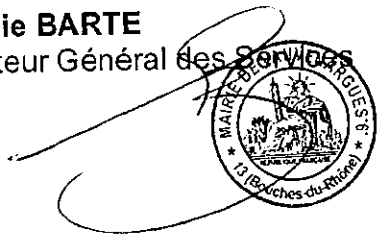
Je soussigné, BARTE Coralie, Directeur Général des Services, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Vauvenargues, à partir du 18/10/2024.

Fait à Vauvenargues, le 21/10/2024

Coralie BARTE
Directeur Général des Services



VELAUX

ATTESTATION D'AFFICHAGE

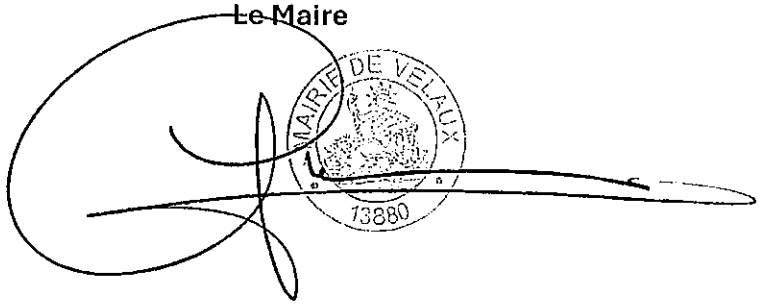
Je soussigné, M. Yannick GUERIN, Maire de VELAUX, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de VELAUX, à partir du 21/10/2024.

Fait à VELAUX, le 21/10/2024.

Yannick GUERIN
Le Maire



VENELLES
Département des Bouches-du-Rhône
Métropole Aix-Marseille-Provence

M1241544

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Arnaud MERCIER, Maire de Venelles

En ma qualité de représentant de la commune de : Venelles

Certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Venelles, à partir du 14/10/2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Venelles, le 14 octobre 2024

Pour le Maire, Arnaud MERCIER,
L'adjointe déléguée à l'urbanisme
Et à l'aménagement de l'espace,

Maria De Las Mercedes SEDANO

MAIRIE DE VENELLES 13770

DÉPARTEMENT
DES
BOUCHES-DU-RHÔNE
Arrondissement d'Aix-en-Provence

Ventabren

MAIRIE
DE
VENTABREN

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Frédéric CORNAIRE, 1er Adjoint au Maire, Délégué à l'urbanisme certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de VENTABREN, à partir du 16/10/2024.

Fait à VENTABREN, le 16/10/2024

Frédéric CORNAIRE
1er Adjoint au Maire
Délégué à l'urbanisme

MAIRIE DE VENTABREN
13122

17 Grand rue – 13122 VENTABREN Tél. : 04 42 28 80 14
e-mail : accueil@mairie-ventabren.fr

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, DEVAL Nicolas, Chargé d'urbanisme, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de VERNEGUES, à partir du 18/10/2024.

Fait à VERNEGUES
Le 18/10/2024

DEVAL NICOLAS
CHARGE D'URBANISME



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Vitrolles
vivre ensemble

Direction Générale Adjointe
Vie Citoyenne et Développement Urbain
Jours et horaires d'accueil du public
du lundi au vendredi de :
8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussignée **Pascale MORBELLI** Adjointe au Maire Déléguée à l'Urbanisme et Aménagement de la Commune de VITROLLES, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Vitrolles, à partir du 14 octobre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à VITROLLES, le 18 octobre 2024

Pascale MORBELLI
Adjointe au Maire
Déléguée à l'Urbanisme et Aménagement

MAIRIE DE VITROLLES
13127 VITROLLES

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Masia Mathieu, chargé d'études urbanisme au sein de la division Urbanisme Martigues de la Métropole Aix Marseille Provence, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés à l'hôtel d'agglomération - antenne territoriale Martigues de la Métropole Aix Marseille Provence , à partir du 17/10/2024.

Fait à Martigues, le 17/10/2024

Masia Mathieu
Chargé d'études



ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, DISDERO Emmanuel, Responsable d'Unité d'Accueil du secteur 2 de la Métropole Aix-Marseille Provence certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés à l'accueil du Rouquier sis chemin du Rouquier à Istres, à partir du 09/10/24.

Fait à Istres, le 24/10/24

Nom Prénom DISDERO Emmanuel
Fonction : Responsable d'Unité d'Accueil
Signature



ATTESTATION D'AFFICHAGE

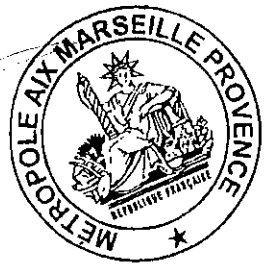
Je soussigné, Romain DELAUNAY, Responsable de division, service Urbanisme secteur Sud-Est, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés à la direction Urbanisme – Division Aubagne : 932 Avenue de la Fleuride – ZI Les Paluds – 13400 AUBAGNE, à partir du 14/10/2024.

Fait à Aubagne, le 15/10/2024.

Romain DELAUNAY
Responsable de Division
Signature



ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Bruneau Maud, Responsable d'Unité, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à partir du 17/10/2024.

Fait à Salon de Provence, le 17/10/2024.

BRUNEAU Maud
Responsable d'Unité

Signature



ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Faubet Eric, agent d'accueil, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés à la Métropole Aix-Marseille Provence Antenne Locale au Quatuor B - 40 Route de Galice 13090 Aix-en-Provence, à partir du 14 octobre 2024 pour l'avis et le 18 octobre 2024 pour l'arrêté.

Fait à Aix-en-Provence, le 21 octobre 2024.

FAUBET Eric
Agent d'accueil Antenne Pays d'Aix
Métropole Aix Marseille Provence.

ANNEXE IV

- procès-verbal de synthèse de la commission d'enquête remis à la Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE

Procès-verbal de synthèse

Enquête publique du Scot de la métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE

A. Généralités

I. Permanences

Les membres de la commission d'enquête ont tenu 45 permanences durant l'enquête publique sur 22 sites différents sur les communes de MARSEILLE, AIX EN PROVENCE, AUBAGNE, ISTRES, MARTIGUES, SALON DE PROVENCE, GARDANNE, LA BOUILLADISSE, LA CIOTAT, LA FARE LES OLIVIERS, LAMBESC, MALLEMORT, MARIGNANE, MIRAMAS, PERTUIS, PORT SAINT LOUIS DU RHONE, SEPTEMES LES VALLONS, TRETS, VENELLES et VITROLLES. La liste de ces permanences figure dans l'arrêté d'ouverture d'enquête.

Lors de la permanence du 9 décembre 2024 à Aix en Provence le commissaire enquêteur a trouvé l'antenne fermée. Néanmoins la permanence a pu avoir lieu avec un peu de retard et la personne qui attendait a pu être reçu.

II. Publicité

La publicité s'est déroulée conformément à ce qui est demandé par la réglementation en vigueur.

Les certificats d'affichage démontrent la constance de l'affichage tout au long de l'enquête.

B. Synthèse des remarques

Nous pouvons dénombrer 650 remarques du public environ exprimées sur plus de 1000 pages. Elles sont synthétisées ci-dessous pour faciliter les réponses de la Métropole (voir paragraphe VIII.10 en fin de document) en 6 paragraphes, Paragraphe 1 de la remarque 1 à 129, Paragraphe II de la remarque 130 à 288, Paragraphe III de la remarque 288 à 360, Paragraphe IV de la remarque 360 à 459, Paragraphe V de la remarque 459 à 540, Paragraphe VI de la remarque 541 à la fin.
Le paragraphe VII concerne les questions de la commission relatives aux avis des PPA ;
Le paragraphe VIII concerne les questions générales de la commission après étude de dossier et lecture des remarques du public. Le paragraphe VIII .10 regroupe les questions de la commission sur les remarques du public.

I. De la remarque 1 à 129

Les observations du public sont présentées ci-dessous par thèmes (avec pour chaque thème les numéros des contributions) :

Organisation de l'enquête 8 12 13 37 43

Des observations contestent le nombre restreint de communes où on peut déposer des observations notamment sur la commune des Pennes Mirabeau

Deux observations contestent la qualité de la concertation et de l'information du public ; une souligne la difficulté pour le public de prendre connaissance d'un dossier volumineux, technique et plein d'acronymes.

Mauvaises prévisions 28 37 78

Trois observations critiquent le choix, a priori, des hypothèse de croissance démographiques et d'emplois qui apparaissent pour une observation incompatibles avec les autres objectifs du SCOT, tandis que deux observations soulignent que la démarche aurait dû consister dans une analyse des potentialités du territoire (en termes économiques, de pollution de GES, d'autonomie alimentaire) à confronter avec des objectifs, ce qui aurait permis d'arrêter un scénario sur des bases solides.

Liens avec les PLUI 32 44 72 80 98 105 106 107

Plusieurs observations sollicitent une modification des PLU(PLUI) pour rendre des parcelles constructibles. Elles sont listées ci-dessous :

-Le propriétaires des parcelles BA 29-30-31 sur la commune de Châteauneuf les Martigues conteste leur classement en zone agricole.

-Il est demandé le changement de zone du PLUI de la parcelle LW0345 sur le chemin de la Souque à Aix en Provence pour qu'elle redevienne constructible

-Il est demandé la réduction de l'espace boisé classé relative à la parcelle référencée BW 207 (anciennement BW 086) située dans le quartier du Parc de Cuques à Aix en Provence.

-Il est demandé selon quelles dispositions (application de la P31) on peut compenser l'artificialisation de parcelles classées UD2 par le PLUI mais faisant l'objet d'un recours du préfet pour préserver les espaces agricoles, notamment pour les parcelles BH 429,431, 432, 433, 437, 582, 584 situées quartier des Aubes à AUBAGNE.

-Il est également demandé le maintien en UD2 de la parcelle CR166 à Aubagne dont le classement fait l'objet d'un recours préfectoral contre le PLUI

Deux demandes particulières ont été également formulées

-classer en ULD(hauteur11m) le cœur du quartier des Fenouilléres à Aix en Provence dont certaines parcelles sont classées en ULM (hauteur 14m)

-autoriser le dépassement demandée de l'emprise au sol 11,5% au lieu de 10% en zone UP1 pour une parcelle située quartier de la Cayolle à Marseille

L'ensemble de ces demandes sont à traiter au niveau des PLUI, elles ne peuvent être examinées dans le cadre du SCOT.

Densification 15 40 47 88 89 104

Une contribution refuse les objectifs de densification du SCOT pour le 12eme arrondissement de Marseille

Il est demandé la suppression d'un espace boisé à la Rouvière à Marseille par la société Espace Création (centre commercial de la Rouvière 83 bd du Redon à Marseille) car il est situé dans la zone comprise dans un rayon de 500m autour d'une station de tramway.

Une observation refuse la densification au cœur du village de Lamanon

Il est demandé que la parcelle BT16 comprise dans le périmètre de 500m autour du pôle d'échanges KRYPTON à Aix en Provence soit moins impactée par un corridor écologique jugé surdimensionné.

Ces contributions appellent deux questions :

-La densification proposée par le DOO peut elle être adaptée au contexte urbanistique local ?

-les conditions de mise en œuvre de l'objectif de densification du DOO autour des PEM et des stations de métro et de tramway peuvent-elles être précisées ? il serait opportun d'indiquer si cet objectif de densification prime sur d'autres considérations et selon quels critères ?

Tourisme 28

Il est demande de valoriser l'aqueduc de Roquefavour à des fins touristiques.

Aménagement commercial 28

Une observation demande la réduction des surfaces de vente ou du moins d'interdire toute extension en zones commerciales

Activités productives 54

Il est souhaité un développement d'Euroméditerranée comme quartier d'affaires avec une composante universitaire et en développant l'offre de bureaux.

Le projet de SCOT ne définit pas d'objectif pour Euroméditerrannée.

Transport et Mobilité 14 20 24 26 27 28 29 30 33 34 36 38 41 45 54 56 57 58 62 63 64 70 71 73 81 82 83 B4 85 90 92 95 99

Les observations sont nombreuses, il est demandé globalement un renforcement du réseau de transports en commun, plus de pistes cyclables et diverses améliorations du réseau viaires. Il est notamment demandé :

-une amélioration de l'échangeur A7-A8 pour pouvoir aller à Marseille ou sur Salon à partir de Velaux, et (formulé différemment par une autre contribution) un d'accès sur l'A7 à partir de Coudoux.

-l'amélioration du point de circulation au niveau du relais de St Pons sur la commune d'Aix,

-la réouverture de la ligne Vitrolles / Aix en passant par Velaux (autre formulation remettre en service la ligne Rognac Aix).

-l'ouverture au trafic de la voie ferrée Gardanne-Carnoule (au moins jusqu'à Trets).

-La prolongation du tramway vers L'Estaque, la Pointe Rouge et Luminy et du métro jusqu'à Hôpital Nord, de la M2 jusqu'à la Valentine, de la M1 jusqu'à Château Gombert voire Allauch

- une troisième ligne de métro entre Cap Pinède - Geze - La Fourragère - Saint Loup - Pointe Rouge

-pour la ligne de voie ferrée au nord d'Aix la création d'arrêts par exemple à Venelles et l'augmentation de la fréquence de passage

-de faire un axe cyclable reliant Aix - Eguilles - Ventabren - Velaux - Rognac, avec une branche Coudoux - La Fare et au minimum La Fare, Coudoux, Ventabren et Velaux.

-d'aménager le pont sur la D20 au lieu-dit le "moulin du pont" pour permettre un passage facilité pour les voitures et un passage sécurisé pour les vélos et les piétons entre Velaux et Ventabren /Coudoux et de revoir le plan de circulation des transports en commun au niveau de cette traversée ;

-de transformer (pour faciliter la circulation des vélos) l'avenue de Verdun à ROGNAC en un triple sens de circulation, un sens unique pour les véhicules motorisés (du Nord vers le Sud, qui est le sens le plus congestionné, notamment le matin), et une piste cyclable bidirectionnelle (sur l'actuelle voie Sud vers Nord

-le développement des « trottoirs traversant » pour les piétons

-d'augmenter la fréquence des trains depuis et jusqu'à Salon de Provence, d'augmenter la fréquence des bus et leurs amplitudes horaires, de mieux relier les "petites" communes aux grandes villes (Aix en Provence et Marseille).

-un réseau réel et solide de transports reliant Marseille aux villes extérieures : Aubagne, Aix, Cassis, Les Pennes, Cabriès

-un moyen de transport rapide (métro ou tram) reliant le centre-ville de Marseille à la Valentine en passant par Saint Loup, et notamment connecter les lignes de métros à la Valentine voir au-delà pour se relier au Val'Tram d'Aubagne.

-de prolonger les métros actuels, notamment jusqu'à l'hôpital Nord et la Pointe Rouge.

-de relancer le projet RTM 2025 de 22 lignes de bus à haut niveau de service avec leurs voies de bus dédiées,

- d'intensifier la fréquence de passage des bus reliant les centres majeurs (par ex. 64 Marseille - Gardanne , Trets ou 180 Gardanne - Meyreuil - Aix-en-Provence),

-de prévoir des abris vélos sécurisés un au parking La Croix à Meyreuil qui fasse relais avec le 64

- de prévoir un réseau de voies cyclables (par exemple entre Pont des Trois Sautets, Montaiguet, Meyreuil Village, Le Plan de Meyreuil, Valbrillant, Le Canet...) et entre les communes limitrophes (Meyreuil-Aix-en-Provence, Meyreuil-Gardanne...).

-de rendre la rue Rabelais à Saint Henri à Marseille semi piétonnière pour accroitre la sécurité et diminuer les nuisances,

-de revoir l'échangeur de Puyricard à Entremont et la descente vers Oli Provence,

-plus de bus notamment entre Euroméditeranée et / Plan de Campagne / Aix Les Milles / Aix Centre passant par l'A7 - Zone commerciale de Vitrolles et d'Aubagne / La Valentine

- de mettre à sens unique la rue Etienne Dolet dans le 14eme à Marseille

- la mise en place d'une voie verte allant de Saint Jérôme (Fac de Sciences 13013 Marseille) à Saint Menet (13011 Marseille) empruntant pour partie les emplacements prévus pour l'ALINEA et la RD4d.

- la réalisation de la voie verte le long des berges de l'Huveaune

- de développer les transports pour la commune de Mallemort, mal desservie, de nombreux résidents se déplacent jusqu'à Lambesc pour prendre le car

- de réaliser un maillage au niveau des transports en commun (cars) entre le pays d'Aix et le pays Salonais .

- de mettre en place des services après 20h00 (exemple ligne 240) pour répondre au besoin des étudiants, des travailleurs à horaires décalées.

- de développer les PEM.

- d'aligner les tarifs, certaines lignes sont à un tarif excessif par exemple L50 (Marseille / Aix) trajet à 7 euros.

Toutes ces demandes ne relèvent pas du SCOT, mais la Métropole a la compétence transport, dans une perspective à 20 ans il apparait nécessaire qu'elle précise sa position sur ces projets.

Par ailleurs, plusieurs observations portées notamment par des associations s'opposent au prolongement de la D9 de la Couronne à Lavera, prolongement qui apparait sur les documents graphiques.

Pour les pistes cyclables dont le développement est souhaité par de nombreuses contributions il est de plus demandé d'assurer leur continuité, de développer des pistes cyclables inter communales, de développer les modes actifs en ville et à l'extérieur de la zone urbaine (le long

des départementales) en réservant les emprises, de concerter avec les associations d'usagers, de sécuriser les pistes cyclables

Il est également demandé que les espaces publics ne soient plus encombrés par les voitures, vélos, scooters pour que les piétons circulent librement, et de supprimer les trottinettes en libre-service et de plus d'assurer le respect des règles de sécurité de la part des vélos et trottinettes pour les piétons

Il est, par ailleurs, souhaité que le SCOT sensibilise les communes pour la sauvegarde des chemins ruraux et applique l'article L161-6-1 du code rural.

Cet article du code rural introduit par la loi 4D semble devoir être mentionné dans le SCOT

Enfin des interrogations ont été émises sur les impacts de la déviation nord de PERTUIS.

Environnement, corridors écologiques , préservation espaces naturels 9 23 48 92 100 108

Une contribution demande la protection de la pointe de la gracieuse (qui a été évoquée par le Parc naturel de Camargue dans son avis).

La commune de Septème demande de protéger les ripisylves.

Il est demandé une prise en compte plus forte de la pollution par les particules fines. Sur la pollution de l'air et les particules fines, le DOO pourrait être plus précis et fixer un objectif de conformité aux normes réglementaires.

Des contributions demandent la préservation des espaces naturels, de ne plus abattre d'arbres qui devrait être un objectif qui doit primer sur les autres.

Il est demandé de conserver en espace naturel l'ancienne carrière BORIE à AUBAGNE où des résidus de carrière doivent être déposés.

Nature en ville 26 27 36 45 54 70 71

De nombreuses contributions réclament plus d'espaces verts en ville et une végétalisation la plus grande possible.

L'objectif 5.1.5 développer la nature en ville comporte des recommandations mais pas de prescription répondant directement à cette préoccupation. L'article L141-11 du code de l'urbanisme (ancienne version) précise à cet égard que le DOO peut définir des objectifs à atteindre en matière de création ou de création d'espaces verts dans les zones ouvertes à l'urbanisation.

Bruit 61 65

Il est demandé une action pour limiter les sources de bruit dans le secteur de Gardanne-Meyreuil-Le Tholonet liées au trafic routier et aérien.

Il est également demandé une prolongation du mur anti bruit le long du CD6 près du chemin de la Sarriere à Meyreuil.

Le DOO demande de prendre en compte le bruit dans les politiques d'aménagement, et de réserver les emplacements pour réaliser les aménagements nécessaires pour résorber les points noirs du bruit. Il ne peut porter sur des projets particuliers.

Préservation des espaces agricoles, agriculture 42 59 60 66 67 68 69 75 76 79 108

De nombreuses contributions sont favorables à la préservation des espaces agricoles qui est un des objectifs du DOO. Une contribution ajoute qu'il convient de valoriser encore plus le travail des maraîchers

Plusieurs observations demandent de préserver les terres agricoles particulièrement à PERTUIS où de riches terres alluviales (46 ou 80 ha selon les contributions) sont menacés par l'extension de la zone commerciale.

Une contribution demande de replacer en zone agricole protégée les 10 hectares de Beaudinard et des Aubes sur la commune d'Aubagne dans le cadre de la modification n°1 du PLUI d'Aubagne et de l'Etoile et d'abandonner le projet de construction de 300 logements de la zone OAP du Grand Pin Vert à Aubagne, une autre contribution propose d'abandonner le projet de nouvel hôpital d'Aubagne.

L'Association Poumon Vert Saint Mitre demande que le SCOT interdise l'urbanisation sur 170 ha classés en zone AU au PLUI sur la commune de Marseille et leur redonne leur vocation agricole ou d'espaces naturels après réalisation de diagnostics agricoles dans les secteurs de Saint-Mitre, de Château Gombert, de Sainte Marthe, de La Buzine, des Camoins de la Treille.

Une contribution demande de prévoir plus d'espaces pour la vente directe «producteurs-consommateurs".

Espaces irrigués 86 87 96

Il est demandé un recensement précis de la situation juridique des canaux d'irrigation liés au canal de Craponne pour en assurer l'entretien et la pérennité

L'association l'eau des collines à Cuges demande l'alimentation en eau brute des zones agricoles notamment des zones agricoles non irriguées.

Les modalités du maintien des infrastructures relatives aux canaux d'irrigation n'apparaissent pas être un domaine devant (et pouvant) être traitée par le SCOT, mais la pérennité de ces canaux cela est recommandé pour la trame verte et bleue.

Ressources en eau 19 52 91 96 97 100 et Assainissement 42 49 52

Une observation s'inquiète des ressources en eau à l'avenir pour la Métropole au regard de l'augmentation de la population

Une contribution demande de généraliser le raccordement aux réseaux d'assainissement collectif.

L'association « poumon vert saint mitre » et demande qu'une prescription protège la nappe phréatique affleurante lors de la délivrance de permis de construire notamment pour interdire la construction si cela nécessite un prélèvement par pompage

Un particulier demande à être relié à l'eau et à l'assainissement sur la RD17 quartier des hautes plaines entre Pelissanne et Salon.

L'association l'eau des collines à Cuges demande la sécurisation du réseau d'eau potable, l'alimentation en eau brute des zones des réseaux de défense contre l'incendie signale des zones en ville non raccordées ; une autre contribution indique qu'une habitation de Cuges n'est pas raccordée au réseau d'eau public.

Il est demandé un raccordement à l'assainissement collectif à l'entrée de Vitrolles côté Nord.

Des réponses sont attendues sur les différentes questions, y compris pour les demandes particulières la métropole ayant la compétence eau assainissement

Logement 36 45

Des contributions demandent d'encourager les réhabilitations des logements par de la démolition reconstruction notamment les bâtiments insalubres comme ceux de la rue d'Aubagne à Marseille.

Le DOO comporte des prescriptions et recommandations allant dans ce sens

Risques naturels 74 92

Une contribution attire l'attention sur des permis de construire attribués dans la zone des Barrales à La Fare les Oliviers, zone où les risques d'inondations ne sont pas sérieusement prix en compte.

Une autre insiste sur la nécessité de laisser libre les axes d'écoulement.

Déchets 25 36 56 58 70 99

Plusieurs contributions pointent les déficiences du service de collecte des ordures ménagères notamment à Marseille et demandent des poubelles avec des couvercles évitant aux ordures de s'envoler avec le vent et une amélioration du tri des déchets et des poubelles, pour déchets recyclables, pour tous.

La qualité de la collecte des déchets n'est pas un sujet pouvant faire l'objet d'une prescription mais il s'agit d'une compétence de la Métropole.

Énergies renouvelables 9 14 92 94 100

Deux contributions sont opposées au installations photovoltaïque sur terres agricoles.

Une autre affirme qu'il est impératif d'annuler le projet des panneaux photovoltaïques sur le plan d'eau du VALLON DOL.

La commune de Lançon de Provence demande la prise en compte de la ferme solaire située sur le domaine de la Calissane à Lançon de Provence.

Paysage 94

La commune de Lançon de Provence demande la suppression de la coupure d'urbanisation à Lançon(il semble que soit une coupure paysagère).

Divers 9 11 21 22 31 46 54 77 92

Les communes d'Aix en Provence de La Fare les Oliviers de Septèmes les Vallons ont transmis les délibérations du conseils municipaux donnant un avis favorable au projet de SCOT.

La commune de Septèmes a formulé diverses demandes et notamment celle d' être intégrée au bassin de vie de plan de campagne,

Une contribution demande quelle est la durée du SCOT et comment savoir si une parcelle est constructible**.**

Il est demandé la création d'une ARENA de 20 000 places dans le périmètre d'Euroméditerranée et autre contribution souhaite la création de lieux de vie sociaux.

Une contribution formule un avis défavorable sans justification.

Hors Sujet 25 35 55

Une remarque a été faite sur le bruit excessif des hélicoptères desservant l'hôpital Nord.

Une contribution demande de réglementer la circulation aux abords des écoles aux heures d'entrée de et sortie des classes

Ces deux contributions ne peuvent faire l'objet de prescriptions du SCOT.

Une contribution affirme que la métropole a jusqu'à présent démontré son incapacité totale à développer des transports en commun non routier sans faire de proposition.

II. De la remarque 130 à 288

Organisation de l'enquête, dossier d'enquête 151 157 198 205 208 230

Il est demandé par une contribution si le zonage du SCOT peut affecter celui des PLU, la question peut paraitre simpliste mais la fiche de présentation de l'enquête traite ce point en fin de partie 2 en indiquant comme si c'était une fonction accessoire « Le SCoT déterminera

également les règles à respecter par les 6 Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi) du territoire. ». L'information du public sur ce point peut apparaitre incomplète.
Une contribution signale des dysfonctionnements concernant l'accès au registre dématérialisé.
Une contribution note que le dossier comporte de nombreux documents explicites et des cartes instructives, mais une autre considère le dossier difficile à appréhender et dans un jargon administratif incompréhensible.

La Ligue de Défense des Alpilles fait part de la difficulté de trouver un dossier complet sur le site de la Métropole, la remarque parait justifiée, sur le site de la Métropole, il est simplement indiqué en petits caractères « Le dossier d'enquête publique du SCoT est consultable sur le registre numérique dédié. »
L'association Colinéo demande une cartographie plus précise à une échelle plus grande

Mauvaises prévisions 202 205 261

Deux contributions identiques(202 et 205)contestent les hypothèses démographiques et en conséquence les prévisions de logement et d'emploi.
L'UFC Que Choisir de Salon-Arles(contribution 261) considère que l'urbanisation intensive de ces 15 dernières années et les évolutions socio-professionnelles et démographiques intervenues dans cette période n'ont pas été prises en compte et que les hypothèses retenues pour le SCOT ne sont pas sérieuses.

Compatibilité 258

L'Union Régionale Paca UFC Que Choisir **(**258)indique que le calendrier dans lequel sont produits et soumis à l'enquête publique les documents d'aménagement et d'urbanisme rend difficile à comprendre leur articulation. (SRADDET, SDAGE, PLUI). Elle relève que les PLUi qui viennent d'être soumis à l'enquête publique sont déjà pour certains en révision, cela rend difficile la compréhension d'une vision prospective.
Elle souhaiterait un Scot plus précis et plus climato compatible (prise en compte d'une augmentation de température de 4 degrés , diminution des ressources en eau, …)

Cohérence du SCOT 150 152 206 243 264 265

L'association la parole aux citoyens demande de revoir la répartition des emplois et de la population dans les pôles d'équilibre (il est prévu seulement 5% des nouveaux emplois dans les pôles d'équilibre et entre 8 à 10% de la population nouvelle).
L'association Devenir souligne que le PLUi d'AIX ne respecte pas les prescriptions du SCOT, il est noté notamment que la consommation d'espace antérieure était 5 fois supérieure à celle autorisée par le SCOT. Elle note que de nombreuses OAP ne respectent pas diverses prescriptions, et en particulier la P46, la P88, la P172, la P273. L'association Devenir partage les observations de la MRAE sur la cartographie réalisée à une échelle trop petite, notamment pour les continuités écologiques. Elle note que compte tenu des nombreuses réserves de la CDPENAF qu'elle partage également, cette dernière aurait dû donner un avis défavorable
L'association la Parole aux Citoyens dans la contribution 206 confirme ses remarques précédentes mais regrette que le SCOT soit en régression par rapport au SCOT précédent sur les points suivants
-densité minimale dans les OAP

-obligation d'OAP dans les dents creuses de plus de 2500m2
-l'intégration des bassins de rétention dans les OAP

-des principes clairs pour les limites d'urbanisation

L'association de Préservation des Quartiers Moulin Neuf et Gargory Sud - Lambesc Est considère(contribution 243) que le SCOT va transformer les pôles d'équilibre en cité dortoirs (pas assez d'emplois , trop de logements) et formule une opposition à l'OAP du Moulin Neuf à Lambesc qui prévoit 160 logements en contradiction avec le SCOT. La contribution 265 proteste également sur l'OAP du moulin neuf à Lambesc.

La contribution 264 considère que les objectifs affichés par ce projet de SCOT de préserver la biodiversité, de favoriser l'activité agricole et la non-artificialisation des sols sont peu compatibles avec le scénario C qui a un impact direct sur la manière dont les pôles urbains vont se développer, avec dégradation prévisible des conditions de vie en raison de la densification massive attendue. Le scenario C et ses objectifs, notamment sur l'Axe 4 du PADD sont peu convaincants sur la manière dont on va densifier intelligemment pour lutter contre le réchauffement climatique et les îlots de chaleur qu'il engendrera, et sur l'absolue nécessité du retour de la biodiversité en ville

Liens avec les PLUI 188 190 215 255 257

Une contribution demande de reclassement en zone constructible d'un terrain dans la zone crépon Ouest sur l'allée des Iles d'or dans la portion la plus proche de la D52 à Saint Mitre les Remparts.
Une contribution demande de densifier et d'étendre la zone constructible sur le
Canet de Meyreuil chemin des tuileries 13590 Meyreuil .
L'entreprise d'insertion la Varappe demande que le terrain sur lequel elle est installée à Aubagne chemin du Charrel, depuis 1995 ne soit pas classé en zone agricole. Les arguments développés apparaissent justifier une réponse favorable, mais cela relève d'une modification du PLUI
La contribution 255 demande des explications sur le classement en zone UCI de la parcelle sur laquelle la société Palauma Group a obtenu un permis de construire dans les anciens locaux EDF du quartier de Bois Luzy, malgré les oppositions, semble-t-il, de la Métropole et du maire de secteur. La contribution 257 conteste également le classement en UC1 à Bois Luzy d'une parcelle affectée à un promoteur.

Consommation d'espace133 179 194 230 275

Il est proposé par une observation de limiter l'imperméabilisation et une autre de désimperméabiliser les cours d'écoles.
Une contribution demande de réduire au maximum la consommation d'espace pour de nouvelles zones industrielles ou commerciales.
L'association Colinéo souhaite que les surfaces globales susceptibles d'être artificialisées soient réduites.
La contribution 275 souhaite des mesures incitatives pour économiser l'espace(réhabilitation de bâtiments…°

Densification 152 206 231 240 256 264 266 267

L'association Devenir demande de prescrire une densité minimale de logements à l'ha en fonction des secteurs géographiques.

L'association la parole aux citoyens demande une obligation pour les PLUI de recenser les friches, à urbaniser en priorité pour éviter l'étalement urbain..

La contribution 231 demande une densification autour des gares et notamment entre Martigues et Port de Bouc.

Les contribution 240 et 250 expriment une opposition à la densification dans le quartier du Petit Bosquet(Marseille 12eme) en demandant notamment que la construction de logements se fasse en préservant tous les espaces verts privés et publics, donc en préservant le caractère pavillonnaire du quartier.

L'association la parole aux citoyens(256) demande que

-les PLUi identifient toutes les friches existantes dans l'enveloppe urbaine et planifient leur utilisation en priorité sur tout projet d'étalement urbain.

-les PLUi identifient toutes les entités foncières de plus de 2500 m² (voire 1500 m²) constituant des dents creuses dans l'enveloppe urbaine existante et définissent des OAP pour chacune.

La contribution 264 demande de rendre obligatoire la rénovation du parc existant avant de nouvelles constructions, elle exprime son accord avec les remarques faites sur la nécessité de limiter la densification dans certains quartiers notamment au Petit Bosquet. Elle souhaite également des règles d'urbanisme adaptées à la typologie du quartier et qui permettent de verdir de réaliser des plantations et de préserver les espaces verts

La contribution 266 exprime son opposition à une densification supplémentaire dans le 5eme arrondissement de Marseille.

Le CIQ de Bois LUZY(contribution 267) demande de préserver le noyau villageois de Bois Luzy en évitant des immeubles trop haut

La contribution 275 s'inquiète d'une densification qui menace une zone pavillonnaire

Tourisme 207

L'association foncière urbaine libre du domaine de Port Royal à Mallemort s'inquiète du devenir de la ZAC de Port Royal et souhaiterait des précisions sur les incidences du SCOT sur le domaine en matière de corridors écologiques, TVB, protection des paysages, et zone commerciale. Rappelons que la commune de Mallemort demande d'affirmer la vocation d'hébergement touristique et de conforter la place du Golf International de Pont Royal au sein du corridor écologique complémentaire. Le SCOT pourrait donner des indications sur le devenir de ce domaine et d'une manière plus générale sur celui des installations touristiques actuelles.

L'association Colinéo souhaite (pour les P 160, 162 165) qu'on ne développe pas l'accès aux sites touristiques pour les protéger.

Aménagement commercial 210

L'association En Toute Franchise conteste des dispositions législatives et réglementaires qui pourraient faciliter l'implantation de grandes surfaces au détriment du petit commerce, elle demande que soit lancé un moratoire sur toutes les constructions illicites de surface de vente de

la grande distribution qui ont détruit les centres-villes du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Activités productives 136 148 149 170 192 193 200 213 216 236 263 266 270 273 286

Une observation exprime son opposition à l'extension des zones d'activités qui entraine plus de camions plus de pollutions donc des atteintes à la biodiversité et au paysage. Une autre s'oppose au développement de l'aéroport qui va entrainer celui d'entreprises nouvelles et logistiques (notamment dans la zone des Florides) avec des surfaces nouvelles imperméabilisées et des pollutions de toute nature.

Quinze contributions s'opposent à la réalisation de la ZAC du Safre et à une implantation industrielle en zone agricole à Simiane Collongue. La contribution 286 émet de plus des souhaits sur ce que doit prescrire le SCOT qui paraissent correspondre aux grands indicateur du projet soumis à enquête.

Transport et Mobilité 131 132 133 139 140 141 144154 155 156 157 159 160 161162 163164 165 166 169 172 176 177 178 179 183 189 201207 217 218 219 224 228 231 234 236 237 243 245 248 249 251 254 267 269 272 278 281 282 283 285

L'association poumon vert de Saint-Mitre demande l'inscription dans le SCOT du projet de Tramway des collines qui relierait l'hôpital Nord à Saint Menet en passant par la Rose, les Trois Lucs et la Valentine.

Une contribution demande la création d'une nouvelle halte ferroviaire sur la ligne Pertuis Marseille différente de la gare située dans le pôle d'échanges multimodal jugé peu accessible, et la création d'une relation ferroviaire « Pertuis- Venelles - Aix – Les Milles » en utilisant les voies SNCF existantes, puisqu'une ligne existe déjà entre Aix-ville et la zone d'activité des Milles utilisée pour les marchandises.

Une contribution demande plus de pistes cyclables sans discontinuité.

Une contribution considère les infrastructures routières insuffisantes à Velaux.

Une contribution demande de développer les transports en commun, généraliser les voies réservées au bus, utiliser des petits bus si nécessaire, aménager des pistes cyclables continues

Une contribution demande une vraie piste cyclable dans les deux sens sur la
D20 pour rejoindre l'aéroport et le site Airbus, et de manière complémentaire une autre demande de protéger les cyclistes empruntant la piste cyclable de Marignane à Airbus à la traversée de la D20E par des ralentisseurs notamment par un feu pouvant être actionné par les cyclistes.

Une contribution attire l'attention sur les difficultés d'accès aux transports en commun pour les piétons et notamment l'accès à la gare Saint Charles, le trajet entre Airbus et la gare TER, et la configuration de la gare de Salon qui oblige à emprunter des passerelles aériennes avec des ascenseurs souvent en panne.

Le CIQ de Célony - La Calade – Lignane à Aix en Provence demande une halte ferroviaire à la Calade en plus de celle de Venelles. Le CIQ de Puyricard demande également l'ouverture de la halte ferroviaire à la gare de la Calade avec un PEM (en substitution de celui prévu à Lignane) Dix-huit contribution soutiennent la demande des CIQ et demandent la halte ferroviaire de la Calade avec un PEM et que le PEM routier de Lignane soit déplacé à La Calade.(une contribution souhaite également une réduction du trafic sur l'ex RN7). Sur ce point qui relève de la compétence de la Région, il semble qu'il y ait une divergence avec la Région, cette dernière demande que le projet de PEM de Venelles ne soit pas identifié dans la liste des PEM de la Prescription 105 du DOO et dans le secteur à enjeu du Val de Durance.
Il est souhaité par une contribution que la répartition de l'espace public privilégie les modes actifs et les transports en commun au détriment des voitures
Une contribution demande d'augmenter la fréquence des bus desservant la ligne Puyricard /Aix d'élargir les plages horaires notamment le soir, de maintenir les services le dimanche, de diminuer le prix qui est dissuasif, de pouvoir prendre le bus avec son vélo. Il est également souhaité des services transversaux à partir de Puyricard notamment vers Venelles et la Moliére.
Une observation demande que la voirie soit adaptée pour faire face à l'augmentation de population liée à l'urbanisation ce qui n'a pas été fait pour la Zac de la Barrale à Lançon de Provence où les conditions de circulation sont très difficiles, y compris pour les piétons (pas de trottoir).
Une observation demande la création d'une voie verte dans le 13eme à Marseille.
Une autre demande la réouverture de la voie ferrée Rognac Aix en Provence.
Deux observation demandent plus de transport en commun, plus de mobilité douce

La commune de la Penne sur Huveaune demande que soit prévue une connexion en mode doux entre la Gare et le quartier de la Bastidonne et que le SCOT mentionne la Passerelle de franchissement de l'autoroute A50 qui doit relier les zones d'activité ACTI PARC Sud et Nord inscrite au PLUI.

L'association foncière urbaine libre du domaine de Port Royal à Mallemort déplore l'absence de prise en compte du Domaine en matière de mobilité
La société AIRBUS demande :
-la desserte du technocentre des Florides et du site principal d'AIRBUS HELCOPTERS de Marignane depuis les villes de Martigues et de Châteauneuf les Martigues (N568) par une liaison routière
-la desserte en transport en commun du PEM de Cap Horizon depuis le PEM Parc Camoin de Marignane, de P Plantée à Vitrolles et de la gare de Salon
-la création d'une piste cyclable pour desservir le technocentre des Florides et site principal d'AIRBUS HELCOPTERS à partir de Martigues et de Châteauneuf les Martigues (N568) et depuis la cote bleue, et une liaison cyclable entre Velaux et Rognac
-où en sont les projets suivants
Navettes maritimes sur l'Étang de Berre
Ligne TER entre Rognac et Aix en Provence
Accès sud du site de Marignane à partir de la RD9
Accès Nord du site de Marignane à partir de la D20

Les contribution 224 , 248, 272 s'opposent à la réalisation du projet de construction d'un grand parking relais de 480 places 11.304 m2 prévu au PLUI emplacement réservé n1191 (zone Versailles -13170 LES PENNES MIRABEAU.

La contribution 231 demande un tramway entre la gare de Pas des lanciers et la gare de Martigues puis la connexion de Pas des Lanciers à l'aéroport de Marseille.
L'association de Préservation des Quartiers Moulin Neuf et Gargory Sud - Lambesc Est (contribution 243) demande plus de transports en commun, plus de pistes cyclables pour desservir les pôles d'équilibre comme Lambesc ou Mallemort.

La contribution 245 émanant du groupe d'élus Ensemble Cultivons l'Avenir à Gignac La Nerthe souhaite un nouvel échangeur sur l'A55 pour éviter la traversée de Gignac la Nerthe, il demande également (contribution 254) la création du boulevard multimodal sur le tronçon D368 à Gignac-la-Nerthe comprenant l'avenue Fernandel et l'avenue François-Mitterrand.

La contribution 249 du CIQ de Venelles demande

-des mesures de sécurité pour réduire la vitesse sur la N296
-de créer un parking relais à Venelles rond-point de la gare suffisamment dimensionné
-d'augmenter le nombre de places du parking de Venelles Cabassols utilisé pour le covoiturage
-de construire une nouvelle bretelle sur l'autoroute pour aller à Manosque pour éviter de traverser Venelles
-de créer des dispositifs antibruit sur l'autoroute A51

Le CIQ de Bois LUZY(contribution 267) demande d'achever la coulée verte prévue entre Fais Vallon et Florian.

La contribution 269 demande un arrêt de bus sur la RD6 à Fuveau au niveau de la station d'épuration.

La contribution 278 demande un plan ambitieux pour les transportset affirme son opposition à l'aérodrome d'Eyguières

La contribution 281 demande :

-la prise en compte des itinéraires cyclables nationaux V63 et V65 qu'il serait nécessaire de réaliser
-l'adoption d'une charte de la voirie pour uniformiser l'aménagement des voies sur la Métropole, en garantir la lisibilité et la sécurité pour l'usager et favoriser les mobilités douces

La contribution 282 demande un renforcement de la cadence de passage des bus de la ligne 17 (toutes les 20 minutes aux horaires d'embauche et de débauche) qui dessert à partir de la Fare les Oliviers Vitrolles et Marignane et l'aménagement d'un parcours cyclable sur la 113

La contribution 283 demande de favoriser les mobilités actives et d'interdire quand c'est possible la circulation aux abords des écoles pendant la rentrée et la sortie des élèves. Sur ce dernier point , il faut souligner que la gestion de la circulation relève de la police du maire.

La contribution 285demande à la Métropole d'apporter une assistance aux communes pour mettre en place des plans de circulation cohérents

Environnement, corridors écologiques , préservation espaces naturels 130 138 152 176 179 181 212 214 223 230 259 271 275 276

Une observation note que tous les corridors écologiques et notamment ceux indiqués dans le PLUI ne figurent pas dans le SCOT et les cartes associés sur la commune de Velaux.

Une autre que le SCOT ne comporte pas de carte précise des corridors écologiques notamment à Velaux près du lieu-dit les Espradeaux où un ruisseau crée un couloir remarquable et que le SCOT n'est pas assez contraignant pour les PLUI au regard des enjeux environnementaux.

L'association Devenir demande de maintenir les couloirs écologiques, protéger les forêts , protéger les ripisylves et les compléter pour assurer leur continuité, protéger les milieux humides, il est relevé que le SCOT ne sera pas compatible avec le nouveau SAGE de l'ARC qui doit être révisé en 2026.

Une contribution demande des documents cartographiques plus précis à une échelle plus importante pour mieux identifier et renforcer les corridors écologiques, demande que la prescription P15 soit plus contraignante pour les PLUI pour la recherche de corridors supplémentaires ; demande également des diagnostics sur les parcelles sur la Ville de Marseille destinées à l'urbanisation pour reconsidérer les projets en fonction de l'intérêt écologique.

La contribution 179 demande simplement de préserver les espaces naturels .`

La LPO attire l'attention sur des projets de développement susceptibles d'affecter des sites Natura 2000, souhaiterait que le SCOT précise ces projets pour imposer au PLUI des mesures ERC adaptées, Notons que la Métropole en réponse à la MRAE a indiqué que l'évaluation environnementale serait réinterrogée sur ce point.

Sur les continuités écologiques la LPO demande d'analyser les incidences des projets identifiés sur les continuités écologiques, la Métropole a indiqué qu'elle procéderait à cette analyse dans sa réponse à la MRAE.

La LPO souhaiterait une cartographie permettant d'identifier les secteurs à enjeux pour la trame noire.

La LPO souligne l'absence d'identification des zones de tension entre les secteurs à urbaniser et les espaces à enjeux forts et elle cite La ZAC du Safre à Simiane Collongue et la ZAC de la Pile à Saint Cannat.

Elle souhaiterait que soit identifier les zones dégradées nécessitant des mesures de compensation et la prise en compte dans l'évaluation environnementale du développement d'espèces exotiques envahissantes et l'augmentation de la fréquentation touristique.

Le syndicat mixte de gestion des nappes de la Crau :

-demande que les canaux d'irrigation et d'assainissement soient pris en compte dans l'EIE et dans le DOO au même titre que les cours d'eau
-relève que les réservoirs de biodiversité ne comprennent pas toutes les zones humides de l'inventaire départemental, ne prennent pas en compte les axes de migration de l'avifaune
-note que toutes les espèces bénéficiant d'un plan national d'action ne sont pas citées(ex le lézard ocellé)
-demande une prise en compte des enjeux liés aux obstacles physiques (secteur 14 du SRCE)
-déplore que les espèces exotiques envahissantes ne fassent l'objet d'aucune prescription du DOO
-demande que le DOO propose des mesures pour préserver la richesse écologique face à la surfréquentation, la P5 pourrait sur ce point prévoir la mise en place de zones de quiétudes
-demande que l'objectif de reconquête des friches prenne également en compte la richesse écologique de certaines friches qui serait à préserver
-demande au sein du PADD de modifier le titre de l'objectif « préserver durablement l'armature des espaces aquatiques pour leur multi fonctionnalité » par préserver durablement l'armature et la fonctionnalité des milieux naturels », dans le sous-objectif accompagner et conforter le développement de l'agriculture urbaine … » de rajouter « sans altérer le développement de la flore spontanée » et dans le sous-objectif »accompagner leur développement pour équilibrer l'habitat et, l'emploi,… »de rajouter en intégrant les espaces à réglementation contractuelle.

La contribution 214 demande de mettre en place des obligations réelles environnementales (ORE)sur les zones humides et les zones agricoles. Une ORE est un contrat entre un propriétaire qui doit être volontaire et une collectivité publique qui apporte une compensation. Une telle proposition nécessiterait la mise en place d'un programme pour la Métropole qui pourrait être justifié pour des secteurs écologiques stratégiques.

La contribution 223 s'oppose à la création de l'aérodrome d'Eyguières qui va détruire une zone protégée.

L'association Colinéo demande des modifications ou compléments sur diverses prescriptions du DOO

-P5 souhaiterait interdire toute activité dans les réservoirs de biodiversité
-P10 demande de fixer une distance minimale entre espace urbain et les réservoirs de biodiversité
-P18 demande de représenter tous les corridors écologiques (il en manque) et de restaurer ceux qui ne sont pas fonctionnels
-P21 pour la trame noire l'association souhaite une carte plus détaillée des points sensibles et des prescriptions techniques pour la mise en œuvre.

La contribution 259 constate que des corridors écologiques notamment celui qui longe le Vallat ne sont pas mentionnés dans les documents.

Le collectif Sauvons nos Etangs (contribution 271)demande la création d'un parc naturel régional qui comprendrait les étangs de Lavalduc, Engrenier, Estomac, Citis et Poura et donc la réserve de Poura-domaine du Ranquet, étang de Blaise et la forêt de Castillon, l'oppidum de Saint-Blaise, les salins de Fos et de la Marronéde. Le processus de création d'un parc naturel régional est complexe et dépend de la Région, la question est « les protections actuelles des

zones prévues dans ce parc sont-elles suffisantes pour permettre éventuellement cette création ? »

La contribution 275 demande de définir une distance minimale entre la lisière urbaine et les réservoirs de biodiversité

Les cartes du SCOT ne représentent pas (contribution 276) les couloirs écologiques et la trame bleue, notamment la présence de ripisylves sur la zone des chemins des Espradeaux, Arbois Marseille, au pied du Massif de l'Arbois. Cette contribution 276 souhaiterait une étude d'impact pour tout projet important de construction.

Nature en ville 145 179 230 267

Il est demandé par le CIQ de Bois Luzy de végétaliser la sortie n°4 de l'A507, un terrain libre pourrait être planté d'arbres.

La contribution 179 demande simplement de préserver les espaces verts

L'association Colineo souhaiterait que les mesures des P206, 207 et 208 soient précisées et développées.

Le CIQ de Bois LUZY(contribution 267) demande de préserver les espaces verts.

Bruit 134 135 136 143 146 147 153 167 171 173 174 175 180 184 196 209 225 229 232 241 242 244 252 277 279 280 284 287 288

Vingt-cinq contributions (dont le collectif inter-associatif MISTRAL des habitant de Velaux, de Gignac, des Pennes Mirabeau) demandent que le SCOT prenne en compte et réduise les nuisances aériennes dues à l'augmentation du trafic, demande le respect du PEB actuel et des trajectoires autorisées que le SCOT intègre dans le DOO des prescriptions et recommandations sur le bruit et la pollution aérienne afin d' "offrir un cadre de vie favorable au bien-être et à la santé des habitants" comme le propose le PADD et plus précisément :

–un couvre-feu de 22 heures à 6h du matin pour tous les mouvements aériens sur l'aéroport AMP,
–La modification des trajectoires aériennes survolant les zones habitées

Des élus de Gignac La Nerthe(contribution 242) attirent l'attention sur leur demande adressée à l'État pour une réunion intercommunale pour définir un plan de lutte contre les nuisances sonores du trafic aérien.

La contribution(244) émanant d'Ensemble Cultivons l'Avenir à Gignac La Nerthe souligne les nuisances du trafic aérien et formule des propositions de rectification de trajectoires pour les avions.

La contribution 241 demande un mur antibruit le long de l'autoroute A55 à Gignac -la-Nerthe.

Préservation des espaces agricoles, agriculture 205 222 230 235 238 239 262 284 286

Une observation considère que le Scot n'est pas assez prescriptif pour la préservation des terres agricoles.

Les contributions 222, 238, 239 demandent que toutes les dispositions soient prises pour assurer la pérennité des canaux d'irrigation et pour maintenir les chemins d'accès aux ouvrages, elles attirent l'attention sur toutes les dispositions réglementaires protégeant les canaux d'irrigation à appliquer strictement.

L'association Colinéo demande que la P31 interdise toute artificialisation des terres agricoles. Elle demande également de préserver la ressource forestière et de créer des chemins d'accès.

La contribution 235 demande que le suivi des surfaces soit fait avec une pondération en fonction de la qualité en termes de biodiversité

La contribution 262 note que le cahier des recommandations secteurs à enjeux indique un potentiel de développement sur un terrain situé sur la Commune d'Istres mais en limite sud de la Commune de Miramas, semble-t-il le terrain situé entre les quartiers du Mas neuf, (zone pavillonnaire datant de 1973 et sise sur la commune de Miramas) et le nouveau barreau routier de Sulauze, terrain est actuellement classé en zone agricole du PLU d'Istres. Elle s'oppose à l'urbanisation de cette parcelle.

`

Le collectif Zéro Phyto (contribution 284) demande que la prescription 254 soit complétée: par "Les canaux et ruisseaux d'irrigation doivent être préservés de toute pollution. Les PLUi concernés définissent les zones de protection des eaux où, entre autres mesures de protection, seules les pratiques de désherbages mécaniques sont autorisées pour l'entretien des canaux et ruisseaux à l'exclusion de l'utilisation des herbicides chimiques."

Espaces irrigués 211

Une contribution proteste contre l'absence d'eau disponible pour irriguer des parcelles agricoles route de Riboux à Cuges, ne permettant pas non plus une défense efficace contre l'incendie. Proteste également sur l'interdiction de cuve enterrée de récupération de l'eau de pluie

Ressources en eau Assainissement 152 181212 230 253 278

L'association Devenir demande que le SCOT conditionne les projets d'urbanisation à la disponibilité de la ressource en eau.

La LPO demande une cartographie des zones de sauvegarde de la ressource en eau, un renforcement des prescriptions du SCOT pour conditionner les projets d'urbanisation à la disponibilité de la ressource, et des prescriptions sur les économies d'eau.

Le syndicat mixte de gestion des nappes de la Crau demande de rajouter :

-dans la prescription 252 : privilégier l'irrigation gravitaire dans l'agriculture afin d'optimiser le cycle de l'eau pour le rechargement de la Nappe de la Crau ?
-dans la prescription 254 : éviter la consommation des prairies irriguées gravitairement au regard de la forte pression foncière.

L'association Colinéo considère que la question de la ressource en eau est insuffisamment développée.

La contribution de l'Association Santé Littoral Sud (ASLS) demande un dispositif d'assainissement qui permette de ne pas polluer l'Huveaune à son embouchure en période de fortes précipitations.

La contribution 278 s'inquiète de la disponibilité de la ressource à l'avenir

Logement 133 230 206 256

Une contribution demande de réduire l'impact écologique des logements(logements plus petits) et d'autoriser les logements alternatifs. Selon la loi Alur de 2014 l'habitat alternatif se définit comme une résidence démontable constituant un habitat permanent, le SCOT est muet sur cette question.

L'association Colinéo(230) souhaite moins de logements mais autant d'emplois (avec le raisonnement suivant, moins de logements moins d'habitants donc moins de chômage).

L'association la parole aux citoyens(206 et256) demande :

-plus de précisions sur les logements à construire et que le DOO fixe des objectifs concernant la typologie des logements: nouvelle artificialisation, renouvellement, reconquête de friches, remise sur le marché de logements existants
-de fixer la taille maximale d'un programme immobilier en pourcentage des logements existants sur la commune (1% à 2%).

Risques naturels 264

La contribution 264 demande d'interdire les constructions en zone inondable

Déchets 152 157

L'association Devenir demande une planification spatiale de traitement des déchets.

Il est demandé une meilleure exploitation des décharges publiques(moins de pollutions, odeurs) et notamment celle de la Vautubiére à Lançon de Provence

Énergies renouvelables 206, 212 230 268

Le syndicat mixte de gestion des nappes de la Crau souhaite que la préservation des milieux naturels soit prioritaire vis-à-vis de la production d'énergies renouvelables.

L’association Colinéo demande la prise en compte de la biodiversité pour tout projet.

L’association la Parole aux Citoyens(contribution268) demande

-d’interdire les parcs photovoltaïques dans les réservoirs de biodiversité et les zones Natura 2000
-de limiter l’agrivoltaïsme sur friches agricoles
-de rendre obligatoire d’équiper les bâtiments de plus de 400m2 en zone d’activité de panneaux solaires

Paysage 152 230 267

L’association Devenir demande des ruptures claires entre les zones urbanisées pour éviter l’urbanisation rampante.

L’association Colinéo souhaite plus de points de vue emblématiques sur la carte N° 3 pour les massifs de l’Etoile du Garlaban et de la Sainte Beaume.

Le CIQ de Bois LUZY(contribution 267) demande de considérer comme un point de vue métropolitain la perspective à la sortie de l’A507 qui devrait être mise en valeur par un traitement paysager de la parcelle 875 E104

Ressources du sol et du sous sol 199

Le directeur de la carrière de Valtréde (Chateauneuf les Martigues) demande la prise en compte des carrières à vocation industrielle exploitant des gisements d’intérêt national tels que définis par le schéma régional des carrières dont l’activité doit être pérennisée.

Le Scot devant être compatible avec le schéma régional des carrières la demande parait recevable.

Divers 195 226 227 233 247 253

La contribution 195 expose une position de principe sur la biodiversité sans incidence sur la SCOT

La contribution 226 demande en raison de la pollution et du trafic routier générés de déplacer le terminal croisières de Cap Janet. Cette demande ne parait pas pouvoir être satisfaite, la diminution de la pollution peut être envisagée avec une alimentation électrique des bateaux de croisière, question qui relève en premier lieu du du GPMM.

La contribution 227 constitue une déclaration générale contre l’artificialisation des sols, sans incidence sur le dossier SCOT

La contribution 233 propose de prolonger la concertation une fois le SCOT approuvé.

La contribution 247 émanant du groupe d’élus Ensemble Cultivons l’Avenir à Gignac La Nerthe souhaite que les pylônes téléphoniques soient dissimulés de manière esthétique

La contribution 253 de l'Association Santé Littoral Sud (ASLS) demande l'étude d'un secteur à enjeux littoral marseillais avec prise en compte de toutes les problématiques(pollution, ZAN, risques, fréquentation, …)

Hors Sujet 182 185 186 187 197 211 274

Il est demande par une contribution si le nombre de logements à l'ha est calculé sur surface brute ou sur la surface nette surface des équipements déduits, c'est bien entendu sur la surface brute.

Une contribution demande à consulter le projet de SCOT sur internet, c'est un piéce figurant dans le registre dématérialisé. Une autre demande un répertoire des aménageurs et promoteurs.

Une contribution demande pour une simplification et pour faire des économies une diminution du nombre d'organismes impliqués dans le domaine de l'urbanisme et de la protection de la nature ce qui permettrait de redonner du pouvoir aux maires. Cette remarque ne peut être traitée dans le cadre du SCOT

Une contribution signale le mauvais fonctionnement des horodateurs rue du Rouet et rue Saint Adrien à Marseille. Ce n'est pas un sujet devant être traité par le SCOT il relève de la Ville de Marseille

Une contribution proteste contre l'absence de numérotation des habitations, route de Riboux à Cuges, cela relève de la commune.

Mr ROA par la contribution 274 demande la reconnaissance d'un chemin d'accès longeant sa propriété objet d'un différend avec la commune de Lamanon, le dossier est entre les mains de la justice

III. De la remarque 289 à 360

.

Information, transparence, documents manquants 324 335 355

L'association Agir pour Istres du Ranquet à Entressen (contribution 324) contestent diverses cartes pour leur imprécision. Elle considère que ce SCOT a été établi principalement pour répondre à la réglementation, à la chronologie et à la hiérarchie des procédures avec pour objectif de continuer le processus de métropolisation privant les habitants d'une gestion de proximité.

La contribution 335 déplore un document difficile à appréhender trop technique et comportant de nombreuses prescriptions se réduisant à de simples recommandations, laissant ainsi une grande marge d'interprétation. Elle déplore également un manque criant d'information du public.

La Ligue de Défense des Alpilles(contribution 355) déplore l'absence d'un vrai bilan du SCOT en vigueur.

Mauvaises prévisions 289 324

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 considère les prévisions démographiques trop élevées propose de s'en tenir à l'accroissement naturel de la population.

L'association Agir pour Istres du Ranquet à Entressen (contribution 324) s'interroge sur les prévisions démographiques retenues de 0,49% par an qui ne peut être obtenu que par un important solde migratoire dont les mécanismes ne sont absolument pas explicités(d'autant plus que le solde migratoire de Marseille est négatif), et souhaiterait une modération sur ce sujet notamment sur les projets immobiliers qui pourraient contribuer à ce solde migratoire.

La Ligue de Défense des Alpilles(contribution 355) considère les hypothèses de croissance démographiques comme irréalistes, une hypothèse plus proche des prévisions de l'INSEE permettrait de prévoir moins de logements et de mieux respecter les plafonds de consommation d'espace naturels.

Cohérence du SCOT(PADD,DOO) 289 314

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 conteste les prévisions de logement trop élevés par rapport aux prévisions d'emploi qui ne sont pas expliquées pour les pôles d'équilibre et la répartition des logements et des emplois entre les PLUI qui n'apparait pas cohérente. La prescription P82 qui préconise une mutualisation des réalisation de logements au sein d'un basin de vie emploi, semble pouvoir s'appliquer sur le pôle périphérique de Rousset/Peynier/Fuveau mais l'association le conteste en refusant de créer plus d'habitat à Rousset. Elle demande également que la verrue Est de la carte page 55 du DAACL doit être supprimée .

France Nature Environnement dans la contribution 314 souligne l'incohérence du projet de SCOT avec le PLH en vigueur, les communes du nord du département ayant un nombre de logements à réaliser bien supérieur à la moyenne métropolitaine.

Compatibilité (SRADDET, SDAGE, …) 314 355

France Nature Environnement dans la contribution 314 demande que l'objectif SRADDET (règle LD2-OBJ49 A) soit traduit dans la prescription P30 : à compter de 2030, toute artificialisation d'espace irrigué doit être conditionnée par, au préalable, l'équipement à l'irrigation d'une surface au moins équivalente à celle prévue d'être consommée et de même valeur agronomique/alimentaire.

La Ligue de Défense des Alpilles(contribution 355) partage l'avis du préfet sur le projet de base touristique de l'aérodrome d'Eyguières qui serait non conforme au PNR des Alpilles et ajoute que cela serait contraire aux dispositions du SRADDET qui interdit le développement d'activité en dehors de l'enveloppe urbanisée.

Compatibilité SCOT PLUI 304

La contribution 304 déposée par maitre KUJAWA pour la SCIC2ILLIADE conteste le classement en zone agricole et naturelle des parcelles ci-dessous

N O DE PARCELLE	SUPERFICIE (M2)	ADRESSE
000 IA 280	14 790	2175 Route des MILLES 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 270	1514	710 CHE SAINT-JEAN DE MALTE 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 267	208	810 CHE SAINT-JEAN DE MALTE 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 268	36	810 CHE SAINT-JEAN DE MALTE 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 269	9 964	710 CHE SAINT-JEAN DE MALTE 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 271	2097	710 CHE SAINT-JEAN DE MALTE 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 160	2500	2305 Route des MILLES 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 266	3 756	810 CHE SAINT-JEAN DE MALTE 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 196	976	2295 Route des MILLES 13540 AIX EN PROVENCE

000 IA 4	2048	2185 Route des MILLES 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 3	1813	2185 Route des MILLES 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 195	2457	2295 Route des MILLES 13540 AIX EN PROVENCE
000 IA 265	1653	2175 Route des MILLES 13540 AIX EN PROVENCE

La contestation de maitre KUJAWA sur le SCOT porte sur la carte du secteur à enjeux Aix Sud, il est notamment souligné que le SCOT avec les secteurs à enjeux perd son caractère général et se rapproche d'un PLUI.

Or le Conseil d'État (dans son arrêt du 18 décembre 2017, ROSO, n° 395216) a précisé que les schémas de cohérence territoriale peuvent contenir des normes prescriptives et doivent se borner à fixer des orientations et des objectifs.
La question se pose ainsi de l'opportunité de ce cahier comme partie intégrante du SCOT.

Maitre Sophie Loiseau (contribution 313)intervenant pour la société de goudronnage et de terrassement du Lubéron (SGTL) implantée quartier des Iscles à Pertuis demande le respect de deux décisions de la CAA de Marseille du 17 juillet 2020 et 9 mars 2021 annulant le classement en zone agricole des terrains d'exploitation de la société (le recours formé devant le Conseil d'État par la Métropole et la commune de Pertuis a été rejeté le 4 mars 2021).

Le récent PLUI d'Aix en Provence a reclassé les terrains de la société en zone agricole. Maître Loiseau demande que le SCOT rectifie cette situation.

Chronologie des documents 289 335

l'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 déplore que les documents de planification ne soient pas établis dans le bon ordre (SRADDET, puis SCOT et ensuite PLUI) et note que les PLUI devront être révisés rapidement. La date d'approbation du SCOT 2025 pour un document de planification portant sur 2020 2040 pose également problème, il est demandé de faire un point de la situation en 2025 pour ajuster les prévisions et prescriptions du SCOT.

La contribution 335 considère comme incompréhensible que l'enquête publique du Scot se fasse après celle du PLUI du Pays d'Aix

Mise en œuvre du SCOT(conférence ZAN, indicateurs)332

La contribution 332 demande que les indicateurs ne suivent pas uniquement la trame bleue mais également la trame verte et marron.

Liens PLUI 334 La contribution 334 demande que le terrain de La Parisse à Aubagne classé en espace naturel d'intérêt agricole par le PLUI change de zonage pour la mise en place d'une exploitation agrotouristique, d'un établissement d'hébergement touristique, d'un centre d'activités géré par l'association La Louve.

Cette demande doit être examinée dans le cadre de la révision du PLUI

Consommation d'espace289

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 souligne l'incohérence entre le SCOT et le PLUi d'Aix qui prévoit de consommer 916ha de 2020 à 2035 alors que le SCOT lui attribue 860ha jusqu'en 2050

Densification 324

L'association Agir pour Istres du Ranquet à Entressen(contribution 324) souhaite que les prescriptions P69 à P71 soit plus restrictives sur l'étalement urbain.

Commerce DAACL 289 297 303 305 307 309 311 312 321339 340 341 342 344 345 346 347 348 349 350 351

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 demande de favoriser les commerces de proximité et d'interdire les SIP mixte à une distance inférieure à5km d'un pôle ; le DAACL comporte des prescriptions dans ce sens et ne prévoit pas de nouvelles SIP mixtes.

La société Lidl demande (contribution 297 303 305 307 309 311 312 321339 340 341 342 344 345 346 347 348 349 350) :

-pour les SIP dédiées de proximité et les SIP dédiées intermédiaires une dérogation aux règles du DAACL pour porter les possibilités d'extension à 40% des surfaces existantes ou 30% des emprises au sol.(cela concerne les magasins de FOS SIP les Vallins le Guigonnet, de Sausset les pins SIP dédiée de proximité intitulé LIDL, de Rognac implanté dans le SIP de proximité intitulé LIDL, de MARIGNANE implanté dans le SIP de proximité intitulé LIDL, de Gardanne implanté dans le SIP dédiée intermédiaire du Payannet, de La Fare les Oliviers situé dans la SIP dédiée de proximité les Barrales Sud, de la Roque d'Anthéron implanté dans le SIP dédiée de proximité intitulé LIDL, du Tholonet (contribution 344) implanté dans le SIP dédiée de proximité intitulé LIDL, de Peyrolles implanté dans le SIP dédiée de proximité les Rivaux, de Salon de Provence implanté dans le SIP dédiée intermédiaire les aires de la Dime, de Vitrolles situé dans une SIP de proximité rue Victor Gelu et qui prévoit d'être transféré Bd de l'Europe,

-pour les magasins situés dans le centres commerciaux urbains intermédiaires de relever le plafond d'extension de 10% à 20% des surfaces existantes.(magasin à ISTRES Cognets,

- pour le magasin de Pertuis implanté dans une SIP mixte majeure de relever le plafond d'extension de 10% à 20% des surfaces existantes

- pour le magasin d'Aix la Pioline (contribution 340) situé dans une SIP dédiée majeure de relever le plafond d'extension de 10% à 20% des surfaces existantes.

Ces demandes pour relever les plafonds d'extension paraissent difficiles à satisfaire, les règles sur les possibilités d'extension s'appliquent sur l'ensemble de la zone et une dérogation pour une enseigne n'apparait pas avoir de fondement.

De plus la société LIDL formule des demandes particuliéres.

Pour son supermarché de FOS(contribution 297) elle demande qu'il soit rattaché à la SIP dédiée de proximité les Vallins le Guigonnet. En ce qui concerne le rattachement à la SIP le supermarché étant à proximité de cette dernière et la délimitation cartographique du DAACl étant imprécise, il ne semble pas y avoir d'obstacle majeur sous réserve d'une analyse plus fine à effectuer par la Métropole.

La société LIDL pour son supermarché de Saint Chamas (contribution 303) demande qu'il soit rattaché à la centralité urbaine de proximité de Saint Chamas. En ce qui concerne le rattachement à la centralité le supermarché étant à proximité de cette dernière et la délimitation cartographique du DAACl étant imprécise, il ne semble pas y avoir d'obstacle majeur sous réserve d'une analyse plus fine à effectuer par la Métropole

La société LIDL pour ses supermarché de Sausset les pins (contribution 307) implanté dans le SIP dédiée de proximité intitulé LIDL, de Rognac (contribution 309) implanté dans le SIP de proximité intitulé LIDL, de MARIGNANE (contribution 311) implanté dans le SIP de proximité intitulé LIDL, de la Roque d'Anthéron (contribution 342) implanté dans le SIP dédiée de proximité intitulé LIDL, du Tholonet (contribution 344) implanté dans le SIP dédiée de proximité intitulé LIDL , demande que le nom de ces SIP ne porte pas le nom de LIDL.

La société LIDL pour son supermarché de Gardanne (contribution 321) implanté dans le SIP dédiée intermédiaire du Payannet demande également une extension de la SIP sur le foncier appartenant à LIDL.

Le LIDL d'AIX situé dans la centralité urbaine de la Durane (contribution 339) situé dans le demande de mieux préciser son implantation sur la carte.

Le LIDL de La Fare les Oliviers (contribution 341) situé dans la SIP dédiée de proximité les Barrales Sud demande que la SIP ne soit pas limitée à la zone Barrales Sud mais comprenne toute la zone des Barrales.

La société LIDL pour le transfert de son supermarché de la rue de LYON vers la Zac du littoral avenue Cap pinède (contribution 345) demande que le SCOT autorise ce transfert et permette l'obtention du permis de construire et que le futur magasin soit intégré en zone urbaine majeure

Le Scot n'interdit pas un déplacement d'une surface de vente s'il respecte les prescriptions réglementaires et du DAACL mais ne peut se prononcer sur la délivrance du permis de construire et de l'autorisation d'exploitation commerciale si celle-ci est nécessaire.

Le LIDL de Pertuis (contribution 346) situé dans une SIP demande également si un mode de calcul utilisant les emprises au sol des commerces ne serait pas à retenir.

La société LIDL pour son supermarché de Vitrolles (contribution 349) implanté dans la centralité urbaine de proximité (Fontblanche) demande que la planche graphique soit plus précise concernant le point de vente existant.

Le LIDL de Vitrolles situé dans une SIP de proximité rue Victor Gelu (contribution 350) prévoit de d'être transféré Bd de l'Europe. Il est demandé que cette future implantation soit inscrite dans le DAACL dans une SIP dédiée de proximité.

Sur le plan général la société Lidl (contribution 351) s'interroge sur les modalités de calcul des possibilités d'extension autorisées par le DAACL notamment dans les SIP dédiées de proximité où les créations ou extensions doivent être inférieures à 20% des surfaces existantes autorisées ou 30% de 75% des emprises au sol des commerces situés dans la ZIP. Elle demande comment on peut calculer les surfaces de vente autorisées (as t'on les informations nécessaires), comment mesurer les emprises au sol ? et comment seront répartis éventuellement ces possibilités d'extension entre les différentes enseignes. Des précisions utiles seraient indispensables dans le DAACL qui sera approuvé.

Activités productives emploi 289 294 314 318 323

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 souhaite que la haute vallée de l'Arc ne soit pas un pôle d'activités pour la logistique et conserve son caractère industriel.

Les contributions 294, 318, 323, expriment une opposition à la ZAC du SAFRE à SIMIANE COLLONGUE

France Nature Environnement dans la contribution 314 demande que l'aménagement ou l'extension de zones d'activité soit conditionné

- à l'absence de foncier disponible dans les zones existantes proches (une dizaine de km par exemple)
- à la localisation à moins de 10 mn de marche à pied d'un pôle d'échange multimodal relié à au moins 2 autres pôles métropolitains par une ligne structurante (minimum 15 allers-retours /jour)
- à l'assurance donnée par les entreprises concernées d'une densité en emplois significative à prescrire selon la nature de l'activité (en visant une densité minimale de 40 à 50 emplois/ha).

Transport mobilité 289 292 295 301 315 320 324 330 352 358

l'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 demande de développer les promenades piétonnes. Elle demande que la ligne qui relie la haute vallée de l'Arc à Marseille en passant par Gardanne et Plan de Campagne soit reprise en exploitation par la métropole et que la voie ferrée Gardanne Carnoules soit réactivée jusqu'à Saint Maximin, voire Brignoles. Sur le secteur à enjeux elle reléve que le tracé du BHNS

n’est pas conforme à celui du plan de Mobilité et que les relations entre la HVA et Gardanne et Marseille sont oubliées dans la carte n°6 du document 3.2

Les contributions 292, 320, 330, 358 demandent une halte ferroviaire à la Calade.

La contribution 295 demande d’augmenter l’amplitude horaire de la ligne 240 de Lambesc à Salon.

La contribution 301 demande création d’une voie verte(cyclable) entre Saint Jérôme et Saint Menet à Marseille et soit représentée sur la carte N°7 du DOO. Cette voie verte devrait emprunter les emplacements prévus pour la RD4d et l’Alinéa.

France nature environnement dans sa contribution 315 considère que tant dans la temporalité que dans son contenu, le Plan mobilité pêche cruellement par son manque d'ambition. Le SCoT doit mettre en évidence la nécessaire révision à brève échéance de ce Plan de mobilité. L’association demande :

- de développer des Services express régionaux métropolitains non seulement routiers mais surtout ferroviaires. Le Schéma d'armature ferroviaire métropolitaine doit répondre à cet enjeu et être intégré au SCoT et au Plan de mobilité. Il doit prévoir :

-la mise en service de lignes de RER sur la Métropole, bien articulées jusque tard en soirée avec les lignes de métro / tramway / bus / car et autres services de transport à la demande : Aubagne - Marseille-Blancarde - Aix-Les-Milles Cette ligne peut être mise en service quasi-immédiatement, à la fréquence de la demi-heure, L'ouverture jusqu'à Aix-Les-Milles (Plan d'Aillane – Parc d'activités d'Aix-en-Provence) sur une voie ferrée récemment ouverte constitue la première étape d'une réouverture, à 5 ans, de la ligne Aix-Rognac permettant de relier le bassin d'Aix-Gardanne à celui de Vitrolles-Marignane et aux quartiers portuaires de Marseille. L'électrification de la section Aix - Plan d'Aillane permet d'envisager la circulation de trains à batteries (et non plus diesel) sur la ligne Marseille – Aix avec une correspondance quai à quai à Aix qui permet de connecter la zone des Milles à une desserte ferrée cadencée de Pertuis, Venelles et Aix - La Calade

-La liaison Marseille - Martigues - Miramas, et Fos - Salon

-L'arrivée annoncée de trains à batteries permet d'envisager, dès la fin (2029) des travaux de réfection des tunnels, le cadencement à la demi-heure des trains desservant la Côte Bleue jusqu'à Martigues, Fos, Istres et Miramas, avec un pôle d'échange plus adapté à Fos-sur-Mer pour la desserte des zones d'activités

-le relèvement de la cadence des trains directs reliant Salon à Istres, Fos et Martigues et reliant St Cyr-sur-Mer - Marseille - Miramas (Les services actuels pourraient être renforcés, en attendant le cadencement plus important que permettra la traversée ferroviaire souterraine de Marseille-St-Charles.)

-dans Marseille, le développement de plusieurs lignes de tramway

• de St-André vers St-Antoine

• de la Belle de-Mai vers St-Jérôme

• de St-André vers St-Jérôme et l'hôpital Nord

• des Caillols vers la Valentine/La Barasse

• de La Valentine/la Barasse vers Saint Jérôme

• de Marseille-Blancarde vers Vieille-Chapelle

• de La Gaye vers Vieille-Chapelle

Ainsi que le prolongement du métro de Ste-Marguerite à St-Loup / La Pomme (connexion RER).

Enfin il est demandé le transfert sur voie ferrée d'un maximum de marchandises en s'appuyant sur un service public métropolitain de fret ferroviaire connectant la plateforme de Miramas à la majorité des principaux générateurs de trafic de marchandises de la Métropole.

L'association Agir pour Istres du Ranquet à Entressen (contribution 324) considère que les propositions du SCOT ne sont pas à la mesure des besoins.

La FNAUT PACA (contribution 327) demande que le SCOT prévoit expressément un réseau de RER Métropolitain couvrant toute la métropole et connecté au Pays d'Arles et à Saint Cyr comme le souhaite le Président de la République et cite en exemple le SCOT 2024 de la métropole lyonnaise. La loi sur les Services Express Régionaux permet la labélisation de ces projets.

Elle donne en exemple de l'absence de prise en compte de la nécessité d'un RER métropolitain le projet de halte ferroviaire à la Calade avec un PEM associé qui n'est pas prévu, alors qu'un PEM à Lignane est envisagé pour les services routiers qu'il faudrait déplacer à la Calade.

Elle renouvelle sa demande de création d'un établissement public chargé des transports

La contribution 352 émane du CIQ de Fuveau qui transmet un compte rendu avec Mme le maire sur la desserte de la commune qui apparait déficiente, dans un premier temps, il est souhaité une navette entre Fuveau et la Barque

Préservation espaces agricoles et agriculture 289 314 324

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 demande que la Métropole qui en a la compétence (article L113-15 du code de l'urbanisme) mette en œuvre un plan de protection et de mise en valeur des terres agricoles et naturels PAEN sur la haute vallée de l'Arc pour protéger les terres agricoles. Ce plan doit naturellement être compatible avec le SCOT mais ce dernier pourrait prévoir son établissement. Elle demande également de gérer durablement la ressource forestière

France Nature Environnement dans la contribution 314 demande que la cartographie des espaces agricoles à protéger doit au minimum prendre en compte :

-les espaces agricoles déjà protégés par la DTA13

-les espaces déjà protégés par les SCoT existants sur le territoire

-l'ensemble des aires en AOP

-l'ensemble des zones agricoles présentant un fort potentiel agronomique.

Concernant la préservation des espaces agricoles urbains, elle demande que le SCoT exige des PLUi l'identification des espaces agricoles urbains existants et définisse les espaces à préserver.

L'association Agir pour Istres du Ranquet à Entressen (contribution 324) s'oppose au projet d'urbanisation du MAS Neuf de 9 hectares appartenant à la société la Fonciére de Sulauze et demande que les prescriptions du SCOt interdisent au PLUI de modifier le zonage actuel agricole.

La contribution 335 demande que l' OAP « Moulin Neuf de Lambesc » du PLUI approuvé récemment soit réexaminée pour être compatible aux préconisations du Scot

Préservation espaces naturels, biodiversité 310 314 317 319 331 357 359

L'Association protection des collines Peypinoises (contribution 310) s'oppose à l'ouverture à l'urbanisation du corridor écologique du Terme Nord, situé sur la commune de Peypin entre Peypin-Village et le quartier Bédelin à Auberge Neuve. Il apparait qu'un permis d'aménager et de construire ont été accordés qui font actuellement l'objet de recours auprès du Tribunal Administratif et que le PLUI actuel ait pris en compte la nécessité de protéger ce corridor.

L'affaire est devant la justice et il s'agit de l'application du PLUI.

France Nature Environnement dans la contribution 314 demande que

> -le SCOT prenne en compte au minimum tous les corridors figurant au Schéma Régional de Continuité Écologique (SRCE) ainsi que tous les corridors figurant dans les SCOT actuels. Dans les zones urbanisées (prescription P17 et P18), la protection des corridors écologiques continus fassent l'objet d'OAP spécifiques dans les PLUi concernés. D'une manière générale le SCoT ne doit admettre aucune régression par rapport aux SCoT antérieurs.
>
> -pour renforcer la trame verte et bleue que les PLUi interdisent les constructions à des distances inférieures à 2 fois la largeur du cours d'eau et à moins de 4 m de la berge des cours d'eau naturels, et des canaux et ruisseaux destinés à l'irrigation

La contribution 317 déplore que le projet du promoteur HABSID du quartier des Espradeaux à Velaux soit situé dans le corridor écologique C4, liaison Arbois/Etoile et Arbois/La Fare en contradiction avec les préconisations du SCOT. Les contributions 331 et 359 formulent une demande similaire affirmant leur opposition au lotissement des ESPRADEAUX.

L'Association Collectif « Laisse Béton » et l'Association Filière Paysanne (contribution 319) demande une prescription pour interdire l'urbanisation du Massif de l'Etoile / Garlaban et de son piémont pour protéger les terres agricoles et les zones naturelles.

La contribution 332 demande valoriser les corridors écologiques notamment celui entre la commune de Marignane et de Gignac en mettant en valeur les trames vertes, bleues, marrons et noires de la chaine de Gignac jusqu'à l'Étang du Bolmon et l'Étang de Berre. Le développement de la zone de FLORIDES, décrit dans le PADD, sauf si elle reste strictement artisanale est jugée contraire aux objectifs fixés de préservation des zones naturelles,.

La contribution 357 comme les contributions 224, 248 272 s'oppose au projet de construction d'un parking relais Versailles aux Pennes Mirabeau (emplacement réservé 1191 au PLUI.

Ressources en eau, assainissement 289 314 319

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 demande que la nape phréatique de la haute vallée de l'ARC figure dans la liste des masses d'eau souterraines à préserver.

France Nature Environnement dans la contribution 314 demande que **l**es prescriptions P255, P256, P257, P258 soient renforcées et que le développement urbain et la délivrance des autorisations d'urbanisme soient conditionnés strictement:

- à la disponibilité de la ressource en eau sur le secteur considéré, à l'échéance SCoT et au-delà
- à la sécurisation complète et effective du réseau d'eau potable et à la conformité de son rendement sur le secteur considéré (rendement 85% minimum)
- à la conformité de fonctionnement du réseau et des stations de traitement des eaux usées sur le secteur considéré.

Pour protéger les nappes phréatiques le SCoT doit demander au PLUi de repérer les nappes phréatiques affleurantes dans les zones constructibles ou à urbaniser, d'exiger une étude hydrogéologique à joindre au dossier de demande de permis de construire, et d'interdire le creusement du sol dans ces zones à nappe phréatique affleurante. Cette demande est partagée par l'Association Collectif « Laisse Béton » et l'Association Filière Paysanne (contribution 319) qui souhaite interdire les rejets illégaux d'eau provenant des nappes phréatiques lors de travaux de construction.

Logement La contribution 295 demande de prévoir la remise sur le marché des logements vacants dans les prévisions de création de logements

Logement sociaux 289

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 demande de privilégier de petits projets sociaux intégrés dans la trame urbaine, la mixité sociale doit être adaptée aux spécificités de la commune. Sur le secteur à enjeux il est souligné que la recherche de l'équilibre habitat emploi ne peut passer par le logement social car le déficit en emploi concerne des emplois qualifiés.

Énergies renouvelables 289 295 323 332 355

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 souhaite que les PLUI favorise le développement des énergies renouvelables en dehors des espaces naturels et agricoles, les dispositions du SCOT répondent à cette préoccupation.

La contribution 295 demande d'interdire les parcs photovoltaïques dans les zones Natura 2000.

La contribution 332 demande de ne plus déployer des parcs photovoltaïques et d'éoliennes à travers les paysages naturels.

La Ligue de Défense des Alpilles(contribution 355) demande de suivre les recommandations du parc naturel régional des Alpilles et d'interdire l'installation de panneaux photovoltaïques en zones agricoles et protégées

Les dispositions du SCOT répondent pour partie à ces préoccupations sans formuler une interdiction ferme sur l'implantation d'installations d'énergies renouvelables en zones naturelles ou agricoles ?

La contribution 323 considère que les centrales « biomasse » sont une hérésie écologique si elles contribuent à détruire la forêt. La prescription 241peut elle être adaptée ?

Nuisances sonores 291 293 296 308 315 317 325 329 332 343 356 360

Les contribution 291, 293, 296, 308, 317 325 329 332 343 356 protestent contre les nuisances sonores du trafic aérien demandent le respect du PEB, d'interdire les trajectoires hors PEB, la modification des trajectoires aériennes pour qu'elles évitent le survol des zones habitées la mise en place d'un couvre-feu de 22h00 à 6h00. La contribution 317 déplore notamment que le SCOT ne comporte pas de dispositions pour lutter contre les nuisances sonores générées par l'aéroport Marseille Provence et qu'il soit muet sur le projet de développement de l'aérodrome des Milles. La contribution 332 demandent des prescriptions plus strictes du SCOT pour protéger les riverains impactés des activités aéroportuaires, que ce soit de jour, comme de nuit.

France nature environnement dans sa contribution 315 demande que le Plan de prévention contre le bruit dans l'environnement (PPBE) soit intégré au SCoT et comporte des actions fortes vis-à-vis des deux-roues motorisés. Ce document en cours d'élaboration et de consultation du public prend en compte les nuisances sonores occasionnées par les infrastructures de transport (bruit routier, ferré et aérien) ainsi que par les établissements industriels.

Nature en ville 319

L'Association Collectif « Laisse Béton » et l'Association Filière Paysanne (contribution 319) dénonce le dépôt de gravats et de déchets de chantier sur une parcelle dans le parc FORESTA, dans le15° arrondissement de Marseille, décharge sauvage incontrôlée en limite proche du piémont du Massif de l'Etoile / Garlaban. Il s'agit là de prendre des mesures de police de la compétence du maire.

Paysages

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 demande de préserver les paysages structurants, que les PLUI délimite des zones d'intérêt architectural à protéger, et des prescriptions pour protéger le patrimoine classé ou remarquable. Il est demandé de rajouter des points de vue sur la carte N°3 du DOO et sur le document à enjeux. Sur le secteur à enjeux il est souhaité également le prolongement de la coupure paysagère indiquée autour de la RD7n jusqu'au sud de la RD6 et démarrer à l'ouest de la Zi come sur la carte N° 4 du recueil cartographique.

Ressources du sol et sous-sol 319

L'Association Collectif « Laisse Béton » et l'Association Filière Paysanne (contribution 319) attire l'attention sur le projet de création de carrières de gypse entre Aubagne et Roquevaire

prévu par le Schéma Régional des Carrières et souhaiterait des prescriptions compte tenu de la présence de zones NATURA 2000.

Hors sujet 289 326

L'ASPR (Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain) contribution 289 considère que seul les espaces urbanisés auraient dû constituer la Métropole et demande l'interdiction des pesticides à moins de 5m des cours d'eau. Le Scot ne peut traiter ces demandes qui relévent de dispositions législatives et réglementaires.

La contribution 326 demande de limiter la vitesse de la circulation sur la CD10 entre le rond-point de l'école Olivier Guirou et celui du MCDO à la Fare les Oliviers par la pose d'un radar.

Cela relève de la police du maire et du préfet.

IV. Synthèse des remarques 361 à 451

@361

Résumé : contribution analysée en @68

@362

Résumé - Urbanisation inadaptée de zones naturelles

Le projet d'urbanisation des Espradeaux / Chemin de Marseille à Velaux ne s'inscrit pas dans l'adaptation au changement climatique et le maintien de la biodiversité : en bordure d'une zone Natura 2000, il va supprimer un corridor écologique existant et réduire les espaces naturels déjà fortement urbanisés.

Plusieurs sur plusieurs milliers de m2 vont être artificialisé dans un secteur accidenté donnant sur un valat qui traverse des zones. Impossibilité de dimensionner correctement des ouvrages de rétention pour protéger ces zones habitées.

Le chemin actuel et le projet d'infrastructure ne sont pas adaptés à une circulation quotidienne. De plus, une augmentation de la population de Velaux va encore aggraver la e trajets entre Velaux et Aix La Duranne (il faut souvent plus de 30 min rien que pour sortir de Velaux et passer le pont de l'Arc) ainsi qu'en direction de Marseille par l'autoroute (rond-point de Rognac inaccessible le matin). Velaux est un point de passage complètement engorgé.

@363-@433-@434-@438
Thème : transports
le CIQ de Célony s'étonne de la disparition de la halte ferroviaire de la Calade qui est un point essentiel dans le futur aménagement du quartier Célony, et aussi pour l'avenir du plateau de Puyricard. .Les problèmes de circulation ne font que croître, que les villes comme ST CANNAT, LAMBESC, ROGNES se développent et leur population augmente et les petites routes n'étant plus adaptées..
Pour pacifier tout cela, il faut absolument aménager une halte ferroviaire et le pôle multimodal de la Calade offre une solution, l'espace existant, de 10 hectare ?s appartient à la SNCF et à

métropole, permet la création ‘un parking et d’un un espace de vie digne de la vile d'Aix, et de son quartier Célony, le quartier oublié
L’outil juridique et opérationnel est confirmé : le dossier de création de la ZAC de La Calade sera finalisé par la Métropole début 2025 Les accès Nord et Sud de la future ZAC sont suffisamment dimensionnés
Par contre, la carte n,°6 du DOO maintient le PEM et la halte à VENELLES : incompréhension

@364-@385-@418-@426-@447

Thème : nuisances sonores.

Il est demandé de modifier les trajectoires aériennes pour éviter le survol des zones habitées , d’éviter la concentration des vols sur les populations et privilégier la dispersion des trajectoires , d’interdire les avantages tarifaires qui profitent aux compagnies aériennes au détriment des riverains., de mettre en adéquation le PEB et les trajectoires pour interdire les trajectoires hors PEB, de faire évoluer les trajectoires, et la mise en place d'un couvre-feu de 22h à 6H .

@366 -

Thème : Pertuis projet d'extension ZAC
Opposition à l'artificialisation des sols dans la plaine de la Durance, sur des terres agricoles, au surplus pour certaines cultivées. Le projet dont l'intérêt économique et créateur d'emploi n'est pas démontré, porte atteinte à l'équilibre écologique de cette zone et aggrave les risques d'inondation.

@367

Thème : Environnement, corridors écologiques, préservation espaces naturels
A l'analyse des plans du projet SCOT de la métropole, il apparaît un intérêt manifeste pour la préservation des zone écologiques. Par contre, dans le PADD où sont précisés les corridors écologiques sur la commune de Velaux, la zone de traversée sensible n'est pas mentionnée sur le recueil cartographique du nouveau SCOT (SCOT-AMP-Carte).
De même, des différences entre les zones protégées (surface, délimitations...) sont constatées entre le nouveau et l’ancien SCOT . Un état des lieux des changements envisagés est sollicité.
Ce secteur est en proximité directe avec la zone Natura 2000 au pied du massif de l'Arbois.

@368

Thèmes : espaces naturel et agricoles

Création zones industrielles et commerciales

Le SC0T préconise dans ses principales orientations la préservation et la valorisation des espaces naturels et agricoles afin de pérenniser une agriculture de proximité de préserver la biodiversité , tout cela dans le cadre de la transition écologique et énergétique . Surprenant de maintenir l'attractivité d'un territoire déjà saturé ,(avec ses nombreuses pollutions , ses risques accrus d'inondation) , en créant des zones industrielles et commerciales (comme à Simiane sur le quartier du Safre) . Ces 2 axes me semblent totalement contradictoires et il semble temps de stopper cette urbanisation qui détruit des éco-systèmes , imperméabilise nos sols ,et accentue

les nuisances et pollutions diverses afin de maintenir la qualité de vie des citoyens doivent être les principaux critères à respecter lors de l'aménagement d'un territoire

@369
Thèmes : voirie
naturation

Résumé : nécessité d'agrandir le chemin de la barricade et de le prolonger jusqu'à la route de Mimet comme l'indique les plans du projet du PLUi ci- joint, de créer une voie urbaine arborée avec un changement de zonage qui serait judicieux pour avoir un bassin de vie et densifier ce nouveau quartier.
La non artificialisation des sols est une chose mais le besoin de logements est important pour une population toujours en augmentation. Il est à noter que des réservations de terrains sont faites tout le long du chemin de la barricade, pour quelle utilité ?

R370

Contributions de la commune de Miramas - registre papier mairie de Miramas

Miramas : pas de pièce jointe

R371 : aucune identification ni pièce jointe

R372
Contributions de l'association "L'Etang Nouveau" - registre papier mairie de

Marignane : pas de pièce jointe

@373

Thème : circulation

Résumé : pour le maintien du sens unique Avenue Foch / Pasteur La Fare les Oliviers

Habitant de la mise en place du sens unique avenue Foch et Avenue Pasteur, dans la continuité de l'interdiction d'accès au poids lourds et de l'incitation à la mobilité verte. Facilite la circulation des vélos et des enfants.

Il manque juste un radar automatique pour calmer certains automobilistes, et le centre-ville redeviendra vivable.

Analyse : décision prise par arrêté suite décision du conseil municipal**.** MAMP non concernée

@374 -@450

Thème : zones industrielles et artisanales

Résumé : le projet de zone industrielle et artisanale Le Safre - Simiane Collongue en lien avec le projet de reconversion de la centrale thermique de Gardanne ne doit pas voir le jour

car ne rentre pas entre autres dans les recommandations suivantes du SCOT :

Veiller à réduire les nuisances et pollutions générées par les activités économiques, notamment industrielles ainsi que l'exposition des populations à ces nuisances protéger les réservoirs de biodiversités Éviter l'urbanisation des surfaces agricoles irriguées ou irrigables localisées au sein de l'enveloppe agricole

Ces préconisations doivent être prioritaires dans toute notre région qui souffre cruellement du dérèglement climatique et dont les prévisions des scientifiques SCOT sont plutôt alarmistes. Le dérèglement climatique et la protection de l'environnement doivent être la priorité absolue de ce SCOT

@375- @376-@377- @382-@383-@384-@386-@387-@387-@388-@389-@390@391-@392

Thème : commerces

Résumé :

La chaine LDL dépose plusieurs contributions dans le cadre de la modernisation et l'évolution de ses magasins de proximité et cela implique que le SCOT le permette.

Plusieurs de ses établissements sont soit en limite de zonage SIP. Ainsi, la création (ou modification de destination) ou l'extension de surfaces de vente existante ne sont admises que si elles sont réalisées en densification ou en renouvellement des emprises bâties, , si elles sont réalisées sur des espaces déjà artificialisés ou prévoit une artificialisation intégralement compensée, si elles sont égales ou supérieures à 20% des surfaces globales de vente existantes ayant fait d'une autorisation commerciale à la date d'approbation su SCOT d'approbation du SCOT.

Par contre, si les surfaces des commerces existants présentent des surfaces de ventes inférieures à 1000 m2, la surface de vente autorisée ne pourra dépasser 30% des 75% des surfaces globales d'emprise au sol des commerces situés dans la SIP.

La chaîne LIDL constate que le SCOT la contrait fortement dans toute possibilité d'évolution, de modernisation ou de démolition construction et souhaite d'une part, avoir la possibilité de faire évoluer ses surfaces de vente, en fonction de l'évolution de son concept et des besoins des territoires et d'autre part, que soit clarifié la limitation de certains de ses magasins en SIP dédié de proximité sur le règlement graphique.

Par ailleurs, il est demandé à ce que les modalités de création, de non-artificialisation ou compensation les modalités de création, modification ou extension des surfaces de vente soient possible dans la limité de 40% des surfaces de vente existantes ayant fait l'objet d'une CDAC.

Si elle est réalisée sur des espaces déjà artificialisés ou prévoit une artificialisation intégralement compensée, est inférieure ou égale à 20% des surfaces de vente ou de 30% des surfaces globales d'emprise au sol pour les surfaces de vente inférieures à 1000 m2

@378

Thème : zones à urbaniser et zones agricoles

Résumé : complément à la contribution de l'association COLINEO

Ce complément vise à émettre des prescriptions plus précises concernant les zones à urbaniser (AU) et les zones agricoles (A) sur les secteurs du piémont de l'Étoile et du Garlaban à Marseille, afin de voir les modifications du SCOT c le piémont de concernant l'Étoile et du Garlaban comme une zone à enjeux afin de protéger les terres agricoles, la biodiversité, la TVB et de conserver le cadre de vie des habitants de ce secteur, en tenant compte des critères suivants :

-stopper l'étalement urbain, même intra-urbain dans ce secteur

-diminuer/réduire à zéro l'artificialisation des sols

-favoriser le retour de la nature en ville en favorisant le déjà là

-sanctuariser toutes les terres agricoles

-favoriser l'agriculture urbaine avec des circuits courts

-Respecter la flore, la faune, les écosystèmes, les biotopes, les zones humides…

-Créer des trames brunes pour la protection des sols et brunes pour la préservation de la biodiversité

COLINEO demande donc de créer une prescription interdisant toute ouverture à l'urbanisation dans ce secteur

@379 -

Thème : transports

Résumé : CIQ PURICCARD demande le maintien de la halte ferroviaire de la Calade et l'implantation du Pôle d'échange multimodal à la Calade et non à Lignane ainsi qu'à l'aménagement de l'échangeur de la RD296 à hauteur de Oli Provence.

@380 -

Thème : Zoner artisanale et industrielle

Résumé : s'oppose au projet de zone industrielle et artisanale sur le" safre" à Simiane Collongue car ce projet va à l'encontre du respect de l'environnement.

Déplore également le manque de voies cyclables indispensables à la sécurisation des mobilités douces sur ma commune. Le projet de déplacement d'une école, et construction de nouveaux logements va accentuer la saturation déjà marquée de la circulation automobile, d'où la demande de mandater un bureau d'études soit mandaté pour réaliser une étude approfondie de la circulation à Simiane Collongue.

@381

Thème : transport

Résumé : création d'un pôle d'échanges multimodal au niveau de la Calade sur le trajet du Réseau Express Métropolitain ferré, permettant l'utilisation future du train. Une mise en place d'un bus express à partir de Lignane n'est pas satisfaisante, peu pratique pour ses usagers potentiels, elle serait une rustine qui aggraverait les nuisances existantes. Une vision à long terme sérieuse et des choix responsables s'imposent.

@389

Thème : aérodrome

Dans sa contribution, le maire de BERRE L'ETANG s'étonne de la non prise en compte par le SCOT de l'avenir de l'aérodrome de Berre-la-Fare. Le site appartient à la Région Sud et s'étend sur environ 100 ha. Il est classé en zone UEn au PLU de notre commune. Or, dans le Scot arrêté, le site n'est pas identifié comme aérodrome ni site d'enjeu métropolitain et pour la commune, il y a un potentiel important de développement du site en zone d'activité économique d'envergure métropolitaine justifiant son identification dans le SCoT. Demande également une reconsidération de la représentation

écologique la carte du secteur à enjeux et sur la carte prescriptive du DOO, le site n'étant pas protégé dans le projet de SCoT, ni au titre de l'agriculture, ni au titre de l'environnement.

@393

Thème : urbanisme

Résumé : dans sa contribution, la ZAC du Moulin de Vernègues (Domain et Golf de Pont Royal) , demande que les règles de ZAC et son règlement particulier de construction soit inscrit dans le SCOT puis retranscrit dans le PLUi et y réintégrer dans toutes demandes de permis et autres autorisations, les prescriptions de son règlement particulier de construction et donc conditionné par un avis favorable de notre comité architectural.

Dans une ZAC, les règles d'urbanisme sont précisées dans le règlement de ZAC et dans le règlement particulier de construction, qui peut compléter ou adapter les dispositions du Plan Local d'Urbanisme.

Concernant les 1500 logements sur le Domaine administrés par une AFUL, les règles d'urbanisme combinent les prescriptions légales et locales définies par la ZAC et les réglementations internes adoptées par l'AFUL, l'objectif étant de garantir une cohérence urbaine et une harmonie du bâti qui en fait un Domaine remarquable.

@394-@399

Thème : logements

Une contribution déposée contre le projet immobilier des Espradeaux à VELAUX prévoyant la construction d'une cinquantaine de logements sur une zone entièrement boisée, naturelle et totalement préservée et donc la destruction 2 hectares de forêt entraînant la destruction de tout l'écosystème mais entraînant également une saturation du trafic automobile et une augmentation des nuisances.

@395 -

Thème : artificialisation des sols

Logement

Circulation

La contribution demande, que, dans un contexte de réchauffement climatique de plus en plus probant le SCOT garantisse que la densification de la ville se fasse dans des conditions acceptables et préserve la qualité de vie des habitants. Ainsi, il faut stopper l'artificialisation des sols du Petit Bosquet et maintenir les zones pavillonnaires qui permettent de maintenir des îlots de fraîcheurs et de lutter contre le réchauffement climatique. Les espaces boisés privés sont d'autant plus à préserver que les espaces verts publics sont inexistants et il faut favoriser la réhabilitation des logements vides au lieu de supprimer les rares zones vertes existantes. Elle demande, par ailleurs, l'interdiction du passage des trop nombreux poids lourds entre Aix et Aubagne qui empruntent la L2

@396 -

Thème : transport en commun et incohérence autoroute

Une contribution sollicite une meilleure périodicité des transports en commun de la Fare vers l'aéroport et la zone d'activité AIRBUS, un par heure lorsque l'on prône justement les transports. Prévoir entrée autoroute à COUDOUX vers MARSEILLE, actuellement uniquement à destination d'AIX.

@397-@398-@401

Thème : urbanisme

Dépositaires des contributions demandent une révision du classement de leurs parcelles (AN175 pour @397) à LA BOUILLADISSE suite à son classement en zone rouge risque maximum incendie. Déplore que ce classement soit basé sur des images satellite alors que le terrain est situé dans un environnement largement urbanisé, entouré de nombreuses habitations, ce qui serait confirmé par le service urbanisme de la commune.

@400-@424

Thème : transports et mobilité

Des habitants de VELAUX déplorent la non-adaptation des voies de circulation développement des logements à Velaux et à COUDOUX. Les axes routiers sont saturés dès 07 heures tous les matins et les accès routiers pour se rendre et ce devrait être pire avec la livraison prochaine de 200 logements sur COUDOUX, d'où l'obligation de modifier l'accès autoroutier de COUDOUX en permettant de se rendre sur MARSEILLE.

@402-@404

Thèmes : mobilité et transport

Habitat et environnement

Agriculture et ressources

Energie

Le CIQ Venelles sollicite dans le SCOT l'intégration des mesures suivantes

1. mobilité et transport

- Elaboration d'un plan ambitieux de développement des transports en communes

- Création d'un arrêt SNCF à Venelles au sein d'un Pôle multimodal renforçant la centralité du quartier de la gare par une programmation mixte

- L'harmonisation de la limitation de vitesse à 90 km/h sur l'A51 au niveau de Venelles

-b - L'établissement d'un schéma directeur cyclable intercommunal chiffré, financé, planifié, réalisable et réalisé

2. Habitat et environnement

- La définition d'objectifs sectorisés, quantifiés et planifiés en matière de création de logements respectant la loi SRU, le PLH et les engagements du CMS (contrat de mixité sociale). ?

- L'instauration de mesures de protection contre les nuisances sonores et la pollution atmosphérique

- Le développement d'une vision cohérente de l'aménagement territorial

- Elaboration d'une stratégie de mixité logements/commerces/activités/bureaux pour tirer un meilleur parti des potentiels fonciers et bâtis (souvent sous-utilisés) de la zone d'activité de Venelles

3. Agriculture et ressources

- Promotion et aide à la mise en œuvre d'une politique de production locale agricole respectueuse de l'environnement

- Sanctuarisation du foncier agricole à l'exception de zones marginales en bord d'autoroute (côté est) déjà polluées souvent inondables et à faible valeur agronomique. Ces espaces agricoles marginaux pourraient accueillir des opérations d'intérêt général (Energie, transports, équipements structurants) à faible impact visuel et environnemental de part de leur emplacement/isolement et le relief naturel des espaces concernés

4. Energie

- Viser l'autonomie énergétique, tout au moins partielle, par la planification d'équipements d'énergies renouvelables (EnR)

- L'intégration des dernières dispositions législatives (loi APER, ZAEn, Agrivoltaisme) dans le SCoT et la cohérence des objectifs Européens, nationaux, régionaux, métropolitains.

E403-@406

Thème : urbanisme

Contribution incomplète de l'ASL Le Colonel située sur le Chemin de Versailles, en cohésion avec les autres propriétaires de ce chemin. Les terrains du Conseil Départemental situés au 325 et 415 Chemin de Versailles sont l'objet d'un projet de 20 logements portés au PLH (Programme Local de l'habitat) ? secteur exclusivement composé de maisons individuelles et un tel programme immobilier ne s'intégrerait absolument pas.

Les infrastructures routières sont insuffisantes et inadaptées, assainissement non adapté, augmentation des nuisances sonores, problèmes liés à l'artificialisation des sols, création parking relais de 480 places avec le risque de « tuning » le soir, mise en danger de la faune et de la flore……

@405- @443

Thème : transports en commun

Deux dépositaires demandent une augmentation des transports en commun pour se rendre de LA FARE LES OLIVIERS vers les villes alentours, la métropole délaissant ce coin du département

@407

Thème : circulation

Contribution contre la mise en place, sans concertation, d'une sens unique dans le centre de LA FARE LES OLIVIERS

@408

Thème : carrières

Résumé : dans sa contribution, l'Union Nationale des Industries de Carrières et de Matériaux (UNICEM) , fédération de 9 syndicats représentant les industries extractives de minéraux ainsi que les fabricants de matériaux de construction (bétons, mortiers, plâtre…), précise qu'elle agit au quotidien pour que les secteurs industriels dont la ressource minérale est indispensable à l'activité bénéficient d'un approvisionnement continu, sûr et durable.

Le problème le plus important, qui risque de mettre en péril nos industries de proximité (près de 500 établissements en PACA, 4 000 emplois directs et 12 000 emplois indirects) et d'avoir des conséquences notables sur la filière du BTP, est celui de l'accès à la ressource minérale.

Elle souhaite donc que le SCOT intègre l'identification des gisements et la pérennisation des exploitations sur le territoire de l'MAMP, par le renouvellement de l'exploitation des carrières existantes et la prévision de leur extension.

@409

Thème : urbanisme

Le contributaire demande un classement en Zone UB de la parcelle 1070D, actuellement en ZA, classement jugé non conforme suite à une décision de la cour d'appel administrative. Le terrain était sous le POS en zonage NBd (constructible) et il est situé dans un environnement largement urbanisé, entouré de nombreuses habitations et de structures sportives de type anneau d'athlétisme, terrain de basket, terrain de Handball et en plus un terrain de basket couvert avec vestiaires, et des structures

scolaires (Primaire privée Saint Michel et CFA ECIR).

@410

Thème : urbanisme – Zone aéroportuaire AIX LES MILLES

Le Collectif Danger Aix Avenir (CD2A), dans sa contribution, porte des remarques et des réserves quant aux objectifs d'organisation et de planification de l'aménagement de la zone aéroportuaire d'Aix-les-Milles, non traités par le SCOT.

Certaines thématiques ne sont, en effet, pas ou insuffisamment pris en compte telles que les nuisances sonores, la pollution de l'air, gaz à effet de serre, la préservation d'espaces naturels et atteinte à la biodiversité, l'impact sur les zones humides , l'atteinte à la ressource eau, la problématique de la carence de l'offre de transport en commun en lien avec la saturation des réseaux routiers et l'absence de cohérence des politiques d'urbanisation.

@411 -@413

Contribution sans mémoire déposé en pièces jointes, contrairement aux indications…

@412

Thème : PADD

Contribution citant le PADD dans son axe 3 « pour une pour une métropole résiliente »,

dans son objectif 3-4 « offrir un cadre de vie favorable au bien-être, et à la santé

des habitants », regrettant que le SCOT arrive après le vote du PLUi par la Métropole et demandant si celui-ci prend en compte ce que propose le SCOT aujourd'hui ou s'il faut attendre le délai légal de mise en compatibilité. Document plein d'idées mais manquant de précisions pour peser sur sa mise en œuvre dans les documents d'urbanisme. @413 -

@414

Thème : Urbanisme

Dans sa contribution, la société PACA ZAC (SUPER U) demande le déclassement en SIP intermédiaire de SAINT-ZACHARIE, localité où est implanté, depuis 1992, son magasin, d'une surface actuelle de 1800 m2 pour un reclassement en centralité urbaine de proximité (CUP) comme identifié dans l'actuel SCOT du Pays d'Aubagne (DOO SCOT page 132).

@415

Thèmes : transports

Une contribution demande la gratuité autoroutière sur la portion COUDOUX AIX , afin de désengorger les routes le matin, et la remise en ligne d'un TER depuis Pertuis à destination de Venelles, Aix, Rognac Marseille et Marseille.

@416

Thème : logements

Une contribution constate que Mallemort a été classée en pôle d'équilibre mais que, depuis plusieurs années, la commune ressemble de plus en plus à une ville dortoir avec la création de nouveaux logements mais sans création d'emplois locaux correspondants.

Elle demande le renforcement des transports en commun pour mieux relier Mallemort au pôle métropolitain d'Aix-en-Provence, alors que plusieurs tentatives subsistent pour supprimer une ligne directe pour les communes de l'unité urbaine de Mallemort et de faire passer les usagers des transports en commun par le pôle d'équilibre de Salon-de-Provence, pénalisant étudiants et salariés, le pôle d'Aix-en-Provence étant d'importance presque égale pour les études et le travail à celui de Salon-de-Provence

@417 -

Thème : **protection des arbres**

Objet : Panneaux photovoltaïques en espace naturel

Dans sa contribution, un collectif s'étonne que la réalisation de fermes photovoltaïques échappe à la loi « zéro artificialisation nette » parce que réputée de « raison d'intérêt public majeur » dans un souci de rentabilité, avec des conséquences dévastatrices pour les écosystèmes, pour les paysages et pour la vie sociale, notamment pour les arbres, entre-autres capteurs de CO2, purificateurs de l'ai et de l'eau des nappes phréatiques et supports de la biodiversité.

@419

Thème : PLUI

Une contribution demande la régularisation, dans le secteur Espradeaux/ch de Marseille, d'une habitation construite il y a 50 ans, sans autorisation administrative des précédents propriétaires, à 800 mètres d'un projet immobilier alors que le PLU, dans sa modification de 2022, accorde la construction de 56 logements. Le requérant a cependant reçu l'autorisation, en 2006, pour la construction d'une piscine , entourée par ailleurs de maisons individuelles ?

@420- @440

Thème ; urbanisme

Dans sa contribution, le CIQ Saint-Henri demande une ouverture de zone pour l'habitat, quartier de gare Estaque/Saint-Henri sur

1. parcelles D207 et D102, zonage actuel UEA2 : « ouverture de zones a l'urbanisation »

2. parcelles D0196 / D0206 / dD0090, chemin de bizet : « utilisation et élargissement d'emplacements réservés pour voirie «

3. parcelles 908D268 et 911B393, propriétés de la commune : réaménagement et création d'espaces de stationnement, chemin de Bzet et rue Anne Gacon

Une seconde contribution 441) va dans le même sens .

@421

Thème : urbanisme

Une contribution du CIQ ST Henri demande, dans cadre « nature en ville habitat activités industrielles et portuaires », la création d une zone tampon de qualité entre la manutention portuaire et un secteur d'habitat dense, dans le quartier de Mourepiane/GPMM, feuille n° 911 k 01 parcelles cadastrales 6 à 15 et 19 (22427 m2) : « améliorer le cadre de vie et renforcer les mesures de lutte et d'adaptation au changement climatique » .

@422

Thèmes : **Transport**

Déchets

Biodiversité et environnement

Energie

Urbanisation et logement

Après avoir souligné le manque de temps mis à disposition, pour un néophyte, pour la consultation de l'ensemble du dossier SCOT, l'Association de Préservation des Quartiers Moulin et Gargory Sud-Lambesc Est, dans sa contribution demande :

Transport :

- souligne le manque de desserte sur certaines les lignes de bus desservant Aix et le pays salonais

- demande l'amélioration des lignes à destination des gares de proximité, le développement des pistes cyclables et du co-voiturage.

Déchets :

- sollicite la mise en place de composteurs publics, l'augmentation des recycleries et du ramassage des encombrants……

Biodiversité et environnement :

- demande la désimperméabilisassion et la désartificialisation des sols en centre-ville, la plantation massive d'arbres le long des routes et arborer les villes, limiter l'artificialisation des sols lors de nouvelles constructions……..

Energie :

- demande notamment l'interdiction des panneaux photovoltaïques sur les Réservoirs de Biodiversité Majeurs définis par le SCOT, la diffusion d'informations aux citoyens pour limiter la consommation d'énergie……

@423

Thèmes : terres agricoles

Une contribution fait par d'une interrogation sur la réservation unique aux exploitations agricoles la possibilité de constructions et installations nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles concernant les terres agricoles. Bien que prévu par le code de l'urbanisme, bon nombre de ces terres deviennent des friches, des parkings, aires de retournement. Les anciennes plantations sont abandonnées car pas rentables et n'incitent pas les agriculteurs à s'installer. Une valorisation de ces terres est à envisager.

@425 -

Thème : transport individuel

La contribution demande la création, dans les différents quartiers excentrés du village de

Jouques, des chemins piétonniers et cyclables différencié des voies de circulation

Automobile ainsi que l'aménagement d'une piste cyclable et piétonnier entre Peyrolles en Provence et Jouques, voire Meyrargues (gare et supermarché Leclerc), et pas uniquement un marquage au sol.

@427 -

Thème : certains aspects du nouveau SCOT

Contribution concernant une pétition, signée par 35 habitants d'un quartier, contre certains aspects du nouveau SCOT, notamment trop généraliste sur les aspects écologiques (corridor, espace boisés protégés et naturels) vis à vis leur protection. *Impossibilité de définir la ville et le quartier*

@428

Thème : activités productives

Une contribution s'oppose à la réalisation de la ZAC du Safre et à une implantation industrielle en zone agricole à Simiane Collongue au regard du bétonnage d'une zone inondable et de l'artificialisation d'un lieu riche en biodiversité.

@429

Thème : interrogations sur document SCOT

L'auteur de la contribution s'interroge sur la disparition de la sanctuarisation des terres agricoles, sur une décision politique dénuée de bon sens, sur le fait que ce projet ait été voté par des élus qui s'insurgent, mais qui l'ont voté pour préserver leurs subventions, sur les équilibres alimentaires de proximité, sur la ressource en eau du bassin versant de l'Huveaune, sur les coûts de la loi ZAN et de la renaturation.

@430

Thème : transport

Une contribution en faveur de la remise en service de la liaison ferrée vers Aix et la création d'un échangeur complet à Coudoux avec gratuité vers Aix et Salon.

@431

Thème : Hors Sujet

Mr ROA demande la reconnaissance d'un chemin d'accès longeant sa propriété objet d'un différend avec la commune de Lamanon, le dossier est entre les mains de la justice. Dépose des documents sur ses actions en justice

E432 -

Thème : avis sur le projet SCOT Objet

Dans sa contribution, le président du MEDEF Sud, s'interroge sur le classement en « Espace Agricole Périurbain à Pérenniser » des terrains situés à l'ouest des pistes de l'aéroport Marseille-Provence, qui prévoyait, dans son Schéma de Composition Générale, l'installation de panneaux photovoltaïques en plusieurs projets, représentant 65GWH, soit l'équivalent de la consommation d'une ville comme MARIGNANE. Le SCOT menace directement ces projets, dont celui d'une ferme photovoltaïque produisant annuellement 16GWH, injectés directement dans le réseau électrique du territoire.De plus cette décision unilatérale de la Métropole concerne des terrains appartement directement à l'Etat et relevant du domaine public aéroportuaire. Il est donc demandé une révision de ce classement.

@435

Thème -URBANISME

Le Comité d'Intérêt de quartier de Sainte Marthe demande à veiller la zone des Hauts de Ste Marthe afin qu'elle soit protégée de toutes urbanisations, le 14ème arrondissement abritant déjà plus de 50 de logements sociaux.

@436

Thème : espaces agricoles

Le Collectif carrière Borie se prononce pour un SCOT qui préserve une agriculture vivrière de proximité, de qualité, qui garantit la souveraineté alimentaire, qui préserve les ressources, les espaces naturels, qui sanctuarise les terres

@437

Thème : eau

Dans sa contribution, le collectif ARC FLEUVE VIVANT indique que le projet SCOT va de le bon sens en matière de protection de l'eau mais il arrive trop tard, après les divers PLU déposés par les communes mais ce document n'est pas assez prescriptif et concret sur les

mesures à prendre en urgence pour faire face à la raréfaction et la dégradation de la ressource. Il souhaite des mesures urgentes adaptées pour se projeter dans le futur.

@438

Thème : Mobilité
Changement climatique

Le contributeur demande des solutions rapides avec effets immédiats comme la gratuité de l'autoroute Coudoux-Aix, les transports publics gratuits pour tous avec renforcements des moyens, financement par tous au niveau des impôts et à plus long terme, le développement du train : tram-train, train électrique …..etc avec notamment remise en service de la ligne Aix - Rognac, quai à Venelles

Il faut revégétaliser les zones urbaines, désimperméabiliser les parkings, favoriser la pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures et non au sol.

@441

Thème : transports

Le collectif Cistude, dans sa contribution, souhaite la protection du Plan d'Aren, biodiversité remarquable, souligne le projet globalement inadapté de la liaison salon/A54 et de ses variantes incompatibles avec les objectifs en matière de transition écologique du SCOT et souhaite la mise en place de moyens de transports modernes respectueux de la biodiversité.

@442

Thème : transports

Il est demandé de requalifier la D568, Chemin du Littoral catastrophe absolue en terme de sécurité et en terme environnemental, afin d'assurer la sécurité et la qualité de vie des habitants du Littoral Nord, d'anticiper une ligne Tram jusqu'à l'Estaque, d'installer des radars pour limiter la vitesse, d'aménager des arrêts de bus dignes (avec des bancs et protections contre le soleil et les intempéries et de créer une coulée verte avec piste cyclable de St André à l'Estaque.

@445

Thème : agriculture

La contribution indique que le maintien et le développement d'une agriculture diversifiée est nécessaire pour le pays de Martigues. L'élevage de chevaux de sport et de loisir en fait partie.

Mais pour ce faire, il faudrait que les éleveurs puissent habiter sur le lieu de leur exploitation afin d'assurer une surveillance permanente, ce qui est notamment indispensable lors des naissances, ce qui n'est pas possible sur le secteur de Plan Fossan et qui n'est pas viable d'un point de vue économique et conduira à terme à la disparition de cette activité.

@446

Thème : transports

Le contributeur déplore le manque de moyens de transport sur la commune de la Fare-les-Oliviers et à destination des gares de proximité, un transport scolaire insuffisant, l'absence de trottoirs sur beaucoup de rues de la ville qui sont en très mauvaises état.
Une navette, très régulière, pourrais être mise en place pour les trajets entre le centre-ville et la périphérie de la ville.

@448

Thème : nuisances sonores

Le contributeur fourni une analyse très technique concernant les importantes nuisances sonores aériennes, fortement croissantes avec beaucoup d'irrégularité et non sanctionnées des aéronefs décollant d'AMP, proposant notamment une modification des trajectoires de décollage.

@449 -

Thème : urbanisation

transports en commun

Une contribution déplore une situation scandaleuse avec la construction trop importante de lotissements sur la commune de Mallemort par rapport à la taille de la commune, sur des terrains démantelés et divisés avec abattage d'arbres et sans compensations en espaces verts.

L'emploi n'étant pas suffisant sur Mallemort, les déplacements vers les pôles métropolitains sont importants et la ville est sinistrée du point de vue des transports en commun depuis la suppression de la ligne directe régionale 87 en 2019, un seul aller à 6h25 et un seul retour direct à 18h30 vers Aix en Provence.

V. Analyse des contributions du public de la 451 à 540

Ces contributions sont présentées par thèmes avec leurs numéros attribués dans le registre numériques

Information, forme, transparence et documents manquants : 457 – 469 – 472 - 484

457 : Le CIQ de Venelles, dans sa contribution à l'enquête publique du SCoT métropolitain, met en lumière cinq enjeux majeurs insuffisamment traités.

La mobilité dans le nord d'Aix-en-Provence qui nécessite un développement significatif des transports en commun et des mobilités douces.

Les nuisances environnementales, particulièrement marquées par le trafic de l'A51.

La problématique du logement abordable avec une offre contrainte par une réglementation restrictive et un gel foncier excessif, conduisant à un éloignement croissant entre lieux de résidence et de travail.

La gestion de l'eau et la préservation des terres agricoles qui doivent être prioritaires face aux défis du dérèglement climatique, en anticipant notamment la révision du SAGE prévue en 2026.

L'autonomie énergétique du territoire doit être renforcée par une planification adaptée des équipements.

Pour répondre à ces enjeux, le CIQ propose des solutions concrètes, dont la création d'un pôle multimodal avec un arrêt SNCF à Venelles, la limitation de la vitesse sur l'A51, le développement d'un réseau cyclable intercommunal, et une politique ambitieuse de mixité urbaine et de production locale agricole, le tout conditionné à la disponibilité des ressources en eau.

469 : 'il n'y a pas eu d'effort de mise en forme pour faciliter la compréhension des documents par le grand public.

Pour exemple : Le résumé non technique, pièce qui est probablement une des plus téléchargées, n'est composé que de pavés de textes, de cartes quasi toutes illisibles et non légendées, de paragraphes non numérotés sans lexique des abréviations, etc…

La publicité de l'enquête publique sur cet exercice de concertation est très limitée.

Comment un document d'une telle importance puisqu'il nous engage sur les 15 prochaines années, ne peut-il pas être plus visible ?

Sur les enjeux et les objectifs, le document semble bien définir ces enjeux auxquels le territoire fait déjà face, Cependant, on ne comprend pas bien comment la Métropole compte y répondre. Il y a des grands principes évoqués mais le plan d'actions est peu clair, là aussi à cause d'un volume important d'information mais surtout d'une mise en forme de mauvaise qualité.

En fait, on ne comprend pas bien quelles modifications concrètes ce document pourra bien avoir sur le cadre de vie, la mobilité, l'énergie, etc… et quelles transformations la Métropole compte opérer, dans un laps de temps relativement court.

Sur ces questions, il serait important que les propositions de la société civile soient plus entendues et écoutées, telles que celles proposées par le Conseil de Développement de la Métropole.

La Métropole compte-elle reprendre les propositions du CoDev, et notamment celles formulées dans leur rapport « faire des transitions la boussole des politiques métropolitaines » ?

Vu l'importance des enjeux mobilité, énergie, climat, qualité de l'air, biodiversité, il est étonnant que le projet de SCoT n'intègre pas l'analyse de la compatibilité avec le PCAEM et le Plan de Mobilités de la Métropole.

En ce qui concerne les questions climat, biodiversité, transition écologique, démocratie citoyenne, il n'existe véritablement pas de plan d'actions sur lequel peuvent s'appuyer les communes

Est-il prévu un plan d'actions clair et adapté pour accompagner les communes dans la transition écologique et citoyenne ?

Comment peuvent-elles transformer leurs pratiques, leur territoire, pour répondre aux enjeux et quels moyens la Métropole compte-t-elle déployer ?

472 : Ne figurent pas sur les plans du projet de SCoT tous les corridors écologiques de la commune de Velaux Aucune explication ou justification à ce sujet dans les documents du projet. Or, le futur SCoT affiche dans ses orientations générales, une volonté de préserver et d'améliorer les zones écologiques.

Cette omission apparaît en contradiction avec ses intentions déclarées. Cela fait ressortir le besoin d'études récentes et d'une comparaison entre les SCoT. Il Convient de relever aussi l'absence d'étude environnementale récente concernant les corridors écologiques et les zones protégées. Des changements ou des omissions dans le nouveau SCOT, ont été constatés. Ils ne sont ni expliqués ni justifiés.

Un état des lieux précis des différences entre l'ancien et le nouveau SCOT en matière de corridors écologiques et de zones protégées serait le bienvenu pour comprendre les choix effectués.

Par ailleurs, nous tenons à souligner une problématique de plus en plus marquée dans notre région : l'inadéquation des infrastructures et l'absence de transports en commun adaptés Ces difficultés doivent être prises en compte dans la planification territoriale pour mieux répondre aux besoins de la population.

Les habitants de VELAUX vivent dans un espace protégé, riche en biodiversité, à proximité de la zone Natura 2000 au pied du massif de l'Arbois. Cet environnement doit être préservé,

Compatibilité SCOT / PLUi :

458 - Cette exploitation agricole représentée par Me Samourcachian est située au lieudit les Palombes, d'une contenance de 1,89 ha – 13540 PUYRICARD.

La parcelle RE 002 se trouve dans le secteur nord-ouest du village de Puyricard, dit quartier de Maliverny qui a fait l'objet dans le cadre du PLU de la commune d'Aix en Provence en 2015 d'un projet urbain qui a défini une zone d'urbanisation future en continuité du développement ouest du village.

Ce projet urbain a été modifié et repris dans le cadre de l'OAP 04 Puyricard Palombes du PLUi du pays d'Aix. Ce dernier a donc été approuvé avant le SCoT métropolitain. Cette chronologie inversée pourrait le fragiliser juridiquement notamment quand l'intensification urbaine sera d'actualité.

Malgré l'incertitude des chiffres exposés on pourrait constater une « dé- densification » qui va à contre-sens des objectifs de densification soutenus par le projet de SCOT. Si l'on veut mettre un peu de cohérence et éviter ainsi le risque de bloquer économiquement de nombreux programmes de construction, il conviendrait de mettre en compatibilité le PLUi avec le SCoT notamment en termes de logements. A contrario on devrait exiger aussi, concrètement une grille d'analyse plus opérationnelle dans le projet de SCoT afin de pouvoir poser les limites claires et pérennes à l'urbanisation sans oublier d'anticiper les risques par une recomposition spatiale. Ce qui demande également que soit contenu dans ce SCoT une prescription qui définisse la composition spatiale du périmètre d'une OAP.

La MRAe dans son avis invite la Métropole à anticiper les risques par une recomposition spatiale. Le Pays d'Aix n'est pas le seul territoire à être dans cette situation. Un inventaire par la Métropole serait souhaitable pour ne pas laisser les communes livrées à elle-même.

Erreur manifeste d'appréciation : 493 – 527

493 : Ce contributeur trouve que les termes employés dans tous les documents sont très imprécis. Qu'il n'y a aucun objectif chiffré. Des contradictions importantes entre les enjeux environnementaux et les enjeux économiques vont rendre la tâche difficile dans l'application de ce SCoT.

- Si le document prévoit d'éviter l'urbanisation des surfaces agricoles équipées à l'irrigation, il faut donc les classer obligatoirement en zone Ai.

- Il faudrait faire un repérage cadastral de toutes les ripisylves et de toutes les haies

- La protection des milieux humides et leur renaturation doivent devenir effectives.

- les communes doivent être non seulement incitées mais contraintes à répertorier toutes les zones sensibles de leur territoire

- Le document prévoit d'éviter toute artificialisation de nature à impacter les corridors écologiques et restaurer les corridors fragilisés.

- On parle de créer entre 10 000 et 10 500 logements par an. Mais on ne parle pas du financement de ces logements, ni de celui des bâtiments scolaires ou de celui des équipements de santé de proximité qui seront indispensables

- Favoriser l'urbanisation de certaines villes, comme Fos-sur-Mer où les niveaux de pollution sont faramineux, semble difficile à appréhender

- Renforcer l'offre de connexions aéroportuaires pour le trafic passager et pour le trafic Fret. C'est l'inverse qu'il faut faire concernant le transport aérien.

- Achever/améliorer les connexions routières nécessaires à l'accompagnement du développement économique. Voilà qui serait catastrophique pour l'environnement. Il est tellement préférable (par rapport au bruit, à la pollution...) d'améliorer les transports en commun (train, bus, covoiturage...).

- Dans le cas de la liaison Salon-Fos, par exemple, certaines variantes sont en totale contradiction avec les objectifs de préservation de la biodiversité

- Il faut faciliter la poursuite de la mise en œuvre de la Zone Industrialo-Portuaire de Fos. Mais il est aussi écrit qu'il faut anticiper et organiser le littoral face au risque de submersion marine et ne pas localiser les futurs espaces de développement dans les zones d'aléas inappropriées. Cela parait contradictoire.

- Il ne suffit pas d'inciter à la mise en œuvre de dispositifs de production d'énergie photovoltaïque pour toute création de bâtiment, cela doit devenir obligatoire.

- En même temps les centrales photovoltaïques devraient être interdites sur les terres agricoles (sauf sur les serres) ou sur des espaces naturels

- Le SCoT doit être compatible avec les chartes des Parcs naturels régionaux .

- Biomasse : Le document prévoit de produire de l'énergie grâce à la biomasse. Or la centrale à biomasse de Gardanne est une catastrophe écologique. Une telle usine implique déforestation (locale ou importée) et rejets gaz à effet de serre et de particules fines (ce que les médecins dénoncent avec force)

- Méthanisation : Quant à autoriser les exploitations agricoles à développer des unités de méthanisation, c'est là encore une perspective très controversée.

-Bruit : Il faut prendre en compte le bruit dans le politique d'aménagement et de protection,

- Déchets : Il faut poursuivre la gestion des déchets là où elle se fait et généraliser le tri sélectif

- La Préservation de la ressource en eau : Le document prévoit d'organiser la protection des masses d'eau souterraines stratégiques. Un recensement de tous les forages est donc indispensable

- Tourisme : Gérer la fréquentation touristique pour réduire les pressions sur les milieux naturels et les ressources ». Ce point aurait dû être développé et expliqué tant cela parait difficile

Des recommandations utiles dont il faut tenir compte dans un contexte où l'équilibre certe difficile doit être recherché pour ne pas aboutir à un territoire mono activité, peuplé de touristes mais un territoire où des habitants travaillent, vivent ,consomment et profitent du cadre de vie dont ils sont responsables.

527 : La cartographie des secteurs à enjeux ressemble au PLUi.

Une contributrice de Fuveau voit qu'une zone qui est représentée par un losange rouge est ouverte à l'urbanisation alors qu'il s'agit d'un bois.

Elle souhaiterait que ce point qui relève du PLUi soit supprimée dans le SCoT

<u>Aménagement commercial DAACL : 517 – 529</u>

517 – Pour ce contributeur le SCOT doit davantage mettre l'accent sur la préservation de la biodiversité, des ressources en eau, des espaces verts, des terres agricoles, des dangers liés à la pollution de l'air et du bruit.

C'est pourquoi, le projet de zone d'activité sur le Safre à Simiane-Collongue ne doit pas se réaliser. Les dernières terres cultivables et irrigables de notre commune, entourées de haies, riches de toute une biodiversité, avec une espèce protégée connue, la chouette chevêche, ne doivent pas être artificialisées. Elles doivent servir à une agriculture de proximité et permettre de garder un peu de fraîcheur

529 : Les Milles et Luynes, sont connectés au réseau routier par l'A51. Le village des milles est associé au pôle d'activités d'Aix en Provence et à la zone commerciale de la Pioline. Ces 2 villages concentrent des grands équipements d'échelle métropolitaine, voire nationale. La localisation de grands équipements en périphérie et à proximité de zone résidentielle, nécessite une bonne anticipation des déplacements, des nuisances, du stationnement et des connexions nécessaires à faire en transports collectifs

L'appareil commercial Aixois se répartit sur 2 secteurs : Les pôles commerciaux de la Pioline et de Jas de Bouffan. Ces 2 secteurs sont devenus des lieux centraux du fait de leur proximité avec les noyaux villageois et les zones résidentielles.

Si la zone de la Pioline n'est pas citée dans le PADD, le DOO lui, propose des secteurs à enjeux en recommandations. Les zones commerciales périphériques concernent la Pioline.

Pour notre contributeur le SCoT n'est pas adapté aux enjeux de la zone de la Pioline et propose une série de questions.

Les concessions automobiles sont-elles exclues de ces dispositions comme cela semble être indiqué en page 5 ?

Le DAACL descend à l'échelle communale. Les décisions ne seront plus à l'échelle communale, ni à celle du PLUI ?

Il est difficile de comprendre le terme de surface de vente. Peut-on estimer les surfaces de vente en expliquant comment elles sont calculées ?

La modification de destination des commerces concerne-t-elle des bâtiments qui ne seraient pas commerciaux ?

La mise aux normes d'un bâtiment comme ceux présents dans la zone de la Pioline est coûteuse. En effet, cette zone a vu ses premiers bâtiments dans les années 70-80. Sans possibilité d'étendre la surface de vente dans des proportions nécessaires pour pouvoir la financer, il paraît difficile de l'envisager.

Toute mesure qui demandera un investissement par les commerçants devra pouvoir être financé par ceux-ci. De plus, dans la Pioline, les non construits sont des stationnements. Les

« désimperméabiliser » demandera un investissement qu'il faudra financer.

- La cartographie est incomplète. Le cadre violet et l'aplat de couleur violet n'est pas expliqué en légende. Le secteur Nord Est de la Pioline apparaît en gris, ce qui est incompréhensible.

Transport, mobilité, déplacements, co-voiturage : 461 – 462 – 463 – 464 - 471 – 475 – 476 – 482 - 486 – 500 – 507 – 516 – 524 – 525 - 537

461 : : Insuffisante prise en compte du réseau ferré métropolitain

Nécessité d'une halte ferroviaire autour d'Aix-en-Provence

L'articulation urbanisme / transport constitue une des principales pierres angulaires du Schéma de cohérence territoriale.

A ce titre, le Plan de mobilité métropolitain mériterait d'être intégré au SCoT, pas tant dans sa version actuelle que dans une version révisée tenant précisément compte des enjeux du SCoT. Si les services de transport de proximité se sont développés sur les différents secteurs de la Métropole, il n'en va pas de même à l'échelle des liaisons entre les villes de la Métropole, où les bus et les cars, malgré les voies qui commencent à leur être réservées, n'attireront jamais vers eux l'immense majorité des habitants, pourtant sensibles à la qualité, la fiabilité, le confort des transports guidés : métro, tramway, tram-train, train. Or la Métropole a la chance de disposer d'un réseau de voies ferrées non saturées pouvant accueillir des services cadencés efficaces, du matin tôt au soir tard, à coordonner avec les transports urbains. La loi n°2023-1269 sur les Services express régionaux métropolitains encourage précisément le développement de tels services, et prévoit la concertation des parties prenantes et la mise en place d'un comité comprenant "notamment des représentants des organisations professionnelles d'employeurs, des représentants des organisations syndicales de salariés, des représentants des associations présentes sur le territoire, notamment les associations d'usagers ou d'habitants, ainsi que des habitants tirés au sort." Pour mémoire, la concertation ne saurait se résumer à la simple information des parties prenantes concernées.

Lors d'une rencontre récente avec les mêmes représentants de la Métropole, les représentants du Comité de quartier aixois Célony - La Calade se sont vus répondre que la réouverture de la halte ferroviaire de La Calade, pourtant liée au développement du quartier de la ZAC éponyme, n'était envisagée qu'en 2è phase de mise en œuvre du RER métropolitain, soit à l'horizon 2050, la première semblant toujours envisagée pour 2040, à une date où aucun d'entre nous ne sera comptable des engagements pris.

Ce renoncement est-il encore d’actualité ? si oui, quelles en sont les raisons ?

Pourtant le développement de 3 lignes de RER, dont la première (Aubagne - Marseille-Blancarde - Aix-Les Milles) peut être mise en œuvre à très court terme l’ouverture de nouvelles haltes sur le réseau ferroviaire existant à Venelles, Célony - La Calade, Luynes et surtout Plan d'Aillane (Les Milles). L'étude préliminaire réalisée en vue de la réouverture de la halte de Venelles démontre que celle-ci peut se faire à infrastructure et plan de transport inchangés.

L'ouverture d'une halte supplémentaire à Célony - La Calade peut aussi se faire à infrastructure inchangée mais nécessite une remise à plat du plan de transport.

Au-delà d'un cadencement à l'heure, des aménagements ferroviaires sont nécessaires (doubles voies partielles, signalisation...).

En aucun cas, de tels aménagements ne nécessitent la mise en service préalable de la traversée ferroviaire souterraine de St-Charles ni l'attente d'une échéance à 2040 ou 2050.

462 : Réseau de covoiturage dédié à la demande

Notre contributeur propose que soit étudié, la possibilité de mettre en place un réseau de covoiturage à la demande pour les liaisons transverses ou moins fréquentées qui ne font pas

partie du plan de déplacement. Le coût bien moindre qu'un maillage de transport en commun et la possibilité d'un déploiement à court terme mérite qu'on y prête attention.

Oui en complément d'un plan global tant attendu

463 : Proposition pour résoudre les bouchons sur la commune de VELAUX

Ouverture d'une section de péage direction Salon de Provence.

Ouverture d'une voie directe après le Moulin du Pont (sortie de Velaux) pour se rendre directement sur Ventabren, Aix et Calas sans passer par le rond-point.

Faire 3 voies au niveau du rond-point de Velaux à hauteur de la boulangerie Antik, pour desservir plus facilement tous les axes liés à ce rond-point.

Sécuriser pour les piétons et cyclistes et entretenir l'avenue du Général Leclerc à Velaux.

471 : Autres propositions **:**

Il est nécessaire de "réinventer" les circuits de bus à la demande

- A prévoir entre les petites communes telles Velaux, La Fare, Ventabren, Coudoux,Rognac

- Ouvrir une ligne de train ROGNAC- AIX

- Ouvrir un péage à Coudoux en direction de Marseille et Salon

472 : Une proposition simple pour ce contributeur : Une Piste cyclable pour aller sur le site d'airbus en venant de Velaux.

473 : Autre demande : Déplacement du parking relais au Chemin de Versailles 13170Les Pennes Mirabeau. Ce parking relais doit soit être déplacé ou réduit car son emplacement est très dangereux d'accès pour cause sortie de l'autoroute et aussi rond-point très fréquenté

482 : Désengorgement Quartier Camoins / Eoures
Ses habitants, déplorent l'absence de transport en commun et d'axes routiers dédiés dans les quartiers Camoins/Eoures.
Pour autant, les constructions de logements ne cessent d'augmenter sans aucune gestion des infrastructures préalablement anticipées (axe routier, pistes cyclables, transports en commun, trottoirs...)
Pour exemple, la fréquentation toujours plus grande de la traverse de la Penne 13011 Marseille. Cette traverse étroite devient un axe routier sans aucune alternative de transports en commun, ni pistes cyclables possible. Elle est complétement bloquée aux heures de pointes de manière récurrente. On ne peut s'y croiser qu'à certains endroits et la traversée par SUV, Camionnettes ou Camions amplifient le problème.

On observe également des nids de poules partout. Elle devient surtout de plus en plus dangereuse pour les piétions. Les voitures sont obligées de les frôler (pas de trottoir) les habitants (enfants et adolescents compris) doivent obligatoirement l'emprunter pour se rendre à l'arrêt de bus du 12 aux Camoins.
L'absence d'autres solutions de transport en commun (notamment par le bas de la traverse qui a été plus élargie) pose également question.
Nous n'avons d'ailleurs pas vu dans le plan de Mobilité Métropolitain une quelconque avancée pour notre quartier.
L'agrandissement de la voie et/ou la volonté d'en diminuer le trafic nous paraissent primordiales pour la sécurité des personnes, obligées de l'emprunter.

Il me semble que la voirie est du domaine de compétence de la Métropole. Dans ce cas il Y a urgence et il n'est point besoin d'un SCOT pour agir.

486 : Point de vue d'un habitant de Célony. « Nous avons constaté que notre village est largement oublié dans les aménagements du territoire du pays d'Aix. J'adhère totalement aux demandes du CIQ de Célony-La Balade-Lignane ainsi que l'association La Voie de Célony afin que la gare ferroviaire de La Calade soit réouverte pour désengorger la circulation sur la RD7N et l'A51 sur laquelle la circulation des voitures en descente sur le bassin d'Aix-Marseille se dirige. »
Par ailleurs, la programmation actuelle des transports publics pour les collégiens, les lycéens (qui se rendent dans leurs écoles respectives en centre-ville) mais aussi pour les personnes âgées qui ne prennent plus leur propre véhicule, est déjà sous-dimensionnée. Ceci n'est pas non plus pris en considération dans le SCOT qui a tendance à s'intéresser qu'au déplacements professionnels.

Ces points de circulation sont fondamentaux et touchent aussi bien les moyens de transport, le développement économique que la transition énergétique.

500 : Cette contributrice fait le même constat sur l'axe Aix –Marseille.

Fréquence insuffisante des transports en commun, Bus trop rare , et trop chère .sans compter les nuisances sonores due à la sur fréquentation des autoroutes'

507 : Cette contribution rejoint la contribution 482 sur le secteur Camoins – Eoures.

« Je vous fais part des Habitants de la traverse de la penne - 13011, proche de la Valentine, Ce constat est désastreux »

Une seule voie d'accès restreinte pour les 2 sens de circulation, blocage totale de la circulation aux heures de pointes, vitesse excessive pour une voie étroite, et surtout absence totale de trottoir permettant de rejoindre à pied de manière sécurisée les transports en commun et commerces de proximité.

Cette traverse est un axe de passage reliant l'A55 Aubagne-Château Gombert. Cette voie ne peut plus être considérée comme une voie secondaire face à la densification du trafic routier. Les projets d'améliorations directs (prolongement traverse des Migauds) ou indirects (RD4D

Est) se sont succédés mais sans concrétisation. A notre époque, cette traverse est irrationnellement dangereuse pour les piétons. Aucune avancée ni volonté de sécuriser certaines voies d'accès dans le quartier, aucune analyse du volume de trafic actuel, en vue d'aménager ou diminuer le trafic routier.

Il devient important et nécessaire de mailler plus finement l'aménagement de certains axes du quartier Camoins-Eoures du 11eme Marseille au niveau des transport en commun, trottoir, pistes cyclables...

Idem …..Il me semble que la voirie est du domaine de compétence de la Métropole. Dans ce cas il Y a urgence et nous n'avons pas besoin d'un SCOT pour agir.

516 : Ce contributeur est d'accord avec les contributions déjà déposées sur ce registre des CIQ de Célony / Calade / Lignane, de Puyricard et de la Voie de Célony, relatives à la création du PEM de la Calade et de l'ouverture de la halte ferrée.

La carte 6 du DOO doit être révisée en ce sens.

524 : La mairie d'Aix en Provence qui a donné un avis favorable au projet de SCoT a souhaité compléter cet avis sur un point important : la mobilité.

« Concernant la ligne ferroviaire Aix-Briançon, un rappel sur la volonté de la commune de créer un pôle multimodal à la Calade est nécessaire. »

Des terrains autour de l'ancienne gare de la Calade ont été réservés pour créer dès que possible ce pôle qui devra comprendre à terme une halte ferrée connectée à un parking relais. Consciente de décalage dans le temps qui pourrait y avoir, le projet pourrait être amorcé par la réalisation du parking relais. Au PLUi l'orientation d'aménagement et de programmation sur le secteur vient également confirmer cet engagement.

Le SCoT doit inscrire la localisation de principe du pôle d'échange multimodal le long de la RD7n pour être en concordance avec le projet de création du pôle multimodal à la Calade (carte n°6 du DOO)

Ce projet nécessite une collaboration étroite entre la SNCF et la Métropole qui a la compétence transport.

525 : Le CIQ de Celony – La Calade – Lignane demande qu'à la page 32 du PADD à la rubrique « Structurer le système de mobilité métropolitain », au sous-paragraphe « Compléter le réseau viaire existant mise en œuvre de projets routiers (contournements et échangeurs autoroutiers) contribuant à l'apaisement des trafics routiers aux abords des villes » soit ajouté dans la liste existante :Un échangeur entre la RN296 et la RD7n.

De même le CIQ demande qu'aux pages 44 et 45 du DOO à la prescription P97, soit ajouté un projet routier structurant entre la RN296 et la RD7n.

Les terrains permettant cet aménagement (terrain Oli-Provence) ont été acquis par la collectivité il y a 20 ans pour faire cet échangeur.

537 : Le train est le mode de déplacement de masse le moins polluant.

On sait que ce sont les transports qui émettent le plus de GES, aussi le train doit être réellement pris en compte et développer.

La loi 2023 n°1269 prévoit le développement des SERM aussi, avec la saturation des voies d'autoroute en permanence, des voies rapides, l'urgence de mettre en place un réseau interurbain efficace utilisant le réseau ferré, est à considérer.

Il est urgent de mettre en place des mesures pour les mobilités du quotidien. Un enfer pour les usagers.

Favoriser le train comme mode de transport propre en mettant en place des lignes RER aux cadences adéquates avec intermodalité et interopérabilité comme la ligne Rognac, Aix, Marseille, Aubagne, est urgence. Il faut également favoriser des aires de covoiturage accessibles en mobilités actives,

Un plaidoyer pour le train à juste titre

<u>Préservation des espaces protégés naturels, agricoles et forestiers</u>

459 – 485 – 498 – 499 – 503 – 509 et 510 – 536 - 539

459 : Le projet de création d'une ZAC à Simiane Collongue c'est :

15 hectares de terres arables toujours cultivées, qui ont subi une requalification abusive en zone d'activité où les mairies successives n'ont pas réalisé qu'elles sacrifiaient là, notre garde-manger local (seulement 3 ha environ concédés au PAT). Une zone qui est irriguée et où niche et chasse la chouette chevêche menacée de disparition. Des terres qui sont les dernières à Simiane, tout le reste étant en colline.

Est-ce utile de laisserez s'installer :

Une scierie sur le SAFRE alors qu'il y a de nombreuses friches tout autour ?

De nouveaux locaux artisanaux & commerciaux alors que notre bassin minier en regorge ?

Il est peut-être temps de réduire ces autorisations destructrices de terres qui épongent l'eau de la pluie, qui nourrissent et qui favorisent un corridor écologique reconnu. Parfois l'économie marchande doit laisser la place aux espaces protégés.

485 : Les observations portent, principalement, sur le territoire de la commune de Venelles et, sur les objectifs affichés dans le projet de SCoT en matière d'évolution de l'offre de logements et de protection des zones naturelles et agricoles.

A ce titre le SCoT, comporte, des documents dont la portée n'est pas négligeable qui, devraient être amendées.

En ce qui concerne les objectifs généraux poursuivis par le SCoT, le dossier souligne, qu'en cohérence avec les objectifs économiques, « la Métropole maintient l'objectif d'une attractivité démographique et résidentielle raisonnée, fondée à la fois sur le solde naturel et sur l'accueil de nouveaux habitants » et dans ce cadre, elle présente la commune de Venelles comme un pôle d'équilibre dont le développement est souhaité et prévu aux côtés des pôle métropolitains. Cet objectif doit être concilié avec celui de préservation durable des trames vertes et bleues tendant, notamment, à préserver et à valoriser les réservoirs de biodiversité en prenant en compte les activités liées à leur nature (agriculture principalement) « dans des conditions assurant la compatibilité avec le fonctionnement écologique du secteur ».

Dans la mesure où ces deux objectifs présentent une même importance, il apparaît nécessaire de maintenir un équilibre permettant un développement harmonieux du territoire métropolitain. Le choix de développement proposés, par la métropole semble poursuivre les objectifs de protection de l'environnement et de développement économique. C'est dans cet esprit qu'ont été formulé les observations qui suivent :

La définition des trames bleue et verte telle qu'elle est présentée par les documents écrits et les documents graphiques laissent un très large pouvoir d'appréciation au PLUi quant à la localisation de ces « trames ». Alors les documents qui définissent ces éléments doivent être sincères.

En ce qui concerne la commune de Venelle, le document graphique (DOO recueil cartographique carte n° 1) fait apparaître un corridor écologique aquatique (autours de la Touloubre) et laisse deviner un « réservoir de biodiversité majeur » dont la localisation est très imprécise.

La carte n°2 fait apparaître le territoire de la commune de Venelle comme à dominante naturelle, avec quelques sporadiques enveloppes agricoles à pérenniser.

La carte n°3 présente le territoire comme partagé entre une lisière agri-urbaine et un massif emblématique du territoire (majoritairement boisé) autour d'un noyau villageois très limité.

Bien que ces documents graphiques n'aient pas à localiser avec un degré de résolution fin la localisation des éléments qu'ils illustrent, renvoyant en ce sens aux documents graphiques du PLUi, la combinaison de ces cartes interdit de fait toute urbanisation sur le territoire de la commune de Venelles en dehors de son noyau historique.

Cette présentation par trop générale induit une appréciation faussée de l'urbanisation de la commune .L'absence de prise en considération de l'urbanisation, plus ou moins dense, qui existe depuis de nombreuses années dans plusieurs secteurs de la commune comme par exemple le quartier « dessus le grand puits », au profit d'une présentation manichéenne entre d'une part une zone naturelle qui serait majoritairement boisée et, d'autre part, une zone agri-urbaine, groupées autour d'un noyau villageois, constitue, une erreur manifeste d'appréciation de nature à fausser l'appréciation des lecteurs de ces documents.

Il convient de corriger cette présentation dont les conséquences à l'occasion de la rédaction des documents d'urbanisme plus opérationnels (PLUi en particulier) seront déterminantes en ce qu'elles conditionneront les différents zonages et les possibilités de développement économique de la commune.

De plus une telle présentation est en contradiction avec le principe de sincérité des documents administratif et se trouve de nature à s'opposer à la poursuite de l'objectif de développement de l'attractivité démographique et économique de la métropole.

Par exemple dans le quartier des Fontetes / la Brianne, qui se voient aujourd'hui classés au PLUi en zone naturelle alors qu'ils n'en présentent aucune des caractéristiques, la délimitation des limites de zonage étant à tort fondées sur les limites cadastrales, en opposition au principe qui veut que les limites des zonages soient déterminées en fonction des la réalité physiques des lieux.

Afin d'éviter ce type d'erreur, il convient, que les cartographies, adoptent néanmoins une présentation moins manichéenne.

En ce qui concerne les espaces de lisière et les zones à préserver et mettre en valeur, il convient qu'ils soient définis de manière plus objective et un tant soit peu plus précises afin d'éviter que des zones présentant des caractéristiques manifestement contraires ne soient pas susceptibles d'être comprise à tort dans ces zones.

Il convient aussi que les éléments du SCoT permettent d'éviter que des espaces particulièrement mités, soient considérés comme des lisières agri-urbaines alors que l'urbanisation y est suffisamment dense pour rendre impossible toute exploitation agricole et, tout aussi impossible, le développement d'un espace naturel.

Il en est de même de la définition des trames verte et bleue dont le caractère très aléatoire est de nature à engendrer non seulement des erreurs de classement en incluant dans les zones de protection des espaces qui n'en relèvent pas et inversement, mais encore du fait toujours de leur imprécision, à s'opposer à la poursuite de l'objectif d'attractivité démographique du territoire métropolitain.

Enfin, les projections exposées et les choix retenus qui sont fondés sur le document « état initial de l'environnement » dont les éléments qui le fondent sont désormais suffisamment anciens pour ne plus refléter fidèlement la réalité du territoire et les besoins à anticiper.

Une telle situation suppose une actualisation de l'étude et du SCoT.

498 et 503 : 2 contributeurs aubagnais souhaitent :

Préserver une agriculture vivrière de qualité et garantir la souveraineté alimentaire

Faire respecter les ressources en eau et les espaces naturelles et agricoles

Et ce prononcent contre la compensation des terres

499 : Un contributeur de Velaux estime

Que le projet présenté manque des précisions sur les couloirs écologiques. Notamment par l'absence de cartes détaillée, ce qui pourrait menacer les espaces naturels à l'avenir -

Quid de l'Urbanisation à proximité des zones Natura 2000 ?

Quid de l'équilibre des écosystèmes fragiles dans le cas d'une trop forte urbanisation (ex. Velaux avec les futurs logements chemin de Marseille), impact sur la biodiversité ?

Infrastructures pas en adéquation avec le plan d'urbanisation

Augmentation des embouteillages dans la région, augmentation de la pollution ayant un impact direct sur la santé des habitants ...

La loi SRU ne doit pas passer coûte que coûte au détriment de l'environnement. La Métropole doit bien prendre en compte les futurs enjeux environnementaux de notre région.

509 et 510: 2 contributeurs aubagnais considèrent que face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain ; (dérèglement climatique, production agricole vivrière et proximité des consommateurs...) le projet de SCoT tel qu'il est proposé est en régression par rapport aux SCoT précédents. Ce document va permettre au Maire de délivrer des permis en zone agricole alors sanctuarisée

La notion de compensation est « une arnaque » qui ouvre toutes les possibilités de remise en cause des zones agricoles dans les PLUi par un simple calcul arithmétique. L'exemple du PLUi du Pays d'Aubagne en est la preuve flagrante. Un hectare de zone agricole irrigué sur un sol généreux n'a pas la même valeur nourricière et économique qu'un hectare en colline sur du calcaire, sans eau en haut du Garlaban.

Il est impératif de conserver la volonté politique de favoriser l'agriculture de proximité par la sanctuarisation des zones agricoles tel que le SCoT actuel et le PLU du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le font.

Autre élément, les transports publics. Oui tout équipement public et secteur économique doit être desservi par un transport public «, efficace en termes de capacité, vitesse et fréquence... »

536 : Les zones agricoles répondant aux besoins de circuits de proximité sont indispensables aujourd'hui.

Le projet d'aménagement de la zone du Safre qui va détruire un environnement avec un ruisseau à la riche biodiversité, une zone de la chouette chevêche espèce protégée et qui va impacter des terres agricoles, ne répond pas aux objectifs du SCoT.

Cette zone qui est une zone humide doit être protégée, la ripisylve doit l'être aussi et les terres agricoles prendre tout leur rôle pour répondre aux besoins locaux.

La protection des ressources agricoles et la protection du cours d'eau sont essentielles. Quelle justification, la Métropole peut-elle donner pour ne pas abandonner ce projet d'aménagement qui fait l'unanimité contre lui de la part des habitants de ce territoire ?

539 : Aix Marseille Métropole affirme avec force, qu'il faut une agriculture vivrière de qualité et de proximité garantissant la souveraineté alimentaire.

Pour notre contributeur aubagnais, force est de constater que la métropole propose un projet qui prévoit tout l'inverse. Ce SCoT fait la part belle à l'artificialisation des sols et préconise la compensation des terres. Ce qui est un leurre et une aberration.

La métropole veut faire croire que les terres sont interchangeables. Pour prendre l'exemple d'Aubagne, quelle terre va pouvoir compenser une terre agricole fertile et irriguée si celle-ci est bétonnée ?

Une terre sur les contreforts du Garlaban qui sera à transformer, préparer, amender ou une terre déjà bétonnée ou goudronnée qu'il faudra défoncer et rendre fertile ?

Le message « plus personne ne veut cultiver » est faux, la vraie raison c'est que les terres sont inabordables en termes de prix. La Métropole devrait acheter les terres agricoles, les sanctuariser et les louer, ça serait un vrai choix politique pour une agriculture locale et nourricière.

La communication officielle est aussi centrée sur la protection de l'environnement et de la biodiversité. Comment concilier ces affirmations avec ce SCoT qui ouvre la porte à la destruction des espaces naturels et à leur artificialisation ?

Un vrai aménagement du territoire doit préserver les sites naturels et ne doit pas être guidé par les vœux des promoteurs.

Enfin ce SCoT ne prend pas réellement en compte la problématique climatique ni celle de l'eau. À l'heure des sécheresses à répétition et des épisodes cévenols dévastateurs, la métropole continue à foncer dans le mur. À l'heure où l'eau potable peut manquer, on bétonne et on empêche l'approvisionnement des nappes phréatiques. Les politiques qui ont voté ce SCoT seront comptables devant les générations futures de l'accélération de la dévastation de l'environnement et de ses conséquences.

Environnement : 454 – 455

454 : Pour cet habitant de Velaux le projet « chemin de Marseille » serait complètement incompréhensible. Incompréhensible qu'un projet immobilier puisse se faire à cet endroit qui est une zone protégée. Un Havre de paix pour les animaux et où l'environnement serait compromis.

Ce projet serait contre nature et contre tous les projets écolos.....a moins que quand le côté reste financier il prime sur l'écologie.

455 : Le projet Espradeaux à Velaux.

là, où un ruisseau crée un corridor vital entre des espaces boisées remarquables et des zones agricoles. Ce corridor est essentiel pour la biodiversité locale

Le projet risque de détruire des espaces naturels vitaux, ce qui est inquiétant en cette période de réchauffement climatique. Quel héritage laisserons-nous à nos enfants La voirie actuelle ne permet pas un bon accès pour les secours. Construire de nouveaux logements dans ces zones à risque d'incendie et d'inondation est dangereux.

La prise en compte des facteurs risques est essentielle dans l'élaboration d'un SCOT

Ressources en eau, assainissement, nappe phréatique : 506 – 512

506 : Un cas particulier qui demande que la Métropole applique la loi et répare un oubli. Il n'y a pas lieu d'attendre l'approbation du nouveau SCOT pour procéder aux travaux

Ils sont une même famille et leurs habitations mitoyennes existantes se situent en agglomération, en zone urbaine à Aix-en-Provence. Notre quartier est desservi par le BHNS, les bus et mini-bus. Un parking public de 29 places a été créé en 2024.

Le chemin de la Bastide des Tourelles qui dessert nos habitations est à la charge de la commune (arrêtés de voirie, de circulation, entretien des accotements, signalisation verticale et horizontale, ramassage des ordures ménagères et encombrants, éclairage public...). Sur ce chemin, le réseau électrique passe en souterrain, existe également la fibre optique. Il est revêtu, carrossable et ouvert à la circulation publique.

La contribution consiste à demander le raccordement eau et assainissement de leurs habitations existantes au titre de l'Article L.1331-1 du Code de la Santé Publique.

Les réseaux publics se situent à 200m aux extrémités de part et d'autre de notre chemin, notamment du fait de la création à compter de 2020 du quartier St Anne-prolongé par le quartier Bouhenoure en cours de construction, à forte densité d'habitat et situé à l'est de notre chemin. De plus, à l'ouest le réseau public existe également à moins de 200m puisque des habitations riveraines ont été raccordées il y a plusieurs années. Une petite portion du chemin (300m environ) a donc été oubliée...

Pourtant le schéma d'assainissement de la ville (PLU d'AIx en cours), nous classe en raccordement obligatoire d'assainissement collectif. Nous sommes un petit quartier entouré d'habitats denses raccordés, nous souhaitons que notre quartier le soit également. **Comme la loi sur l'Eau de 2006 l'indique, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique a le droit d'accéder à l'eau potable**.

Adresse : Famille JULIEN 240 chemin de la Bastide des Tourelles 13090 Aix en Provence Famille COUCOUREUX 230 chemin de la Bastide des Tourelles 13090 Aix en Provence

512 : Protection nappes phréatiques à Sénas

L'association Sénassaise pour la Défense de l'Environnement (ASDE Sénas) souhaite que le prochain SCoT prenne des mesures très fortes concernant la protection des nappes phréatiques affleurantes de nos villages.

Nous demandons que lors du dépôt de permis de construire, il soit demandé systématiquement une étude hydrogéologique avec la position des nappes en été et en hiver pour la protection des puits et forages de nos bourgades.

Qu'aucun PC ne donne d'autorisation de creusement dans la nappe comme cela est imposé par Arrêté Préfectoral dans les carrières LAFARGE à Sénas avec une protection par du sol en place à +1m au-dessus des plus hautes eaux de nappe.

Logements : 478

Contestation sur un projet de construction de 52 logements sur la parcelle BH0048 sur la commune de Velaux

Notre contributeur est étonné de ne pas voir sur les plans du projet de SCoT de la métropole tous les corridors écologiques de la commune de Velaux et spécialement près de chez lui (chemin de Marseille sur Velaux).

Ceci bien que le futur SCOT manifeste un intérêt dans son ensemble et dans ses écrits pour les zones écologiques à conserver ou à améliorer. Ca ne semble pas être en cohérence avec les intentions du SCoT.

En effet, à la suite de la Révision allégée n°1 du PLU de Velaux, plusieurs constructions sont prévues à moins de 50 mètres de son lieu d'habitation.

Il souhaite savoir si une étude écologique faite par un organisme neutre est disponible. Le lieu était une zone verte et protégée qui sert au passage des sangliers et maintenait à la préservation de la faune et la flore du quartier.

Enormément d'espèces différentes risquent de voir leurs habitats bouleversés par de nouvelles constructions et des travaux qui en découle. Personne n'est venu recueillir de témoignage sur l'espace environnant, aucune consultation publique.

Sur l'impact environnemental du projet de construction des 52 logements du chemin de Marseille une contre-expertise a-t-elle été demandée, est-elle en cours ou bien disponible ?

Quelles sont les garanties pour la préservation de la faune et de la flore ?

Quel sera l'impact sonore et de pollution du passage de véhicules supplémentaires sur cette petite zone ?

Il est question aussi de ruines sur le terrain qui seront détruites alors que celles-ci font partie du patrimoine de la ville.

En outre, il est aussi prévu la construction d'une bâche de rétention d'eau pour le compresseur avec l'abattage d'un magnifique pin presque centenaire.

Quel est l'impact sur l'habitat de la faune et la flore ?

De nombreuses questions se posent et aucune réponse n'est disponible ni sur le Géoportail de l'urbanisme, ni à l'urbanisme de Velaux et ni sur le DREAL Provence Alpes Côte d'azur.

Suite à la délibération n° URBA-0001-15422/23/CM du 7 décembre 2023, la Métropole Aix-Marseille-Provence a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal sur le périmètre des 17 Communes de l'ancien territoire du Pays Salonais dont Velaux. Cette décision n'ouvre-t- elle pas la porte a d'autres projets similaires, augmentant la dégradation de la zone.

La protection des espaces vert est cruciale pour lutter contre le réchauffent climatique. Toute destruction contribue à la perte de la capacité de séquestration du carbone, surtout dans un département assujettit à de forts épisodes de canicules.

Il semble que ce projet a été fait dans la précipitation, sans réelles études sur sa faisabilité. Les infrastructures ne s'y prêtes pas et vont à l'encontre du projet de modification de l'avenue principale Charles de Gaule. De nombreux véhicules se rajouteraient à ceux existant alors que la circulation est déjà très difficile. La voirie actuelle ne permettra pas un bon accès pour les secours.

Construire de nouveaux logements dans des zones à risque d'incendie et d'inondation est dangereux. Zone qui apparait sur le PLU(i) à risque de séisme et argileuses.

Le défrichement de la parcelle BH 0048 a déjà commencé par le promoteur immobilier HABSIDE qui n'a qu'une promesse de vente de la part de la mairie Le projet est encore en cours d'instruction, cela peut constituer une infraction grave au Code de l'environnement et à d'autres règlementations locales ou nationales.

En bref, une étude peu fiable, un projet dangereux, et des infractions au Code pénal. A une époque où la sauvegarde de l'environnement et un enjeu capital pour notre avenir, ce projet est un non-sens écologique.

Energies renouvelables : 468 – 492

468 : A Propos du photovoltaïque

Nécessité d'une règlementation stricte en matière d'implantation des parcs photovoltaïques.

Le nombre de projets de parcs photovoltaïques en milieu naturel a Explosé ces dernières années, ce qui met en danger l'équilibre et la biodiversité de ces zones fragiles. L'emprise des centrales photovoltaïques sur les espaces naturels ne cesse de croître. Ces derniers sont ainsi ravagés, les uns après les autres, au motif du développement d'énergies vertes. En effet, ce sont les collectivités locales qui sont chargées d'identifier des zones d'accélération de la production des énergies renouvelables (loi APER de 2023). Or, ces dernières sont souvent très réceptives aux avantages financiers que leur promettent les entreprises porteuses de projet. Le choix de la zone d'implantation se fait donc sur des motifs techniques et financiers, tout cela au détriment de la biodiversité.

L'installation dans des zones artificialisées est plus complexe et plus coûteuse, ce qui génère moins de profit pour les entreprises et donc les collectivités locales. Les conséquences dévastatrices pour les écosystèmes sont de facto reléguées au second plan. « Quant à la compensation, c'est la douce illusion que notre système technique peut tout et que donc, si je n'ai pas évité de porter atteinte à une zone naturelle, je la compenserai, je réparerai à côté. Ce

sont des éléments de langage creux qui ont des conséquences réelles », dixit Maître Yann Fauconnier (avocat au barreau de Clermont-Ferrand).

Aujourd'hui, plus que jamais, la destruction du vivant ne peut être tolérée. Chaque arbre, chaque forêt compte. Les arbres sont non seulement des supports de biodiversité, mais ils jouent également un rôle crucial dans le cycle de l'eau et en tant que puits de carbone. Il est alors tout à fait paradoxal et incompréhensible de déboiser pour décarboner.

La lutte contre le changement climatique ne doit pas conduire à accélérer le déclin de la biodiversité. Aujourd'hui, celle-ci est au bord du chaos, nous avons besoin de restaurer tous les espaces naturels pour capter le carbone, reconstituer le cycle de l'eau. Ce n'est pas le moment de défricher et d'installer des panneaux photovoltaïques en lieu et place des arbres.

N'oublions pas que le changement d'usage des sols est l'une des principales causes de l'effondrement de la biodiversité. Un encadrement au niveau du SCOT est ainsi indispensable pour éviter les dérives de la loi APER. Il doit définir une ligne directrice claire et non ambiguë sur ce sujet :

1) L'utilisation des zones réellement artificialisées doit être la priorité absolue. Concernant l'installation sur les toitures existantes, citons l'ADEME : « Le gisement disponible des toitures photovoltaïques est considérable, avec plus de 350 GW identifiés en France. Ces installations permettent d'éviter les conflits d'usage et ne portent pas atteinte à la biodiversité. » Le CNPN, quant à lui, appelle à faire de l'équipement des parkings en ombrières une « priorité absolue » et à réaliser un cadastre solaire de ces sites pour estimer le potentiel réel.

2) L'implantation dans les espaces naturels doit être interdite. Les parcs photovoltaïques au sol doivent impérativement être interdits dans les réserves de biodiversité identifiées par la carte du SCoT. Les zones Natura 2 000 doivent absolument être préservées. Tout cela est en accord avec les recommandations des experts.

Dans son avis du 19 juin 2024, le Conseil National de Protection de la Nature considère d'ailleurs que l'autorisation de projets de parcs photovoltaïques au sol dans les espaces naturels ne devrait pas être accordée, notamment dans les aires protégées. La destruction des espaces naturels dans le but d'accueillir des parcs photovoltaïques ne peut plus être tolérée.

3) L'implication citoyenne et associative doit être obligatoire. Le choix des zones d'implantation ne doit pas incomber uniquement aux collectivités locales. De fait, actuellement, les projets photovoltaïques en milieu naturel sont trop souvent entourés d'allégations fallacieuses. Les entreprises et les collectivités n'hésitent pas à exagérer de manière outrancière l'anthropisation des sols afin de justifier un choix d'implantation (comme c'est le cas pour le projet de parc photovoltaïque à Lambesc. L'implication citoyenne et associative garantit une solution respectueuse de l'environnement.

Pour conclure, il est impératif de stopper d'urgence le grignotage des espaces naturels en mettant en place une règlementation stricte quant à l'implantation des parcs photovoltaïques. L'électricité verte oui, mais pas à n'importe quel prix. Avant de détruire un écosystème, rappelons-nous qu'en matière de vivant, on ne sait pas réparer une vie.

492 : la question de l'énergie et de la dépendance à l'énergie fossile du territoire est notamment traitée dans le Plan Climat Air Energie Métropolitain (PCAEM) mais le SCoT présenté ne donne pas suffisamment d'information sur les actions à mettre en œuvre sur les secteurs traités dans le SCoT pour contribuer à la sortie des énergies fossiles**.**

En effet, dans le PCAEM, on comprenait qu'en 2019, la facture d'importation des énergies fossiles était de l'ordre de 5 milliards par an, payée par les collectivités, les habitants et les entreprises. Comme l'ensemble des autres territoires en France, l'énergie consommée est à plus de 60% fossile**. Marseille est censée être "neutre en carbone" en 2030, ce qui est complètement illusoire, mais la France et donc la Métropole doivent l'être en l'espace de 25 ans (échéance 2050). C'est aussi un objectif visé par la plupart des pays dans le Monde. Si cet objectif n'est pas atteint, et ça ne ressort pas suffisamment dans le SCoT, le territoire de la Métropole deviendra de plus en plus hostile** : canicules longues, sécheresse, inondations, etc. Comment les entreprises et donc "la croissance économique" souhaitée va-t-elle perdurer ?

Il y a donc urgence à agir, dans tous les secteurs. Vraiment.

Cette notion d'urgence n'existe pas dans le SCoT. Ou peu lisible. Les avis des collectivités ne le soulignent pas.

Ainsi, nous devons tous collectivement agir pour sortir des fossiles, et pour en sortir il n'y a malheureusement pas beaucoup d'options : réduction de la demande énergétique, sobriété dans les usages, diminution de nos déplacements moyens, réduction du trafic (routier, aérien, maritime), développement massif des énergies renouvelables (et le solaire en toitures et au sol sera indispensable).

Sur ce dernier point, le SCoT ne précise pas quelles seraient les objectifs : quelle est la consommation actuelle, quelle part d'énergie fossile dans cette consommation, et quelles actions pour amener cette part fossile à quasi zéro en 2050 ?

Dans le PCAEM, il manquait un plan d'actions chiffrés avec des bilans à mi-parcours et des propositions de mesures si les objectifs n'étaient pas atteints. On se retrouve dans la même situation avec ce SCoT. On fixe des grands principes (développer les énergies renouvelables, réduire la consommation), mais quelles sont les actions sur le terrain ? Comment ces actions sont déployées à l'échelle des communes ?

Existe-t-il un plan d'actions et des mesures de correction associées ?

Qui peut répondre ??????

<u>Nuisances Sonores : 487 – 488 – 502 – 522</u>

Ces contributions concernent l'aéroport de Marseille Provence et principalement la commune impactée Les Pennes Mirabeau

Après avoir parcouru tous les documents mis à disposition dans le cadre de cette consultation, nous pouvons déplorer la mise sous silence des nuisances sonores liées au trafic aérien croissant de l'aéroport Marseille-Provence et l'absence de toute prescription pour réduire leur impact sur la santé mentale et physique de la population.

Beaucoup de choses sont dites au sujet du développement de l'aéroport notamment le fret et son interconnexion avec les réseaux logistiques qu'ils soient ferroviaires, routiers ou maritimes en ignorant totalement les conséquences sur la population de l'activité aérienne très polluante et nuisible (de multiples études et rapports de chercheurs, universitaires et médecins, ont été rendus publiques).

Dans l'axe 2 du SCoT il est dit "accroître le nombre de connexions (trafic passagers et fret) et améliorer le fonctionnement des réseaux de transport". **La volonté de la métropole est clairement présentée : œuvrer pour une croissance du trafic aérien en multipliant les destinations desservies par l'aéroport faisant fi des conséquences et des nuisances sur les citoyens.**

La différence de traitement, comme l'atteste le DOO, entre la lutte affichée contre les nuisances sonores liées au trafic routiers, autoroutiers, ferroviaire et maritime, d'une part, et celles liées au trafic aérien d'autre part est consternante : rien, pas un mot sur la lutte contre les nuisances sonores aériennes et la pollution atmosphérique due à l'activité aéroportuaire.

Bien que plusieurs objectifs et mesures de réduction des nuisances sont mentionnés à plusieurs endroits, rien n'est dit sur la réduction des nuisances du trafic aérien, par exemple : On aimerait que des objectifs clairs soient inclus pour :

1- Identifier factuellement les secteurs sensibles aux nuisances sonores liées au trafic aérien cette identification faite par la DGAC/DSAC ou tout autre autorité se basent totalement sur des estimations et des prévisions,
2- Définir et préserver les zones calmes,
3- Améliorer la prévention des risques sanitaires dus au bruit d'avions et réduire l'exposition des populations à ces risques

La prise en compte et le développement de l'Aéroport Marseille Provence figurent en bonne place dans le PADD (p. 38/39 du PADD).

Or, aucune mesure n'est formulée concernant les nuisances aériennes telles que le bruit et la pollution, et leurs impacts sur la santé publique des riverains de l'aéroport (p. 85/86 du DOO). Les nuisances aériennes en progression doivent être traitées dans le DOO.

A ce titre, Il est indispensable que le DOO qui a pour objectif de fixer des prescriptions et des orientations précises, reprenne les éléments suivants .

- Modification des trajectoires aériennes pour qu'elles évitent au maximum le survol des zones habitées.

- Eviter la concentration des vols sur les populations et privilégier la dispersion des trajectoires.

- Interdire les avantages tarifaires qui profitent aux compagnies aériennes au détriment des riverains.

- Mettre en adéquation le PEB et les trajectoires pour interdire les trajectoires hors PEB.

- Mise en place d'un couvre-feu de 22h à 6H.

- Faire évoluer les trajectoires trop nuisibles en collaboration avec les associations de riverains.

Un habitant des Pennes Mirabeau nous fait part de son désarroi :

« Fin 2020, début 2021, il fait l'acquisition d'un bien immobilier situé sur la Cité Haute en Provence aux Pennes Mirabeau. Le notaire, conformément à la loi, lui communique l'ensemble des diagnostics rattachés à ce bien. Il constate que sa future maison est située hors du PEB, à plusieurs centaines de mètres de la zone la plus faible (< 50 dB). »

Or, depuis 3 ans il subit le passage de tous les avions qui se dirigent vers le nord et l'est, ayant décollés de la piste 13 en absence de mistral. L'été, lors de la période de grande activité de l'AMP, la fréquence et le nombre de ces survols sont à la limite du supportable ! A qui la faute ? Certainement pas au notaire.

A la DGAC qui établit le PEB, mais qui gère l'espace aérien, donc bien loin des préoccupations liées à l'urbanisme et à la qualité de vie des riverains ? Pas la réponse, mais cela montre une des incohérences de la situation actuelle, qui mériterait d'être intégrée au futur SCOT.

<u>Améliorer le cadre de vie : 518 – 534 - 538</u>

518 : OUVERTURE DE ZONE POUR UN ESPACE NATUREL TAMPON QUARTIER DE MOUREPIANE/GPMM

FEUILLE N° 911 K 01 PARCELLES CADASTRALES : 6 à 15 et 19 (22427 m2)

AMÉLIORER LE CADRE DE VIE ET RENFORCER LES MESURES DE LUTTE ET D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE .

Au pied de la colline de Mourepiane et en bordure coté port du chemin du littoral ces parcelles sont actuellement classées UEa2 (logistiques et industrielles). Les activités qui s'y trouvent actuellement implantées ne sont pas directement liées à l'activité du GPMM.

Dans une recherche de renforcement d'adaptation au changement climatique cet espace qui n'est pas dans l'enceinte du port doit être mobilisée pour assurer une zone tampon de qualité entre la manutention portuaire et un secteur d'habitat dense. Celui-ci, de surcroits étant classé en zone patrimoniale à conserver.

534 : Vers le Zéro carbone des constructions architecturales

La course en alpinisme allant vers le sommet des écrins qui était encore ouverte il y a 10 ans, aujourd'hui ne peut plus être réalisée. La cause, la diminution du glacier blanc.

Architecte DPLG de formation, j'ai une expérience professionnelle allant de l'aménagement intérieur de bateaux et avions, l'habitat et le commerce.

Dans le respect du PLU ou PLUi, j'ai souvent regretté de ne pas pouvoir mettre au service la forme architecturale pour aller vers le zéro carbone. Parfois par un simple geste. Notamment celui qui donne la possibilité de conciliation dans les villes ou les villages de créer ou rénover en allant vers une architecture bi : climatique, un lien avec la nature et l'usage du lieu.

Comment contourner légalement le problème lorsque l'on y est confronté ?

538 : Aménager l'espace public de Mourepiane

Déménagement de l'entreprise TRANSCAUSSE ;

Remise en état de l'espace occupé

Une place existe en face de Transcausse. Cette place semble avoir été oubliée lors du transfert des espaces de l'état vers les collectivités territoriales. Il faudrait la rendre aux piétons ;

le long de la CD568, aménagement de trottoirs et de pistes cyclables entre Mourepiane et l'Estaque ;

Création d'espaces de parkings à proximité de la gare de l'Estaque Cela est possible au Nord de la gare en adaptant le PLUI par ce Scott ; -

Modifier le règlement d'urbanisme de la falaise de Mourepiane afin de pouvoir installer des panneaux photovoltaïques sur les toitures de Mourepiane ce qui est actuellement interdit en tant que balcon remarquable.

Urbanisation : 451 – 455 – 479 – 481 – 494 – 511 – 515 – 535 - 540

451 : Urbanisation secteur quartier Versailles Le Colonel au Pennes Mirabeau

Les terrains du Conseil Départemental situés au 325 et 415 Chemin de Versailles font l'objet d'un projet de 20 logements portés au PLH (Programme Local de l'habitat). Le secteur est exclusivement composé de maisons individuelles, et un tel programme immobilier ne s'intégrerait absolument pas. Actuellement, ces parcelles sont d'ailleurs occupées par deux maisons individuelles qui ont beaucoup de potentiel.

Des propriétaires de l'ASL Le Colonel située sur le Chemin de Versailles, en cohésion avec d'autres propriétaires de ce chemin sont dubitatifs au projet.

Ils souhaitent faire valoir les 4 points suivants :

-Le rond-point de Coca ne permet pas un accroissement de la circulation. Il s'agit d'un rond-point accidentogène. Augmenter le trafic routier en provenance du Chemin de Versailles sur ce rond-point n'est pas recommandé du tout.

-Les parcelles du 325 et 415 chemin de Versailles ne sont pas reliées à l'assainissement collectif.

-Autre élément, et non des moindres, le secteur est en proie aux nuisances constantes de l'autoroute A7 et de la sortie d'autoroute.

Toutes les déclarations des institutions, notamment le CD13 et la Métropole, vont dans le sens d'une diminution des habitants vivant dans un environnement soumis au bruit, et vont donc à l'encontre de nouvelles constructions à l'intérieur de ces zones de bruit.

Quant à la pollution, les particules noires trouvées dans les jardins et sur les fenêtres sont sans équivoques.

L'artificialisation des sols laisse présager des problèmes liés aux pluies, et aux épisodes méditerranéens qui s'intensifient. Les Pennes Mirabeau ont déjà été classées 2 fois en catastrophe naturelle inondations ces dernières années.

Sur la même thématique de l'urbanisation du Chemin de Versailles, il est prévu au PLUI un emplacement réservé de 11.304 m2 portant le numéro 1191. Pour ceux qui connaissent la commune, c'est l'équivalent du double de la superficie de l'immense parking Tino Rossi situé quelques centaines de mètres plus loin ! 480 places de stationnement y sont prévues ! Les éléments précédemment cités s'appliquent pleinement à ce projet de parking relais.

Dangerosité du rond-point de Coca : augmentation très significative des entrées / sorties

Artificialisation / imperméabilisation des sols sur 11.304 m2, sachant que le terrain n'est pas plat. Forte augmentation des nuisances visuelles et sonores ainsi que pollution

Défiguration de l'entrée de la ville

On peut y ajouter les observations suivantes :

Mise en danger et de la faune et de la flore locale, notamment les chardons à aiguilles / épingles.

Absence de connexion du parking relais avec le pôle du Square Général de Gaulle et ses BUS / CARS

Coûts de réalisations très élevés, et disproportionnés par rapport aux besoins.

Entrée de ville enlaidie par la présence de sols artificialisés

Nuisances additionnelles à la pollution et au bruit.

Activités illicites plus que prévisibles, sur les parkings comme à Plan de Campagne, voire à Tino Rossi : rassemblement tuning ? Roues arrière des motos ? Éventuellement consommation / vente de stupéfiants ? Alcool ?

En conséquence des éléments précités, les habitants qui ne sont évidemment pas contre le principe des parking relais, considèrent que ce parking relais est à repositionner ailleurs, à proximité du Square Général de Gaulle et de ses bus / cars, pour pouvoir jouer pleinement ce rôle de parking relais, et il nous apparaît recommandable que la taille de ce parking soit raisonnable.

Ne peut-on pas négocier des places supplémentaires avec Métro ? Voire Coca-Cola ?

Et si cela ne suffisait pas, en créer à côté de l'emplacement réservé n 1177 « Aménagement d'un bassin de rétention aux Giraudets » ?

À la différence de l'emplacement réservé 1191, le 1177 est en accès direct aux Bus du Square Général de Gaulle. Le quartier de Versailles est déjà fortement soumis aux nuisances sonores et visuelles ainsi qu'à la pollution.

Pas de commentaire. En attente du positionnement de la Métropole ou des services de l'urbanisme.

455 : Projet les Espradeaux à Velaux

Velaux, où un ruisseau crée un corridor vital entre des espaces boisées remarquables et des zones agricoles. Ce corridor est essentiel pour la biodiversité locale

Le projet risque de détruire des espaces naturels vitaux, ce qui est inquiétant en cette période de réchauffement climatique. Quel héritage laisserons-nous à nos enfants

Les espaces naturels, boisés ou agricoles doivent être sanctuarisés

479 : Demande de modification de zonage de l'ensemble formé par les parcelles cadastrées DX 90, 91 et 92 situé à Allauch 13190dans le cadre de l'enquête publique pour le projet de Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille

Le représentant des propriétaires de ces parcelles nous a adressé un courrier, pour attirer notre attention sur cet ensemble foncier de 13 360 m2 situé dans le quartier Saint-Roch.

Ce secteur semble parfaitement adapté pour répondre aux objectifs d'aménagement du territoire de la Métropole d'Aix-Marseille. Il est actuellement classé en zone N et un certain nombre d'arguments à développer peuvent contester ce classement, pour demander une modification de celui-ci dans le cadre de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole d'Aix-Marseille.

Pour cela nous pouvons nous appuyer sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui est censé être la clef de voute du PLUI. Or, dans le PADD concernant la ville d'Allauch, au paragraphe 3 « Pour une organisation structurée du développement, Stratégie spécifique de maintien ou renforcement de la centralité, il est préconisé dc conjuguer densification de la centralité et préservation de l'identité séculaire du vieux village : « prolonger la trame urbaine villageoise existante à destination du quartier de Saint-Roch ». Ensuite dans le paragraphe 4 « Pour un urbanisme raisonné et durable » il est spécifié pour :

« Les zones urbaines », il est spécifié que « bénéficiant de voiries et réseaux suffisants ou d'une desserte en transport en commun proche, les tissus urbains de quatre grands secteurs de la commune disposent de capacités d'évolution.

Pour le Village de Saint-Roch et ses abords. « En zones d'urbanisation future », « Douze sites seront intégrés au projet Saint-Roch Comme il peut être constater, le quartier Saint-Roch est cité à trois reprises. Or, l'ensemble formé par les terrains en question, est le seul ensemble significatif au relief clément dans le quartier Saint- Roch !

Le PLUI ne respecte donc pas les orientations du PADD. Il est étonnant que les OAP retenues concernent des zones présentant des caractéristiques différentes de celles requises, contrairement aux terrains de nos contributeurs.

Dans le PADD, il apparaît également « Pour un écrin vert et bleu garant du cadre de vie » que les parcelles en question, se trouvent dans les zones « intensifier la ville et faire évoluer le tissu bâti », et non dans les zones « protéger les grands espaces naturels et paysagers et protéger/restaurer les liaisons écologiques ».

De fait le classement en zone naturelle de nos terrains nous apparaît totalement injustifié et relève d'une erreur manifeste d'appréciation.

Pour conclure, l'ensemble des parcelle en cause :

- Se trouvent aux abords directs du vieux village,

- Bénéficient de voiries et réseaux suffisants et d'une desserte en transports en commun proche (2 accès, chemin de Saint-Roch et chemin de Tardinaou, 35m d'ouverture sur celui-ci à moins de 150m de son origine sur la D4A et d'un arrêt de bus, et d'une largeur importante dans cette partie-là),

- Sont entourées de terrains bâtis,

- Sont en dehors de toutes liaisons écologiques

- Ne sont pas entièrement végétalisées (comme le confirme son classement en zone blanche du PPRI incendie),

- Ne sont pas un espace naturel,

- Ne présentent pas un intérêt particulier du point de vue esthétique, historique ou écologique.

Pour toutes ces raisons, l'existence de l'ensemble formé par ces terrains répondent parfaitement aux objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale de densifier les espaces urbains en préservant les zones hors des villes. Il faut les faire reclasser dans une zone constructible plus conforme à sa situation et à ses caractéristiques.

Pas de commentaire. En attente du positionnement de la Métropole ou des services de l'urbanisme

481 : Urbanisme et dérèglement climatique

Ce contributeur souhaite qu'un vrai plan d'urbanisme soit élaboré en liaison étroite voire en co-construction avec les associations de citoyens.
Ce plan doit prendre en compte toutes les mesures utiles à réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre et ainsi limiter l'accroissement de température dans nos villes qui selon l'immense majorité des scientifiques va rendre nos villes invivables.

Parmi ces mesures, il mentionne :

- Une vraie politique de mobilité douce éliminant au maximum la voiture de la ville et qui rendra tout le territoire accessible aussi facilement,

- Un arrêt de la bétonisation des zones qui sont encore naturelles (ex. la friche Louis Armand) et la re-végétalisation de la ville,
- Une limitation des nouvelles constructions en ville. Ces nouvelles constructions doivent correspondre en nombre au vrai besoin des populations et non à maintenir l'activité des promoteurs et des constructeurs, elles doivent autant que possible être remplacées par des rénovations. Bien sûr ; la priorité devra être mise sur le logement social qui doit être réparti dans tous les arrondissements,
- Libérer des zones foncières pour que de l'activité et de l'industrie respectueuses de l'environnement et des populations se développent.

Tout ceci ne fonctionnera effectivement que si la démocratie participative fonctionne et si les représentants élus cessent de considérer que leur élection leur permet de faire tout ce qu'ils ont envie de faire mais plutôt ce que les citoyens et la société ont besoin.

Une partie des souhaits de ce monsieur peuvent être réalisés dans le cadre du projet proposé

494 : « **Pas de nouvelles constructions sur ce territoire » CIQ de Sainte Marthe**

Depuis sa création en 1932, le Comité d'intérêt de Quartier de Sainte Marthe, situé dans le 14è arrondissement de Marseille, a toujours essayé d'obtenir des autorités un développement harmonieux qui conduise à un bien vivre ensemble. Hélas, cela n'a pas toujours était le cas ; en témoigne la création de la ZUP N° 1 dans les années 60, s'étalant du quartier du Canet jusqu'au quartier de Malpassé dans le 13è arrondissement.

Plus récemment, la ZAC des Hauts de Ste Marthe est venue compléter cette urbanisation extrêmement dense sans équipements : voiries, écoles, crèches, stationnements, etc...

Consciente de l'aggravation de la situation par cette urbanisation anarchique, la Métropole a décidé de transformer les terrains restants urbanisables de la ZAC en « Agri Parc» Décision qui a enthousiasmé les vieux saints marthois mais aussi les nouveaux occupants de la ZAC

A ce jour, sur le PLUI, document d'urbanisme qui détermine le droit des sols, dans le secteur de la ZAC, un zonage «AU» subsiste et autorise toujours des constructions de logements: confère le PLUI approuvé le 15 décembre 2019, modification N° 3 approuvée le 18 avril 2024.

Nous pouvons observer sur le document graphique, le zonage « AU » ainsi que des hachures vertes et bleues qui déterminent «une trame Verte et Bleue à étudier…»

Le SCOT mis à l'enquête ayant pour ambition de créer 10000 logements par an et 130000 emplois supplémentaires, à l'échelle de la Métropole, nous vous demandons de veiller sur cette zone des Hauts de Sainte Marthe afin qu'elle soit protégée de toute urbanisation, d'autant que nous avons dèjà plus de 50% de logements sociaux dans le 14è arrondissement.

Cette magnifique zone encore campagnarde, desservie par des traverses marseillaises, doit rester libre de toute construction à l'exception, éventuellement, de celles nécessaires à l'agriculture.

C’est cette zone, définie verbalement en réunion publique le 7 avril 2022 comme la zone «Agri -Parc» située au piémont du massif de l’Étoile, que nous voulons voir apparaître en Zone Agricole stricte «A...» sur le PLUI de Marseille.

Un souhait et un positionnement que je partage. Cette zone doit être sanctuarisé

511 : : Maintien de 3 parcelles dans l’enveloppe maximale d’urbanisation

Commune de MIMET

Ce propriétaire des parcelles cadastrées à MIMET section C N° 1357, 1358 et 1360, Chemin de la Teste de l’Ost, anciennement zonées en NAF (depuis 1987) et logiquement convertie en 2AU par la loi ALUR.

Ces terrains se trouvaient dans l’enveloppe maximale d’urbanisation, dans la version précédente du SCOTT de décembre 2013. Ce dernier avait été réalisé par des services de l’Etat, en compatibilité avec les PLH, SDAGE, SRADET....

Or, il semble résulter que le nouveau PLUi, pour des raisons inexplicables, n’a pas tenu compte de ce SCOTT encore en vigueur et qui est un document supérieur. Ces 3 parcelles ont subi une modification de zonage de 2 AUe à N.

Le propriétaire demande donc que, bien qu’en antagonisme avec ce PLUi, les terrains soient bien maintenus dans l’enveloppe maximale d’urbanisation dans le nouveau SCoTT. De telles modifications, outre qu’elles sont injustement et inexplicablement ruineuses, ne se justifient par aucune considération d’intérêt général.

En effet, comme l’explique Mr le Maire de Mimet, lors du conseil de la métropole du 22 / 02 /2024 en séance publique, « ...nous ne pouvons pas construire de logements privés ou sociaux, car il y a une grande difficulté pour avoir du foncier... » De fait, la Commune est carencée en logements sociaux et se trouve soumise, par exemple pour l’année 2023, au paiement d’une pénalité de plus de 108.000 €. Il est à noter que ces parcelles se trouvent en surplomb des terrains avoisinants et donc en zone non-inondable, dans une zone d’aléa de feux de forêt moyenne comme le reste du quartier du village. »

Elles ne se situent ni en zone NATURA 2000 ni en ZNIEFF, ni dans la trame verte. Elles sont desservies sur toutes leurs façades par le chemin de la Teste de l’Ost, chemin communal goudronné de 4m. Leur viabilisation est assurée, à toute proximité par des réseaux d’alimentation en eau, en électricité et en téléphone. Seul le réseau d’assainissement est absent, mais il en va de même de la quasi-totalité des avoisinants et du quartier et cette seule considération ne peut suffire à justifier ce classement. De plus, elles sont situées à très grande proximité et au-dessus du village. Elles peuvent s’inscrire dans la continuité du parcours résidentiel assurant une densification urbaine raisonnée.

En outre, elles pourraient permettre de relancer une vie sociale dans un village déserté par les commerces. A l’Ouest des parcelles figurent d’ailleurs de multiples habitations, ce qui démontre qu’à toute proximité la zone est parfaitement urbanisée.

Maintenir ces 3 parcelles dans l'enveloppe maximale d'urbanisation relative à la Commune de MIMET. Telle est la demande de notre propriétaire.

Pas de commentaire. En attente du positionnement de la Métropole ou des services de l'urbanisme

515 : Chemin de la Souque Aix-en-Provence : Un contributeur désabusé.

Nous sommes dans une zone agricole, bien qu'il n'y est pas de culture depuis très longtemps. Les champs sont laissés en jachère. Les terres sont des terres à vignes ou à blé, ces cultures demandent des produits phytosanitaires et des herbicides, ceci n'est pas possible car nous sommes accolés à une zone naturelle avec habitations puis une zone UR. De plus la culture du blé ou de l'orge en bordure de l'autoroute est propice aux incendies qui se propagent rapidement et est dangereuse pour les habitations.

Il est décrété que nous sommes en zone inondable, l'autoroute plus basse que notre terrain, ne serait-elle pas aussi en danger ?

Plus loin sur ce chemin une zone agricole a été classée en zone UR sur laquelle plusieurs maisons ont été construites avec permis et reclassée en zone agricole, avec les réseaux par le chemin de la Souque.

Nous avons vu et voyons encore des constructions se faire du début du chemin jusqu'en face de notre terrain. Nous ne comprenons pas ce maillage que nous trouvons injuste.

Pendant nos jours de congés nous avons planté des centaines d'arbres, entretenu les terres, réhabilité la maison qui était à l'abandon et en ruine, sans aucune aide et ceci depuis 40 ans. Pendant le COVID, et encore maintenant les gens qui habitent les quartiers environnants étaient nombreux à venir à pied ou à vélo se promener et profiter de cette verdure.

Les voies prévues pour rejoindre la route de Berre ainsi que l'élargissement du chemin auraient dues être réalisées avant d'autoriser des constructions, la sécurité n'est pas assurée. La création de cette voie est prévue en face de chez nous pour rejoindre la route de Berre.

A plusieurs reprises nous avons proposé la donation d'une partie de notre terrain pour la création d'un établissement d'utilité publique, par exemple une crèche, vous ne serez pas sans ignorer que toutes les jeunes femmes connaissent le problème du manque de place pour leur futur enfant, malheureusement aucune suite n'à été donnée.

Nous, nous avons toujours été conscients qu'il fallait végétaliser les villes et grâce aux particuliers comme nous (qui payons aussi nos impôts comme tout le monde), cela permet aux habitants des cités d'avoir de l'oxygène.

535 : En conclusion d'un rapport établi sur une étude du Projet de SCOT pour les parcelles 000 IA 270, 2, 271, 269 , 268, 160, 266, 196, 4, 275, 3, 268, 195 ,265., situées à Aix en Provence, le cabinet Nathalie HUBLER, nous fait part de ses remarques et questions, pour le compte de la société GDI

Remarques « Beaucoup de contraintes ne sont pas démontrées. Les zonages agricoles et naturel affectant les parcelles ne sont aucunement justifiés. Le SCOT est trop précis et pour autant, il ne peut se substituer au PLUi. Il n'est pas un document qui donne des prescriptions sur le sol à la parcelle. Le SCOT ressemble parfois à un document de rang inférieur. De plus le SCOT ne donne pas à l'activité économique toute l'importance qu'elle doit avoir conformément à ce qui est affirmé dans le PADD. »

Questions :

Nous aurions dû disposer :

- Des études concluant à l'existence d'enjeux naturel et agricoles sur la zone discutée située au cœur d'une zone d'activité économique et en bordure de ronds-points et d'axes routiers.
- De la justification de la coupure paysagère située à proximité des parcelles discutées limitrophes de rond points et d'axes autoroutiers et routiers et déjà fortement urbanisés en partie.

Pouvez-vous joindre à votre rapport ces études afin que le public soit correctement informé ?

Peut-on retirer le zonage à dominante agricole et naturelle sur les parcelles discutées et le remplacer par un zonage plus adapté à la vocation économique de la zone considérée ?

Préciser ce qu'est le losange violet sur la carte recommandations enjeux. Nous n'avons pu analyser les conséquences éventuelles de ce sigle. Ce qui représente une entrave à l'information des administrés et potentiellement des enjeux pouvant apporter des nuisances futures aux parcelles des propriétaires qui à ce jour n'en sont pas informés

540. Commune de Venelles : Une remise à jour des études et documents est nécessaire

Concernant la commune de Venelles l'absence de prise en considération de l'urbanisation effective qui existe depuis plus de 40 ans sur plusieurs secteurs de la Trevaresse dont Le grand Puit au profit d'une présentation d'une zone naturelle constitue une erreur manifeste d'appréciation, de nature à tromper les lecteurs des documents.

Il conviendrait donc de corriger cette présentation dont les conséquences pour l'élaboration des PLUi seront déterminantes pour la création des différents zonages. De plus dans ces zones urbanisées ou l'aléa des feux de forêt est envisagé on peut être surpris de la modification des zones boisées classées qui sont apparues au fil du temps à proximité immédiate des constructions (4 m du bâti).

Concernant les études d'impact environnementales très anciennes, elles ne reflètent pas la réalité actuelle de l'urbanisation. De même concernant la trame bleue de la Touloubre

On peut être surpris de l'extension de la zone artisanale récente.

Dérèglement climatique : 452 – 481

452 : Collectif Terres Environnement Simiane

Terres Environnement Simiane est un collectif qui défend les espaces naturels et les dernières terres nourricières simianaises mais pas seulement. La liste est non exhaustive mais la préservation des espaces naturels, de notre patrimoine agricole, des ressources en eau, la protection de la biodiversité, le droit à un cadre de vie « vert », le respect des continuités écologiques, la limitation des nuisances et pollutions sont notre cheval de bataille.

Nous considérons qu'établir une stratégie territoriale cohérente dans laquelle l'objectif absolu doit être la prise en compte du dérèglement climatique est indispensable

Une profession de foi utile

481 : Urbanisme et dérèglement climatique

Ce contributeur demande, qu'un vrai plan d'urbanisme soit élaboré en liaison étroite voire en co-construction avec les associations de citoyens.
Ce plan doit prendre en compte toutes les mesures utiles à réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre et ainsi limiter l'accroissement de température dans nos villes qui selon l'immense majorité des scientifiques va rendre nos villes invivables.
Parmi ces mesures, il mentionne :
- Une vraie politique de mobilité douce éliminant au maximum la voiture de la ville et qui rendra tout le territoire accessible aussi facilement,
- Un arrêt de la bétonisation des zones qui sont encore naturelles (ex. la friche Louis Armand) et la re-végétalisation de la ville,
- Une limitation des nouvelles constructions en ville. Ces nouvelles constructions doivent correspondre en nombre au vrai besoin des populations et non à maintenir l'activité des promoteurs et des constructeurs, elles doivent autant que possible être remplacées par des rénovations. Bien sûr, la priorité devra être mise sur le logement social qui doit être réparti dans tous les arrondissements,
- Libérer des zones foncières pour que de l'activité et de l'industrie respectueuses de l'environnement et des populations se développent.

Tout ceci ne fonctionnera effectivement que si la démocratie participative fonctionne et si les représentants élus cessent de considérer que leur élection leur permet de faire tout ce qu'ils ont envie de faire mais plutôt ce que les citoyens et la société ont besoin.

Une série de contributions émanant de particuliers, collectifs ou associations, défavorables au projet de Schéma de Cohérence Territorial proposé par la métropole

456	465	483	489	490	495	496	501
504	505	508	514	520	521	531	532
533	453	460	466	467	473	519	526

Motifs : Des préoccupations insuffisamment prises en compte et des objectifs contestables.

PENSER ET AGIR AUTREMENT : 480 - 491 - 530

480 : Habitants de Venelles, ce collectif est très soucieux des impacts environnementaux et sociaux des futurs projets d'aménagement de notre territoire. Or, après analyse, le projet actuel du futur SCoT métropolitain unique ne répond pas de façon précise à de nombreux enjeux majeurs :

1. Mobilité et transports en commun
La problématique des transports dans le secteur nord d'Aix-en-Provence, et particulièrement la D9 (Venelles, Pertuis, Meyrargues), doit requérir une attention particulière du fait du nombre significatif d'habitants de ce secteur qui se déplacent quotidiennement vers la zone des Milles et empruntant la D9, un axe fréquemment saturé.

2. Nuisances environnementales
L'insuffisance d'alternatives viables à l'automobile engendre des répercussions environnementales préoccupantes :
- Une intensification continue du trafic sur l'A51, particulièrement préjudiciable pour la commune de Venelles
- Une amplification des nuisances sonores pour les riverains
- Une détérioration de la qualité de l'air avec impact négatif sur la santé (stress, pollution etc...)
- Une augmentation significative des émissions de gaz à effet de serre

3. Logement et équilibre territorial
- une forte demande non satisfaite dans tous les segments et, à Venelles, une insuffisance marquée de logements accessibles aux foyers modestes, jeunes actifs, seniors
- Un accroissement de la distance entre lieux de résidence et de travail
- Une intensification des flux pendulaires depuis des communes périphériques (Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Le Puy-Sainte-Réparade, Manosque, Digne)
- Des répercussions directes sur la congestion routière et la qualité de vie des résidents
- Une absence de stratégie concernant l'utilisation des dents creuses et friches industrielles

4 Gestion de l'eau et préservation des terres agricoles et de la Biodiversité
Le territoire métropolitain subit un étalement urbain conséquent qui affecte significativement les plaines agricoles, les ressources hydriques et est accentué par les récents épisodes de dérèglement climatique
. Ces éléments démontrent l'impérieuse nécessité de préserver ces ressources pour garantir :
- La souveraineté alimentaire de notre territoire
- L'accès à une eau potable de qualité respectant les normes les plus strictes pour l'ensemble des habitants
- Le respect et la mise en valeur des "trames vertes et bleues " souvent trop théoriques
- L'entretien, la protection et la mise en valeur des cours d'eau, ruisseaux, fossés, bosquets, espaces boisés, chemins…
Il convient aussi de noter que le futur SCoT métropolitain unique doit être compatible avec le Programme d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du bassin de l'Arc. Le futur SCoT métropolitain unique, dont l'approbation est prévue en juin 2025, devra aussi anticiper la révision du SAGE programmée pour 2026.

5. Transition énergétique

Les coûts de l'Énergie et de la rénovation énergétique représentent une charge financière considérable pour de nombreux foyers et collectivités. Son intégration dans le futur SCoT métropolitain unique comme conditions incontournables de validité de tous les projets d'urbanisme et d'aménagements du territoires (centres commerciaux, complexes sportifs et culturels…) constituerait une réponse pertinente à l'enjeu d'autonomie énergétique des territoires.
Au vu de tous ces constats, nous demandons l'intégration des mesures suivantes dans le futur SCoT métropolitain unique :

1. Mobilité et transport
- Élaboration d'un plan ambitieux de développement des transports en commun, incluant un meilleur maillage des axes transversaux Est-Ouest
- Création d'un arrêt SNCF à Venelles au sein d'un Pôle multimodal renforçant la centralité du quartier de la gare par une programmation mixte
- L'harmonisation de la limitation de vitesse à 90 km/h sur l'A51 au niveau de Venelles
- L'établissement d'un schéma directeur cyclable intercommunal chiffré, financé, planifié, réalisable et réalisé

2. Habitat et environnement
- La définition d'objectifs sectorisés, quantifiés et planifiés en matière de création de logements respectant la loi SRU, le PLH et les engagements du CMS (contrat de mixité sociale). Quid du PLUI antérieur au SCOT en cours d'élaboration, le PLUI devra-t-il être modifié pour être compatible ?

- L'instauration de mesures de protection contre les nuisances sonores et la pollution atmosphérique (murs antibruit et changement de revêtement sur autoroute)
- Le développement d'une vision cohérente de l'aménagement territorial visant à limiter les déplacements contraints (densification, renforcement des centralités)
- Élaboration d'une stratégie de mixité logements/commerces/activités/bureaux pour tirer un meilleur parti des potentiels fonciers et bâtis (souvent sous-utilisés) de la zone d'activité de Venelles

3. Agriculture et ressources
- Promouvoir et aider à la mise en œuvre d'une politique de production locale agricole paysanne respectueuse de l'environnement et du vivant.
- Sanctuariser du foncier agricole à l'exception de zones marginales en bord d'autoroute (côté est) déjà polluées souvent inondables et à faible valeur agronomique. Ces espaces agricoles marginaux pourraient accueillir des opérations d'intérêt général (Énergie, transports, équipements structurants) à faible impact visuel et environnemental de part de leur emplacement/isolement et le relief naturel des espaces concernés

4. Énergie
- Viser l'autonomie énergétique par la planification d'équipements d'énergies renouvelables (EnR) et une meilleure définition des usages pour une production locale d'une Énergie décarbonée à coûts maîtrisés facilitant l'autoconsommation grâce à la proximité des usages.
- Intégrer les dernières dispositions législatives (loi APER, ZAEn, Agrivoltaisme) dans le futur SCoT métropolitain unique et respecter la cohérence des objectifs Européens, nationaux, régionaux, métropolitains.

Il nous semble important que le futur SCoT métropolitain unique soit l'instrument efficace d'accompagnement de la transition écologique de notre territoire, tout en garantissant sa cohésion sociale et son développement équilibré.

La perspective d'une opération mixte sur l'ancien site de l'AOP Gare SNCF de Venelles mérite d'être étudiée dans ce cadre.
Dans le cadre de l'application du futur SCoT métropolitain, La prise en compte de ces propositions qui soutiennent toutes les propositions de la contribution du CIQ Venelles serait une bonne chose

491 : Une contributrice de Mallemort

Changement de vision : Ne plus tout penser en termes de croissances

Il faut donc repenser les objectifs du SCoT en termes de réponse à la nécessité de mieux vivre sur un territoire dont la richesse naturelle est respectée et non foulée au pied par un fonctionnement économique qui se sait destructeur du Vivant. Il ne s'agit plus de proposer un objectif de croissance à n'importe quel prix mais de se donner l'objectif de mieux vivre et travailler ensemble dans un environnement que l'on doit maintenir vivable en le protégeant des conséquences du dérèglement climatique.

Au-delà des intérêts économiques immédiats, ce SCoT doit d'abord être pensé pour les générations futures. Quel territoire allons-nous leur laisser ?

Repenser l'habitat et les métiers de la construction

L'objectif fixé par le SCoT d'une croissance démographique à 0,6% en 2040 ???? n'est pas en cohérence les prévisions démographiques de l'INSEE.

En conséquence la proposition de 10 000 logements par an parait être une réponse à la pression des promoteurs plutôt qu'un véritable besoin. Il y a un besoin réel en logements sociaux. La réponse opérationnelle à cette demande se fera en contraignant les opérations foncières à au moins 50% de logements sociaux et non comme l'indique la Prescription à seulement 30 à 40% de logements sociaux dans les OAP.

Il convient aussi de se donner les moyens d'arrêter l'explosion du nombre des résidences secondaires, des Airbnb et des logements vacants (augmentation des taxes et limitation du nombre de ce type de logements selon les territoires). Tous les métiers autour de la construction doivent pouvoir intégrer la loi ZAN et le développement durable au lieu de chercher à les contourner avec l'aide des politiques.

Les architectes et bâtisseurs doivent s'orienter vers la rénovation des bâtiments existants. Les communes doivent recenser les logements vides (exemples appartements au-dessus des commerces dans les belles avenues ((Cours Gimon à Salon, cours Mirabeau à Aix….) Les architectes (exemple à Rouen) ayant su mettre en avant leur ingéniosité pour proposer ce type de rénovation doivent être mis en lumière par la Métropole. Il faut vouloir un territoire beau. Que les belles demeures et les beaux jardins se donnent à voir (comme dans les régions de montagne (Savoie, Haute- Savoie ou en Bretagne).

Des haies plutôt que des murs dans les lotissements, bannir les plaques en fer et pire les bâches plastiques. Il faut encourager l'installation de métiers perdus comme les menuisiers

Trame Bleue : Protection des cours d'eau et des ripisylves

La prescription P22 demande au PLUi d'identifier, préciser et protéger les cours d'eau sur la base de la carte n°1 du SCoT. Or celle-ci est extrêmement succinct concernant la trame bleue

Seuls les principaux cours d'eau naturels représentés à l'exclusion des petits affluents et à l'exclusion de l'extraordinaire Maillage de canaux et de ruisseaux d'arrosage qui constitue, avec la biodiversité qui les accompagne, un marqueur identitaire majeur de notre territoire. Ce Maillage est important pour l'arrosage gravitaire et donc l'alimentation des nappes mais aussi pour l'évacuation d'eaux pluviales lors des épisodes cévenols. Il doit être préservé.

Les PLUi doivent identifier tous les cours d'eau dans leur cartographie et notamment tous les canaux et ruisseaux d'arrosage gérés par des associations syndicales (ASP) ou des collectivités.

La prescription P24 est insuffisamment précise pour protéger les berges. Des distances minimales doivent être spécifiées : Il convient d'interdire les constructions à des distances inférieures à 2 fois la largeur du cours d'eau et à moins de 4 m de la berge

L'utilisation de pesticides doit être interdite à moins de 5m des cours d'eau identifiés dans les PLU/PLUi

Les PLUi doivent identifier toutes les ripisylves dans leur cartographie et les classer en Espaces Boisés Classés Les grands arbres isolés (chênes, peupliers, ...) qui bordent canaux et ruisseaux doivent être protégés. Les baux ruraux environnementaux limitant l'usage des pesticides doivent être autorisés et recommandés sur toutes les parcelles jouxtant un cours d'eau.

• Energies

Dire oui aux ENR sur les toitures et au sol de terrains anthropisés mais préserver la biodiversité des sites naturels. Interdire les parcs PV au sol dans les zones de collines (projets tels que le Tallagard à Salon, Lambesc, Lamanon).

Le défi qui est là devant nous est celui du dérèglement climatique mais aussi celui de la chute de la biodiversité. Donc arrêtons de défricher et de couper impunément de beaux chênes pour ce type de projet.

530 : « Vous ne pouvez pas suivre les propositions politiciennes de la métropole, sans vous compromettre. » Tel débute le document d'un contributeur de Marseille qui reprend une contribution du Conseil de Développement En effet le CoDev a publié en mars 2024, une contribution sur des thèmes qui croisent les grands axes du SCoT et leur déclinaison :

Pour une agriculture métropolitaine forte, nourricière et accessible. Comment densifier nos villes pour les rendre plus agréables à vivre ?

De la nécessité de faire naître un sentiment d'appartenance à la Métropole Aix-Marseille Provence, ou comment passer de l'indifférence à la fierté d'appartenance ?

Pour un usage éthique de l'IA par et à la Métropole, Imaginer et réussir ensemble la métropole décarbonée en 2050,

Démultiplier les actions citoyennes inspirantes pour le climat,

Faire des transitions, la boussole des politiques métropolitaines. Quelques lignes directrices éloignées de nos élus du bureau métropolitain :

Intensifier les usages du bâti existant et densifier pour préserver le foncier en respectant les paysages.

L'enjeu est de quitter le modèle de développement extensif des 50 dernières années et d'inventer un nouveau modèle, plus intensif, pour répondre aux nouveaux besoins et aux défis des bouleversements climatiques.

Pour garantir et améliorer l'esthétique des paysages urbains et villageois, il propose aussi de s'appuyer sur les spécificités des territoires ;

Faire de la nature et des biodiversités des priorités.

La Métropole doit inciter les communes à intervenir sur le foncier des centres bourgs et centres-villes afin d'éviter leur éventuelle désertification en devenant propriétaires de bâtisses, pour favoriser le développement de commerces en rez-de-chaussée et de logements sociaux aux étages.

Pour faire le lien entre activités économiques et logement, il est également proposé de :

• Développer l'intensification des usages en vue d'une mixité fonctionnelle des zones d'activités

• Rendre plus agréables et vivables les zones existantes. Cela nécessite de reconquérir et mobiliser les friches industrielles et/ou commerciales et restructurer les zones d'activités et commerciales en mutualisant les aires de stationnements entre différents commerces ou activités, en créant des parkings souterrains ou aériens à plusieurs étages voire en rez-de chaussée avec commerces en R+1 et R+2.

Il convient aussi de requalifier ces zones sur le plan urbanistique et architectural en encadrant la restauration des façades, en réglementant la publicité et les enseignes.

Enfin, la desserte en transports en commun des zones d'activités doit être renforcée en cohérence avec le document d'aménagement artisanal et commercial.

Des prescriptions claires doivent aussi être inscrites dans le SCoT sur le traitement des déchets.

La préservation des terres agricoles est bien entendu une préconisation du SCoT.

« Pour une agriculture métropolitaine forte, nourricière et accessible » Il est à souligner que le terme de préservation est insuffisant, il faut préférer celui de sanctuarisation afin d'insister sur la nécessité de protéger et valoriser.

Développement et préservation sont rarement mis en articulation dans le SCoT, une connaissance de la qualité des sols et un suivi de leur utilisation à travers les projets envisagés permettrait de vérifier l'adéquation entre nature de terrain/foncier et type de fonctionnalité. Il

s’agit de considérer les sols dans la transformation et le développement des territoires en dépassant le seul sujet des risques.

Il y a également une inquiétude sur l'échéance "zéro artificialisation nette en 2050" qui peut jouer un effet accélérateur dans la bétonisation de ces espaces d’ici là. Certains projets d’urbanisation devraient être stoppés. Sur le thème : « Que disent les habitants de nos métropoles sur la densification urbaine ? ».

Sur les 6.500 habitants qui ont répondu (dont la moitié sur Aix Marseille-Provence), 88% ont exprimé une très forte adhésion à la limitation de l’artificialisation des sols.

Inscrire dans le SCoT la création de réservoirs de biodiversité Garantir l’accès aux ressources en eau aux habitants de la Métropole.

Décarboner la Métropole en favorisant les énergies renouvelables

L’actualisation du PDM doit permettre d’accélérer la mise en place de transports collectifs de qualité, faciliter les modes doux, l’intermodalité et tenir compte du projet de RER métropolitain. (Dommage, le Val ‘Tram à 200 millions d’euros est lancé, et les rails sont posés…).

« Comment densifier nos villes pour les rendre plus agréables à vivre ? » Il est préconisé une qualité architecturale, urbaine et environnementale dans la réponse à la demande en logement. Il est proposé une offre de logements collectifs avec les qualités de la maison individuelle, en arrêtant l’urbanisme d’opportunité à la parcelle et en intégrant le logement dans un environnement de qualité..

En conclusion il faut :

1. **Retoquer ce projet, qui ne s’inscrit pas dans la politique actuelle.**
2. **Sanctuariser les terres agricoles sur le principe du Pays d’Aubagne et de l’Etoile, afin d’éviter la spéculation foncière. (Voir la première contribution édifiante du cahier de contributions du bâtiment métropole d’Aubagne paluds. extrait : « un déféré préfectoral bloque toute urbanisation de cette unité foncière au motif que le classement en UD2 dans le PLUi de M. Gazay est non conforme au SCoT en vigueur. La mairie d’Aubagne nous a affirmé que suite à la modification du SCoT, l’unité foncière pourrait-être constructible si une compensation pouvait être établie »**
3. **Empêcher la compensation de terre fertiles agricoles riche, que le bureau de la métropole appelle « Banque d’échanges de terres », qui ne tiendra pas compte du lieu ni de la qualité des sols ni de structures d’exploitation.**
4. **Garantir l’accès aux ressources en eau aux habitants de la Métropole. Et pas avec l’hypothèse de l’approvisionnement unique par la Durance et le Verdon, car elle ne tient pas compte d’études non faites sur la ressource de ces cours d’ici 2050.**
5. **Arrêter l’urbanisme d’opportunité à la parcelle et en intégrant le logement dans un environnement de qualité qui tient compte de tous les niveaux sociaux qui peuple notre métropole. De plus empêcher l’opportunisme de certains cupides d’accélérer la bétonisation de ces espaces naturels.**

<u>Demandes de prises en compte dans le futur Scot : 484 – 497 - 513</u>

484 : COMMUNE DE PERTUIS - Projets

La commune demande que le SCoT Métropolitain prenne en compte :

- L'ajout du projet de création d'une zone agricole protégée (ZAP) sur les côteaux de Pertuis
- Permettre le projet d'hébergement lié à ITER et à la réalisation des équipements scolaires rue Léon
- Permettre le projet de contournement routier nord de la commune de Pertuis
- Permettre la création d'un crématorium et d'un nouveau cimetière, route de Villelaure lieu-dit Terre de Roux

497 : COMMUNE MALLEMORT - projet collège

La commune de Mallemort, aux côtés du département des Bouches du Rhône, mène une réflexion sur le déplacement du collège de Mallemort. En effet, le collège actuel, situé en cœur de ville, est saturé et ne permet plus de répondre aux normes de sécurité. Son déplacement constitue donc une nécessité de premier ordre.

Ce dernier est envisagé au sud de la commune, proche de la RD7N et à proximité de l'ensemble des équipements publics. L'étude est en cours en collaboration avec le département.

Le site retenu pour accueillir le nouveau collège est situé en zone agricole. La commune mène une véritable politique de protection et de préservation des espaces agricoles. D'ailleurs, elle soutient le socle agricole tel que défini au SCoT Métropolitain arrêté le 27 juin dernier.

Toutefois, ce secteur situé en zone périurbaine, a été fléché au PADD du PLU de Mallemort en 2017 comme un site pouvant accueillir « Une zone d'équipements futurs à réserver pour répondre aux besoins à plus long terme ».

C'est pourquoi, la commune demande que le SCoT Métropolitain prenne en compte la réalisation de ce futur projet d'intérêt général.

513 - COMMUNE DE CABRIES

Observations sur le projet de SCOT pour les secteurs Aix-Sud – Cabriès -Vitrolles et Plan de campagne

- **Saturation de la mobilité :**

La commune de Cabriès-Calas est entourée de grands pôles économiques et infrastructures, notamment les zones des Milles, Vitrolles/Marignane, ainsi que les complexes urbains de La Duranne et de La Constance. Ces développements exercent une pression intense sur les déplacements domicile-travail, particulièrement à Calas, où la circulation atteint des niveaux critiques. Une gestion proactive et des solutions pour réduire cette saturation sont indispensables.

Pour répondre à cette demande, un encart grisé a été ajouté en p.47 et p.63 du cahier de recommandations des secteurs à enjeux. L'encart ajouté au secteur Aix Sud-Cabriès-Vitrolles met en effet un point d'attention sur la saturation du réseau, notamment sur la RD543 à Calas. En revanche, l'ajout du même encart pour le secteur à enjeu de Plan de Campagne ne semble pas approprié.

En effet, il ne prend pas en compte la spécificité de la zone commerciale et ne prend pas en compte de futurs projets comme Petite Campagne, le réseau de transport à haut niveau de service ou encore le futur PEM. La commune souhaite le retrait de cet encart en p. 63.

- **Division du territoire :**

La commune critique la division de son territoire en deux secteurs à enjeux distincts dans le SCOT, ce qui empêche une vue d'ensemble des problématiques de circulation, notamment sur l'axe Nord-Sud.

Elle demande une prise en compte globale du territoire pour mieux appréhender les impacts des développements urbains et économiques voisins. Sur cette remarque, le découpage des secteurs à enjeux de la version arrêtée du SCOT ne permet pas d'envisager la commune dans sa globalité, mais toujours au travers de l'axe Nord-Sud.

Sur la forme, le recueil cartographique du DOO indique la localisation de Plan de Campagne comme une ville, tandis que Cabriès n'est pas indiquée : la commune souhaite que la position et la typographie de Plan de Campagne soient revues car il s'agit d'un quartier de Cabriès et des Pennes Mirabeau.

- **Limitation des extensions commerciales :**

Cabriès propose de limiter l'extension des zones commerciales périphériques à 5% au lieu des 20% prévus, afin de contrôler la croissance des surfaces de vente et d'éviter un étalement commercial excessif qui pourrait aggraver les problèmes de mobilité et d'urbanisme.

Dans la version arrêtée du projet de SCoT, le DAACL conditionne la création ou l'extension de surfaces de vente dans la limite de 10% des surfaces de vente existantes, tandis que la commune préconisait une limite de 5%, si un accord avec la commune des Pennes Mirabeau était trouvé.

- **Infrastructures de transport :**

La commune insiste sur l'importance de conditionner tout projet de développement urbain à une amélioration significative des infrastructures de transport, incluant routes, réseaux de transports en commun, et pistes cyclables. Sans ces améliorations, les développements dans des zones comme La Constance, La Duranne, et les futurs projets dans le secteur de Plan de Campagne, risquent de renforcer la congestion routière, en particulier à Calas. Le projet arrêté du SCoT ne prend pas en compte cette remarque de la commune.

La Métropole, lors de la réunion du 25 mars 2024 avait répondu sur ce point en indiquant que "pour des raisons d'équilibre général en matière d'écriture du document, le SCOT AMP n'est pas en mesure de conditionner les projets de développement urbain au développement de projets de mobilité. Il est rappelé que le SCoT est articulé avec le contenu du projet de PLUi du Pays d'Aix et celui du Plan de mobilité (PDM)".

La commune souhaiterait tout de même que le SCoT aborde davantage la déviation de la RD543, actuellement indiquée sur la carte du secteur à enjeux Aix Sud mais pas sur le recueil cartographie du DOO et notamment la carte n°6 “Organiser et faciliter les mobilités à toutes les échelles”. La carte n°6 ne met pas suffisamment l’accent sur l’importance de l’amélioration des transports en commun et les liens avec les pôles d'échange à proximité, comme Plan d’Aillane. Elle identifie notamment que le BHNS comme une “zone de développement et d'étude à confirmer”, alors que la phase d'étude est achevée et que la mise en place de cette ligne ne saurait tarder.

- **Déplacements doux ignorés :**

Cabriès regrette l'absence de prise en compte des modes de déplacements alternatifs dans le SCoT, tels que les transports en commun, les pistes cyclables, et les parcs relais. Le développement de ces infrastructures est essentiel pour réduire la dépendance à la voiture et favoriser des déplacements plus durables.

Dans le recueil cartographique du DOO, les modes de déplacements doux et les voies de circulation routière sont isolés sur deux cartes séparées (carte n° 6 et n°7), ce qui ne permet pas une vision globale et l’intrication des infrastructures de déplacements. Par exemple en ce qui concerne Cabriès, la voie verte localisée le long de la RD543 est indiquée mais pas la voie routière à laquelle elle est accolée.

- **Préservation des espaces naturels :**

La commune, en tant que l'un des derniers « poumons verts » de la Métropole avec plus de 50% de son territoire couvert par des zones naturelles ou agricoles, demande une meilleure reconnaissance et protection de ses massifs remarquables et espaces agricoles dans le SCoT. Le projet arrêté du SCoT ne répond pas entièrement à cette demande de la commune : le projet de ZAP est bien indiqué dans la carte n°2 du recueil cartographique du DOO, mais à proximité immédiate de deux dénominations, à savoir “Plan de Campagne” et “Bassin de Gardanne”. La commune souhaiterait que la carte identifie davantage Cabriès comme étant en lien avec ce projet de ZAP (et non Plan de Campagne), et que la localisation du “Bassin de Gardanne” soit placée à proximité de la dénomination “Gardanne”. Ainsi, cette version arrêtée conserve les préoccupations majeures de la commune concernant la mobilité, la division du territoire, l'extension commerciale, les infrastructures de transport, les déplacements doux, et la préservation des espaces naturels.

Autres observations spécifiques au cahier de recommandations :

Secteur à enjeu Plan de Campagne

1. En page 60 : mettre à jour les surfaces de vente existantes : 350 000 à 400 000m² et préciser à quoi correspondent les 162 ha mentionnés entre parenthèses ou mettre à jour car la surface de la zone commerciale est de 250 ha ?

2. En page 61 : mettre à jour les photos (cf. p 61 photo de l'aquarium)

3. Les paragraphes suivants semblent sous-estimer le potentiel d'évolution et d’adaptation de la zone commerciale de Plan de Campagne. La Commune propose les modifications indiquées en

gras : “Ces constats Plan-de-Campagne mettent en évidence les principales particularités du secteur :

4. La présence d’une polarité exceptionnelle, avec une image peu valorisante mais des potentiels multiples (énergétiques, économiques, diversification des fonctions...) […]

5 - Un développement et une attractivité générant des effets négatifs : difficulté d’accès, impact paysagers, vulnérabilité face aux risques naturels et climatiques.” Ces constats ; mettent en évidence les principales particularités du secteur Plan-de-Campagne :

La zone commerciale de Plan de Campagne se distingue par une polarité exceptionnelle, **offrant un potentiel considérable encore sous-exploité.**

Bien que son image actuelle puisse sembler sous-évaluée, cette zone recèle de nombreuses opportunités, tant sur le plan énergétique qu'économique. Elle présente également un cadre idéal pour la diversification des activités et des fonctions. Avec une vision stratégique, Plan de Campagne peut non seulement renforcer son rôle de moteur économique, mais aussi devenir un modèle de développement durable et d'innovation, attirant ainsi de nouvelles entreprises et investissements.

Un développement dynamique et une attractivité croissante apportent de nombreux avantages, mais aussi des défis à relever, tels que l'amélioration de l'accessibilité, la préservation des paysages, et le renforcement de la résilience face aux risques naturels et climatiques. Ces aspects offrent l'opportunité d'adopter des solutions innovantes pour garantir un avenir harmonieux et durable, tout en maximisant le potentiel de la zone.

Ces observations ont déjà été formulées auprès de la Métropole.

Sommes en attente de la réponse pour formuler un avis

<u>Des contributions qui ne concernent pas le SCoT : 463 - 470</u>

463 : Pour propos déplacés

470 : Demande de dérogation d’emprise au sol. Concerne les services de l’urbanisme de la ville de Marseille

Les contributions 474 – 477 et 523

Soutiennent la contribution 289 de l’Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Roussetain

La contribution 528 de l’association Aix la Pioline n’a pas déposé de pièce

VI. Synthèse des contributions de 541 à la fin

Cohérence du SCOT 558

Une contribution considère que le SCOT n'est pas assez contraignant pour parvenir à harmoniser les SCOT territoriaux

Le SCOT AMP tente d'harmoniser les SCOT territoriaux, en utilisant largement des recommandations non contraignantes. Il manque de prescriptions. Dans sa forme actuelle ces objectifs ne sont pas atteints.

Compatibilité SCOT-PLU 547 551 552 566 574 587 605 615

Deux types d'observations :

- celles des habitants qui s'interrogent sur les modalités de mise en compatibilité des PLUi et relèvent des opérations dans le PLUi actuel, qui sont contraires aux objectifs du SCOT
- celles des communes qui demandent des adaptations du SCOT pour assurer la réalisation de leur projets,

L'approbation du SCOT va nécessiter la mise en conformité des PLUi. Comment vont être délivrés les permis dans la période intermédiaire ? Clarification à faire entre SCOT et PPRIF

Le SCOT précise ses orientations mais c'est aux PLU(i), dans un rapport de compatibilité, de délimiter les enjeux locaux spécifiques et parcellaires. Chaque commune va-t-elle pouvoir faire ce qu'elle veut ?

Le SCOT qui planifie l'aménagement du territoire s'impose aux PLU. Va-t-il légaliser des PLUi aujourd'hui irréguliers et en attente de décisions du Tribunal administratif ?

Contradiction de l'OAP du quartier Saint Anne/Corbusier avec le SCOT qui préconise la nature en ville.

L'OAP n°20 va-t-elle être compatible avec le SCOT ?

La commune de Gardanne demande de suppression d'une ZAP (carte n°2) et d'une lisière paysagère (carte 3) sur le secteur de l'OAP de Font de Garach

La commune de Pelissanne souhaite réévaluer deux projets structurants qui se situent sur le socle agricole à préserver.

La commune de Pertuis demande d'inscrire au SCOT plusieurs projets de longue date qu'il est prévu de réinscrire au futur PLU: projet de ZAP sur les coteaux de Pertuis p7 du recueil cartographique du DOO, projet d'hébergement d'ITER (STECAL AS33) p7 du recueil projet de déviation nord de Pertuis, création nouveau cimetière et crématorium au lieu-dit terres de Roux, projet Jas de Beaumont nord tranche 2 dans les secteurs de développement urbain

Consommation d'espace – Compensation 562 563 551 581 606 617 620

Les contributions contestent la notion de compensation qui va conduire à des échange des terres de valeur inégale. Une demande de renaturation de la vallée de l'Huveaune

Le SCOT devrait réinstaurer le principe de compensation des terres. On parle de la mise en place d'une «banque d'échange» des parcelles. Or l'échange s'applique à la surface et non à la qualité des sols. On ne peut pas parler de compensation.

Ne croit pas à la compensation des terres.

La compensation ne réserve pas les meilleures terres.

La compensation des terres est un leurre (3)

Restaurer et renaturer la vallée de l'Huveaune

Densification 562 587

Seulement deux contribution sur la densification.

Les projets immobiliers sortent de terre. Le moindre espace vert est bétonné.

Stoper la densification de la vallée de l'Huveaune en usines et entrepôts.

Information 542 554 557 582 587 605

Hormis une contribution qui apprécie le regard nouveau sur 2040 donné par le SCOT, plusieurs avis soulignent la complexité du dossier et le manque de concertation. Des questions sont posées sur la diffusion d'informations durant cette phase.

Le SCOT donne un regard nouveau sur 2040

Dossier important, mobilise temps de travail

Le dossier est trop important pour être étudié en 4 semaines d'enquête

Manque d'information du public. Difficile d'accéder aux dossiers et de les comprendre. Simplifier le dépôt des contributions.

Peu de concertation, aucune explication, manque de réunions publiques

Suite à la présentation du futur SCOT métropolitain lors de la concertation, des informations ont été diffusées : « Des maires de notre territoire s'insurgent contre ce SCOT. Certains soutiennent la sanctuarisation, mais d'autres ont déjà fait des plans de compensation. Une banque d'échanges de terres a été mise en place à l'échelle du SCOT. Les PLUI devront être compatibles avec le SCOT métropolitain mais dans 3 ans...Les principes de compensation et de renaturation vont nous couter très cher.» Quelles réponses à ces informations ?

Documents 554 549

Certains trouvant le dossier trop imprécis, n'ont pas pu se localiser ni se prononcer

Les cartes sont trop imprécises pour donner un avis sur notre quartier.

Les cartes sur l'enveloppe agricole de même que les autres cartes sur les trames verte, les trames bleue, et les paysages soient trop imprécises pour se localiser compte tenu de l'échelle et de l'absence de limites communales.

Préservation espaces naturels et agricoles 541 542 546 551 554 563 564 567 568 574 576 581 585 586 587 602 605 606 615 617

Les contributions adhèrent largement aux objectif de préservation des espaces naturels et agricoles et demandent des mesures plus strictes: pas de constructions dans les réservoirs de biodiversité, sanctuarisation des terres agricoles, études plus fines sur les secteurs sensibles.

Le projet détruit une zone verte qui jouxte une zone Natura 2000. Les études écologiques préalables sont trop succintes. L'étude d'impact est insuffisante. Le projet manque de transparence et d'information du public.

Protéger la nature et l'agriculture.

Pas de carte détaillée des corridors près des Espradeaux. Risque de détruire un ruisseau et des espaces boisés.

Que le SCOT préserve les espaces naturels

Préserver l'environnement et ne pas détruire un espace boisé proche d'une zone Natura 2000 (2).

La destruction de la biodiversité doit être prise en compte. Il faut maintenir les EBC, développer les corridors, préserver les trames verte, bleue, turquoise, noire, et protéger les terres agricoles irriguées.

Opposition à la destruction d'un poumon vert en ville au quartier St Anne / Corbusier et à la destruction d'arbres remarquables. Détruire un poumon d'une ville c'est détruire notre avenir à tous.

Il faudrait interdire toute construction dans les réservoirs de biodiversité.

Pas de parc photovoltaique dans les réservoirs de biodiversité. Les toitures offrent des surfaces suffisantes en particulier dans les zones d'activité.

Protéger la nature et l'agriculture.

Il faut marquer une limite nette en lisières des zones agricoles

Contre le SCOT AMP qui prévoit la destruction d'espaces naturels et agricoles sans prise en compte de l'impact sur l'eau. Ne croit pas à la compensation des terres (2).

Les objectifs de protection de la biodiversité, de la trame verte, des espaces agricoles et des paysages vont dans le bon sens mais ne correspondent pas à la réalité

Le modèle agricole productiviste actuel est dépassé. Demande que le SCoT qui plannifie l'aménagement du territoire pour les 20 prochaines années, sanctuarise les terres pour empêcher leur destruction et préserve une agriculture vivrière de proximité et de qualité, qui garantit la souveraineté alimentaire.

Inscrire le Massif de l'Etoile/Garlaban en secteur à enjeux de protection forte pour sauvegarder les dernières parcelles non urbanisées. La zone Natura 2000 n'assure aucune protection. Il reste très peu de parcelles agricoles à Chateau-Gombert et celles qui restent sont en AU.

Conserver nos terres nourricières et oublier la "réhabilitation de terres dégradées" extrêmement coûteuse.

L'évolution du climat impacte les productions. Le SCOT répond-t-il à ces problématiques ?

Empêcher l'artificialisation des espaces fertiles. Contre le SCOT qui prévoit la destruction d'espaces sans prendre en compte le problème d'eau potable.

La superficie des terres agricoles réduit chaque année

Préserver les terres agricoles, les espaces naturels et la Chevèche d'Athena sur le site du Safre (projet ZA).

Sanctuariser les zones agricoles. La compensation ne réserve pas les meilleures terres.
.

<u>Ressources en eau 572 585 542 551 561</u>

La ressource en eau est évoquée à plusieurs reprises. Plusieurs signalent qu'elle n'est pas assez prise en compte.

La réduction des surfaces agricoles a des incidences sur la gestion de l'eau.

Le SCOT devrait s'assurer des capacités de ressources en eau avant de valider ses objectifs.

Que le SCoT préserve les ressources en eau

Aucun contrôle de l'urbanisme sur les ressources en eau. Municipalité trop tolérantes et incidences fortes sur la gestion de l'eau. Non respect des Canaux de propriété des ASA démunies et sans moyens de défense. Recommande d'établir des S.U.P servitudes d'Utilité Publique attachées à tout canal en gravitaire dans les Bouches du Rhône. L'urbanisme des 20

prochaines années, vont contraindre l'acheminement en EAU pour tous les usages, mais aussi les Services Sanitaires.

Transports 541 554 555 559 562 564 578 587 592 603 605 608

Très forte demande pour le développement des moyens de transports dans tous les domaines : voie, rails, bus, vélo, tram, métro, piétons, pôle multimodal, parking relais covoiturage....Ce développement est un préalable à tout développement de la Métropole.

Les contributions décrivent de nombreuses propositions.

Projet de logement sur un site desservi par route étroite, sans visibilité, sans trottoirs. Transports en communs insuffisants. Le développement des modes doux, inadaptés à la commune, ne pourra pas compenser les nuisances du trafic routier.

Les orientations du SCOT sur les transports restent vagues, alors que la desserte en transports en commun doit être améliorée. Demande que la voie de contournement de Château-Gombert prévue de longue date soit réalisée au plus vite.

Demande d'investir dans des travaux routiers pour déverrouiller le goulet d'étranglement sur la D10 entre le rond-point du Moulin du pont et le rond-point de la route de Roquefavour en direction d'Aix en Provence (Commune de Coudoux et de Ventabren). Elargissement 2x2 voies.

La mise en place du SCOT est inefficace tant que les conditions de transports ne sont pas améliorées : réseau viaire, transports en commun, zones de stationnement et lutte contre la privatisation des espaces publics.

L'amélioration de la qualité de vie nécessite de mieux se déplacer en transport en commun : augmenter la fréquence des trains, étendre les trams, prolonger le métro.

Développer les transports en commun, le covoiturage, les parking

Développer les transports en commun. A la Fare les Oliviers, l'offre est très limitée, avec peu de lignes et peu d'horaires. Un accès au train vers les Milles serait apprécié. Tout est à revoir :bus, navettes, plateforme multimodale, vélos, stationnement, covoiturage.

Pas d'information sur le prolongement du tram et du métro

Demande de report du projet de ZAC de la Calade, qui comporte en particulier la création d'un pôle d'échange multimodal avec remise en service de la gare. Le SCOT reporte la halte de Lignane à 5km au Nord, qui serait limitée aux Bus en voie express. Le pôle de la Calade est beaucoup plus efficace pour l'amélioration des transports des habitants du Nord d'Aix. Ce projet présenté par la Métropole a été soutenu par les habitants qui ne comprennent pas son absence dans le SCOT. Report de la voie verte et de la voie cyclable structurante selon schémas modifiés.

Ouvrir gratuitement le péage de Coudoux pour alléger les trafic

Les CIQ du pays d'Aix soutiennent les demandes en faveur d'un développement des transports en commun indispensable - à Celony, inscrire au SCOT le projet de pôle multimodal à la Calade et supprimer la halte de Lignane - à Luynes recherche d'un emplacement de la halte ferrée avec parking proche - réouverture de la ligne Aix-Rognac, comme spécifié dans le SCOT. - demande la création d'un syndicat unique gérant tous les transports de la métropole, à l'image de Paris et Lyon - rajouter à la prescription 97 la requalification de la connexion avec la RN7n

La zone de Rousset fait l'objet d'un Plan de Déplacement Interentreprises très axé sur la sécurité et en attente du projet de déviation de la Barque qui devrait être classé en projet structurant au SCOT. Les recommandations P55, évoquent le contournement de la Barque et une structuration du réseau vélo, mais aussi l'usage plus large de la ligne Gardanne-Carnoules. Cet usage nous semble impossible. Le renforcement des bus qui a été promis ne figure pas dans le dossier. La carte n°6 n'est pas assez précise pour distinguer les PEM routiers des PEM ferroviaires.

Logements 541 542 546 548 562 564 567 569 602 605 615

Le thème du logement est assez largement évoqué. Les habitants s'appuient sur les objectifs de préservation du SCOT pour s'opposer aux projets riverains. Plusieurs suggèrent de rénover les logements existant avant de construire et de ne pas construire dans les villes où il n'y a pas d'emploi pour éviter les cités dortoirs.

Opposition au projet immobilier au quartier des Espradeaux, accès insuffisant. Suggère un report entre la gendarmerie et le quartier de la Verrane.

Opposition au projet de logements sociaux à Velaux. Le reporter aux abords du village.

Opposition au Projet immobilier au quartier des Espradeaux, accès insuffisant, impact sur l'environnement

Opposition à l'OAP du Pont de Bayeux qui projette la construction de plusieurs immeubles de logements autour du rond-point.

Conteste projet de logements à Velaux en raison de mauvaises conditions de desserte et d'absence de projet de renforcement du réseau viaire.

Réimplanter de l'habitat dans les zones d'activités est délicat.

Les prévisions de logements sans perspectives de travail conduisent Mallemort à la ville dortoir.

Le manque de logements est du aux prix trop élevés et à l'importance des locations saisonnières. Le SCOT devrait imposer de réhabiliter l'existant avant de construire. Les locations saisonnières doivent être surtaxées.

Le manque de logements ne serait-il pas dû à la spéculation immobilière ? Prendre des mesures pour valoriser le parc existant et faciliter l'accès au logement. Le nombre de logement doit être conditionné au nombre d’emplois

Lancer un programme de réhabilitation et amélioration de l'habitat existant pour le renouvellement urbain.

Rénover les logements existant avant de construire. Ne pas construire dans les villes où il n'y a pas d'emploi pour éviter les cités dortoirs.

Mauvaises prévisions 542 596 615

Plusieurs considèrent qu'il faut améliorer avant de développer. Les prévisions démographiques sont excessives et vont à l'encontre de l'objectif ZAN.

La croissance va à l'encontre du dérèglement climatique. Améliorer le bien-être des habitants actuels avant d'en accueillir de nouveaux.

Les projections démographiques sont trop élevées. Les questions de santé et de handicap sont insuffisamment traitées. Adhère aux avis du CODEV, de la MRAE et de la CDPNAF

Les prévisions démographiques du SCOT sont trois fois plus élevées que celles de l'INSEE et ont une incidence forte sur le nombre de logements. Sur quelle base ? Incohérence avec l'objectif ZAN qui préconise une croissance nulle.

Activités 549 560 577 566 592 607 608 613 619,

Demandes de modifications dans les listes d'activités : rajouts d'activités ou changements de catégories sur les cartes de l'armature commerciale. Demandes de suppression des éléments qui risquent de gêner les activités .

La société ROCHER-MISTRAL demande de reporter le château de la Barben sur la carte « tourisme et art de vivre...) DOO 63. Demande à être exclue des champs de protection qui sont susceptibles de limiter son activité. Ne pas compromettre ses projets de développement.

La commune de Gardanne demande de compléter la liste des SIP de proximité avec les enseignes NETTO et SUPECO, et les reporter p40 avec Bricomarché. Identifier en « secteur d'extension périphérique » la zone UE du PLUi.

La commune de Salon, demande le report de zones SIP qui n'apparaissent pas sur la carte et le reclassement de SIP de la Gandonne 1 et des Viouges pour autoriser de nouveaux commerces.

Ajouter les activités présentes le long de la RN7 sur le schéma de l'armature commerciale à Aix en Provence.

Demande que notre pôle soit mentionné dans le 1er paragraphe du diagnostic, car il génère des flux particulièrement importants de consommateurs et d'emplois. Il fait partie des 10 secteurs à enjeux.

Contribution relative aux parcelles 000 IA 270, 2, 271, 269, 267, 160, 160, 266, 196, 4, 275, 3, 268, 280, 195, 265 à Aix-en-Provence. Demandes de justifications des classements de ces

parcelles, de précisions sur la surface réservée aux activités et de suppression des éléments qui pourraient entraver des projets.

Développer la filière bois sur un territoire non boisé n'est pas crédible et ne crée pas d'emplois. L'association ALNP de Gardanne Meyreuil, présente des projets ayant du sens pour le Pays d'Aix.

L'association qui gère la zone de Rousset est satisfaite de la place donnée à l'industrie dans les zones d'activités au SCOT

Peut-on encadrer l'installation des DATA CENTER ?

Nuisances 541 574 590

Tout projet de construction est générateur de nuisances. Mais la plus forte nuisance relevée est celle de l'aéroport de Marignane, dont le bruit affecte toutes les communes riveraines.

La construction va augmenter les nuisances et les pollutions de l'air. Les réseaux sont vieillissant et ne peuvent accepter une surcharge

Le projet de logements va créer de nouvelles nuisances

Le PADD du SCOT énonce l'objectif de réduction des nuisances aériennes, mais cet objectif ne se traduit pas aucune mesure dans le DOO. Le DOO n'évoque l'aéroport que pour la désimperméabilisation des sols. Demande d'intégrer des prescriptions et recommandations dans le DOO : pas de vol la nuit et modifications des trajectoires.

Paysage 548

Une contribution relève l'impact paysager d'un projet à Meyreuil qui risque d'occulter les vues emblématiques sur la Sainte victoire.

Un projet sur Meyreuil va détruire les perspectives remarquables sur Sainte Victoire. Il est impératif de préserver cet espace en liaison avec l'Arc au titre de la préservation des paysages emblématiques et des entrées de ville.

Energies renouvelables 591 594 601 621

Les énergies renouvelables sont évoquées essentiellement sur le projet de l'aéroport qui demande la suppression du classement des terrains en zone agricole. Une contribution demande que le SCOT identifie les zones artificialisées favorables à ces projets.

Demande la suppression de la mention : espace agricole périurbain à pérenniser sur les terrains situés à l'ouest de l'aéroport

Demande de supprimer dans la carte n°2 du SCOT le classement en zones agricoles à préserver des terrains situés à l'ouest des pistes de l'aéroport. Ces terrains appartiennent à

l'Etat, font partie du domaine public aéroportuaire et sont destinés à des énergies renouvelables. (2)

Les transitions écologiques et énergétiques sont inscrites dans le SCOT. Une identification précise des zones artificialisées favorables à l'accueil de ce type d'installation serait utile.

PLUi 543 544 545 550 556 569 571 575 579 584 588 589 593 595 600 603 609 610 611 612 614 616 618 623

Les contributions concernent le classement de parcelles ou des aménagements très localisés qui sont à traiter dans le cadre des PLUi

Créer un vrai quartier en arrière de la gare de l'Estaque

Demande d'aménagement du quartier de l'Estaque gare : changement de destination d'un terrain, emplacements réservés pour améliorer la voirie, renforcement des aires de stationnement, création zone tampon.

Classer un terrain en zone tampon à Marseille Mourepiane, entre le port et un quartier d'Habitat (2).

Propositions de réaménagement de l'espace public Mourepiane - Estaque : changement de destination d'un terrain, emplacements réservés pour trottoirs et pistes cyclables, création parking, développer panneaux photovoltaïques.(11)

Demande que des emplacements soient réservés pour mettre aux normes le chemin de Bizet, chemin rural inadapté au trafic poids lourds.

Propositions d''aménagement pour améliorer l'espace public et le stationnement autour de nouvelles opérations de logements à Marseille

En 2022, une décision de justice a annulé le classement du hameau de Bramejan en zone agricole. Le CIQ demande le reclassement de ce hameau en zone urbanisée.

Demande dérogation à un permis de construire

Demande de raccordement au réseau d'eau à Aix en provence

Demande de terrain constructible

Demande de modification d'une parcelle en zone urbanisée

Opposé au nouveau plan de circulation de la Fare-les-Oliviers (2).

Doublon 553 570 580 604

Hors sujet 573

Demande de raccordement à la fibre optique

VII .Questions de la commission sur les avis des PPA

Cohérence du dossier

La Région demande que les objectifs de production de nouveaux logements soient substantiellement revus à la hausse pour répondre au développement économique pour les territoires du Pays d'Aix, d'Istres Ouest Provence et du Pays de Martigues. **Peut-on prévoir des prescriptions précisant l'activité par rapport aux logements (notamment au vu des surfaces attribuées) ?**

La CDPENAF des Bouches du Rhône note que le projet de SCoT ne fait pas la démonstration d'une cohérence entre les objectifs de production de logement et de consommation d'espace au sein des pôles de proximité.

La commune de Mallemort conteste la répartition des prévisions de création d'emploi dans les pôles d'équilibre (5% des créations totales) et demande de revoir à la hausse cet objectif.

Quelle est la position de la métropole sur ces deux questions ?

Compatibilité et articulation avec les autres documents

La commune de Martigues considère que le SCOT et le DOO sont parfois trop détaillés et se rapproche d'un document prescriptif du rang inférieur. **Peut-on prévoir une rédaction plus large du DOO ?**

Le Préfet demande que le SCOT traduise l'objectif 35 du SRADDET qui précise que « les SCOT et les documents d'urbanisme doivent traiter en priorité les potentiels de renouvellement urbain et de densification avant d'engager de nouveaux développements urbains extensifs et regrette que les prescriptions du SCOT pour le réinvestissement des friches pour les activités économiques, demandé par le SRADDDET dans ses objectifs 5A et 5B, restent indicatives en l'absence de territorialisation des friches majeures à requalifier.
Quelle est la position de la Métropole sur cette question ?
Le Préfet relève que certains corridors du SRCE n'ont pas été repris intégralement dans le SCoT et demande que le SCoT justifie la déclinaison des corridors du SRCE/SRADDET. Sur ce point la Région demande que la Trame verte et bleue du SCoT soit complétée par huit corridors écologiques stratégiques supplémentaires.
Les documents du Scot peuvent ils être complétée par les corridors écologiques du SRCE et ceux demandés par la Région ?

Consommation d'espace

Il est demandé par le préfet:
-que le DOO du SCoT soit complété par un objectif de réduction de l'artificialisation à l'échéance 2040. La CDPENAF des Bouches du Rhône relève également que l'absence d'un objectif de réduction du rythme d'artificialisation chiffré à l'échéance 2040 entraîne une difficulté pour traduire les objectifs de consommation des PLUi.

-de définir une valeur minimale de densité(logements/ha) dans le SCoT par niveau d'armature , en particulier pour les pôles de proximité. La CDPENAF des Bouches du Rhône demande également des densités minimales pour les extensions urbaines dans les pôles de proximité, mais aussi dans les autres types de pôles. La Région formule la même demande et souhaite un encadrement de la production de logements individuels

-que la densité autour des pôles d'échanges des stations de métro et de tramway doit faire l'objet d'une prescription d'une densité minimale, et non d'une simple recommandation, conformément au SRADDET en vigueur. (demande confirmée par la Région).

Sur ces trois points quelle est la position de la métropole et notamment comme le demande le préfet, peut-on densifier autour des aménagements urbains de type pôles d'échange, tramway afin de lutter contre les émissions de carbone et pollutions ? Peut-on prévoir une densification minimale en cohérence avec l'armature territoriale (demandée par le 5eme point de l'article L 141-7 actuel du code de l'urbanisme) sans contrevenir aux impératifs locaux ?

La Région demande de plus de :
-Prévoir d'appliquer une densité minimale applicable à l'ensemble des projets, (20 logements/ha minimum par exemple).
-Favoriser, dans les plans locaux d'urbanisme, l'identification et la valorisation du potentiel de surélévation, appelé « foncier aérien »,
La Région propose
-que le SCoT tienne compte des bâtiments agricoles, des projets d'infrastructures routières et des projets photovoltaïques au sol dans la consommation d'espace
- que le DOO comporte une prescription ou une recommandation permettant l'intégration du concept de « scoring » des sols dans les démarches d'élaboration des PLUi.

Quelle est la position de la métropole sur ces demandes particulières de la Région ?

- Des Parcs Naturels(notamment le parc des Alpilles) et des communes demandent que puissent être instituées des règles générales de répartition des espaces entre les communes dans la trajectoire de la loi de ZAN au regard de la qualité des projets et dans une logique d'équité entre les communes compte tenu de leur consommation passée. **Est-ce envisageable ? Le SCOT a distribué des surfaces à artificialiser par PLUI. Peut-il descendre à l'échelle de la commune ou instaurer des règles strictes ?**

SNCF Réseau demande que les projets ferroviaires soient exclus de la comptabilisation des surfaces artificialisées à l'échelle du territoire et que toutes les emprises ferroviaires soient exclues des ENAF. **Quelle position de la métropole ? la SNCF peut-elle avoir un régime spécial ?**

<u>Aménagement commercial</u>
Le préfet demande que **:**

-les dérogations spécifiques accordées à certaines SIP pour des extensions sont à supprimer ou à justifier, et en particulier pour :
-La zone « Les Broquetiers » à Salon-de-Provence.
-La zone « Les Basses Viougues » à Salon-de-Provence,
-La zone de Camp Jouven à Grans

-Le périmètre du SIP des étangs à Saint-Mitre-les-Remparts soit revu : **il doit relever d'un SIP mixte et non dédié** , la commune de Saint Mitre pour sa part demande que les cette SIP puissent échapper, à titre dérogatoire, aux dispositions du SCOT.
-le DAACL interdise les extensions de surfaces de vente dans les SIP mixtes.
-la P198 fixe une taille maximale de commerces pour prévenir un mitage commercial des zones économiques.
-Le DAACL soit complété avec les surfaces de vente globales des SIP, afin de procéder à un suivi de l'atteinte du plafond des extensions et un état des lieux des surfaces globales d'emprise au sol dans les SIP concernés. Sur ce point la commune de Mallemort demande que soit annexées au DAACL les surfaces de vente existantes pour chaque site et chaque commune pour connaitre précisément les possibilités d'extension. Ces demandes ne pourront peut-être pas avoir de traduction dans le SCOT car la CCI 13 note que les conditions d'extension des surfaces commerciales basées sur le suivi des surfaces de vente, s'avèreront difficilement applicables, en raison du manque de données disponibles. La Chambre des métiers et de l'artisanat demande également une clarification sur le sujet.

La Région demande de préciser et d'encadrer la notion d'activité « insuffisamment ou non représenté » dans le DAACL.La Région souhaite que le SCoT affiche la nécessité de mobiliser les réserves foncières que représentent les trois zones majeures de Plan de Campagne, Marseille - La Valentine et Aubagne - La Martelle pour y conduire des opérations de renouvellement et diversification urbaines.
La Région propose que la logistique de proximité fasse l'objet d'une prescription spécifique.

La Chambre de Commerce et d'Industrie des Bouches du Rhône demande de :

-Supprimer les zones d'activités à dominante productive actuelle ou ayant un potentiel d'accueil du classement « zones périphériques mixtes » qui permet de développer du commerce.

-Redéfinir le périmètre « zones mixtes de proximité » de la zone des Estroublans au regard de l'implantation commerciale réelle pour maintenir la vocation productive

-Maintenir les zones Camp Jouven à Grans et Les Broquetiers à Salon de Provence en zones mixtes non dédiées au commerce.

-Limiter le développement du commerce en « zones périphériques mixtes » pour éviter un évincement progressif du productif en les limitant aux commerces « incompatibles avec leur intégration dans le tissu urbain ».(observation partagée par la chambre des métiers.)

-de conditionner tout projet de nouvelles surfaces commerciales entre 300 et 1000 m 2 à la réalisation d'une étude de marché. Pour certains projets d'extension spécifiques, tel que le Village des Marques à Miramas, elle demande également la réalisation préalable d'une étude d'impact.

- de nommer ou renommer toutes les polarités en s'appuyant plutôt sur les lieux/ quartiers, sans référence à un nom d'enseigne

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la région PACA favorable à la maîtrise du mitage commercial au sein d'activités productives et à la mutation de friches commerciales vers des activités productives ou logistiques, complète les demandes de la CCI, en demandant:

-de circonscrire les évolutions commerciales des entrées de ville autour des principaux pôles d'échanges multimodaux.

-de réduire le principe d'extension des projets commerciaux au sein des SIP à 10% de leur surface de plancher au lieu des 20% prévus, .

-de reclasser les SIP spécifiques (de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air et du Village des Marques à Miramas) en SIP dédiés intermédiaires et majeurs

- de conditionner l'autorisation d'équipements commerciaux de proximité au sein des quartiers mixtes à une desserte et une accessibilité avérée en transports en commun (P.197).

- de limiter strictement (P198) la possibilité de développer des activités commerciales de proximité au sein de zones d'activités économiques

La CCI du Vaucluse demande d'interdire le commerce de proximité dans la ZA Terre du Fort à Pertuis pour préserver du foncier pour l'économie productive.

L'ensemble des remarques précédentes sur l'aménagement commercial vont dans le même sens , réduire les possibilités d'extension des surfaces commerciales et réserver le foncier disponible à des activités productives, la Métropole envisage-t-elle de répondre à ces demandes convergentes de l'État, de la Région et des organismes consulaires ?

Comme l'affirme la CCI Marseille, l'évaluation des surfaces de vente est-elle impossible ? Le foncier pour les activités productives stratégiques peut-il être chiffré ?

La commune d'Auriol demande que le Secteur d'Implantation périphérique des Artauds soit classé en SIP dédié intermédiaire.
La commune de Bouc Bel Air demande de rectifier la carte N°9 armature commerciale, la polarité commerciale de la Salle doit être classée en centralité urbaine et bénéficier d'un rond bleu et non marron
La commune de Martigues demande de modifier la classification de la zone commerciale dite de "Auchan Canto" en centre commercial urbain majeur.
La commune de Port de Bouc demande le maintien des projets définis en accord avec le PLU en vigueur et notamment un projet commercial Lidl sur un foncier cadastré section AH no 4, et un projet multi-activités dans le secteur limitrophe de la zone Industrielle de la Grand' Colle, sur un foncier communal cadastré section AT 106. La commune demande de plus classer dans les centralités urbaines de proximité, le secteur Port-de-Bouc (RN 568)

Ces demandes particulières des communes visent à permettre un développement de certaines zones en contradiction apparente avec l'objectif général du DAACL , quelle réponse peut apporter la Métropole ?

La commune de Mallemort demande que soit annexées au DAACL les surfaces de vente existantes pour chaque site et chaque commune pour connaitre précisément les possibilités d'extension(à Mallemort cela concerne la SIP de « la Verdiére »). **Quelle réponse peut apporter la Métropole ?**

La commune de Saint Mitre les Remparts attire l'attention sur les dispositions du DAACL qui vont limiter les extensions en cours de la zone d'activités de la ZAC des Étangs pour laquelle une modification du PLU est en cours. Il demande que les procédures déjà engagées puissent échapper, à titre dérogatoire, aux dispositions du SCOT. **Est-ce possible ?**

La commune de Cabriés propose de limiter à 5% l'extension des zones commerciales périphériques, notamment pour Plan de Campagne et de mettre à jour les surfaces de vente existantes à Plan de Campagne et la superficie de la zone et propose de développer des activités diversifiées sur la zone de Plan de Campagne au lieu d'activités commerciales.
Quelles réponses peuvent être apportées aux demandes de la commune de Cabriés ?

Activités productives

Le Parc des Calanques demande que soit pris compte la proximité du Parc pour le développement des pôles économiques de la Pointe Rouge, du Frioul et de La Ciotat.
Le Parc des Alpilles émet de fortes réserves sur la compatibilité avec la charte d'implantation d'équipements logistiques sur les communes de Lamanon et de Senas.
Quelles réponses aux demandes des Parcs ?

La commune de GRANS souligne une confusion entre espaces à vocation d'activité économique en tant qu'espace agri-naturel ou lisière agri-urbaine à préserver ou à requalifier sur la cartographie. **Doit-elle être corrigée ?**

La commune de Mallemort demande de confirmer le pôle économique du site du Pont Alliance sur la carte N°8 du DOO. **Est-ce possible ?**

La commune de Martigues souhaite la création d'un établissement public spécifique pour assurer le développement du golfe de FOS. Sur le secteur à enjeux «Golfe de Fos», la Région regrette que le « périmètre » de ce secteur se limite à la zone industrialo-portuaire et sa proche périphérie.

La CCI des Bouches du Rhône demande l'inscription dans le SCOT de la réalisation de la ligne TH T 400 000 Volts reliant Fos sur Mer à Jonquières St Vincent indispensable pour l'accueil d'entreprises et la décarbonation de la zone de FOS.

Ces demandes visent à conforter le développement économique, la Métropole peut-elle répondre favorablement ?

Le préfet souligne que le déploiement économique et commercial sur le site de l'aérodrome d'Eyguières serait incompatible avec la charte et son plan de parc des Alpilles.
Le SCOT peut-il traiter cette question ?

Tourisme

Il est souhaité par la Région que le SCoT puisse intégrer des mesures, permettant d'optimiser l'utilisation du foncier dédiée à l'accueil de nouveaux hébergements touristiques,
La commune de Mallemort propose que le SCOT affirme la vocation d'hébergement touristique du domaine du golf de Pont Royal, conforte la place du golf au sein du corridor écologique.

Le DOO prévoit de conforter et de développer l'offre d'hébergement touristique notamment de plein air, qu'en est-il d'un complexe comme celui de Pont Royal ? quelle réponse à la demande la Région ?

Agriculture

Le Préfet demande :
-que soient précisées dans le DOO les conditions d'application de la prescription 31 (permettre artificialisation terres agricoles …) qui devrait être accompagnée d'indicateurs permettant de mesurer l'application de la séquence ERC
- que soit imposé aux PLUi de justifier, à partir du diagnostic agricole et des critères établis par la prescription n°30, l'absence d'enjeux agricoles sur les parcelles qui seront artificialisées.
-de définir l'enveloppe agricole à préserver référencée â travers la prescription 29 de façon plus précise et de reformuler la prescription 31 de manière à la conditionner à des opérations économes en consommation d'espace (densité de logement élevée) et/ou d'intérêt général fort
-que soit imposé aux PLUi la réalisation de diagnostics agricoles pour permettre la déclinaison opérationnelle d'une protection appropriée des enjeux agricoles.

La CDPENAF des Bouches du Rhône en complément de l'avis du Préfet demande que
-La P 31 impose aux PLUi de « justifier, à partir du diagnostic agricole et des critères établis par la P 30, l'absence d'enjeux agricoles sur les parcelles qui seront artificialisées.
-La P 31 comporte des indicateurs associés.
Sur ces questions renforcement des prescriptions pour limiter l'artificialisation des surfaces agricoles et pour préserver les surfaces irriguées comment le SCOT peut-il évoluer ?

- La Région demande une transcription dans le DOO de la règle LD2-OBJ49a du SRADDET qui demande d'atteindre « Zéro perte de surfaces agricoles équipées à l'irrigation » à l'horizon 2030. Sur ce point le préfet demande d'établir **une cartographie opposable des surfaces irriguées et cibler des échelles pertinentes des secteurs à préserver dans le DOO, dans l'objectif de proposer la mise en œuvre de ZAP intercommunales. Peut-on identifier les espaces irrigués ?**

La Chambre d'Agriculture considère que le SCOT comporte des recommandations et prescriptions qui restreignent fortement le droit à aménager et à construire des agriculteurs, avec une surdétermination des enjeux environnementaux relativement aux enjeux de souveraineté alimentaire. Elle considère également qu'il est nécessaire que le SCOT oriente les PLU vers l'objectif de créer des conditions favorables au développement des exploitations agricoles.

Elle demande notamment :
-que dans les objectifs 1-2-1 et 1-2-2 orientés prioritairement vers le maintien des ceintures agricoles périurbaines et l'approvisionnement en circuit court, tous les bassins de production soient concernés.
-que les recommandations de l'objectif 1-3-1permettent aux agriculteurs de construire même dans les zones AP
-que la P31 impose de reconstituer une capacité productive équivalente à l'échelle métropolitaine et de modifier le deuxième alinéa avec « Éviter toute fragmentation »

-de modifier le 5ème alinéa de la prescription P 32 , dans le sens suivant « En tenant compte des besoins fonctionnels des exploitations, tant en termes de constructions et installations techniques que de logement de fonction lorsque cela est nécessaire »(le reste sans changement pour les ouvriers saisonniers)
-de rajouter à la P3 la possibilité de réalisation des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole lorsqu'elle contribue à la gestion, l'entretien voire la restauration de ces espaces et à la P2 , à la P7 à la P16 une mention indiquant qu' « une attention particulière est portée sur les secteurs de bâtis agricoles, nécessaire au fonctionnement d'une agriculture qui contribue à I'entretien, la gestion, voire la restauration des espaces concernés.
-de préciser à la P 11 que les gestionnaires des canaux d'irrigation , doivent pouvoir continuer à en avoir la maitrise complète.
-que la P40 n'impose pas de contraintes pour les fonctionnalités des exploitations,
-que la prescription 266 prévoit expressément la remise en état agricole.
La Chambre regrette que certains secteurs de projet en extension de l'enveloppe urbaine soient placés sur l'enveloppe agricole à préserver et que dans le secteurs à enjeux Val de Durance, les enjeux autour des infrastructures d'irrigation, du potentiel agronomique des terres qu'il convient de préserver ne soient pas suffisamment affirmés.
Elle demande également que les projets prévus par la prescription 98 et 101 prennent en compte toutes les conséquences pour l'activité agricole.
L'INAO a émis un avis défavorable, considérant que le SCOT présente une carte n°2 floue de l'enveloppe agricole à pérenniser et qu'il prévoit de grands projets de développement sans véritablement évaluer les incidences sur les espaces agricoles bénéficiant de signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité.

Sur toutes les demandes de la Chambre d'Agriculture (et sur l'avis de INAO) des améliorations du SCOT peuvent-elles être envisagées ?

La commune de Martigues demande de faire apparaitre sur la carte n° 3 du DOO le secteur agricole de "Plan Fossan", situé sur les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts et sur la carte n° 2 la zone humide de l'anse de Boumandariel, située entre les communes de Martigues et Sausset-les-Pins .

.

La commune de Port de Bouc souhaite la réalisation du projet d'équipements(Caserne de pompiers, futur collège, et cimetière) sur la parcelle cadastrée section AV 65 qui semble concernée sur la carte n° 2 par des espaces agricoles à préserver.

Sur ces demandes particulières des communes quelle est la position de la métropole ?

Habitat, logement

La prescription P 173 demande aux PLUi d'intégrer des règles de mixité sociale sur les communes SRU. Le préfet recommande d'ajuster ces objectifs (P173 et P177) en fonction des taux de logements sociaux des communes.

Quelle est la position de la métropole ?

Il est demandé par plusieurs organismes que la prescription n°83 précise clairement qu'il s'agit de construire en priorité dans l'enveloppe urbaine existante avec un minima de 70% de l'offre nouvelle dans cette enveloppe.

Cette question rejoint celle posée par la commission sur l'ajout de la locution adverbiale à terme dans la P83 , peut-elle être supprimée ?

Plusieurs Parcs demandent que la prescription 30 soit complétée sur le territoire des Parcs, en encadrant strictement ou en interdisant l'urbanisation au sein de l'enveloppe agricole. **Quelle position de la métropole ?**

Transports et mobilité

La Région demande une meilleure prise en compte de la dynamique de modernisation des transports régionaux qui s'articule autour des grands projets structurants en cours ou projetés sur le territoire régional : Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA), la desserte des futurs sites olympiques d'hiver, la ligne des Alpes, et le SERM. Certains projets cités dans le SCoT, comme les projets de prolongements des tramways aubagnais et marseillais et de leur connexion à terme, et les projets de réouverture de certaines gares/haltes ferroviaires comme à Venelles doivent être reconsidérés afin d'assurer cette bonne cohérence.
La CCI des Bouches du Rhône souhaite qu'un focus plus spécifique soit intégré au SCoT sur la desserte(en transport en commun) du pôle ITER/Cadarache comme c'est le cas pour la ZIP de Fos.
SNCF Réseau souhaite que dans le Rapport de présentation - Tome 3 - Justification de la consommation d'espace", soient listés tous les projets ferroviaires du territoire.

La commune de Mallemort note que les communes situées au nord du territoire le long de la Durance ne bénéficient pas d'un réseau métropolitain et d'un réseau routier structurant et demande des mesures pour corriger cet état de fait et en particulier un réseau de transport en commun vers Aix , vers Salon et que ces axes soient inscrits en « Réseau Express Métropolitain Routier » et le développement du stationnement à la gare de Lamanon avec des navettes Mallemort -Lamanon à un rythme satisfaisant. En ce qui concerne la RD7N il est demandé un classement en « Réseau routier structurant » voire en « Réseau Express Métropolitain Routier » et de faire apparaitre sur la carte N°6 la connexion routière avec la commune d'Alleins au niveau de la RD16 et de la RD17d.Il est demandé que l'attention soit portée sur la connexion avec la gare TGV d'Avignon et sur le développement du covoiturage pour le trafic traversant Mallemort.La commune souhaite une extension des itinéraires cyclables le long des axes structurants et secondaires du Val de Durance. **Peut-on répondre à ces demandes de la commune de Mallemort ?**

La commune de Cabriès souhaite conditionner tout projet urbain à une amélioration des infrastructures de transport et des transports en commun. Cela vise notamment la déviation de la RD543 qui devrait figurer sur la carte du DOO, et l'amélioration des transports en commun avec les PEM et notamment celui du Plan Aliane. **Cela est-il possible ?**

La commune d'Auriol souhaite que la carte des enjeux en matière de mobilité soit corrigée, en complétant le projet de transport collectif par une flèche en direction d'Aix-en-Provence. ? **Cela est-il possible ?**

La Région demande que le SCoT précise que les itinéraires cyclables structurants et secondaires devront impérativement desservir les gares, les pôles d'échanges, les pôles d'échanges et aires de co-voiturage pour favoriser la multimodalité.

L'ensemble des demandes des PPA en matière de transport (confortées par les observations du public) démontre une imprécision du document sur les projets susceptibles d'être pris en compte dans les 20 ans à venir, peut-on améliorer le SCOT sur ce point ? Peut-on mieux prendre en compte les transports régionaux ?

Le SCoT fait référence au projet de prolongement de la piste secondaire de l'aéroport Marseille-Provence, Ce projet étant abandonné, sa mention ainsi que les conséquences affectées à cet aménagement doivent être retirées du SCoT demande le Préfet.
Le Scot peut il être rectifié sur ce point ?

Risques

Le préfet demande que le DOO précise la démarche attendue des documents d'urbanisme.
Plusieurs organismes demandent de renforcer les prescriptions sur la lutte contre les inondations.
Dans la P 276, un principe de limitation voire d'interdiction de toute construction y compris agricole dans l'espace de mobilité des cours d'eau, les axes d'écoulement et les zones d'expansion des crues pourrait être affirmé
La P 277 pourrait proposer, une interdiction du busage des cours d'eau et des canaux à l'exception des cas particuliers d'infaisabilité technique.
La prévention des risques d'inondation est un sujet devenue sensible, sur les demandes faites peuvent elles être prises en compte ?

Environnement, biodiversité, Corridors écologiques

Peut-on prendre en compte le SRCE ?
Comment le SCOT peut-il conduire à la préservation ou la restauration de corridors et notamment compléter la P18 concernant les corridors urbains qui mentionne au niveau d'une recommandation simplement la mise en place au sein des PLUi d'OAP dédiées à la préservation et la restauration des corridors écologiques

Réservoirs biologiques et Corridors écologiques
Outre la nécessité de prise en compte du SRCE les demandes suivantes ont été faites :

-La Région demande que les principaux canaux d'irrigation ou de drainage soient identifiés dans la carte de la Trame verte et bleue, en cohérence avec la Prescription P11 du DOO. **Est-ce possible ?**

-La commune de Mallemort demande de compléter la carte N°1 avec les principaux canaux et zones humides associées de la commune: canal EDF, canal de Craponne, canal du Moulin…, **est-ce possible ?**
- le Parc Sainte Beaume **demande si les corridors et réservoirs de biodiversité règlementaires peuvent être retranscrits au Scot à la carte 1 ?**

-Le Parc du Lubéron demande de compléter la carte N°1 du DOO en intégrant les secteurs de valeur biologique majeur VBM et les réservoirs identifiés dans la charte de Parc et d'identifier spécifiquement un corridor à restaurer au sud du territoire, sur la plaine agricole de la Durance. **Est-ce possible ?**

- Le Parc de Camargue demande que dans le cahier des recommandations des secteurs à enjeux le Salin du Caban soit mentionné comme espace Natura 2000 et pas comme une zone urbanisée. Le Parc de Camargue relève également que :

- Le seul corridor écologique entre le Rhône et le Salin du Caban traverse une zone urbanisée ;

- Aucun espace de lisière paysagère agri-urbaine ou agro-industrielle n'est mentionnée entre le Parc et la ZIP de Fos ;
- La flèche de la Gracieuse nécessite une réelle protection
-

- **Quelle réponse de la Métropole à ces demandes du PNR de Camargue ? Les corridors sur le parc de Camargue sont-ils justifiés ? La zone Natura 2000 est-elle respectée ?**

-la commune de Martigues demande que la carte n° 1 soit rectifiée concernant le Parc Marin de la Côte Bleue, et précise deux réserves marines (Cap Couronne et Carry-le-Rouet) et le corridor écologique fonctionnel traversant de Nord en Sud la plaine agricole de Saint-Pierre / Saint-Julien.

Le DOO peut il être complété sur ces points ? Cela relève-t il du SRCE ?

Le Parc des Calanques demande la protection de l'herbier de posidonie et des coralligènes.
Cette demande peut elle se traduire dans le SCOT ?
La commune de Martigues demande que le réservoir de biodiversité identifié dans le secteur des "Arqueirons", ne doit pas empêcher le déplacement de l'aire des camping-cars de Carro, et note que la préservation de l'espace humide situé en rive sud du Chenal de Caronte (Nord-Est de la zone pétrochimique de Lavéra) apparaît incompatible avec les projets de développement de sites dit "clés en mains" portés par l'État.
La commune de Bouc Bel AIR demande de de rectifier la carte N°1 car l'ancien site de stockage des boues rouges Mange-Garri ne peut être identifié comme zone humide.
Quelles réponses à ces deux demandes communales ?

Trame noire

La prescription 21 du DOO relative à la trame noire pourrait être plus détaillée et renforcée (demande préfet et région).
Les Parcs demandent des prescriptions supplémentaires pour limiter au strict minimum l'éclairage dans la totalité des Parcs, et imposer aux PLU des règles pour l'éclairage des interfaces ville nature.
Les prescriptions sur la trame noire peuvent-elles être renforcées. Le Scot peut-il limiter l'éclairage dans l'enceinte des Parcs ?

Pollutions

Le Parc des calanques demande de limiter les pollutions relatives aux eaux déversées dans la mer (raccordement à l'assainissement collectif, micro- traitements le long du jarret et de l'Huveaune, réutilisation des eaux traitées .)
Une prescription sur les pollutions de l'Huveaune peut t'elle être rajoutée ?
La commune de Marignane demande que le plan d'exposition aux bruits soit revu, les nuisances s'étant, à son sens, accrues depuis 2008.
Le SCOT doit être compatible avec le PEB. Le DOO devrait comporter semble-t-il une prescription faisant référence au Plan d'Exposition aux Bruits de l'aéroport. Qu'en pensez-vous ?

Assainissement

Plusieurs demandes visent à une interdiction du développement de l'urbanisation en cas d'absence d'assainissement collectif sauf justification particulière.
La P258 n'est pas affirmative sur le sujet, peut-elle être plus restrictive ?

Loi littoral

Le préfet demande que
-La carte n°5 "Mettre en œuvre la loi Littoral" du DOO **doit être complétée pour intégrer l'ensemble des espaces naturels remarquables de la DTA**
-la carte n°5 du recueil cartographique (P59) soit rectifiée pour **retenir la délimitation faite par la DTA sur le pourtour de l'étang de Berre sur les communes de Martigues et Saint-Mitre-les-Remparts pour mieux préciser les espaces proches du rivage.**
-de ne pas qualifier de villages les zones de Plan de la Gare à Cassis et de Callelongue à Marseille qui ne répondent pas aux critères permettant une extension de l'urbanisation en continuité des villages
Quelle est la position de la métropole sur ces demandes préfectorales ?
Face au risque de submersion marine, le Parc naturel régional de Camargue demande de se référer à la stratégie littorale développée par le SYMADREM
Quelle réponse de la Métropole sur ce point ?

Ressources en Eau
L'estimation des besoins en eau à l'horizon 2040 présente des erreurs et doit être corrigée. (Observation préfet)
Le SCoT doit également prévoir que les projets d'urbanisation fassent l'objet d'une analyse préalable validant l'adéquation besoin-ressource .(demande préfet)
La Région propose de plus de :
- limiter, dans les zones où l'approvisionnement en eau se fait exclusivement par forage domestique, les ouvertures à l'urbanisation ainsi que les possibilités de densification
- encadrer les nouvelles piscines individuelles
Quelle est la position de la Métropole sur les restrictions d'urbanisation proposées en fonction de la disponibilité de la ressource (à apprécier sur le long terme) ?
Énergie
Le SCoT doit se doter de leviers prescriptifs plus puissants à l'égard des PLUI, afin d'engager ces derniers dans une démarche de projet de territoire intégrant le développement des énergies renouvelables.(préfet)

La Région souhaiterait :

-que le DAACL et le DOO comporte des mesures favorisant la mise en place des dispositifs d'ombrières sur les surfaces de parking de moins de 1 500 m2.

-que le SCoT renforce les prescriptions dans l'objectif 1-1-1 (Préserver et valoriser les réservoirs de biodiversité), dans l'optique d'éviter l'implantation des centrales photovoltaïques au sol et grand éolien au sein des réservoirs de biodiversité majeur et des zones Natura 2000.

Le Parc du Lubéron demande une disposition pour éviter l'implantation de centrales solaires dans la plaine alluviale de la Durance,

La Chambre d'Agriculture demande que les fiches agricoles soient exclues des espaces en friche propices au développement de la production d'énergies renouvelables.
Quelle est la position de la Métropole sur ces demandes d'ajouts de prescriptions fortes pour le développement des énergies renouvelables lié à la loi d'accélération des ENR et aux restrictions proposées dans des zones agricoles ou d'intérêt écologique ?
Paysage et patrimoine

La commune de Martigues demande de compléter la carte N°4 par la coupure paysagère située au Nord de la commune de Martigues allant du secteur de "Figuerolles" jusqu'au secteur de "Plan Fossan". Este ce possible ?

Ressources du sol et du sous-sol

En cohérence avec le Schéma Régional des Carrières, Le Parc du Lubéron propose d'indiquer que les activités d'extraction dans les terrasses alluviales de la Durance doivent être limitées.

Cette précision peut-elle être ajoutée ?

Questions particulières

Les Parcs

Les parcs des Alpilles de la Sainte Beaume, du Lubéron, de Camargue et le Parc National des Calanques ont fait de nombreuses demandes. Le SCoT doit être compatible (ou demander aux PLUI de l'être) avec la directive de protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles, les chartes des quatre Parcs naturels régionaux (PNR) et la charte du parc national des Calanques.

Outre toutes les sujets relatifs à la protection de la biodiversité, il est demandé notamment de mieux traiter la question des « entrées de parc » notamment pour la Sainte Baume et le Parc National des Calanques ; d'améliorer la prise en compte des paysages remarquables de la Sainte-Baume, et d'améliorer la protection des infrastructures linéaires sur les Alpilles.

Il est demandé d'imposer des règles strictes sur la constructibilité à moins de 100m du cœur du Parc des Calanques et prévoir d'améliorer les 6 entrées majeures du Parc.

Le Parc National des Calanques aborde des thèmes divers, comme des OAP, des pôles bien précis, la constructibilité, réserve de foncier, raccordement du bassin versant du Jarret à l'assainissement collectif. D'autres thèmes semblent relever de la police de l'eau.

Le Parc du Lubéron demande de compléter la prescription P 42 afin de préserver un accès physique aux canaux d'irrigation et aux cours d'eau, support de mobilité douce.

Quelles demandes des Parcs peuvent être satisfaites ? Quelles sont les réponses de la métropole ?

Martigues Mallemort

Peut-il être répondu aux autres remarques des villes de Martigues et de Mallemort?

Notamment sur les nombreuses demandes d'amélioration du réseau routier et de transports en commun.

MENELIK

Le SCOT doit être compatible avec le SAGE de l'ARC. L'EPAGE MENELIK qui a pour mission notamment l'animation du SAGE du bassin de l'ARC a fait de nombreuses observations. **Peut-on répondre favorablement aux demandes de MENELIK ?en tout état de cause le SAGE de l'ARC devrait figurer de manière claire dans le SCOT.**

Avis préfet

Une attention particulière est à porter aux 4 réserves du préfet :

-Consommation d'espace

Le préfet demande que le SCoT inscrive un objectif de réduction de l'artificialisation à l'échéance en 2040 et pas seulement à l'échéance 2030 et 2050, compte tenu du fait que la vision stratégique du SCoT repose sur l'évolution du territoire au regard de cet horizon

2040 et fixe dans le DOO des densités minimales pour les projets d'habitat, afin de garantir l'objectif de sobriété foncière.

-implantations commerciales

Le préfet considère que dans un contexte métropolitain de saturation de l'offre commerciale, les possibilités d'extension doivent être plus fortement limitées sur les secteurs d'implantation périphériques, notamment dans les secteurs mixtes pour préserver le foncier économique au profit des activités productives et éviter le mitage commercial.

-Loi littoral

Le préfet demande de ne pas qualifier de villages les zones de Plan de la Gare à Cassis et de Callelongue à Marseille qui ne répondent pas aux critères permettant une extension de l'urbanisation en continuité des villages.

-Agriculture

Le SCoT doit orienter les PLUi dans une démarche de diagnostics agricoles et d'études agronomiques des sols pour éviter l'urbanisation de surfaces à fort potentiel agronomique.

Quelles réponses à ces réserves de l'ETAT?

Avis Département

Le Département 13 formule plusieurs demandes :
- définir l'enveloppe agricole à préserver référencée â travers la prescription 29 de façon plus précise en la déclinant notamment par des cartes pour chaque périmètre de PLUI et reformuler la prescription 31 de manière à la conditionner à des opérations économes en consommation d'espace (densité de logement élevée) et/ou d'intérêt général fort, et exclure les friches arbustives ou boisées des espaces agricoles de compensation
- sur les territoires à enjeux comme dans le Val de Durance ou en pays d'Aubagne, définir de façon encore plus précise les espaces agricoles à préserver

-définir comme principe que l'enveloppe urbaine n'a pas vocation à s'étendre à proximité immédiate du parc national des Calanques,

-identifier dans le SCOT tous les projets routiers structurants dont la liste est transmise dans son avis.

Quelles réponses à ces demandes du Département ?

Ville de Marseille

La Ville de Marseille demande que la P119 prescrive d'implanter les datas-centers, sur la base d'un schéma directeur établi en concertation avec les communes.

La Ville de Marseille souhaite que les enjeux autour des activités portuaires soient plus clairement explicités, en faisant référence à la Charte Ville Port.
La Ville de Marseille souhaite que la P31interdise la fragmentation des espaces agricoles au lieu de l'éviter

La Ville de Marseille demande de compléter :

- La P 247 « Privilégier la diffusion de l'eau par perméabilité … » par la phrase « identifier les surfaces imperméables actuelles pouvant évoluer, soit par un changement du revêtement de sol, ou alors espaces de pleine terre végétalisée en priorité si les usages le permettent, soit par une déconnexion des eaux pluviales au réseau. »
- La P251 « Maîtriser les impacts des systèmes d'assainissement » par « S'assurer du dimensionnement suffisant des capacités d'épuration, en tenant notamment compte, le cas échéant, de leur renforcement en période estivale. Ce dimensionnement devra prendre en compte la réduction du volume des effluents induits par la déconnexion des eaux pluviales. »

La Ville de Marseille souhaite que soient ajoutés
-dans la P35: la protection des bosquets, qui ont toute leur importance dans la fonctionnalité des espaces agricoles
-dans la P40 à la fin du 3eme alinéa« les restanques. »
-dans la P42 : « préserver les points de vue sur la rade de Marseille et sur le grand paysage en général »
-dans la P45 : ajouter « produire des OAP sur les franges et sur les secteurs qui le nécessitent
- dans la P51 « développer les espaces verts publics de proximité et prévoir des dispositifs réglementaires pour préserver le couvert végétal et la pleine terre dans l'espace privé ;

La Ville de Marseille insiste sur la nécessité d'accélérer les projets de mobilité nécessaire et son souhait d' un développement plus soutenu des mobilités actives et sur ce point elle demande :
-dans l'objectif 2.2.3 d'ajouter la prescription suivante : « Accompagner les projets de transports urbains par une stratégie favorisant l'aménagement d'infrastructures de stationnement provisoires (en ouvrages ou en enclos) dans les zones résidentielles mal desservies, de manière à organiser un report du stationnement des véhicules occupant l'espace public »
-dans la P 102 d'ajouter "Développer la logistique urbaine et en particulier la cyclo-logistique" et « Faciliter les usages intermodaux Vélo/train, vélo/tram et bus »
-d'ajouter dans la P 147 après une organisation viaire… "en fondant l'objectif prioritaire de garantir en tout lieu une infrastructure cyclable en site propre, par une étude systématique de la trame circulatoire à l'échelle du quartier ", et deux alinéas "Favoriser l'émergence d'espaces viaires plus propices aux mobilités douces et à la baisse de la vitesse des véhicules » et "la promotion d'une offre de stationnement sécurisé pour les vélos et engins de déplacements personnels, à proximité des zones de résidence" et dans la P 148 ", ajouter "Favoriser la végétalisation de l'espace public et notamment des cheminements piétons

La Ville de Marseille demande dans le chapitre « Préserver les espaces naturels agricoles et valoriser les grands paysages emblématiques » de rajouter un volet détaillé sur la préservation des sols d'introduire des prescriptions prenant en compte et protégeant la trame brune.
Quelle réponse de la Métropole sur les demandes de la Ville de Marseille ?

Observations de détail

La carte des objectifs par masse d'eau est la carte du précédent SDAGE et doit être actualisée souligne le Préfet.
Sur ces points le Scot peut-il être rectifié ?

VIII .Questions générales après étude de dossier et lecture des remarques

1. liste des pôles

L'armature urbaine définie par la Métropole s'articule selon les documents fournis autour de des deux grandes villes-centres que sont Marseille, capitale de la région Sud, et Aix-en-Provence (pôles métropolitains), et de 23 villes moyennes (pôles de développement), 10 centralités intermédiaires (pôles d'équilibre) et 54 petites villes et villages (pôles de proximité).Cette classification est différente de celle présentée dans le rapport de présentation avec deux centralités de niveau, 10 centralités de niveau 2, 10 centralités de niveau 3, et 70 centralités de niveau 4 (27 classées comme petites villes et 43 come des villages). Pourquoi cette double classification ?

⇨ **Question** Le SCOT pourrait-il présenter en annexe la liste **claire et précise des pôles**

- métropolitains

-de développement

-d'équilibre

-de proximité.

Avec si possible la population cumulée par types de pôles

2. L'ancienne législation et le SCoT

Page 3 DOO prescription : « Le présent DOO est régi par les dispositions des articles L141-5 et suivants du code de l'urbanisme, ainsi qu'aux articles R141-6 et suivants du même code, dans leur version en vigueur avant l'adoption de l'ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale. En effet, en application de son article 7, la Métropole a fait le choix de ne pas appliquer l'ordonnance précitée, sans préjudice de l'intégration au sein du DOO des objectifs de réduction de l'artificialisation résultant de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021. »

⇨ **Question** : Peut-on mieux justifier l'application de l'ancien texte, quelles dispositions du SCOT seraient non conformes au nouveau texte?

3. Consommation d'espace

Rapport du SCoT :

« Notions et définitions ;
L'article 194 de la loi Climat résilience précise les définitions suivantes :
• **La consommation d'espace d'Espaces Naturels Agricoles et Forestiers** (ENAF) fait l'objet d'une définition dans la loi : Elle est entendue comme la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné.

Elle est caractérisée quand les ENAF concernés génèrent une extension (ou une création) de l'enveloppe urbaine existante, établie au millésime 2021.
• **L'artificialisation** est définie comme « *l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage* ». Elle peut être caractérisée en application de la nomenclature qui l'encadre, et ce, à compter de l'année 2031.
• **L'artificialisation nette** ou la consommation nette d'espace sont définies comme « le solde de constatées sur un périmètre et sur une période donnés ». »

« Analyse de la consommation « brute », normalisée et de ses déterminants
L'analyse développée dans ce rapport porte précisément sur la **consommation « brute »** des espaces naturels, agricoles et forestiers, exprimée en nombre d'hectares, sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
Par manque de fiabilité des données, l'analyse ne prend pas en compte la transformation effective d'espaces urbanisés ou construits en espaces naturels, agricoles et forestiers du fait d'une **renaturation**, ni donc, du solde permettant d'établir la **consommation « nette »** sur le territoire. »

Compte tenu des imprécisions dans la méthode d'évaluation Le chiffre de 3950 apparait sous-estimé, ce qui rend l'hypothèse de base et donc le raisonnement inexact.

⇨ **Question** : Peut-on estimer un chiffre de consommation à la hausse plus proche de la réalité ?

Compte tenu des consommations constatées sur 2021 et 2022 (plus de 700ha) les objectifs du SCOT 1700ha jusqu'en 2030 ne pourront pas être tenus.

⇨ **Question** Quelle mesures ou quelle stratégie la métropole envisage-t-elle ?

-trajectoire de sobriété foncière

Le total à consommer de 3400 ha est relatif à la période 2021 à 2050, or les prévisions du Scot s'étendent jusqu'à 2040.

Cela peut signifier qu'après 2040, il n'y aura plus de consommation possible. Mais si on opte pour une diminution progressive du rythme d'artificialisation de 5% par an à partir de 2030 pour atteindre zéro en 2050, ce n'est plus 1700 ha mais environ 1250 ha qui seraient disponibles entre 2030 et 2040.

⇨ **Question :** Les chiffres affichés ont été évalués à l'horizon 2050. Peuvent-ils être prévus pour 2040 ? Quelle hypothèse la métropole a-t-elle retenue pour la dégressivité de la consommation à partir de 2030?

-Mode de calcul de la répartition

Le mode de calcul de la répartition de la consommation d'espace ventilée sur les différents PLUi fixée par les prescriptions 74 et 75 du DOO n'est pas explicité.

⇨ **Question** Quele est la méthode de ventilation des surfaces entre les PLUI, tient-elle compte du logement, des emplois selon quelles hypothèses ? Quelle corrélation avec les prescriptions P81 et P85 ?dans les surfaces attribuées aux PLUI compte t'on tout(annexes des particuliers, voiries, parkings même non imperméabilisés°

Calcul des surfaces artificialisées à l'avenir

Le SCOT devrait clairement expliciter quel sera le mode de calcul des espaces artificialisés entre 2020 et 2040 car ce calcul sera opposable aux tiers, puisque le SCOT fixe des consommations d'espace aux PLUi.

De plus, la P148 propose de limiter l'imperméabilisation et de désimperméabiliser.

⇨ **Question La** désimperméabilisation permet-elle de retrouver des capacités vis-à-vis des règles ZAN ?

Logements

La prescription P83 indique qu'il faut prévoir à terme 70% des nouveaux logements au sein de l'enveloppe urbaine.

La P183 indique **…** les conditions d'urbanisation prévoient au sein des OAP, de tendre vers les densités moyennes indicatives suivantes :

- ¬ Pour les espaces urbains de forme citadine : de l'ordre de 80 logements/ha.
- ¬ Pour les espaces urbains de forme villageoise : de l'ordre de 50 logements/ha
- ¬ Pour les espaces urbains de forme périurbaine, de l'ordre de 30 logements/ha

Ces deux prescriptions permettent, semble-t-il, d'évaluer la surface des espaces artificialisés qui sera nécessaire pour la réalisation des logements prévus aux prescriptions P80 et P81 ?

⇨ **Question** La métropole a-t-elle fait cette évaluation ? quel en est le résultat ?

Par ailleurs la portée de la prescription 83 pour la limitation de l'artificialisation est réduite par l'ajout de la locution « à terme », pourquoi ? une autre formulation n'est-elle pas à rechercher ?

Espaces à prévoir pour les projets prévus par le DOO

-La prescription P 110 demande à prévoir une offre foncière et/ou immobilière pour le renforcement de l'offre d'enseignement supérieur

⇨ **Question** Quelle surface à artificialiser est nécessaire ?

-La P120 demande de prévoir les besoins en espace notamment pour :

- ¬ Le projet de liaison Fos-A54 dont le contournement de Fos-sur-Mer.
- ¬ Le contournement de Martigues / Port-de-Bouc.
- ¬ La requalification de la RD268 entre Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du- Rhône assurant la desserte des bassins ouest du GPMM.

⇨ **Question** Cela représente quelle surface à artificialiser ?

-Objectif 3-3-2 renforcer l'économie productive dans toutes ses composantes

Cet objectif complémentaire à ceux visant à la création d'emplois(P84 et P 85) nécessite des surfaces à artificialiser**,**

Par exemple, la P134 porte sur l'offre immobilière de bureau, la surface à **artificialiser devrait pouvoir être estimée avec** le schéma métropolitain de bureaux qui prévoit 80 000m2 de bureaux à construire par an,

La P157 et la P158 demande de prévoir des espaces pour les entreprises innovantes de la Blue Tech et pour la préservation des activités de pêche conchicoles et aquacoles, **quelles surfaces à prévoir?**

⇨ **Question** une évaluation des surfaces à artificialiser nécessaires pour la création des 130 000 emplois prévus a-t-elle été faite?

-La prescription P227 prévoit la réalisation d'infrastructures pour la mobilité qui demanderont des espaces supplémentaires à artificialiser, (par exemple il est prévu 1200km de pistes cyclables si un tiers occupe des surfaces nouvelles cela représente environ 400kmX 4= 160ha),

⇨ **Question** quelle est l'évaluation de la métropole sur ce point ?

-Les prescriptions P229 ,P230, P231, P232, P233 demande de prévoir les installations pour la mobilité des marchandises, là aussi des surfaces seront à artificialiser notamment pour l'extension de CLESUD à Miramas(*Cette extension nécessiterait d'après nos recherches environ 70ha).*

⇨ **Question** Quelle est l'estimation de ces surfaces par la métropole ?

4. L'analyse de la compatibilité

L'ancien article L 141-3 du code de l'urbanisme précise que le rapport de présentation décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 131-1 et L. 131-2, avec lesquels il est compatible ou qu'il prend en compte.

Le document présenté par la métropole n'a pas examiné (pourtant prévu par les textes) la compatibilité avec les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes prévues à l'article L. 112-4.

Par ailleurs, l'article L. 371-3 du code de l'environnement indique que le SRCE est opposable aux documents de planification et aux projets de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements, dans un rapport de prise en compte. Une analyse détaillée de la compatibilité avec le SRCE apparait ainsi une obligation avec justification des éventuelles modifications apportées.

⇨ **Question** La métropole complétera t'elle le dossier sur ces points, articulation avec le SRCE et les dispositions des zones de bruit des aérodromes?

a. SDAGE

- Alimentation en eau

« Dans son axe 3 du PADD, le SCoT ambitionne de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource en eau avec comme objectif l'optimisation de l'usage de l'eau agricole, la diversification des sources d'alimentation, la préservation des masses d'eau stratégiques et leur périmètre de sauvegarde identifié (nappe de la Crau et nappe de la Sainte-Baume), sécuriser l'alimentation pour les communes ne disposant que d'une seule source d'alimentation et enfin adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. » La P255 du DOO traite de la sécurisation en alimentation en eau des communes non sécurisées

⇨ **Question** : Plus des 2/3 des communes ont une alimentation pas parfaitement sécurisée, quel programme de sécurisation est envisagé par la métropole, quelles mesures envisage t'elle pour résoudre ce problème ?

Le fonctionnement des milieux aquatiques « **Disposition 6A-02** : Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques »

OF6A : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	**Disposition 6A-02** : Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques		Le SCoT a pour ambition d'assurer la protection des espaces naturels d'intérêt écologique dont les réservoirs identifiés par le SDAGE. Il se donne comme objectifs de limiter les pressions anthropiques sur le cours d'eau et encourager leur valorisation et leur renaturation, de lutter contre les pollutions liées aux rejets des eaux pluviales et d'assainissement, de préserver la circulation des sédiments des cours d'eau permettant in fine la recharge des fonds marins, de ne pas perturber les courants marins, etc. Cette ambition de protection et de valorisation des milieux aquatiques pour leur multifonctionnalité est ainsi traduite au niveau du DOO dans sa carte n°1 et des prescriptions concernant la préservation et le renforcement de la trame bleue. On retrouve notamment des prescriptions concernant la protection des réservoirs biologiques identifiés dans le SDAGE (P20), la localisation des espaces de bon fonctionnement à définir au niveau des PLU(i) (P22), la protection de la trame turquoise contribuant à la qualité écologique des cours d'eau (P25) et la préservation des écosystème marins identifiés sur la carte n°1 (P28).
	Disposition 6A-03 : Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants		
	Disposition 6A-04 : Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves		
	Disposition 6A-14 : Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau		
	Disposition 6A-16 : Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux		

« Le SCoT a pour ambition d'assurer la protection des espaces naturels d'intérêt écologique dont les réservoirs identifiés par le SDAGE. Il se donne comme objectifs de limiter les pressions anthropiques sur le cours d'eau et encourager leur valorisation et leur renaturation, de lutter contre les pollutions liées aux rejets des eaux pluviales et d'assainissement, de préserver la circulation des sédiments des cours d'eau permettant in fine la recharge des fonds marins, de ne pas perturber les courants marins, etc. »

Pour être compatible, le SCoT doit identifier les espaces de fonctionnalité de cours d'eau.

⇨ **Question :** Les corridors et réservoirs de biodiversité inscrit au SRCE n'étant pas tous inscrits dans le DDO, la compatibilité avec le SDAGE est-elle assurée ?

- La renaturation

OF5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	**Disposition 5A-01** : Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux		Au niveau de son axe 3 du PADD, le SCoT a pour objectif de lutter contre les pollutions des cours d'eau avec notamment le maintien des fonctions d'épuration des milieux aquatique (ripisylves et zones humides). Cet objectif est traduit au niveau du DOO avec le renforcement de la gestion de l'assainissement (P258). Toutefois le développement de l'urbanisation n'est conditionné qu'au raccordement au réseau et non à la sensibilité des milieux présentant un risque de non atteinte de l'objectif de bon état. Le SCoT envisage également plusieurs objectifs afin de lutter contre l'imperméabilisation que ce soit au niveau du développement urbain ou dans la prise en compte du risque de ruissellement. La séquence ERC de la disposition 5A-04 est présente (Limiter l'imperméabilisation / Rechercher la transparence hydraulique / Désimperméabiliser l'existant). On retrouve cette traduction au niveau du DOO, notamment dans les prescriptions P148 et P249, P250, P258 en intégrant la notion de renaturation. Certes, le SCoT n'indique pas de ratio imperméabilisation / désimperméabilisation mais par sa recommandation suivant la P27, il rappelle que la doctrine « éviter / réduire / compenser » s'impose aux projets concernant les milieux aquatiques.
	Disposition 5A-02 : Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »		
	Disposition 5A-04 : Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées		

« La séquence ERC de la disposition 5A-04 est présente (Limiter l'imperméabilisation / Rechercher la transparence hydraulique / Désimperméabiliser l'existant). On retrouve cette traduction au niveau du DOO, notamment dans les prescriptions P148 et P249, P250, P258 en intégrant la notion de renaturation. »

⇨ **Question :** La compatibilité peut-elle être assurée par la renaturation puisque c'est une notion que le SCoT ne domine pas et qu'il a exclu du calcul des surfaces consommées du fait de sa complexité ?

b. Le SRCE

⇨ **Question :** Le SRCE est une annexe du SRADDET. Il conviendra de le respecter d'en un rapport de prise en compte. Sur quelles bases la métropole a-t-elle supprimé des corridors figurant au SRCE et rajouté d'autres corridors ?

⇨ **Question** des différences sont constatées entre la cartographie des secteurs à enjeux et la carte n°1 référencée par plusieurs prescriptions comme la

« **P 22.**
• Les documents d'urbanisme, en s'appuyant sur la carte n°1 du recueil cartographique, identifient, précisent et assurent la protection :
➢ des cours d'eau et les espaces rivulaires associés comme éléments de la trame bleue locale ,

➢ de la trame turquoise, regroupant les espaces fonctionnels où les trames verte et bleue interagissent fortement (ripisylves, plaines alluviales…), dans les conditions définies au sous objectif suivant traitant de cette trame. »

Pourquoi de telles différences ?

c. Le SAGE

« Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de préserver et/ou restaurer la trame turquoise regroupant les espaces fonctionnels où les trames verte et bleue interagissent fortement (ripisylves, plaines alluviales…). Cela est traduit au niveau de l'objectif 1.1.3 du DOO et de la carte n°1 de l'atlas cartographique en demandant aux documents d'urbanisme d'identifier, de préciser et d'assurer la protection des cours d'eau et les espaces rivulaires associés, et de de la trame turquoise, regroupant les espaces fonctionnels où les trames verte et bleue interagissent fortement (ripisylves, plaines alluviales…). La méthodologie pour l'identification des espaces de bon fonctionnement est précisée. »

⇨ **Question :** Tous les corridors du SRCE approuvé n'apparaissent pas dans la cartographie. La compatibilité avec le SAGE est-elle respectée ?

Cohérence avec le PADD

La Métropole ayant fait le choix d'appliquer l'ancienne réglementation sur ce point, elle propose un PADD qui décline 5 axes que l'on peut rapprocher des orientations.

Au niveau de l'**axe 1**, il est proposé de «Préserver durablement l'armature des espaces aquatiques pour leur multifonctionnalité ». Dans le DOO (les objectifs), ces espaces sont mal recensés. Il ressort une incohérence entre l'orientation et les objectifs à ce niveau par exemple.

⇨ **Question :** La Métropole peut-elle justifier de ne pas avoir recensé tous les corridors ou réservoirs de biodiversité existant dans la réglementation ?
Sur quelle étude la métropole s'appuie-t elle pour créer ou supprimer des corridors et réservoirs de biodiversité ?

d. Le SRADDET

Le dossier de SCoT justifie la compatibilité avec le SRADDET à travers des objectifs essentiellement environnementaux. Il aborde un peu l'agriculture (RÈGLE LD2-OBJ49A et B) et l'activité en bord de mer (RÈGLE LD1-OBJ9).

Or, le SRADDET est prolixe en ce qui concerne l'activité et le commerce (RÈGLE LD1-OBJ3, RÈGLE LD1-OBJ5 A, RÈGLE LD1-OBJ5 B, RÈGLE LD1-OBJ5 C et suivantes) ou encore les PEM (voir remarque région). Le SRADDET cite aussi la nécessité de densifier dans les quartiers accueillant des PEM.

⇨ **Question :** Peut-on vérifier la compatibilité du SCoT avec le SRADDET dans toutes ses dimensions ?

e. Le schéma régional des carrières (SRC)

L'analyse de la compatibilité se fait autour de l'approvisionnement, sur l'exploitation du sous-sol et la proximité entre la source et la consommation.

La P266 demande à assurer les besoins en matériaux dans le cadre du SRC approuvé le 13 mai 2024(et pas en cours d'élaboration comme l'indique le document 3.3.5 du rapport de présentation)

Le SRC prévoit que les SCOT

- envisagent prioritairement le renouvellement et l'extension, des sites de production existants, en lien avec les exploitants de ces sites,

- si la nature des gisements présents sur leur territoire le permet, et si un besoin est identifié à l'échelle régionale ou nationale, ils envisagent la création de nouveau site de carrière sur ces gisements »

⇨ **Question** Les perspectives en 2035 prévoyant un déficit de près 3 millions de tonnes par rapport à la consommation, est-il envisagé au-delà de la préservation des sites existants l'utilisation de nouveaux gisements ?

f. Questions réglementaires sur le Scot

PADD

L'**axe 2** demande l'élaboration d'objectifs forts en ce qui concerne le soutien aux activités, comme par exemple « Soutenir les filières économiques d'excellence, en particulier industrielles, porteuses d'emplois et d'innovation »

La Métropole peut-elle préciser si la construction de bureaux ou structures relatifs aux filières économiques d'excellence sera possible une fois les contraintes sur la construction de logements remplies ? Le DOO ne permet pas de le dire. Il risque d'y avoir une trop forte différence entre l'orientation et les objectifs.

⇨**Question :** Comme pour les logements, la Métropole peut-elle fixer ou évaluer un nombre de m2 de bureaux à réaliser et de bâtiments pour les activités ? Sinon expliquer le choix.

⇨ **Question :** La Métropole peut-elle faire un tableau de correspondance entre les orientations du PADD et les objectifs du DOO de façon à pouvoir vérifier s'ils sont cohérents ?

⇨ **Questions :** La Métropole peut-elle clarifier la part réservée à ces activités comme ce qu'elle a fait pour le logement par exemple ? Les plateformes logistiques sont consommatrices d'une surface importante notamment. Le schéma logistique de la métropole a-t-il été intégré ?

Art L 141-8 (nouvelle réglementation) le DOO doit tenir compte du potentiel foncier mobilisable,

⇨ **Question :** La Métropole peut-elle évaluer le potentiel foncier mobilisable ?

En effet, la jurisprudence (jugement du TA de Grenoble) demande d'évaluer les anciennes UT avant d'en prévoir de nouvelles. Cela peut être transposé à tout secteur.

g. Relations entre les documents du SCoT

- **Renaturation :**

⇨ **Question :** les prescriptions demandent de prévoir et évaluer la renaturation au PLUI. Ces dispositions sont-elles applicables si la donnée est trop complexe à évaluer, notamment en termes de coût, selon le rapport de présentation dans son volet justification de la consommation d'espace ?

5. DOO

Partie 1 Preserver les espaces naturels

Protection espaces naturels

⇨ **Question** : -P21 Il est recommandé de limiter au strict minimum les éclairages existants dans les réservoirs de biodiversité et les corridors des trames vertes et bleues, pourquoi pas une prescription ?

Protection espace littoral

-La prescription P 61. « Partout ailleurs, dans les espaces proches du rivage, l'extension des Agglomérations et Villages identifiés par le SCOT, est possible mais limitée dans les conditions suivantes : » semble viser le deuxième alinéa de l'article L121-13 du code de

l'urbanisme et notamment permettre les constructions sous réserve uniquement de respecter les critères de la P61.

⇨ **Question** Pourquoi cette prescription P61, la question étant bien traitée par l'article L121-13 ?de plus quels sont les villes et villages identifiés par le SCOT ?

-P71 « Au sein des secteurs déjà urbanisés, les constructions et installations sont autorisées à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics. »

⇨ **Question** Cette prescription semble un peu restrictive, les services de proximité privés centre médical, commerces et artisanat auraient pu être prévus.

-P73. Recul du trait de côte « Il est recommandé de s'appuyer sur les données de simulation prospective disponibles … »

⇨ **Question** Une prévision sur l'élévation du niveau de la mer à prendre en compte n'aurait -elle pas été opportune ?

Partie 2 Organiser la trame urbaine

Répartition des emplois et des logements

⇨ **Question :** La répartition des logement et des emplois prévus par les prescriptions P81 et P85 a été établie sur quelles hypothèses ?

⇨ **Question :** -Logements-La P83 demande de prévoir à terme la réalisation de 70% de l'offre nouvelle de logements dans l'enveloppe urbaine, pourquoi avoir précisé à terme ?

Les prescriptions P80 à P84 du DOO définissent les objectifs de production de logements en les répartissant sur 2 entre les différents niveaux de polarité et de PLUi.

⇨ **Question** Comment seront répartis ces objectifs d'autant que les PLUi ne sont pas synchrones ? Par exemple, comment l'objectif métropolitain de 22 000 à 23 000 logements sur les pôles de proximité seront répartis entre 6 PLUi, tous plus ou moins dotés de tels pôles ?

-Emplois

⇨ **Question :** La prescription 87 précise de prévoir à terme 75% des emplois dans la zone urbaine.

La formulation de cette prescription est ambiguë, signifie t'elle qu'en 2040 75% des emplois devront être en zone urbaine ? si c'est le cas quelle est la situation actuelle ? ou qu'il faut tendre vers 75% des emplois nouveaux en zone urbaine ? mais dans ce cas la suppression de la locution à terme serait souhaitable .

Réseau de transport

-Les prescriptions 89, 90,93 (et également la P111) font référence à des projets de transports (du SERM notamment) ⇨ **Question** cette liste est-elle exhaustive ? une annexe listant les projets n'aurait-elle pas été souhaitable ?

-Les prescription 97 et 98 porte sur les améliorations du réseau viaire. ⇨ **Question Là** aussi une annexe comportant les projets jugés nécessaires n'aurait -elle pas été souhaitable ?

⇨ **Question :** La prescription P104 demande à définir les limitations d'obligation de stationnement au sein des zones les mieux desservies et la prescription 103 demande une densification de ces zones, (le nombre de projets concernés sera ainsi important)**.** Le SCOT aurait pu proposer une obligation de stationnement minimale, par ex 2 parking pour 3 logements **…**à adapter au contexte local

Partie 3 Positionnement International et développement économique

⇨ **Question :** -La prescription P 110 demande à prévoir une offre foncière et/ou immobilière pour le renforcement de l'offre d'enseignement supérieur à l'ouest du territoire, …

Le renforcement de l'enseignement supérieur à Marseille et à Aix n'aura pas besoin de nouveaux bâtiments?

⇨ **Question :** -La P113 propose de faire évoluer l'aéroport au sein de son emprise actuelle, quelles conséquences pour les communes riveraines ?

⇨ **Question :** -La P147 porte sur la densification et requalification des espaces d'activité. Il est demandé de limiter le stationnement en surface.

Cette prescription si elle est traduite dans les PLUI aura, compte tenu de ses incidences économiques, des incidences fortes sur l'immobilier d'entreprise, ont-elles été analysées ?

⇨ **Question :** -La P156 demande de prévoir les possibilités de création de pôles économiques sur le littoral ou dans les ports de plaisance, notamment sur les ports de La Ciotat, de la pointe Rouge et du Frioul.

La proposition concernant la pointe Rouge et surtout le Frioul demanderait à être explicitée compte tenu de la sensibilité de ces sites ?

Partie 4 vivre la métropole dans un cadre de vie de qualité

-Logements sociaux

La prescription P173 du DOO fixe les règles de mixité sociale : « Tant que le rattrapage n'est pas effectué, (en dehors d'opérations spécifiques de logement social si elles ne suffisent pas) intégrer des règles de mixité sociale sur le cumul de la programmation OAP, a minima:

-40% de l'offre de logement pour les pôles de développement et pôles métropolitain

-35 % de l'offre de logement pour les pôles d'équilibre

-30 % de l'offre de logement pour les pôles de proximité. »

Le parc de résidences principales devrait passer en 2040 de 860726 à 1002 626 et le nombre de logements de 974 492 à 1181 242 soit effectivement 200 à 210 000 de plus.

Mais le nombre de résidences principales augmentera seulement d'environ 140 000 compte tenu des démolitions et des logements vacants pour une population qui augmentera de 200 000.

Il n'y a pas d'évaluation du déficit en logement social dans les documents par rapport à la loi SRU.

⇨ **Question :** La métropole a-t-elle fait une simulation précise permettant d'estimer en 2040 la situation vis-à-vis de la loi SRU et la répartition qui serait nécessaire des logements à construire entre privé et social ?

Partie 5 transition écologique et énergétique

Objectif 5 .1.4 gestion responsable des déchets

⇨ **Question :** -La P223 demande de favoriser l'implantation d'un centre de tri et de valorisation de 50 000t par an.

Ce centre est-il nouveau et complémentaire à celui existant de Jas de Rhodes qui ne fonctionne pas à pleine capacité ?ou s'agit-il de celui de Jas de Rhodes ?

5.2 consommer moins d'énergie

-La prescription P226 (limiter les mobilités contraintes) vise à créer les conditions nécessaires pour:

-intensifier les pôles de développement et métropolitains pour flécher prioritairement (80%) l'accueil de population et d'emplois dans des espaces urbains offrant une mixité des fonctions associant logements emplois, services, commerces et mobilité soutenue très forte.

-favoriser le renforcement des activités économiques dans les espaces urbains mixtes, avec un objectif de 50% des 130 000 emplois supplémentaires envisagés ayant pour vocation de trouver leur place dans les enveloppes urbaines mixtes

⇨ **Question :** L'objectif de 80% de la population et des emplois dans des espaces urbains mixtes concerne t'il uniquement les 104 000 emplois à créer dans les pôles de développement et métropolitains, soit 83 200 emplois et 132 000 logements?

Comment s'articule cette prescription avec la P83 (70% de logement en zone urbaine et la P87 (75% des emplois en zone urbaine) ?

5.4.3 Préserver les ressources du sol et du sous-sol

La P266 demande à assurer les besoins en matériaux dans le cadre du SRC approuvé le 13 mai 2024(et pas en cours d'élaboration comme l'indique le document 3.3.5 du rapport de présentation)

Le SRC prévoit que les SCOT

- envisagent prioritairement le renouvellement et l'extension, des sites de production existants, en lien avec les exploitants de ces sites,

- si la nature des gisements présents sur leur territoire le permet, et si un besoin est identifié à l'échelle régionale ou nationale, ils envisagent la création de nouveau site de carrière sur ces gisements. »

⇨ **Question** Les perspectives en 2035 prévoyant un déficit de près 3 millions de tonnes par rapport à la consommation, est-il envisagé au-delà de la préservation des sites existants l'utilisation de nouveaux gisements ?

Cartographies du DOO

Dans son avis, « *la MRAe recommande de mettre à disposition du public les cartes à une échelle adaptée et de spatialiser les prescriptions du DOO*. »

Il est manifeste que certains éléments objets de prescriptions ou de recommandations, mériteraient plus de précisions quant à leur identification et/ou leur localisation et/ou leur dimensionnement pour une bonne déclinaison des objectifs du SCOT dans les PLUi.

Trois exemples :

1. **Villages perchés et silhouettes des villes ou villages**

Dans les prescriptions du DOO on trouve les prescriptions suivantes :

La P 39 : *Préserver les perspectives sur les **villages perchés et leurs abords***

Dans la P 48. : *Assurer les conditions permettant de prendre en compte et valoriser* :

- *la qualité des formes architecturales et urbaines composant les paysages urbains traditionnels (centres anciens, **villages perchés**, hameaux…)* ;

Certes on trouve dans le **diagnostic** quelques désignations de façon éparpillée mais a priori non exhaustive :

Page 156 *: À **Bouc Bel Air et aux Pennes-Mirabeau,** l'offre commerciale des centres anciens est particulièrement faible, notamment au regard de leur taille. Si cela s'explique en partie par leur situation de **village perché**, **…***

Page 161 **: *Les villages et noyaux villageois perchés** constituent un emblème du cadre de vie « à la provençale ». C'est notamment le cas d'**Allauch, Fuveau, Velaux, Cadolive, Fos-sur-Mer, Miramas-le-Vieux, Vernègues, Saint-Mitre-les-Remparts**…*

Page 161 : le visuel est titré : « *Vue sur **le village perché d'Eguilles** depuis les terres agricoles* »

⇨ **Question** L'absence de liste de ces villages, ne risque-t-elle pas une trop large interprétation dans l'application du SCOT ?

Préserver les points de vue et les perceptions du grand paysage

Parmi de nombreux autres éléments représentés, on trouve dans la cartographie n°3:

- Une quarantaine de **silhouette villageoise/urbaine emblématiques**
- Une quarantaine de **repères visuels/points de mire/éléments fort dans le paysage**

Si les silhouettes villageoises/urbaines ne devraient pas poser trop de problèmes dans l'application du SCOT, il n'est pas de même des repères visuels/points de mire en raison de leur non-identification.

En effet, l'identification de certains est aisée (château d'If, le Frioul, Cassis, route des Crêtes …) pour d'autres simplement localisés « à l'échelle du SCOT » c'est dire très approximativement, il n'en est pas de même.

⇨ **Question** Une liste localisée de ces points ne garantirait-elle pas mieux une meilleure application du SCOT **?**

Carto n°2 : Protéger la capacité productive des espaces agricoles

La protection des grands espaces agricoles ne devrait pas poser de problèmes d'interprétation quant à leur application dans les documents d'urbanisme. En revanche, la protection des petits espaces péri-urbains réduits parfois à 2 ou 3 points sur la carte, restera soumise à de larges interprétations locales.

Plusieurs observations de la Chambre d'Agriculture manifestent cette inquiétude.

⇨ **Question** Ne faut-il pas localiser plus finement ces surfaces avec un dimensionnement approximatif, pour assurer leur préservation effective ?

6. DAACL

⇨ **Question :** L'article du code (L 141-17) impose de chiffrer une surface de vente maximale. Le SCoT donne un pourcentage. Peut-on chiffrer une surface de vente maximale, étant entendu que le degré de précision sera relatif ?

⇨ **Question :** les pourcentages d'extension sont calculés par rapport aux surfaces de vente existantes ayant fait l'objet d'une autorisation. Ne serait-t-il pas opportun d'adopter une référence à la surface des emprises au sol ou à la surface de plancher qui serait moins contestable ?

7. Compatibilité des PLUI

Selon notre analyse (qui reste à vérifier) le PLUI d'Aix actuel prévoit une consommation de 900 ha entre 2022 et 2035.

Le PLUI Marseille Provence prévoit une consommation de 2 000 ha entre 2016 et 2030, soit environ 1300 hectares entre 2020 et 2030.

Les prévisions des PLUI apparaissent nettement supérieures à celles du projet de SCOT.

⇨ **Question :** Qu'est ce qui est prévu pour mettre en compatibilité les PLUI existants ou finalisés, Marseille Provence, Pays d'Aix, Pays d'Aubagne? (l'Article L131-7 précise que la délibération sur la mise en compatibilité du PLU avec le SCOT doit intervenir dans un délai d'un an après l'approbation de ce dernier)

⇨ **Question :** Quelles dispositions sont prises pour ceux en cours d'élaboration ? Quels sont les calendriers pour l'élaboration des PLUI du **Pays de Martigues**, d'Istres Ouest Provence et du Pays Salonais. ?

8. Questions Diverses

Démographie

Les prévisions de l'INSEE sur la démographie sont bien inférieures à celles retenues par la Métropole , ⇨ **Question** est ce une volonté affirmée de développement allant au-delà des perspectives de croissance prévues par l'INSEE

Cahier des recommandations des paysages du quotidien

⇨ **Question** -pourquoi dans le cahier des recommandations des paysages du quotidien avoir donné des exemples qui se situent en dehors de la métropole ?. Ainsi on montre ce qui est perçu comme des dysfonctionnement à Valbonne, Monfort, Feuilly… cela démontre qu'il n'existe pas ce type de cas sur la métropole (ou qu'une étude a été réutilisée). Les propos devront être illustrés par des photos du territoire métropolitain afin de démontrer que ces pathologies existent.

Friches

⇨ **Question** Quelle place avez-vous donné dans votre stratégie d'aménagement du territoire pour la reconquête des friches présentes dans le périmètre du projet de SCoT soumis à enquête ? En avez-vous dressé un inventaire ? Avez-vous établi une cartographie qui en permet la localisation ? Combien d'hectares occupent ces friches potentiellement revalorisables ? Avez-vous mis en place un observatoire local ?

Activités

La compatibilité a été analysée sous l'angle du logement entre Scot et Sraddet et non sous l'angle de l'activité. ⇨ **Question** Pourquoi ? Peut-on corriger l'analyse ?

Nature en Ville

⇨ **Question** Peut-on définir de façon précise les espaces nature en ville

9. REMARQUES de DETAIL

Le rapport de présentation

Page 117 le paragraphe A indique que le locatif social représente 15 % des résidences principales et le paragraphe B que les logements sociaux représentent 20,4% des résidences principales.

Quel est le bon chiffre ?

Explication des choix

Dans le tableau page 13 les taux de croissance moyen sont faux, ce sont ceux du tableau page 14 qui sont bons.

Dans la page 19 2eme colonne, il est indiqué « Les pôles métropolitains et de développement doivent accueillir à eux seuls 15% des habitants et 5% des emplois des objectifs de l'ensemble du SCoT (sous réserve de la mutualisation en fonction du contexte à l'échelle PLUi). Il s'agit des pôles d'équilibre et pas des pôles métropolitains et de développement.

Articulation avec les autres documents

La présentation fait référence à l'article R 104-18 du code de l'urbanisme qui ne traite pas de la mise en compatibilité, c'est plutôt l'ancien article L 141-3 du code de l'urbanisme qui traite de l'articulation avec les autres documents. Quelles sont les bonnes références ?

DOO

Objectif 4.5.2

La P212 fait référence au 3-5-1, c'est plutôt le 4-5-1

-Objectif 5-1-9

Il est fait référence à l'orientation 3-2 c'est plutôt la 4-2

10. Questions relatives aux remarques du public

Les observations du public sont nombreuses et une synthèse est présentée ci-dessus (paragraphes BI à BVI).
La commission souhaiterait connaitre la position de la métropole sur les demandes formulées.
Toutefois, les observations principales portent sur :
- les hypothèses de croissance démographiques qui apparaissent irréalistes au regard des prévisions de l'INSEE
- des demandes de modification de classement de parcelles dans les PLUI, ces demandes pour la plupart ne peuvent être traitées dans le cadre de l'élaboration du SCOT

- des demandes relatives à la mobilité, amélioration des transports en commun, aménagements routiers, création de pistes cyclables. La non prise en compte de la loi 1269 de 2023 sur le SERM est également soulignée. Ces demandes doivent être toutes examinées. Dans une perspective à 20 ans, voire jusqu'en 2050 il serait souhaitable que la Métropole précise sa position sur les projets souhaités.
- la préservation des espaces agricoles, il y a une demande générale de rendre plus prescriptif le SCOT sur le sujet, les observations portent également souvent sur des projets particuliers relevant des PLUI. La Métropole peut-elle rendre plus stricte les prescriptions sur la préservation des espaces agricoles (comme le souhaite certaines PPA) en particulier sur les espaces irrigués en compatibilité avec le SRADDET.
- La préservation des canaux d'irrigation, ce sujet le SCOT ne les traite qu'au regard de la trame verte et bleue,
- la préservation des espaces naturels avec de nombreux souhaits d'être plus prescriptif et de renforcer la trame verte et bleue
- la qualité de vie, avec des demandes concernant le bruit des avions
- de réelles inquiétudes quant à la cartographie du Scot de la part de professionnels ou d'institutions notamment,

Ainsi, les points suivants illustrent le propos :

PEM

- Peut-on citer les quartiers à densifier accueillant des PEM ou des grands projets urbains comme la Rouvière comme ce qui est demandé par le préfet et la région ?

- En ce qui concerne le PEM de Lignane (et éventuellement de la Calade comme demandé) sera-t-il compatible avec le Scot qui demande de densifier autour des PEM ? sera-t-il possible de densifier autour de Lignane ?

- La question peut s'étendre à tous les PEM situés dans des zones à dominante naturelle ou agricole. Par exemple, comment comptez-vous densifier autour du Krypton alors que des parcelles sont bloquées (répondre aux observations 88 et 89) ?

- Dans le cas où il ne serait pas densifié aux alentours des PEM pour des raisons d'espaces boisés, nature en ville ou autres, comment estimer vous le rapport de compatibilité entre le SRADDET et le Scot ? L'objectif de décarbonation sera-t-il respecté si l'on multiplie les espaces non densifiés en centre ville à proximité des PEM ?

- Peut-on accueillir un PEM à la Calade à Aix-en-Provence ? Devra-t on densifier le quartier si tel était le cas ? Pouvez-vous éclaircir la situation ? Les habitants se mobilisent pour dire que le PEM La Calade a été abandonné et la ville dit qu'il est référencé (R630).

- Que répondez vous aux opposants à la réalisation du parking Versailles aux Pennes Mirabeau ?

- Que répondez-vous à la remarque 217 rédigée par AIRBUS

Nature en ville

Peut-on donner une définition précise et scientifique des espaces nature en ville ?
Pour répondre aux demandes sur ce thème le DOO peut-il définir des objectifs à atteindre en matière de création et de préservation des espaces verts (article L141-11 du code de l'urbanisme ancienne version ?

Présentation générale

Peut-on prévoir une présentation claire montrant ce qu'il est possible de faire avec un Scot ? Cela sera adressé aux PPA, communes et population sous la forme d'un résumé en début de rapport ? Cela passerait par un exposé des points forts de la loi et des jurisprudences. Cela permettrait en outre de mieux cadrer les attentes du Scot notamment en termes de précisions ou encore, mieux présenter les applications du Scot et d'éviter des demandes qui fragiliseront le document si elles étaient appliquées.

Prolongement de la RD9 entre la Couronne et Carro

« Il importe donc aujourd'hui au CIQ La Couronne-Carro que soit acté l'abandon du prolongement de la D9 en demandant expressément à la Métropole son retrait du schéma de cohérence territoriale en cours d'élaboration. »

Selon le CIQ, ce prolongement est abandonné depuis 2021 et ne trouverait plus d'écho dans tous les documents d'urbanisme. Ce projet est-il maintenu ou est-ce une erreur ? Peut-il être retiré ?

Ressource en eau

Doit-on résoudre le problème d'approvisionnement d'eau à Cuges les Pins et comment ? Ce problème est également signalé chemin de la Bastide des Tourelles à Aix en Provence(R506).

Quelle réponse à la demande de réglementer les constructions sur des terrains comportant une nape phréatique affleurante avec interdiction de pompage ?

Retour sur les corridors

Il est demandé que le SCOT prenne en compte au minimum tous les corridors figurant au SRCE et tous ceux figurant dans les SCOT actuels. Est-ce possible ?

Peut-on représenter sur la cartographie du Scot l'ensemble des corridors validés au SRCE, ceci incluant le corridor de Velaux qui semble devoir être urbanisé ? La métropole peut-elle demander une évaluation environnementale du site via une étude faune/flore quatre saisons lorsqu'un corridor recensé au SRCE est menacé d'urbanisation ?

Les nuisances sonores liées au trafic aérien

Les orientations du PADD prônent une meilleure qualité de vie et le bruit lié au trafic aérien n'apparaît pas les objectifs. Ce problème peut-il être résolu ?

La réglementation européenne prévoit l'établissement d'un Plan de Prévention du Bruit dans L'Environnement (PPBE) pour l'aéroport Marseille Provence, quelle est ou sera la contribution de la métropole à l'établissement de ce plan qui devrait être prochainement révisé ?

La pollution il est demandé une prise en compte plus forte de la pollution de l'air notamment par les particules fines, le DOO, pourrait-il fixer aux PLUI un objectif de conformité aux normes réglementaires ?

Densité :

Répondre à la question 182 :

« Le SCOT prévoit des densités en fonction des typologies urbaines en nombre de logements par hectare. Dans le cadre d'opérations d'ensemble ces densités sont à calculer par rapport à la surface brute du terrain d'assiette (totalité de la surface concernée par le projet), ou bien une fois les surfaces liées aux équipements déduites (voies, stationnements, jardins collectifs etc ...), donc sur la surface résiduelle nette. Et quand il s'agit d'une parcelle de taille modeste dans un quartier déjà construit ? »

Des observations s'opposent à une densification trop forte qui porterait atteinte aux caractéristiques de quartiers ou de villages, comme à Mallemort où les habitants réfutent le pôle d'équilibre pour le village. Quelle réponse de la métropole ?

Préservation des espaces non artificialisés :

On note une opposition à la Zone industrielle et artisanale du Safre à Simiane-Collongue relayée par la LPO : que pensez-vous du problème ?

Il en est de même d'une extension de ZAC à Pertuis et de contournement. Que répondez-vous aux habitants ?

Secteurs à enjeux :

Peut-on disposer des études ou justifications ayant conduit à estimer que des zones sont agricoles ou naturelles dans les secteurs à enjeux ? Une contribution montre qu'il apparaît des zones agricoles alors que la métropole a déjà démontré qu'elles ne l'étaient pas à l'entrée de ville par les Milles. (Voir notamment la remarque 535 du cabinet Nathalie HUBLER, pour le compte de la société GDI et la remarque 304 déposée par maitre KUJAWA)
Des observations relèvent le manque d'objectifs clairs et chiffrés de développement des énergies renouvelables alors que de nombreuses observations demandent l'interdiction de réalisation d'installations en zones naturelles ou agricoles, le SCOT peut il se prononcer sur cette question ?

Les secteurs à enjeux sont parfois considérés comme trop précis. On note la remarque 527 qui pointe l'ouverture à l'urbanisation d'une zone boisée par exemple. Cette cartographie peut-elle être rendue moins précise et laisser porter le choix de l'urbanisation de parcelles notamment au PLUI ?

Corridors :

Deux corridors inscrits au SRCE sont signalés comme menacés d'urbanisation par les habitants. Ce sont les corridors de Peypin et de Velaux (observation 130). Comment comptez-vous les protéger ? FNE signale en outre que de nombreux corridors ont été oubliés et souhaite qu'ils soient tous intégrés à la cartographie du Scot. Qu'en pensez-vous ?

En revanche, le maire de Berre remet en cause un corridor non inscrit au SRCE qui ne se justifierait pas et qui bloquerait ses projets autour de l'aérodrome. Pouvez-vous lui répondre ?

Commerce :

LIDL(et également Super U) se plaint en masse du DAACL en expliquant qu'il n'est pas adapté à leur activité. La Pioline adopte le même discours. L'enseigne SUPER U à Saint Zacharie OUEST émet un avis défavorable au classement du secteur de Saint Zacharie Centre ouest en SIP intermédiaire.

Ces acteurs pensent que le DAACL menace leur activité. Peut-on mieux l'adapter ? Peut-on évaluer des surfaces comme le demande la loi ? Était-il possible d'évaluer une surface de vente maximale en accord avec les différents acteurs ?

Pouvez-vous répondre aux questions de la zone de la Pioline ?

- Les concessions automobiles sont-elles exclues de ces dispositions comme cela semble être indiqué en page 5 ?

- Le DAACL descend à l'échelle communale. Les décisions ne seront plus à l'échelle communale, ni à celle du PLUI.

- Il est difficile de comprendre le terme de surface de vente. Peut-on estimer les surfaces de vente en expliquant comment elles sont calculées ? La modification de destination des commerces concerne-t elle des bâtiments qui ne seraient pas commerciaux ?

- La mise aux normes d'un bâtiment comme ceux présents dans la zone de la Pioline est coûteuse. En effet, cette zone a vu ses premiers bâtiments dans les années 720-80. Sans possibilité d'étendre la surface de vente dans des proportions nécessaires pour pouvoir la financer, il paraît difficile de l'envisager.

- Toute mesure qui demandera un investissement par les commerçants devra trouver pouvoir être financé par ceux-ci. De plus, dans la Pioline, les espaces non construits sont des stationnements. Les désimperméabiliser demandera un investissement qu'il faudra financer.

- La cartographie est incomplète. Le cadre violet et l'aplat de couleur violet n'est pas expliqué en légende. Le secteur nord est de la Pioline apparaît en gris, ce qui est incompréhensible.

Pouvez-vous intégrer les demandes de la ville de Salon ? (R619) : demande des corrections dans le DAACL au niveau du site les Broquetiers alors que cette demande a déjà été signifiée avant l'enquête. Il est demandé des corrections sur le site de la Gandonne 1 et de basses Viougues.

La commune de Gardanne demande de compléter la liste des SIP de proximité avec les enseignes NETTO et SUPECO, et les reporter p40 avec Bricomarché et d'identifier en « secteur d'extension périphérique » la zone UE du PLUi. Peut-on lui répondre ?

Tourisme
Peut-on répondre aux demandes formulées par le domaine de pont Royal à Mallemort et à la société Rocher Mistral à la Barben pour la préservation de leurs activités ?

Énergies renouvelables :

Le Président du MEDEV souligne une contradiction dans sa remarque 432 : Il est demandé de développer les énergies renouvelables d'un côté et de l'autre le foncier est bloqué. Cela est illustré par le blocage des projets de l'aéroport de Marseille Provence. Que lui répondre ?

Des observations relèvent le manque d'objectifs clairs et chiffrés de développement des énergies renouvelables alors que de nombreuses observations demandent l'interdiction de réalisation d'installations en zones naturelles ou agricoles, le SCOT peut il se prononcer sur cette question ?

Cartographie :

1. La légende

Que signifient les zones absentes de la légende ? Par exemple, on peut noter celle-ci mais elle n'est pas la seule. Est-ce un projet porté par le maire en zone non artificialisée ? En effet, dans ce cas, il s'agit d'une OAP (Remarque 458). Et pour les autres zones en blanc ?



Que répondre à l'exploitant voisin en ce qui concerne le conflit de voisinage entre agriculture et logements ?

Peut-on prévoir des zones tampon entre l'agriculture et les habitations ou urbaniser jusqu'à des limites de type route, qui elle, avec des zones de recul, pourra servir de zone tampon ? Le cas échéant, peut-on prévoir une recommandation ou prescription incitant les PLUI à prévoir des zones urbaines cohérentes ?

2. Cartographie agricole et naturelle

La remarque 313 présentée par Maitre Loiseau pour la société de goudronnage et de terrassement du Lubéron (SGTL) montre que des terrains en zone agricole ne sont pas agricoles (divers jugements déjà rendus). La cartographie du Scot peut-elle les maintenir en agricole ?

La cartographie est vue comme pouvant empêcher des projets par des sachant comme les maires. Ils pensent que la cartographie revêt une forme de constructibilité et le PLUI ne pourra que suivre les zones édictées. Les maires de Mallemort et Pertuis demandent une modification de la cartographie pour pouvoir réaliser des projets dont un collège à Mallemort.
La ville de Pélissanne souligne que la cartographie du Scot empêche la réalisation de deux projets structurant en ayant intégré des parcelles en zone agricole.
La ville de Gardanne s'inquiète pour une OAP signifiée comme naturelle et agricole par le Scot.
Un élu de la commune de Miramas s'oppose à la cartographie du Scot et au DAACL s'ils nuisent à ses projets.
Le Scot est donc vu dans sa cartographie par les sachant que sont les maires comme un document de rang inférieur, comme le souligne le maire de Martigues.

Nous constatons que des communes demandent des modifications au Scot qui relèvent des PLUI, ce qui donne un Scot une dimension de document de rang inférieur. Or, il s'agit de sachant qui comprennent ce qu'est un rapport de compatibilité entre documents a priori.

Cela est confirmé par Me AUDOUARD qui pointe le Scot : « Il convient d'autant plus de corriger cette présentation dont les conséquences à l'occasion de la rédaction des documents d'urbanisme plus opérationnels (PLUI en particulier) seront déterminantes en ce qu'elles conditionneront les différents zonages et les possibilités de développement économique de la commune ». Les témoignages sont nombreux en ce sens.

Le problème est donc relevé par des communes et la population ou avocats qui ne pensent pas que la cartographie et le rapport de compatibilité aux futurs PLUI ne soit qu'indicatif.

Qu'en pensez-vous ?

3. Demande de suppression

Le GMIF demande à supprimer des espaces agricoles périurbains (R591). Cela est-il possible ?

Il en va de même pour l'aéroport (R594) et l'UPE 13(R601) qui demande que l'Aéroport puisse réaliser un projet photovoltaïque sur 13 hectares de l'emprise aéroportuaire.

4. Constructibilité

Comment interpréter la remarque R93 ? Il semblerait que les villes orientent les administrés vers le Scot pour connaître la constructibilité de leur terrain ou résoudre les problèmes de constructibilité.

Les carrières :

Les documents d'urbanisme devant intégrer les carrières, Provence Granulats souhaite que des prescriptions soient ajoutées au DOO.

Que lui répondez-vous ?

L'Union Nationale des Industries de Carrières et de Matériaux (UNICEM)(R408) souhaite que le SCOT intègre l'identification des gisements et la pérennisation des exploitations sur le territoire de la Métropole par le renouvellement de l'exploitation des carrières existantes et la prévision de leur extension Que lui répondez-vous ?

Demandes particulières

Quelle réponse à la demande de la commune de Berre l'Étang concernant son aéroport (R389) ?
Pourquoi le SCOT ne fait pas référence à EUROMEDITERANEE ?
Comment encadrer les Data center ?
Quelle est la position de la métropole sur les demandes de la commune de PERTUIS (R484) de Mallemort (R 497) et de Cabriès (R513).

Registre numérique :

L’accès au registre numérique est difficile. Il peut ne plus être accessible ou a tendance à ramer. De plus, des contributions étaient manquantes puis apparaissent. Dans ce cadre, pouvez-vous répondre à l’observation 552 (absente au registre le 26 décembre 2024 puis apparaissant deux jours plus tard). Il s’agit des demandes de la ville de Pertuis dans le registre.

Pouvez-vous y répondre ?

On peut aussi signaler que les contributions des registres ont longtemps été identifiées sans documents joints, puis les documents joints sont apparus rendant le traitement des remarques difficiles.

Pour la Commission, le 29 décembre 2024



Gilles BANI - Président

ANNEXE V

- mémoire en réponse de la Métropole AIX-MARSEILLE PROVENCE au procès-verbal de synthèse de la commission d'enquête

Procès-verbal de synthèse

Enquête publique du Scot de la métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE

REPONSES DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE

La présente note contient les réponses apportées au PV de synthèse. Celles-ci ont été regroupées par thèmes afin d'en faciliter la lecture et la lisibilité. Cette organisation permet aussi d'apporter des réponses contextualisées et groupées quand les sujets abordés évoquent un sujet identique ou lié.
Chaque question du PV de synthèse a été numérotée et un extrait de ce dernier figure en annexe, en tant que référence pour la numérotation indiquée dans la présente note.

SOMMAIRE

1. GENERAL
2. AMBITIONS ET ORGANISATION DU TERRITOIRE
3. CONSOMMATION D'ESPACE / ARTIFICIALISATION/DENSITES/ENVELOPPE URBAINE
4. MOBILITE /INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT
5. ENVIRONNEMENT/TRANSITION ENERGETIQUE
6. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS D'ORDRE SUPERIEUR
7. AMENAGEMENT COMMERCIAL
8. ESPACES AGRICOLES
9. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
10. HABITAT
11. AVIS PPA
12. AVIS DES COMMUNES

ANNEXE : extrait du PV de synthèse

1. GENERAL

1.1 Portée et rôle du SCoT Aix-Marseille-Provence

Questions 3/64/147/186/189

Le SCoT, à travers son document prescriptif, le DOO, définit à l'échelle métropolitaine des orientations et des objectifs dont la mise en œuvre est précisée sous forme de prescriptions illustrées par des documents cartographiques Ces prescriptions doivent ensuite trouver leur traduction dans les documents de planification dits « d'ordre inférieur » (PLUi, PDM, PLH…) dans un rapport de compatibilité.

Le DOO du SCoT Aix-Marseille-Provence ne constitue donc pas un règlement directement opposable aux projets (sauf exceptions limitativement fixées par le code de l'urbanisme) et n'a en toute hypothèse pas vocation à se substituer au PLU/PLUi, seul document dont la vocation est d'administrer le droit des sols à l'échelle de la parcelle.

A cet égard, les localisations de principes définies sur les documents du recueil cartographique, telles que celles identifiant les espaces agricoles, s'inscrivent dans le champ de l'article L. 141-5 du code de l'urbanisme en vertu duquel le DOO a vocation à déterminer les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestier ainsi que les conditions d'un développement équilibré entre l'habitat, les activités économiques et les sites naturels ou agricoles. En revanche, il appartient aux seuls plans locaux d'urbanisme, notamment les PLUi, de délimiter un zonage à la parcelle qui soit compatible avec les localisations figurant dans le SCoT et qui, comme le prévoit l'article L. 151-9 du code de l'urbanisme, précise l'affectation des sols selon les usages et les activités qui peuvent y être exercées.

C'est bien le sens du « nota » figurant dans le sommaire du recueil cartographique du DOO et sur chacune des cartes :
« Les illustrations cartographiques présentes dans ce document traduisent des orientations par une représentation de principe et non une délimitation de zone. Par conséquent, elles n'ont en aucun cas vocation à définir des limites précises transposables directement dans les documents d'urbanismes locaux ».
Ce nota pourrait être complété, pour lever toute ambiguïté, d'une échelle minimale d'usage adaptée au champ d'application du SCoT.

Ainsi, si le caractère opposable (et non purement indicatif) des cartes du DOO est bien réel, il l'est seulement vis-à-vis des documents précités dans un rapport de compatibilité, qui implique de se livrer à une analyse globale à l'échelle d'un territoire afin de vérifier l'absence de contrariété, lequel se distingue ainsi du rapport de conformité.

Afin de répondre aux différentes observations en lien avec la précision et la portée des prescriptions figurant dans le SCoT, et comme cela est proposé, le rapport de présentation pourrait être complété, dans sa partie introductive, d'un chapitre expliquant les obligations législatives et réglementaires régissant le contenu et les effets du SCoT.

1.2 Cartographie

Question 84

Les cartes du cahier de recommandation des secteurs à enjeux annexé au DOO localisent par principe à minima, les éléments prescriptifs figurant sur la carte du DOO. Ces cartes sont effectivement enrichies, selon les enjeux locaux, d'éléments complémentaires à titre de recommandation (non obligatoires) sur lesquels pourront s'appuyer les PLUi.

Question 161
Les cartes du cahier de recommandation des secteurs à enjeux n'estiment pas les zones agricoles ou naturelles : les représentations auxquelles il est fait référence dans la question sont les espaces à dominante agricole ou naturelle, correspondant à l'occupation des sols extraite du Mode d'Occupation des Sols (MOS) métropolitain, identifiés sur le fond de carte en tant qu'éléments de repère, comme le mentionne la légende. Des écarts peuvent effectivement être constatés avec l'occupation des sols en 2024 car la donnée exploitée du MOS date de 2017. Une mise à jour des données est en cours mais la temporalité de leur publication n'a pas permis de les intégrer à temps dans le projet de SCoT arrêté. Les éléments actualisés pourront être intégrés en vue de l'approbation.

Question 163
Les cartes du cahier de recommandation des secteurs à enjeux ne portent aucun choix de l'urbanisation des parcelles, il convient de s'en référer à la légende. Elles identifient, à titre de recommandation (caractère non obligatoire), des potentiels de développement de l'habitat ou dédié au développement économique, matérialisés par des pictogrammes, comme le mentionne la légende. C'est bien au PLUi de mener l'analyse d'opportunité et de préciser, le cas échéant, les parcelles concernées et les conditions d'urbanisation en compatibilité avec le cadre global fixé par le SCoT.
Quand bien même l'usage d'un pictogramme à cette échelle n'est pas de nature à générer du doute sur le niveau de précision porté par la carte, pour lever toute ambiguïté, le nota mentionné dans le recueil cartographique et précisant notamment qu'il s'agit de localisations de principe pourrait être utilement ajouté sur chacune des cartes du cahier de recommandations.

Question 181
Les zones « blanches » auxquelles il est fait mention dans la question correspondent aux espaces artificialisés (bâtis ou non) qui ne sont pas insérés dans l'enveloppe urbaine, légendée en grisé sur la carte. Il s'agit donc d'un état de l'occupation des sols issus du Mode d'Occupation des Sols (MOS) métropolitain sur lequel cette carte ne porte aucune orientation de projet.
Ces espaces intègrent ainsi également les axes routiers qu'il pourrait toutefois être utile de représenter sur la carte.
Par ailleurs, quelques anomalies ont été identifiées, liées à la donnée source issue du MOS, induisant une représentation inexacte des éléments de repère correspondant aux espaces à dominante naturelle, identifiés pour certains en « zone blanche ». La mise à jour de la donnée « MOS » permettra d'en corriger une partie. En complément, une vérification fine de la carte sera menée pour l'ajuster de manière optimale à la réalité de l'occupation des sols.

1.3 Erreurs matérielles

Question 132
La confusion vient du fait que ces données ne correspondent pas à la même année de référence (paragraphe A : 2020 ; paragraphe B : 2022). Une homogénéisation des données sera nécessaire.

Question 133
Le bon article est effectivement le L141-3. Le document sera corrigé en ce sens.

1.4 Compatibilité des PLUi

Questions 123/124/125
La Métropole AMP est compétente en matière d'élaboration du SCOT métropolitain, ainsi que des 6 PLUi couvrant son territoire.
Concernant les PLUi approuvés, la traduction et déclinaison des objectifs du SCOT si elle est nécessaire, pourront se faire par voie de modification de PLUi.
Concernant les trois nouveaux PLUi en cours, le calendrier projeté est une approbation à 2028 ;

Concernant les objectifs de consommation d'espace et de réduction d'artificialisation des sols, le processus mis en place est le suivant :

1. La loi donne une échéance à la « climatisation » des documents (SCOT et PLUi) : c'est-à-dire à la déclinaison des objectifs locaux à 2028 ;
2. Le SCOT pose la stratégie et la trajectoire métropolitaine de réduction de consommation d'espace et de réduction d'artificialisation des sols ;

Il fait une répartition territoriale de principe des objectifs entre les 6 PLUi + il crée une instance dédiée métropolitaine décisionnaire et de régulation, la conférence métropolitaine de gouvernance du ZAN, qui permettra d'évaluer la capacité de la Métropole de décliner ses objectifs, et de les ajuster si besoin, sur un principe de mutualisation entre les 6 périmètres, ainsi que dans le temps, en fonction des besoins exprimés tout en garantissant l'équilibre métropolitain aux échéances données ;

3. La création de cette conférence métropolitaine du ZAN a été actée par délibération du Conseil de Métropole de juin 2024. Y siègent : les Vice - Présidents thématiques de la Métropole, les 6 élus délégués aux PLUi, les 6 maires des villes-centre ;
5. Elle se réunira à chacune des grandes étapes d'élaboration et d'évolution des 6 PLUi, pour s'assurer de l'équilibre global métropolitain et de la déclinaison des objectifs selon les besoins exprimés et traduits par les PLUi ; (Pré débat de PADD, pré-arrêt, pré-approbation) ;
6. Elle régulera les trajectoires chiffrées des 6 PLUi ensemble, qu'ils soient en cours d'élaboration ou de modification, afin que le maximum de consommation à l'échelle métropolitaine ne soit pas dépassé à l'échéance 2030, puis 2040, puis pour 2050 ;
7. La conférence du ZAN joue un rôle d'observatrice locale de la consommation effective sur le territoire métropolitain, et proposera au Conseil de Métropole d'adopter des rapports de suivi de l'artificialisation des sols.

Ces rapports permettront de comparer et évaluer l'adéquation entre la consommation d'espace effective, et les trajectoires territoriales consacrées dans les PLUi.

2. AMBITIONS ET ORGANISATION DU TERRITOIRE

2.1 Niveau d'ambition démographique

Question 126

C'est effectivement un choix ambitieux mais raisonné (cf. chapitre explication des choix du rapport de présentation), permettant d'apporter une réponse aux enjeux métropolitains de renforcement de l'attractivité, dans un cadre équilibré, traduit dans le SCoT par les objectifs d'organisation du territoire, de préservation des richesses environnementales et d'adaptation au changement climatique.

Le niveau d'ambition démographique du SCoT s'inscrit ainsi dans l'ambition du SRADDET qui prévoit un effort de croissance à 0,6 % pour les territoires métropolitains bien desservis, qui devront absorber au moins la moitié des nouveaux habitants de la région.

2.2 Les polarités concernées par niveau d'armature

Question 63

La liste des pôles par niveau d'armature pourrait effectivement être insérée dans le document.

2.3 Répartition des objectifs chiffrés

Questions 100
Le mode de calcul pour les besoins en logements à l'échelle SCOT est expliqué page 44 de l'explication des choix (pièce 1-3 Rapport de présentation).
L'objectif métropolitain a ensuite été décliné par niveau d'armature et recomposé par périmètre de PLUi selon différentes simulations de poids relatif des communes pour tenir compte de la limitation des capacités d'accueil de certain pôles, de la nécessité de renforcer certaines parties du territoire, des enjeux du poids relatif des pôles au sein des PLUi, etc..
Le SCoT fait le choix d'un rendu de ces simulations à l'échelle des PLUi par fourchette, afin de ne pas s'enfermer dans un mode de calcul qui reste une évaluation empirique du besoin au regard du projet de territoire.

Question 102
L'exercice de déclinaison des objectifs par les PLUi se fera au fur et à mesure de leur élaboration. Les PLUi en cours d'élaboration étant sur les mêmes calendriers : un effort important de coordination est à mener entre les trois démarches engagées.

Question 115/116
La rédaction de la prescription P226 contient plusieurs approximations erronées aux 1ere et 3e puce, nuisant effectivement à sa bonne compréhension. La rédaction corrigée serait la suivante :

- intensifier les pôles métropolitains et de développement afin d'y flécher prioritairement (80%) l'accueil de logements et d'emplois.
- (…)
- favoriser le renforcement des activités économiques dans les espaces mixtes à dominante résidentielle (centralités urbaines et villageoises), avec un objectif d'au moins 50% des 130 000 emplois supplémentaires envisagés ayant pour vocation d'y trouver leur place.

Le premier alinéa fait référence à la répartition des objectifs de logement porté par le PADD déclinés dans le DOO aux prescriptions P80 et P81. Le dernier alinéa fait, lui, écho à la notion d'« équilibre centre/périphérie » mentionnée à la prescription P86 et à la mixité des fonctions. Les prescriptions P83 et P87 s'en réfèrent aux modalités de développement (en densification-renouvellement ou en extension) et à l'étalement urbain.

3. CONSOMMATION D'ESPACE / ARTIFICIALISATION/DENSITES/ENVELOPPE URBAINE

3.1 Modalités de prise en compte des occupations du sol et d'exonération

Questions 7/70
Le « plafond » de consommation maximale d'espace et d'artificialisation des sols fixé par le DOO a bien vocation à tenir compte, comme le souligne la région pour certaines vocations, de l'ensemble des modifications de l'occupation des sols entraînant une consommation d'espace ou d'artificialisation des sols (pour cette dernière notion, selon la nomenclature en vigueur).

Question 71
La désimperméabilisation n'est pas forcément synonyme de désartificialisation. Donc elle peut participer à compenser l'artificialisation mais uniquement par exemple, si elle participe à recréer un espace qualifié de naturel, agricole ou forestier ou à retrouver une occupation des sols ne correspondant à aucune des nomenclatures définissant l'artificialisation des sols.

Question 8
Le SCoT de la métropole fait le choix de territorialiser ses objectifs en matière de réduction de la consommation d'espace et d'artificialisation des sols par périmètre de PLUi, garants du respect de la trajectoire métropolitaine vers le Zéro Artificialisation Nette. La répartition par commune relève donc du projet territorial porté par chacun des PLUi, dans le cadre métropolitain défini par le SCoT et à travers la conférence métropolitaine du ZAN, l'instance de gouvernance créée par la métropole, dont le rôle est précisé dans le rapport de présentation (chapitre dédié de l'explication des choix à la justification de la consommation d'espace).

Question 9
Le cadre législatif et réglementaire prévoit des exonérations de prise en compte de la consommation d'espace résultante de Projets d'Envergure Nationale et Européenne (PENE) dont la liste est fixée par l'Etat. Le SCoT s'inscrit par conséquent dans ce cadre et la consommation induite par les projets ferroviaires, s'ils sont inscrits dans les PENE, est à exclure de la compatibilité des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF). Cela ne relève donc pas de la mise en œuvre du SCoT.

3.2 Modalités de calcul

Question 65
Pour rappel, l'analyse passée s'appuie sur deux bases de données différentes : le Mode d'Occupation des Sols (MOS) métropolitain et les données issues du CEREMA pour l'année 2020. Le MOS est en cours d'actualisation et il permettra, dès février 2025, de couvrir l'analyse de la consommation passée de la Métropole de l'année 2011 à 2020 inclue, en ne s'appuyant que sur une seule source de données : les données métropolitaines. Les chiffres de consommation d'espace passée 2011 – 2020 devraient donc pour l'approbation du SCOT, être actualisés à la marge. Par ailleurs, ils n'intègreront toujours pas l'analyse de potentiels volume d'espaces renaturés.

Question 94
La renaturation dont il est question à la prescription P208 relève de la recherche d'espaces favorables (zones préférentielles) alors que le calcul d'estimation des espaces renaturés relève de la disponibilité des données numériques. Les deux sujets ne sont pas liés.

3.3 La trajectoire de réduction de la consommation d'espace/artificialisation des sols

Question 66
Les volumes de consommation sur les années civiles 2021 et 2022 indiqués dans la question sont issus du portail national de l'artificialisation des sols (données CEREMA). Elles semblent surévaluées (constat national).
A l'occasion de l'actualisation du MOS métropolitain, de nouvelles données seront disponibles, et pourront être actualisées – Techniquement, les services métropolitains et de l'Etat se sont accordés pour dire que des écarts de méthode importants sont constatés entre les observatoires locaux (comme le notre qui s'appuie sur un MOS) et la méthode CEREMA.
La stratégie à mettre en place relève plus d'outils complémentaires au SCoT, afin d'assurer l'observation de l'évolution de cette artificialisation sur notre territoire et au recours à d'éventuels ajustements ponctuels, en cours de route, jusqu'à 2050.

C'est pourquoi la métropole a mis en place, parallèlement à la mise en œuvre du SCoT :

- d'une part, un observatoire dédié permettant la réalisation de rapports d'artificialisation annuels, alors que la loi ne nous l'impose que tous les 3 ans. Par conséquent, ces nouvelles analyses évoquées feront l'objet d'un rapport métropolitain de suivi de l'artificialisation des sols complémentaire, en juin 2025.
- et d'autre part, une commission métropolitaine du ZAN.

Il est important de souligner que ce dispositif combiné au SCoT est validé par le Préfet qui le souligne dans son avis.

L'objectif est de pouvoir réajuster la trajectoire au regard des dynamiques observées mais, et il est important de le souligner, sans toucher à la trajectoire métropolitaine à long terme fixée par le SCoT, respectant l'objectif de tendre vers le ZAN à 2050. Donc des ajustements à prévoir au cours du temps sur la trajectoire, peut-être, mais dans le respect du cadre global fixé par le SCoT.

Question 67

Il est effectivement logique que les objectifs de limitation de la consommation d'espace et de l'artificialisation des sols soient complétés par un objectif intermédiaire à l'horizon de mise en œuvre du SCoT, à savoir 2040. Le DOO sera donc complété en ce sens. Il exprimera un rythme de réduction de la consommation sur la base des enjeux et des besoins des politiques métropolitaines d'aménagement et de leurs différentes temporalités.

Question 68

Le scénario de ventilation des objectifs chiffrés retenu est celui de la mise en œuvre du projet de SCOT : un système de pondération des besoins en consommation d'espace et d'artificialisation des sols selon le niveau de contribution de chaque périmètre de PLUi aux objectifs métropolitains de production de logement et d'emploi. La méthode est détaillée dans le rapport de présentation, dans le chapitre dédié de l'explication des choix à la justification de la consommation d'espace.

Question 69

Les objectifs de production de logements et d'accueil de l'emploi à l'horizon SCoT sont à réaliser dans le cadre spatial donné, à savoir les objectifs maximums de consommation et d'artificialisation définis aux prescriptions P75 et suivantes.

Questions 72/74/75/76/77/78

Au préalable précisons que le SCoT de la métropole Aix-Marseille-Provence n'a pas l'obligation juridique de formuler des objectifs chiffrés de consommation d'espace pour le foncier économique comme pour les autres grandes politiques publiques (habitat, mobilités…)
Par ailleurs, lors du Conseil de Métropole du 27 juin 2024, parallèlement à l'arrêt du SCoT, les Elus ont délibéré la création d'une Conférence Métropolitaine du ZAN qui pose une méthode et dispositif clair pour garantir l'adéquation entre les objectifs chiffrés de limitation de la consommation d'espace inscrits dans le SCoT et l'ensemble des besoins fonciers associés aux grandes politiques métropolitaines. Réunissant l'ensemble des Vice-Présidents thématiques (économie, mobilités…), les Elus Délégués à l'Urbanisme et les Maires des principales villes centres, cette conférence fonctionnera en articulation étroite avec les instances de pilotage politique d'élaboration des PLUi : c'est à l'échelle des PLUi que seront précisés les besoins fonciers liés à la mise en œuvre des politiques publiques métropolitaines.

3.4 L'enveloppe urbaine/mobilisation des friches

Questions 4/129

Le DOO répond déjà à cette demande. La priorisation du tissu urbain existant pour limiter la consommation d'espace figure à la prescription P79. Le DOO demande ainsi d'analyser et de mobiliser prioritairement l'enveloppe urbaine pour accueillir le développement urbain, à partir d'une analyse les capacités de densification, d'intensification et de mutation. Cela concerne autant les espaces mixtes à dominante résidentielle que ceux à vocation économique.
En outre, le DOO demande, spécifiquement pour les espaces à vocation économique, dans la prescription P88, l'identification des friches économiques et leur mutation, en s'appuyant notamment

sur l'inventaire métropolitain des espaces d'activités économiques, outil évolutif défini dans un encadré associé à la prescription. Enfin, la carte n°8 du DOO localise les principales zones productives/mixtes où existent des potentialités de densification/renouvellement ainsi que les grands pôles industriels à renouveler.

De manière plus globale, en complément de l'inventaire des zones d'activités économiques, les PLUi pourront également s'appuyer sur l'Inventaire Métropolitain des Friches Urbaines (IMEFU), en cours d'élaboration. L'objectif est d'identifier les friches existantes et d'estimer leur potentiel de réhabilitation. Les travaux, engagés en 2024 vont se poursuivre sur l'année 2025 afin d'alimenter les perspectives d'intervention foncière (projets économiques ou résidentiels, renaturation, désimperméabilisation,…)

Question 28/73/101/103

La notion "à terme" signifie "à l'horizon du SCoT", c'est à dire 2040. Ces objectifs, 70% de la production de logements et 75% de l'accueil de l'emploi au sein de l'enveloppe urbaine, fixent un cap à atteindre. Cette notion renvoie à un processus progressif, exprimé dans le PADD, faisant référence à « une stratégie de développement adaptée, structurée et progressive » : une période de mise à niveau des fondamentaux préalable indispensable (renforcement des mobilités, action foncière, confortement des centralités urbaines, ...) permettant, dans un deuxième temps, d'accélérer les dynamiques.

Le suivi des indicateurs du SCoT sur l'atteinte de ces objectifs sera un moyen d'évaluer leur déclinaison, en même temps que ceux des PLUi (tous les 6 ans), avec en parallèle l'adoption régulière de rapports d'artificialisation des sols à l'échelle métropolitaine. Cela permettra une mise en évidence conjuguée des bilans chiffrés de production de logements, emplois, en même temps que l'analyse de l'évolution des enveloppes urbaines et de la consommation d'espace.

3.5 Les densités

Questions 6/7/158

Fixer une densité à l'échelle de chaque commune, selon son rôle à jouer dans l'armature urbaine, reviendrait à fixer une densité minimale identique sur l'ensemble des secteurs de projet d'une même commune, sans tenir compte des caractéristiques de l'environnement (urbain, paysager…) et des formes urbaines dans lesquelles ces projets s'insèrent. On ne peut effectivement qualifier une forme urbaine de manière identique selon les caractéristiques de la commune (centre-ville d'une grande ville/centre-ville d'un village). Cela inciterait plutôt à introduire une certaine souplesse dans la définition de la densité associée à la forme urbaine concernée, justement pour tenir compte de cette variation d'échelle entre communes. De plus, quelle que soit l'armature, plusieurs types de formes urbaines cohabitent au sein d'une même commune. Cela concerne autant des communes considérées comme pôles métropolitains (Aix ou Marseille), pôles de développement (Aubagne, Salon…), pôles d'équilibre (Venelles, Mallemort…) et cela vaut également pour les pôles de proximité.

La définition de niveaux de densités s'appuyant de manière indéterminée sur l'armature urbaine et/ou fixant une densité minimale « ferme » ne fait donc pas sens. C'est pourquoi le SCoT porte ce choix de densité moyennes, plutôt que minimales, à l'échelle du projet (OAP) et de l'environnement dans lequel il s'insère, indépendamment de la commune sur laquelle il se situe (prescriptions P182 et P183).

Par ailleurs, la prescription P103 oriente bien vers la densification et le renouvellement urbain dans un périmètre de 500 m autour des points d'accès aux transports collectifs à fort cadencement (gares, PEM, stations TCSP) localisés au sein de de l'enveloppe urbaine. De plus, le DOO indique, dans la recommandation associée à la prescription P183, que les densités devront être optimisées sur les secteurs précisés à la prescription P103.

Enfin, le DOO fixe l'objectif à atteindre, mais il laisse le choix des outils à mobiliser au PLUi, adaptés au contexte local (réglement, OAP...). L'exploitation du potentiel de surélévation peut être une solution, mais il ne s'agit que d'un levier à mobiliser parmi d'autres, auquel fait déjà d'ailleurs référence la recommandation évoquée ci-avant.

4. MOBILITE /INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

4.1 Général

Question 33

Le document sera vérifié pour corriger, le cas échéant, des erreurs matérielles soulignées par les PPA. La carte n°6 sera analysée pour améliorer sa lisibilité, particulièrement concernant les PEM et haltes ferroviaires mentionnés dans l'avis de la Région. De plus, la liste des projets mentionnés dans prescription P97 pourra examinée au regard des projets routiers structurants d'échelle SCoT soulignés par le conseil départemental, bien que le DOO semble déjà les mentionner, y compris dans le cahier de recommandation des secteurs à enjeux quand leur portée est plutôt locale, ce qui correspond mieux au caractère de ce cahier. La carte n°7 sera également vérifiée sur les points soulignés par le département, bien qu'une interrogation demeure sur l'opportunité d'identifier sur une carte au caractère prescriptif, des projets d'itinéraires, figurant dans un document qui n'est, à ce stade, pas définitif (schéma directeur des mobilités durables du département).

Concernant la prise en compte des transports régionaux, elle est effective dans le SCoT (SERM, LNPACA), qui porte également les projets de mobilité dont la réalisation est estimée nécessaires par la métropole pour faciliter au quotidien la mobilité de ses habitants et concrétiser les ambitions de son projet d'aménagement métropolitain à l'horizon 2040. C'est le cas de projets visant à enrichir l'offre locale structurante et compléter l'offre régionale en articulation avec celle-ci. Cela concerne notamment les projets à étudier identifiés par le SCoT portant sur le prolongement des tramways marseillais et aubagnais et, d'autre part, de la création d'un PEM associé à la réouverture de la halte ferroviaire de Venelles ou de la Calade.

Question 104/105/106

Ces questions ciblent les projets de liaisons de transports collectifs ou d'infrastructures liées (à améliorer ou créer) structurantes à l'échelle métropolitaine, que le DOO distingue selon qu'ils contribuent aux réseaux structurants interurbain (prescription P90) ou urbain (prescription P93). La concrétisation de ces projets doit participer à l'amélioration de la mobilité quotidienne des habitants et des actifs métropolitains. Certains de ces projets contribuent également à l'accessibilité « à grande échelle » du territoire. Cela justifie qu'ils soient également cités dans la prescription P111 portant cet objectif, et complétés par d'autres projets structurants de niveau régional, voire national (LNPACA, intermodalité GPMM, gares TGV, aéroport…).

Il s'agit des projets fixés à ce jour.

Par ailleurs, le parti pris du SCoT a été de lister les projets, dont le volume ne justifiait pas forcément l'insertion d'un tableau récapitulatif risquant de surcharger inutilement le texte, dans le corps des prescriptions relatives aux objectifs auxquels ils se réfèrent. Il en est de même pour les projets routiers des prescriptions P97 et P98 pointés dans la question 106.

4.2 Cohérence urbanisme transport

Question 134
Le SCoT fait le choix d'appuyer la prescription P103 sur un périmètre de 500 mètres autour des Pôles d'Echanges Multimodaux - PEM- localisés sur la carte n°6 du recueil cartographique du DOO (positionnements de principe à confirmer). La citation de quartiers concernés, bien qu'interrogeant par ailleurs sur le niveau d'échelle auquel doit se situer le SCoT, ne semble pas apporter d'information complémentaire utile pour l'application des dispositions de la prescription concernée.

Questions 135/136/137/138/139/141
Il convient de clarifier que la prescription P103, couplée à la P105, ne concerne pas tous les PEM :

1. seuls les PEM ou gares localisés au sein de l'enveloppe urbaine sont concernés.
2. et à la condition que les TC existants offrent un niveau de service compatible avec la densification demandée : un cadencement / un temps de parcours favorables au report modal.

De plus, le DOO ne systématise pas la densification sur l'ensemble des PEM concernés : la prescription P103 fait état de « favoriser la densification et le renouvellement urbain (…)», et la P105 d' « étudier les potentialités de certains espaces favorables (…) mais aussi l'opportunité de leur densification ». En effet, certaines situations locales peuvent rendre techniquement ou juridiquement impossible la densification (risques majeurs, protections patrimoniales, etc.) et il est important que le SCoT en tienne compte dans son écriture. C'est donc au PLUi de justifier de quelle manière il favorise la densification et le renouvellement urbain demandés, en s'appuyant sur une analyse justifiant d'éventuelles adaptations liées au contexte local.

Question 107
Le DOO du SCoT fixe l'objectif, le PDM le précise et la définition de la règle d'urbanisme permettant d'y parvenir relève du PLUi.

Question 31
Le conditionnement de tout projet de développement urbain à une amélioration des infrastructures de transport ne peut être traité de manière homogène à l'échelle métropolitaine. En effet, une telle disposition appliquée globalement, de façon mécanique, et sans prise en compte des conditions de mobilité et particularités locales pourrait être contre-productive pour la réalisation des objectifs résidentiels et économiques. C'est pourquoi le SCoT porte le choix de ne pas fixer de prescription à son niveau. En revanche, il appartient aux PLUi de conditionner, au cas par cas, le développement urbain à une amélioration des infrastructures de transports quand elle est nécessaire.

4.3 Demandes particulières

Question 30/57
Le réseau express métropolitain, tel qu'il est décliné dans le SCoT a été acté par le Conseil de Métropole lors du vote du Plan de Mobilité – PDM (2021). Le SCoT n'évoluera donc pas, à ce stade, sur ce point. Néanmoins, les mesures demandées par la commune de Mallemort seront étudiées dans le cadre de l'élaboration du Plan Local de Mobilité (PLM) élaboré à l'échelle du bassin de mobilité auquel appartient la commune (lancement 1er semestre 2025). La question des itinéraires cyclables sera également approfondie à cette occasion. Ce qui n'empêche pas la carte n°7 d'être requestionnée sur les itinéraires soulignés par la commune, en lien avec la demande portée, par ailleurs, par le conseil départemental.

La représentation cartographique des axes secondaires mentionnés par la commune relève de la base de données utilisée pour établir la carte, d'où ces axes semblent absents. Elle pourra être examinée sur l'opportunité d'ajouter des compléments, mais dans un équilibre de représentation avec le reste

du territoire métropolitain, le risque étant de surcharger une carte d'échelle et de niveau métropolitain, qui n'a pas vocation à être exhaustive.

Quant au besoin de connexion et d'articulation avec les systèmes de mobilité des territoires limitrophes de la métropole, le DOO y fait référence à la prescription P89 et se matérialise par des flèches représentées sur la carte n°6 du recueil cartographique.

Question 31

Les projets de mobilité figurant au DOO dans ses parties prescriptives (prescriptions et recueil cartographique) portent la stratégie de niveau métropolitain actée par le conseil de métropole. Ils sont complétés de projets à créer ou étudier, en tant que recommandation (caractère non prescriptif) dans le cahier dédié des secteurs à enjeux, pour les parties de territoire concernées. C'est le cas concernant la commune de Cabriès, concernée par deux secteurs à enjeux (Plan de Campagne, Aix sud-Cabriès-Vitrolles), dont le cahier de recommandation porte bien l'objectif, notamment, de l'amélioration des conditions de circulation à travers l'étude du contournement cité, projet ne figurant pas, à ce stade, dans la stratégie métropolitaine actée par les élus.

Question 32

La carte du cahier de recommandation du secteur à enjeu Vallée de l'Huveaune pourra être complété dans le sens souhaité par la commune d'Auriol.

Question 57

Les demandes de la commune de Martigues en matière de mobilité soulignent de nombreux sujets que la métropole a pourtant bien déjà pris en compte dans le projet de SCoT, des suites de plusieurs échanges menées avec la commune avant son arrêt. Le DOO a ainsi été enrichi en ce qui concerne les conditions de mobilité et de réalisation des projets de transports sur le secteur Martigues-Port de Bouc, afin d'accompagner l'évolution des besoins en rapport avec le développement économique attendu sur la ZIP de Fos. De même, l'écriture du cahier de recommandations des secteurs à enjeux a mentionne bien le raccordement de la RD5 au projet de contournement de Martigues / Port-de-Bouc, ou encore le déplacement de la gare de Lavéra.

Question 34

Les mentions relatives au projet de prolongement de la piste secondaire de l'aéroport MP, projet effectivement abandonné, seront supprimées du SCoT.

Questions 140/142

Une évolution de la carte n°6 du recueil cartographique du DOO peut s'envisager dans le sens des contributions portées au registre d'enquête concernant le quartier de La Calade à Aix-en-Provence : déplacer à La Calade, le Pole d'Echange Multimodal (PEM) actuellement localisé sur la carte à Lignane.

De plus, la métropole peut apporter les précisions suivantes : le PEM avec parking-relais (P+R) au niveau de la Calade sera desservi dans un premier temps par la ligne du REM routier (Réseau Express Métropolitain) Salon/Lambesc/Aix,; puis à terme par la réouverture de la halte ferroviaire. La réouverture de cette halte est à l'étude dans le cadre du SERM (Service Express Régional Métropolitain) qui planifie, jusqu'en 2050, les différents projets de renfort d'offre et de développement de nouvelles haltes. A ce stade il n'est pas possible de définir la faisabilité et la temporalité de réalisation de cette halte.

Question 143

Le SCoT localise effectivement le besoin d'un PEM à proximité de l'échangeur des Pennes-Mirabeau sur l'A7, positionné en articulation avec la ligne du REM routier, correspondant à l'itinéraire du « Zénibus » (localisation de principe). A ce titre, c'est bien le Plan De Mobilité (PDM) métropolitain qui

précise les conditions de réalisation de ce PEM, incluant un parking relais d'une capacité de près de 480 places. C'est ensuite au PLUi de préciser la localisation parcellaire et de créer les conditions foncières permettant la réalisation de cet équipement, ce qu'a fait le PLUi du Pays d'Aix, avec l'identification d'un emplacement réservé à cet effet. Les contributions portent sur le dimensionnement et la localisation de cet emplacement réservé au PLUi du Pays d'Aix. Ce sujet ne relève donc pas du contenu du SCoT.

Question 144

La bonne échelle pour confirmer et préciser la plupart des projets identifiés par la société Airbus n'est pas le SCoT, mais le Plan Local de Mobilité (PLM), qui correspond à la déclinaison du Plan De Mobilité (PDM) sur les 26 bassins de mobilité qui composent la Métropole. Le PLM du bassin de Vitrolles, Marignane, Gignac-la-Nerthe, Les Pennes-Mirabeau et St Victoret sera lancé au cours de l'année 2025 et permettra d'établir un plan d'action hiérarchisé et chiffré. Par conséquent, pour plus de précisions à ce stade, les projets de mobilité (transport par câble, PEM Cap Horizon, Extension Zénibus) sont traités de façon plus détaillée dans le Plan De Mobilité de la métropole adopté en 2021.

La carte n°6 du recueil cartographique du DOO n'identifie pas l'extension du zénibus, ni des TCSP urbains pour des raisons de lisibilité. Concernant la carte du secteur à enjeux Aix Sud/Cabriès/Vitrolles, elle pourra être ajustée voire complétée, en particulier concernant le PEM de Cap-Horizon. Les demandes de liaisons cyclables seront étudiées dans le cadre du Plan Vélo 2 (en cours d'élaboration).

Question 148

Le projet de prolongement du doublement de la D9 est abandonné par le département donc les éventuelles références à projet seront, le cas échéant, supprimées.

5. ENVIRONNEMENT/TRANSITION ENERGETIQUE

5.1 TVB

5.1.1 Méthodologie

Questions 86/87

Les travaux d'élaboration de la TVB du SCoT ont bien porté sur le recensement et la prise en compte de l'ensemble des éléments «réglementaires» portant sur cette question, y compris le SRCE, contrairement à l'interprétation qui peut en être faite à la lecture du PV de synthèse (cf. compléments en chapitre 6.2 de cette note de réponse).
La méthode de définition des réservoirs de biodiversité du SCoT de la métropole Aix-Marseille-Provence est indiquée dans un encadré figurant en préambule de la prescription P1 du DOO. Elle est précisée et complétée pour les corridors, en page 100 de l'état initial de l'environnement du document arrêté dont voici un extrait.

Réservoirs de biodiversité

« Les réservoirs de biodiversité ont été définis en s'appuyant sur un certain nombre de zonage.
Le SCoT distingue ainsi deux types de réservoirs de biodiversité :
- les réservoirs de biodiversité majeurs, considérés comme irremplaçables du fait de la richesse emblématique de la biodiversité.
- les réservoirs de biodiversité complémentaires, essentiels eux aussi au bon fonctionnement du cycle de vie des espèces, viennent compléter les réservoirs de biodiversité majeurs. Dans ces espaces, la biodiversité effectue aussi son cycle de vie.

1/ Pour définir ces deux types de réservoirs de biodiversité, le SCoT s'est appuyé sur différents périmètres, qu'ils soient à statuts ou issus de documents réglementaires existants ou encore sur des inventaires.
Ainsi pour les Réservoirs de biodiversité Majeurs, le SCoT s'est appuyé sur des périmètres à statut et/ou d'inventaire suivants :

- Protection réglementaire :
    - o Le cœur du Parc National des Calanques
    - o Les Réserves naturelles nationales et régionales
    - o Les Arrêtés de protection de biotope
    - o Les Réserves biologiques
    - o Les sites classés

- Protection foncière :
    - o Les sites du Conservatoire du littoral
    - o Les sites du Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) PACA
    - o Les Espaces Naturels Sensibles
    - o Les forêts sous régime forestier : un seuil de 5 ha est appliqué afin de ne retenir que les massifs boisés pouvant réellement jouer le rôle de réservoir de biodiversité
- Protection contractuelle :
    - o Les sites Natura 2000
- Inventaire pour leur richesse écologique :
    - o Les zones humides (inventaire départemental)

2/ Pour définir les réservoirs de biodiversité complémentaires, le SCoT s'est appuyé sur les espaces des périmètres suivants, qui ne seraient pas déjà en RB majeurs :

- Les ZNIEFF T1
- Les réservoirs de biodiversité du SRCE intégrés au SRADDET
- Les réservoirs de biodiversité des SCoT et PLUi arrêtés et approuvés du territoire
- Les réservoirs de biodiversité et paysages remarquables des chartes de Parcs naturels régionaux
- L'aire d'adhésion du Parc national concernant les espaces identifiés en espaces naturels, semi-naturels, agricoles ou forestier au mode d'occupation du sol métropolitain 2017

Par ailleurs, pour identifier les ruptures existantes des réservoirs de biodiversité dues aux infrastructures routières ou ferroviaires, les réservoirs de biodiversité ont été découpés par les infrastructures principales du territoire (autoroute et voie ferrée).

3/ Pour définir les réservoirs de biodiversité marins le SCoT s'est appuyé sur les périmètres suivants :

- Les ZNIEFF 1 marine,
- Les sites Natura 2000 marin,
- Le cœur marin du PNC,
- Le Parc marin de la Côte bleue,
- Les inventaires des herbiers posidonie
- Les réserves marines. »

Corridors

Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité et comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de les relier. Les cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux peuvent constituer à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Les corridors écologiques ont été identifiés suivant plusieurs sources :

• Les 5 SCoT du territoire
• Les PLUi de Marseille Provence Méditerranée et Pays d'Aix
• Le SRCE PACA
• Les acteurs du territoire
• Un travail basé sur les continuités écologiques a permis d'analyser les déplacements de plusieurs espèces sur le territoire dont l'agrion mercure, l'alouette lulu, le lézard ocellé, la perdrix rouge. Ce travail d'analyse et de croisement entre le MOS 2017 métropolitain et les déplacements de ces espèces a permis de réaliser une carte de travail « modélisation des continuités écologiques – analyse de connectivité ».

5.1.2 Les corridors

Question 37
Le DOO pourrait être enrichi sur la restauration des corridors écologiques dégradés, sujet qu'il aborde déjà mais de manière générale. La place de la recommandation citée mérite d'être questionnée.

Question 151
C'est déjà le cas comme l'indique la réponse au chapitre 5.1.1 de la présente note.

Question 153
Le SCoT ne semble pas être le document compétent pour porter ce type de disposition.

Question 164
Les contributions signalées abordent des sujets relevant plutôt de l'échelle PLUi. Cependant, la méthodologie d'élaboration du SCoT mérite d'être rappelée en ce qu'elle intègre bien le SRCE (cf. chapitres 5.1.1 et 6.2 de la présente note). En effet, bien qu'elle prenne déjà en compte de nombreux éléments, la TVB du SCoT définie à l'échelle métropolitaine ne peut être considérée comme exhaustive.

Question 165
La méthode de travail est indiquée au chapitre 5.1.1 de la présente note. Les PLUi ont vocation à compléter la TVB métropolitaine d'échelle SCoT à une maille plus fine d'éléments d'intérêt local. C'est le sens des prescriptions P1, P6, P22 ou encore P27 ainsi que des prescriptions P11 à P14 visant à compléter localement la trame verte et bleue par des éléments de maillage favorables à la perméabilité écologique du territoire.

Question 166
Cf. chapitre 9 de la présente note, question 194.

5.1.3 Trame noire

Question 46/95
Une carte croisant les réservoirs de biodiversité et la radiance du territoire a permis d'identifier la trame noire représentée dans le DOO. Ainsi, le SCoT intègre déjà les orientations pour chaque type d'enjeu à travers la prescription P21 :
1. il guide les PLUi et les projets d'aménagement dans les mesures à mettre en place (maintenir ou restaurer la continuité des secteurs non éclairés sur le territoire)
2. Il territorialise les secteurs à enjeux sur une carte dans lesquels se posent des enjeux spécifiques (où il existe une richesse écologique particulière, c'est-à-dire la TVB) et il édicte des objectifs adaptés (légende).

La métropole estime que le SCoT pose un cadre suffisant dans le champ de compétence qui est le sien sur la question. Le SCoT ne semble pas, par exemple, être le document compétent pour agir sur

l'intensité de l'éclairage public ou interdire toute nouvelle installation d'éclairage public comme le demande le Préfet. C'est pourquoi la référence à la limitation de l'éclairage existant ne figure qu'en recommandation. Mais il y contribue en fixant l'objectif de maintenir, voire restaurer la continuité des secteurs non éclairés.

5.1.4 Nature en ville

Question 131/145
La notion de nature en ville ne bénéficie pas d'une définition légale. Il s'agit d'un concept que le Centre d'Etudes et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement, (CEREMA), acteur public de l'aménagement, traduit assez simplement par « *une multitude d'espaces dont les caractéristiques peuvent largement favoriser la biodiversité, tout en rendant d'autres services à la ville et à ses occupants* ». Cela renvoie donc autant à la préservation de la trame verte et bleue, qu'à la santé et au cadre de vie, à la prévention des risques, la résilience face au changement climatique, etc.

Question 146
Le DOO intègre déjà plusieurs objectifs en matière de prise en compte directement ou indirectement d'espaces verts, en particulier ceux pouvant contribuer à la nature en ville (prescriptions P13, P18, P207, P213…)

5.1.5 Demandes particulières

Questions 43/44
Les demandes de Martigues ciblées dans la question ne relèvent pas du SRCE.
Les réserves marines indiquées sont en effet mal positionnées sur la carte n°1 du recueil cartographique du DOO qui mérite d'être corrigée. Concernant le corridor écologique visé, son positionnement sera requestionné pour confirmer le tracé à retenir.
Les autres demandes portent sur la cartographie du DOO dont il est rappelé (cf chapitre 1.1 de la présente note) qu'elle ne constitue pas un règlement directement opposable aux projets (sauf exceptions limitativement fixées par le code de l'urbanisme) et n'a en toute hypothèse pas vocation à se substituer au PLU/PLUi, seul document dont la vocation est d'administrer le droit des sols à l'échelle de la parcelle.

Question 44
Concernant la demande de Bouc Bel Air, il s'agit d'une erreur matérielle, la carte sera modifiée.

5.2 Nuisances et pollutions

Question 48/154
Quand bien même les nuisances sonores liées au trafic aérien représentent effectivement un vrai sujet de santé publique pour les populations résidant à proximité d'un aéroport, le SCoT reste un document qui n'a pas de prise sur les couloirs aériens et l'amplitude horaire du fonctionnement de l'aéroport.

En matière d'urbanisme, la prise en compte du Plan d'Exposition au Bruit (PEB), qui s'applique en tant que servitude d'utilité publique, relève plutôt du champ d'application du PLUi à l'échelle parcellaire.

Aussi, le sujet du bruit abordé dans la prescription P221 ne mentionne effectivement pas expressément les nuisances sonores liées au trafic aérien, même si les dispositions posées (identifier les zones sensibles, conditionner la constructibilité dans certains secteurs afin de prévenir l'exposition de nouvelles populations, intégrer des mesures constructives de prévention) s'appliquent, quelle que soit la source à l'origine de la nuisance sonore. Néanmoins il est proposé d'enrichir l'encadré de recommandations associé à cette prescription en faisant référence aux nuisances sonores liées au

trafic aérien et de compléter également sur ce sujet le cahier de recommandation pour le secteur à enjeux Etang de Berre concerné par l'aéroport.

Question 155
Cette question semble hors du champ d'application du SCoT objet de l'enquête publique.

Question 156
La conformité aux normes réglementaires s'applique, indépendamment de l'existence et de la mise en œuvre, ou pas, du SCoT.

5.3 Cycle de l'eau

5.3.1 Ressource en eau

Question 52
Le SCoT intègre une analyse à son échelle dans l'explication des choix faisant état de l'adéquation besoins/disponibilité de la ressource. Il s'est donc assuré d'une approche prospective et cohérente entre son projet et la disponibilité de la ressource en eau.
Il va plus loin en identifiant les communes sur lesquelles la sécurisation de la ressource est nécessaire et en conditionnant également les projets de développement au raccordement à un réseau public d'alimentation en eau potable de qualité et de capacité adaptée (prescription 257)
De plus, le code de l'urbanisme impose bien à chaque PLU de démontrer finement l'adéquation entre la disponibilité de la ressource (comme des capacités d'épuration par ailleurs) et les capacités d'accueil. Par conséquent, pour répondre plus précisément à cette recommandation, l'échelle PLU(i) est plus appropriée.
Toutefois, l'analyse portée par le SCoT mérite probablement d'être enrichie au regard des derniers éléments techniques issus des réflexions sur le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) en cours d'élaboration par la métropole. Ces derniers n'ont pu être intégrés pour des raisons de délai dans le projet arrêté.

Question 62
Le SCoT sera effectivement actualisé avec les derniers éléments à jour concernant les objectifs par masse d'eau fixés dans le SDAGE.

Question 80
Le DOO demande de prévoir et de créer les équipements et infrastructures nécessaires à l'amélioration de la situation (P255). Pour ce faire, il demande d'une part, d'organiser les conditions permettant d'accéder à deux ressources différentes, et d'autre part d'identifier les besoins et permettre l'implantation d'usines de production d'eau potable à travers des procédés innovants. Il oriente également vers une amélioration du rendement des réseau afin de viser un objectif de 85% (en recommandation car les modalités d'action ne relèvent pas du SCoT).

Le programme de sécurisation et les mesures plus opérationnelle liées renvoient au schéma directeur métropolitain d'alimentation en eau potable, en cours d'élaboration.

Questions 149/150
Les sujets portés par ces contributions (extension des réseaux d'AEP, interdiction de pompage en cas de nappe affleurante) ne relèvent pas du champ de compétence du SCoT.

5.3.2 Assainissement

Question 49
L'écriture de la prescription P258 va bien dans le sens d'un raccordement au réseau collectif d'assainissement pour tout nouveau projet d'urbanisation. L'emploi du terme « veiller » vise à ne pas être catégorique afin de prendre en compte les quelques exceptions permises par la réglementation en vigueur.

5.3.3 Les Canaux

Questions 38/39
Les principaux canaux sont représentés et légendés sur la carte n°3 du recueil cartographique du DOO, leur gestion relevant de sujets transversaux (enjeu irrigation agricole, environnemental, paysager…). Le DOO pourrait être utilement amélioré en y faisant référence dans les prescriptions concernées par ce sujet (ex : P11, P32, etc.).

5.4 ENR

Question 53/162/180
Le SCoT fait le choix du mix énergétique, nécessaire pour atteindre les objectifs ambitieux du Plan Climat métropolitain visant la neutralité carbone et à porter la part des énergies renouvelables à 100% de la consommation finale à l'horizon 2050.
De ce fait, la stratégie du SCoT portée par le PADD et traduite dans DOO, oriente vers une mobilisation de l'ensemble du potentiel de production identifié, tout en encadrant l'implantation des futures installations afin de prendre en compte les enjeux de consommation d'espace, de préservation des paysages et des espaces agricoles ou bien concernés par des enjeux écologiques (prescription P234).

Par ailleurs, la récente loi APER prévoit la définition de zones d'accélération pour la production d'énergies renouvelables. Ce travail n'est pas abouti et n'a donc pu être exploité dans le cadre de la présente élaboration du SCoT mais ses résultats alimenteront les PLUi.

La métropole fait le choix de ne pas exclure dans le DOO de manière ferme et rédhibitoire les parcs photovoltaïques au sein des périmètres Natura 2000, estimant que ces projets, soumis de fait, réglementairement, à une évaluation des incidences, méritent un traitement au cas par cas.

Question 179/187/188
Le DOO n'exclut pas de manière ferme la réalisation d'installations de production d'énergie photovoltaïque au sein de l'espace agricole, la loi le permettant sous certaines conditions. C'est le sens de la prescription P234 demandant à concilier leur implantation avec la préservation des espaces agricoles, dans les conditions définies par le contexte législatif en vigueur et en compatibilité avec les dispositions spécifiques du DOO propres aux espaces agricoles (orientation 1-2), les orientations du DOO étant cumulatives.

5.5 Ressources minérales / SRCE

Question 36
Le SCoT mérite effectivement d'être mis à jour pour renforcer son articulation avec le Schéma Régional des Carrières (SRC), en particulier sur certains points soulignés par plusieurs contributions.

Question 55
La prise en compte de la sensibilité des espaces dans lesquels s'insèrent les sites d'exploitation est traitée par le DOO à la prescription P266. Elle attire déjà l'attention sur les enjeux paysagers,

écologiques, géologiques et liés à l'eau à prendre en compte. Elle mériterait cependant d'être complétée en faisant référence également aux enjeux agricoles, comme le souligne la chambre d'agriculture dans son avis. La demande spécifique du Parc du Luberon concernant les terrasses alluviales renvoie à des sujets pouvant mêler la sensibilité écologique, géologique et liée à l'eau, déjà traités dans le texte. Par ailleurs, la notion de « limitation » appliquée de manière générale rendrait impossible une gestion au cas par cas, qui pourrait paraître plus adaptée pour des installations soumises, du fait de la réglementation, à étude d'impact d'environnemental.

Question 36/89/117/190/191
Le SCoT ne territorialise pas les projets d'extension ou de création de nouveaux sites d'exploitation des ressources minérales. Néanmoins, pour améliorer la compatibilité avec le SRC, il doit effectivement, identifier et garantir l'accès aux gisements d'intérêt régional et national, dans le respect de la sensibilité des milieux et des espaces. Le document sera examiné pour être amélioré dans ce sens.

Le SCoT doit également prendre en compte les sites existants et leurs potentialités d'extension, ce qu'il fait déjà à travers la prescription P266, tout en encadrant leur implantation de manière stricte au sein des réservoirs de biodiversité majeurs (prescription P4) et en demandant, partout ailleurs, la prise en compte des sensibilités des milieux et des espaces concernés.

5.6 Risques

Question 35
Concernant la demande du Préfet, le DOO pourra être utilement complété sur la référence au principe de compatibilité avec la disposition D1-3 du PGRI. Il comprend déjà, à travers les prescriptions P269 à P271, des éléments visant à préciser la démarche attendue pour les PLUi. Néanmoins, le principe général « d'interdiction de constructions nouvelles en zone d'aléa de référence faible, modéré, fort ou très fort dans les zones peu ou pas urbanisées » ne peut être appliqué de manière indéterminée, il mérite d'être considéré au gré des situations locales, ce qui est d'ailleurs reconnu par le Préfet lui-même à travers certains « Porté A Connaissance » (PAC) établis dans le cadre de procédures récentes d'évolution des documents d'urbanisme.

Pour le reste, le SCoT joue son rôle de document cadre en fixant le principe général et les orientations avec lesquels les PLU(i) devront être compatibles. Ainsi, c'est au travers de la mise en œuvre du principe de non-aggravation et de la limitation de l'exposition au risque, que les PLU(i) ne devront pas localiser de futurs espaces de développement dans les zones d'aléa inappropriées et conditionner ou proscrire l'urbanisation selon les zones de risques identifiées (P268). Une territorialisation plus fine ne relève pas de la compétence du SCoT mais de celle des PLU(i). Aussi, la métropole construit conjointement avec les services de l'Etat une méthode homogène de prise en compte des risques qui servira aux 6 PLUi, en déclinant les principes édictés dans les doctrines existantes (ex : PGRI).

La rédaction des prescriptions P276 et P277 nous paraît aller dans le sens demandé sans être effectivement aussi catégorique, afin de justifier la possibilité, au cas par cas, de mesures d'adaptation à l'échelle locale. Ces prescriptions sont également à lire de manière complémentaire aux dispositions du DOO concernant par ailleurs la trame bleue (P22 à P27), mais aussi la capacité d'adaptation des cours d'eaux et chemins d'eau face aux risques (P248 à P250).

Question 51
Cette référence à la stratégie littorale développée par le SYMADREM pourrait être ajoutée dans le DOO.

5.7 Paysages

5.7.1 Cartographie

Question 18
L'objectif de la carte n°3 du recueil cartographique, notamment sur cette question des lisières, est uniquement d'identifier des secteurs (localisations de principe) au sein desquels une attention particulière doit être portée aux lisières entre les espaces agricoles et/ou naturels et/ou urbains, renvoyant ainsi à la mise en œuvre des prescriptions P45 et suivantes. Ce qui est visé, c'est la prise en compte des enjeux de lisière dans les conditions d'urbanisation et les formes urbaines au contact des espaces agricoles et naturels. La légende de la carte sur ce point sera examinée car elle génère manifestement une mauvaise interprétation. Un renvoi à la carte pourrait également être utile et ajouté à la prescription P45.

Question 54
La demande de la commune de Martigues nécessite d'être complétée avec des précisions sur le tracé demandé. Elle pourra être examinée.

Questions 119
Les villages perchés sont déjà identifiés dans la carte n°3 du recueil cartographique sous la légende « silhouette villageoise/urbaine emblématique » et il n'a pas semblé nécessaire, au regard ce sujet aujourd'hui déjà globalement pris en compte par les PLU(i), d'en établir une liste.

Question 120
Sur ces sujets de préservation des points de vue et les perceptions du grand paysage, la carte représente notamment un appui à la mise en œuvre des prescriptions P37, P38 et P39. Le texte renvoie donc aux éléments illustrés en tant que localisation de principe, qui seront précisées au niveau du PLUi. Ces représentations n'ont donc pas vocation à revêtir un caractère exhaustif, ce qu'une liste pourrait laisser paraître, ils pourront être complétés à l'échelle locale par d'autres éléments d'intérêt.

Question 127
Il y a une confusion : les illustrations de « dysfonctionnements » contenues dans le cahier de recommandation des paysages du quotidien concernent essentiellement des situations métropolitaines, quand bien même les lieux concernés ne sont pas nommés. Ce sont les exemples de références d'aménagements réussis qui mêlent des situations métropolitaines et extra-métropolitaines. En effet, la référence à certaines expériences réussies sortant du cadre métropolitain a été estimée intéressante.

Questions 182/183/184
La question des lisières entre les espaces urbains et agricoles ou naturels, déjà évoquée dans la réponse à la question 18 ci-dessus, est traitée par le DOO à de multiples reprises à travers plusieurs prescriptions complémentaires (P45, P10, P145, P146, P272) répondant aux enjeux multithématiques auxquels le traitement des lisières contribue.

Concernant plus spécifiquement les lisières avec les espaces agricoles, la P29 traite déjà des espaces agricoles périurbains, où une attention particulière doit être portée sur la définition lisible des limites à l'urbanisation.

5.8 Déchets

Question 113/114
L'étude menée par la métropole pour la territorialisation de cet équipement, examinant plusieurs hypothèses de territorialisation possibles, est en cours. Il est donc prématuré d'afficher un site plutôt qu'un autre en attendant ses conclusions, prévues d'ici la fin de l'année 2025.

5.9 Le littoral

Question 50
Chaque point identifié concernant les espaces remarquables du littoral et les espaces proches du rivage sera examiné afin de confirmer les corrections à apporter à la carte n°5 du recueil cartographique du DOO.
Pour ce qui concerne le cas des villages, se reporter au chapitre 11.1 de la présente note.

Question 96
La prescription P61 se justifie en ce qu'elle pose clairement les critères établis par le SCoT permettant d'encadrer les capacités d'accueil au sein des espaces proches du rivage.

Question 97
Les agglomérations (et non villes) et les villages identifiés au titre de la loi littoral sont listés respectivement aux prescriptions P64 et P67.

Question 98
La prescription P71 ne fait que renvoyer a la définition réglementaire des conditions d'urbanisation des secteurs déjà urbanisés, qui est effectivement très limitative (article L121-8 du code de l'urbanisme)

Question 99
Le SCoT fait le choix d'une gestion dynamique liée à l'évolution de l'état des connaissances, ce qui semble le mieux adapté à ce stade.

6. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS D'ORDRE SUPERIEUR

6.1 SRADDET

Questions 88/129/130
Le chapitre du rapport de présentation traitant de l'articulation du SCoT avec le SRADDET sera complété

6.2 SRCE

Question 5/36/79/83
Le SRCE a bien été pris en compte pour la construction de la trame verte et bleue identifiée par le SCoT (cf. chapitre 5.1.1 de la présente note). Néanmoins, le document sera amélioré et complété pour rendre plus lisibles les modalités de prise en compte des 8 corridors du SRCE pointés par la région dans son avis. En effet, la plupart (7) sont insérés dans des réservoirs de biodiversité du fait de la méthode employée et ne ressortent donc pas en tant que corridor dans la trame verte et bleue du SCoT. De plus, un oubli est effectivement relevé concernant un corridor aquatique, nécessitant de corriger la carte n°1.

En outre, un chapitre spécifique justifiant la bonne articulation avec le SRCE pourra être ajouté dans le chapitre du rapport de présentation dédié à l'articulation du SCoT avec les autres documents.

6.3 SDAGE/SAGE

Question 81/85
La question ne se pose pas car le SCoT prend en compte le SRCE.

Question 82
Les modalités de calcul des espaces « renaturés » citées et la notion de renaturation, à laquelle il est fait référence dans l'extrait affiché de l'articulation du SCoT avec le SDAGE, ne sont pas ici des notions liées.

Question 58
L'EPAGE MENELIK a participé à l'élaboration du SCoT et le SAGE de l'Arc, de fait, est pris en compte en particulier dans le DOO à travers plusieurs prescriptions. Plusieurs demandes portent sur la prise en compte anticipée du futur SAGE, l'ajout d'éléments dont le niveau de précision ne semble pas relever du SCoT ou l'ajout de compléments/précisions déjà présents dans le DOO et s'appliquent déjà de manière cumulative. Néanmoins, la prise en compte de certaines remarques permettrait d'améliorer qualitativement le document.

6.4 Zones de bruit des aérodromes

Le document pourrait être complété sur ce point

7. AMENAGEMENT COMMERCIAL

Question 10
La question de la préservation du foncier à vocation productive représente un enjeu auquel le SCoT apporte une réponse adaptée, dans un contexte de forte volonté de consolidation du secteur industriel sur le territoire métropolitain, dont l'attractivité est notamment portée par des secteurs industriels d'excellence mais aussi un réseau de PME riche et diversifié.

Et c'est bien l'un des objectifs portés par le SCoT, en particulier sur les zones d'activités mixtes existantes sur le territoire métropolitain, au sein desquelles les commerces cohabitent avec l'activité productive. De nombreuses zones sont concernées sur le territoire et cette situation ne peut être ignorée. C'est pourquoi le DAACL prend en compte cette typologie, où le maintien de zones à vocation d'accueil « ouverte » et non spécialisée a permis historiquement de répondre au besoin de créer de l'emploi et à celui de maintenir localement un tissu productif, tout en offrant à la population des équipements de services ou commerciaux de proximité.

Le SCoT apporte ainsi une réponse équilibrée, posant le cap à atteindre, celui de maîtriser le mitage commercial au sein de ces zones et favoriser le retour à des activités productives ou de services aux entreprises. Cela se traduit concrètement par une limitation forte de nouvelles surfaces commerciales dans ces zones, à travers un plafond maximal de surfaces de ventes nouvelles limité à 10% supplémentaire par rapport à l'existant. Le SCoT porte donc indéniablement, dans un contexte actuel qui n'est pas réglementé, une limitation forte.

Certaines de ces zones mixtes représentent également un enjeu important à l'échelle communale en ce qu'elles apportent un réel service à la population locale. Y interdire de manière indifférenciée, à ce stade, toute nouvelle surface commerciale apparaîtrait inadaptée. Le travail à mener, dans le cadre de l'élaboration des PLUi en cours, doit permettre d'aller plus loin et d'optimiser la distinction entre le

foncier relevant de l'accueil d'activités productive d'une part, et celui destiné au commerce d'autre part, afin de limiter les effets de concurrence sur lesquels la Métropole entend agir.

Au total, sans remettre en question les principes règlementaires généraux du DAACL sur les zones mixtes, des ajustements de son écriture pourront être envisagés pour améliorer l'encadrement des possibilités d'extension commerciale en lien avec les demandes portées par l'Etat, la Région et les organismes consulaires.

Question 11/14/121/122/168/169

Ces questions renvoient à la méthode de calcul des possibilités d'extension au sein des Sites d'Implantation Périphérique (SIP) : la difficulté d'obtenir, de manière homogène sur le territoire métropolitain, des données fiables sur les surfaces de ventes existantes à l'échelle du SIP concerné ayant fait l'objet d'une autorisation en CDAC, pourrait générer une imprécision susceptible de faire peser un risque juridique sur chacune des décisions rendues en application du DAACL.
Par conséquent, une modification des modalités de calcul de « l'assiette » initiale à prendre en compte s'avère indispensable. Prendre appui sur les surfaces de plancher existantes représente effectivement une piste de travail à considérer.

Question 13

Les demandes des communes d'Auriol et de Port de Bouc seront examinées au cas par cas pour déterminer les ajustements envisageables sans pour autant remettre en question les principes du DAACL. La demande de Bouc Bel Air est justifiée, car la polarité concernée est effectivement mieux caractérisée en tant que centralité urbaine. Il en est de même concernant la demande de Martigues…qui figure déjà dans le DAACL.

Question 15

L'extension de la zone d'activités de la ZAC des Etangs est bien prise en compte dans le DAACL, document pour lequel la législation ne prévoit pas la dérogation sollicitée par la commune.

Question 16

La possibilité de mutation du tissu commercial vers d'autres types d'activités va bien dans le sens des objectifs du PADD et des orientations du DAACL. Concernant particulièrement Plan de Campagne, une limitation plus forte du plafond de surfaces de vente supplémentaires peut effectivement s'envisager au regard du volume important représenté par les surfaces commerciales existantes.

Question 176

L'erreur matérielle concernant les Broquetiers pourra être corrigée. Les autres demandes de la commune de Salon portant sur une évolution de catégorie donneront lieu à des échanges avec celle-ci pour identifier les ajustements envisageables sans pour autant pas remettre en question l'équilibre général des principes du DAACL..

Question 177

La demande de la commune de Gardanne sera examinée pour déterminer les ajustements envisageables, sans pour autant pas remettre en question l'équilibre général des principes du DAACL

Question 167

L'objet du DAACL est d'encadrer les implantations commerciales de plus de 1 000 m² sur le territoire métropolitain. Il vise donc à fixer un cadre collectif tout en tenant compte des spécificités propres à la typologie de chacune des polarités qu'il identifie et de leur impact en matière d'aménagement du territoire.
Le contenu du DAACL, dans la lignée du Schéma Directeur d'Urbanisme Commercial (SDUC) métropolitain, oriente pour une limitation, au sein de polarités commerciales périphériques qu'il

dénomme secteurs d'implantation périphérique (SIP), des nouvelles implantations, justifiées par un contexte de suroffre commerciale à l'échelle métropolitaine, par un changement de plus en plus marqué des pratiques des consommateurs et par le besoin de mieux préserver le foncier productif des effets de concurrence avec le commerce, au sein des zones mixtes notamment.

Questions 170 à 175

Le DAACL réglemente uniquement les créations de surfaces de vente de plus de 1 000 m². Cette création peut effectivement avoir pour origine un changement de destination à partir d'une vocation initiale non commerciale. Les concessions automobiles sont bien exclues du champ d'application du DAACL.

Le DACCL sera le document de référence pour l'instruction des demandes en CDAC, c'est pourquoi son contenu fait référence aux surfaces de vente, au sens de la définition usuelle propre à l'aménagement commercial. Afin d'encadrer les implantations commerciales, le DAACL identifie et localise les polarités commerciales sur une cartographie à une échelle adaptée. L'atlas cartographique du document sera vérifié pour corriger les éventuelles erreurs matérielles relevées.

8. ESPACES AGRICOLES

8.1 Préservation de l'enveloppe agricole

Question 23

Le contenu du DOO est orienté pour répondre à ses obligations, sans se substituer aux PLUi :

- il définit et localise une enveloppe agricole à pérenniser en soulignant des objectifs spécifiques propres aux typologies d'espaces identifiés (cœurs de production, espaces agricoles périurbains et espaces agricoles à fort intérêt environnemental). Cette enveloppe à pérenniser couvre près de 85 400 ha, soit 27% du territoire métropolitain.
- il fixe le cadre sur lequel doivent s'appuyer les PLUi pour préciser et délimiter à l'échelle locale l'enveloppe agricole qu'il définit, à travers l'évitement de l'urbanisation des surfaces agricoles équipées à l'irrigation, la prise en compte de la qualité agronomique des sols ou encore la multifonctionnalité des espaces agricoles. Les espaces agricoles en milieu urbain sont également pris en compte.

Le DOO encadre aussi les conditions d'aménagement quand l'artificialisation des terres agricoles ne peut être évitée.

Enfin, à travers les dispositions visant à encadrer le développement urbain ou la préservation de la trame verte et bleue, le DOO contribue par ailleurs à mieux préserver les espaces agricoles (objectifs de réduction de la consommation d'espace, définition d'une enveloppe urbaine, éviter l'artificialisation des réservoirs de biodiversité majeurs, préserver la perméabilité écologique du territoire, dispositions relatives au cycle de l'eau, prévention des risques, de coupures paysagères, etc. etc.).

Le contenu du DOO est donc déjà très riche pour ce qui relève des dispositions visant à limiter l'artificialisation des terres agricoles. A charge pour les PLUi de les préciser et localiser plus finement les espaces concernés.

Néanmoins des ajustements peuvent être apportés afin de préciser ou clarifier certaines dispositions insérées dans les prescriptions P30 et P31.

Question 24

Le SRADDET fixe un objectif de protection des terres irriguées tout en introduisant une souplesse : la règle de protection est en effet modulable dans les territoires totalement irrigués.

Par ailleurs, de manière générale, précisons que la Métropole est dans une démarche pro-active de protection de ces espaces : en effet, près de 98 % des terres irriguées de la Métropole sont strictement

protégées (sur un total d'environ 59 850 hectares). Les PLUi pourront amplifier cette logique de protection à une échelle plus fine.

Question 25
Chambre d'agriculture : des évolutions peuvent être envisagées concernant une prise en compte dans le DOO de la sensibilité des espaces agricoles lors de projets routiers ou d'exploitation des ressources minérales. Le cahier de recommandation des secteurs à enjeux concernant le Val de Durance pourrait également être amélioré dans le sens demandé. Pour les demandes relevant du niveau de précision et du caractère prescriptif, le DOO pose déjà de nombreuses dispositions en faveur de la préservation des terres agricoles (cf. réponse question 23 ci-dessus). Le DOO comporte également déjà plusieurs dispositions en vue de créer les conditions favorables au maintien des exploitations agricoles (prescriptions P32 à P35). De plus, il prévoit bien, contrairement à l'analyse qui en est faite par la chambre, les conditions nécessaires au maintien de l'activité agricole dans les espaces identifiés sur la TVB (prescriptions P5 et P9). Le DOO n'oriente pas vers l'inconstructibilité des espaces agricoles, comme il ne l'interdit pas. La définition des règles d'urbanisation relève du PLUi.
INAO : l'évaluation environnementale sera examinée pour définir, le cas échéant, les compléments possibles sur les sujets demandés. Le document pourrait être amélioré pour mieux faire apparaître qu'il s'adresse à l'ensemble des activités agricoles. Sur le niveau de précision du SCOT, le SCoT n'a pas vocation à se substituer aux PLUi (cf. chapitre 1.1 de la présente note).

8.2 Demandes particulières

Question 26
La demande de la commune de Port de Bouc renvoie à la portée du SCoT traitée au chapitre 1.1 de la présente note.
Concernant les demandes de la commune de Martigues, les cartes seront examinées et les ajustements nécessaires pourront être apportés.

Questions 159-160
Ces remarques portant sur la délimitation de projets économiques sur les communes de Pertuis et de Simiane, inclues dans le périmètre du PLUi du Pays d'Aix, semble relever de cette échelle et moins du niveau SCoT.

Question 185
En lien avec la réponse apportée au chapitre 1.1, cette question relève plutôt du PLUi du Pays d'Aix, seul document compétent pour administrer le droit des sols à la parcelle et y préciser l'affectation des sols selon les usages et les activités qui peuvent y être exercées. Les cartes du DOO n'ont pas valeur de règlement d'urbanisme et elles s'appliquent dans un rapport de compatibilité (et non de conformité).

9. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Question 1/12/90/92
Le SCoT de la métropole Aix-Marseille-Provence n'en a pas l'obligation et n'a pas fait ce choix de formuler d'objectifs chiffrés pour le foncier économique, comme il ne le chiffre pas pour les autres vocations. Le schéma directeur de la logistique a bien été intégré dans les dispositions écrites du DOO relatives à la logistique, ainsi que dans le chapitre logistique du DAACL.

Question 2
Il convient de souligner que l'objectif fixé par le PADD, de répartition de la nouvelle offre en emplois de 80% - 5% -15 %, est en rupture avec l'évolution constatée entre 2009 et 2020 : 73% - 4% - 23%,

d'autant plus que pôles d'équilibres accueillent 3% de l'emploi en stock en 2020. En passant à 5% le SCOT fixe donc un objectif de progression.
Si, en revanche, les pôles de proximité portent « au global » 15% de la future offre d'emploi, c'est notamment pour prendre en compte les potentialités liées à certains pôles d'emplois importants, voire « hors norme », portés par des pôles de proximité (Saint-Paul Les Durance, Rousset, Bouc Bel Air, etc.)
Or il ne s'agit pas d'appliquer cette répartition de manière mécanique dans les PLUI d'autant plus que certains PLUI n'ont pas de pôles d'équilibre (Marseille et Martigues). Ainsi la mise en œuvre en compatibilité ne se fait pas à l'échelle PLUi.

Question 108
La prescription 110 vise à attirer l'attention sur la prise en compte des besoins en offre d'enseignement supérieur généré par le développement économique attendu sur cette partie ouest du territoire métropolitain. Le DOO prend bien compte les besoins de confortement de l'enseignement supérieur de manière plus globale sur le territoire, notamment à travers les prescriptions P109 ou P112.

Question 109
Sans réponse, la question n'a pas été comprise.

Question 20
Le SCoT n'est pas compétent sur les créations d'établissements publics.
Le secteur à enjeux Golfe de Fos doit être regardé en articulation avec celui portant sur l'Axe Fos-A54 Plain de Crau ainsi que le secteur à enjeux Etang de Berre, ce que le SCoT prend bien en compte.
Concernant le projet THT, il n'a pas vocation à être cartographié sur le recueil cartographique du DOO. Néanmoins, son identification dans le cahier de recommandation de secteurs à enjeux peut s'envisager.

Question 21
La qualification du projet concernant l'aérodrome de Salon/Eyguières, évoqué dans le cahier de recommandation des secteurs à enjeux Axe Fos-A54 Plain de Crau, pourrait être réexaminée.

Question 194
La demande de la commune de Berre concernant la prise en compte des potentialités de développement économique sur le site de l'aérodrome de Berre-La Fare sera examinée pour analyser les évolutions susceptibles d'être apportées au document.

Questions 22/ 178
Le DOO porte déjà globalement un objectif d'optimisation foncière indépendamment de la finalité (touristique, résidentielle, économique…)
Concernant les demandes portant sur les sites de Pont-Royal (Mallemort) et du rocher Mistral, la réponse figurant dans le chapitre 1.1 de la présente note portant sur la portée du SCoT mérite d'être rappelée. Par ailleurs la carte figurant dans le DOO ne se veut pas exhaustive. Néanmoins la demande d'identifier le château de la Barben, qui n'est pas représenté, pourrait effectivement s'envisager.

Question 193
L'OIN Euroméditerranée est mentionnée dans le diagnostic en tant qu'opération emblématique et structurante pour le centre-ville de Marseille (immobilier de bureaux, logements, qualité d'aménagement ...). Le PADD l'évoque également en tant que projet supra-métropolitain à prendre en compte. Le DOO y fait ensuite référence (prescription P217) dans le cadre du sous-objectif "Accroître la porosité des interfaces ville-port sur les bassins Est du GPMM". Par ailleurs, le secteur fait l'objet d'une large prise en compte dans les secteurs à enjeux "Marseille Centre" et "Marseille Nord" (cahier de recommandations).

10. HABITAT

Questions 27/112

Le DOO a l'obligation de définir les objectifs et la politique de l'habitat au regard notamment de la mixité sociale. En articulation avec le PLH, la prescription P173 introduit ainsi des objectifs assurant une production importante de logements sociaux, tant que le rattrapage n'est pas effectué. Pour soutenir ces objectifs, les prescriptions très volontaristes en matière de production de logements sociaux inscrites dans les PLUi approuvés ou en cours d'élaboration (Marseille Provence, Pays d'Aix…) joueront un rôle décisif. Au-delà des PLUi, la Métropole est pleinement engagée dans différents dispositifs opérationnels (parc existant, contrats de mixité sociale…) pour dynamiser la production de logements sociaux.

S'agissant de la définition d'objectifs quantitatifs en matière de logements sociaux, le SCoT ne porte pas l'obligation juridique d'une telle simulation. La définition des objectifs quantitatifs est liée à la situation de chaque commune vis-à-vis de la loi SRU. Celle-ci est susceptible d'évoluer dans le temps. Les PLH, et le cas échéant les PLUI, restent les échelles les plus pertinentes pour fixer des objectifs quantitatifs.

11. AVIS PPA

11.1 Préfet

Question 60

- **Consommation d'espace**

Cf. chapitre 3.3 de la présente note : réponses aux question 67 et aux questions 6/7/158

- **Implantations commerciales**

Cf. chapitre 7 de la présente note : réponse à la question 10

- **Loi littoral**

Le SCoT détermine les critères permettant, notamment, de qualifier ce qu'il identifie comme « village » en application de la loi littoral. Ces critères sont rappelés dans le DOO en introduction des prescriptions P67 et P68.

Concernant le Plan de la Gare à Cassis, la demande de retirer ce site sur la base d'une densité affichée de 8 constructions/ha nous parait difficile à justifier car cette densité se rapproche du critère fixé par le SCoT (de l'ordre de 10 logements/ha), il est très structuré et intègre des services, et notamment un pôle de mobilité. En ce sens, il correspond bien à la définition d'un « village » au regard de la jurisprudence dès lors que sa délimitation n'intègre pas des développements linéaires éloignés, ce qui est le cas.

Concernant Callelongue, il s'agit, certes, du plus petit « village » en surface, mais sa topographie et sa densité très élevée, le nombre de logements et la présence de services le range résolument dans la définition de « village ». Du fait des protections qui l'entourent, sa qualification en tant que « village ne pouvant s'étendre » comme le propose le Préfet pour d'autres sites pourrait être retenue, mais sa qualification permet le renouvellement de certains bâtis pouvant jouer un rôle positif sur le plan de la qualité urbaine, justifiant qu'il ne soit pas écarté d'une qualification objective en « village ».

- **Agriculture**

Des démarches de diagnostic agricoles pourront être menées au cas par cas. La Métropole dispose déjà d'études très fines et complètes à ce sujet.

11.2 Département

Question 61

- **Espaces agricoles**

Le SCoT fait le choix de ne pas se substituer aux PLUi, en ce qu'il n'a pas l'obligation juridique d'une délimitation précise des espaces agricoles. La prescription P31 relative à la notion de compensation mérite effectivement d'être précisée.

- **Enveloppe urbaine/PNC**

Le DOO prévoit déjà la définition globale d'espaces tampons au niveau des lisières avec la trame verte et bleue (prescription P10). Elle est donc applicable aux espaces concernés couverts par le territoire du Parc National des Calanques.

- **Projets routiers**

Cf. chapitre 4.1 de la présente note : réponse à la question 33

11.3 Les Parcs

Questions 40/41/56

Le projet de SCoT démontre globalement sa compatibilité avec les chartes de Parc dans le chapitre du rapport de présentation concerné. Néanmoins, des améliorations sont effectivement envisageables afin de mieux matérialiser la prise en compte des chartes et de leurs éléments cartographiques. C'est pourquoi le DOO sera examiné pour assurer, en particulier, la transposition des dispositions pertinentes et une illustration cartographique spécifique par périmètre de Parc pourrait y être utilement insérée.

12. AVIS DES COMMUNES

12.1 Cabriès

Question 197

Les réponses aux questions portant sur les sujets de mobilité et l'aménagement commercial sont traitées dans les chapitres précédents. En complément, le SCoT développe le sujet des itinéraires cyclables structurants à son échelle. Le Plan Local de Mobilité, propre au bassin de mobilité dans lequel s'insère la commune, et le schéma des modes actifs à venir apporteront les réponses qu'attend la commune à une échelle plus locale.

Concernant le cahier de recommandations des secteurs à enjeux, les compléments et évolutions demandées sont envisageables concernant les secteurs à enjeux Plan de Campagne et Aix-sud-Cabriès-Vitrolles. Un ajustement global de la position de certaines typographies sur les cartes du recueil cartographique du DOO est également possible.

12.2 Mallemort

Question 196

Les réponses aux questions portant sur les sujets de mobilité et l'aménagement commercial sont traitées dans les chapitres précédents. En complément, le DOO permet déjà la création de commerces de proximité dans les centralités de quartier. La formulation actuelle des dispositions du DOO relatives aux bassins de rétention enterrées permet au PLUi, à son échelle, de justifier l'exception demandée. Les demandes concernant l'évolution des cartes seront examinées pour déterminer les évolutions envisageables, sans pour autant remettre en question l'équilibre général des modes de représentation retenus.

12.3 Pertuis

Questions 195/198

Le projet de ZAP sera ajouté à la carte n°2 du recueil cartographique du DOO. Les autres projets soulignés vont dans le sens des recommandations formulées dans le chapitre du cahier de recommandation portant sur le secteur à enjeux Val de Durance. Les demandes relatives à leur localisation renvoient à la portée du SCoT, traitée au chapitre 1.1 de la présente note.

12.4 Marseille

Question 61

Une évolution de la prescription P119 sur les conditions d'implantation des data centers peut effectivement être apportée en faisant à minima référence au schéma directeur en cours d'élaboration (vaut également réponse à la question 194). Concernant l'économie maritime, le SCoT dans son ensemble est déjà riche en la matière : le PADD contient un axe spécifique à l'économie maritime et l'orientation 3.4 du DOO y est intégralement consacrée. Les objectifs relatifs à l'avenir du GPMM y développés (transition énergétique et écologique, industrie décarbonée, logistique…). Le DOO fait déjà référence à l'interface ville-port dans l'orientation 4.6 (prescription P217) où il s'agit d'accroitre la porosité des interfaces ville-port sur les bassins Est.

Pour ce qui relève de la mobilité, les éléments demandés n'ont pas été intégrés dans la stratégie métropolitaine votée dans le Plan de Mobilité. Néanmoins, ces demandes pourront être réexaminées dans le cadre de l'élaboration des Plan Locaux de Mobilité (PLM) élaborés à l'échelle des bassins de mobilité de Marseille-Centre, Marseille-Nord, Marseille-sud et Marseille Est.

12.5 Martigues

Question 57

Les réponses aux questions portant sur les sujets de mobilité, de l'aménagement commercial, de la trame verte et bleue et des paysages sont traitées dans les chapitres précédents. Pour le reste, la plupart des demandes de la commune avaient déjà été intégrées dans le projet de SCoT arrêté, en particulier sur le volet économique, qui a été étoffé pour mieux affirmer le rôle de l'industrie et permettre l'accueil des activités productives.

ANNEXE

Extrait du PV de synthèse avec numérotation des questions

VII . Questions de la commission sur les avis des PPA

Cohérence du dossier

La Région demande que les objectifs de production de nouveaux logements soient substantiellement revus à la hausse pour répondre au développement économique pour les territoires du Pays d'Aix, d'Istres Ouest Provence et du Pays de Martigues.

1. **Peut-on prévoir des prescriptions précisant l'activité par rapport aux logements (notamment au vu des surfaces attribuées) ?**

La CDPENAF des Bouches du Rhône note que le projet de SCoT ne fait pas la démonstration d'une cohérence entre les objectifs de production de logement et de consommation d'espace au sein des pôles de proximité.

La commune de Mallemort conteste la répartition des prévisions de création d'emploi dans les pôles d'équilibre (5% des créations totales) et demande de revoir à la hausse cet objectif.

2. **Quelle est la position de la métropole sur ces deux questions** ?

Compatibilité et articulation avec les autres documents

La commune de Martigues considère que le SCOT et le DOO sont parfois trop détaillés et se rapproche d'un document prescriptif du rang inférieur.

3. **Peut-on prévoir une rédaction plus large du DOO ?**

Le Préfet demande que le SCOT traduise l'objectif 35 du SRADDET qui précise que « les SCOT et les documents d'urbanisme doivent traiter en priorité les potentiels de renouvellement urbain et de densification avant d'engager de nouveaux développements urbains extensifs et regrette que les prescriptions du SCOT pour le réinvestissement des friches pour les activités économiques, demandé par le SRADDDET dans ses objectifs 5A et 5B, restent indicatives en l'absence de territorialisation des friches majeures à requalifier.

4. **Quelle est la position de la Métropole sur cette question ?**

Le Préfet relève que certains corridors du SRCE n'ont pas été repris intégralement dans le SCoT et demande que le SCoT justifie la déclinaison des corridors du SRCE/SRADDET. Sur ce point la Région demande que la Trame verte et bleue du SCoT soit complétée par huit corridors écologiques stratégiques supplémentaires.

5. **Les documents du Scot peuvent ils être complétée par les corridors écologiques du SRCE et ceux demandés par la Région ?**

Consommation d'espace

Il est demandé par le préfet:

-que le DOO du SCoT soit complété par un objectif de réduction de l'artificialisation à l'échéance 2040. La CDPENAF des Bouches du Rhône relève également que l'absence d'un objectif de réduction du rythme d'artificialisation chiffré à l'échéance 2040 entraîne une difficulté pour traduire les objectifs de consommation des PLUi.

-de définir une valeur minimale de densité(logements/ha) dans le SCoT par niveau d'armature , en particulier pour les pôles de proximité. La CDPENAF des Bouches du Rhône demande également des densités minimales pour les extensions urbaines dans les pôles de proximité, mais aussi dans les autres types de pôles. La Région formule la même demande et souhaite un encadrement de la production de logements individuels

-que la densité autour des pôles d'échanges des stations de métro et de tramway doit faire l'objet d'une prescription d'une densité minimale, et non d'une simple recommandation, conformément au SRADDET en vigueur. (demande confirmée par la Région).

6. **Sur ces trois points quelle est la position de la métropole et notamment comme le demande le préfet, peut-on densifier autour des aménagements urbains de type pôles d'échange, tramway afin de lutter contre les émissions de carbone et pollutions ? Peut-on prévoir une densification minimale en cohérence avec l'armature territoriale (demandée par le 5eme point de l'article L 141-7 actuel du code de l'urbanisme) sans contrevenir aux impératifs locaux ?**

La Région demande de plus de :

-Prévoir d'appliquer une densité minimale applicable à l'ensemble des projets, (20 logements/ha minimum par exemple).

-Favoriser, dans les plans locaux d'urbanisme, l'identification et la valorisation du potentiel de surélévation, appelé « foncier aérien »,

La Région propose

-que le SCoT tienne compte des bâtiments agricoles, des projets d'infrastructures routières et des projets photovoltaïques au sol dans la consommation d'espace

- que le DOO comporte une prescription ou une recommandation permettant l'intégration du concept de « scoring » des sols dans les démarches d'élaboration des PLUi.

7. **Quelle est la position de la métropole sur ces demandes particulières de la Région ?**

Des Parcs Naturels(notamment le parc des Alpilles) et des communes demandent que puissent être instituées des règles générales de répartition des espaces entre les communes

dans la trajectoire de la loi de ZAN au regard de la qualité des projets et dans une logique d'équité entre les communes compte tenu de leur consommation passée.

8. **Est-ce envisageable ? Le SCOT a distribué des surfaces à artificialiser par PLUI. Peut-il descendre à l'échelle de la commune ou instaurer des règles strictes ?**

SNCF Réseau demande que les projets ferroviaires soient exclus de la comptabilisation des surfaces artificialisées à l'échelle du territoire et que toutes les emprises ferroviaires soient exclues des ENAF.

9. **Quelle position de la métropole ? la SNCF peut-elle avoir un régime spécial ?**

Aménagement commercial

Le préfet demande que **:**

-les dérogations spécifiques accordées à certaines SIP pour des extensions sont à supprimer ou à justifier, et en particulier pour :
-La zone « Les Broquetiers » à Salon-de-Provence.
-La zone « Les Basses Viougues » à Salon-de-Provence,

-La zone de Camp Jouven à Grans
-Le périmètre du SIP des étangs à Saint-Mitre-les-Remparts soit revu : **il doit relever d'un SIP mixte et non dédié** , la commune de Saint Mitre pour sa part demande que les cette SIP puissent échapper, à titre dérogatoire, aux dispositions du SCOT.

-le DAACL interdise les extensions de surfaces de vente dans les SIP mixtes.
-la P198 fixe une taille maximale de commerces pour prévenir un mitage commercial des zones économiques.
-Le DAACL soit complété avec les surfaces de vente globales des SIP, afin de procéder à un suivi de l'atteinte du plafond des extensions et un état des lieux des surfaces globales d'emprise au sol dans les SIP concernés. Sur ce point la commune de Mallemort demande que soit annexées au DAACL les surfaces de vente existantes pour chaque site et chaque commune pour connaitre précisément les possibilités d'extension. Ces demandes ne pourront peut-être pas avoir de traduction dans le SCOT car la CCI 13 note que les conditions d'extension des surfaces commerciales basées sur le suivi des surfaces de vente, s'avèreront difficilement applicables, en raison du manque de données disponibles. La Chambre des métiers et de l'artisanat demande également une clarification sur le sujet.

La Région demande de préciser et d'encadrer la notion d'activité « insuffisamment ou non représenté » dans le DAACL .La Région souhaite que le SCoT affiche la nécessité de mobiliser les réserves foncières que représentent les trois zones majeures de Plan de Campagne, Marseille - La Valentine et Aubagne - La Martelle pour y conduire des opérations de renouvellement et diversification urbaines.
La Région propose que la logistique de proximité fasse l'objet d'une prescription spécifique.

La Chambre de Commerce et d'Industrie des Bouches du Rhône demande de :

-Supprimer les zones d'activités à dominante productive actuelle ou ayant un potentiel d'accueil du classement « zones périphériques mixtes » qui permet de développer du commerce.

-Redéfinir le périmètre « zones mixtes de proximité » de la zone des Estroublans au regard de l'implantation commerciale réelle pour maintenir la vocation productive

-Maintenir les zones Camp Jouven à Grans et Les Broquetiers à Salon de Provence en zones mixtes non dédiées au commerce.

-Limiter le développement du commerce en « zones périphériques mixtes » pour éviter un évincement progressif du productif en les limitant aux commerces « incompatibles avec leur intégration dans le tissu urbain ». (observation partagée par la chambre des métiers.)

-de conditionner tout projet de nouvelles surfaces commerciales entre 300 et 1000 m 2 à la réalisation d'une étude de marché. Pour certains projets d'extension spécifiques, tel que le Village des Marques à Miramas, elle demande également la réalisation préalable d'une étude d'impact.

- de nommer ou renommer toutes les polarités en s'appuyant plutôt sur les lieux/ quartiers, sans référence à un nom d'enseigne O

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la région PACA favorable à la maîtrise du mitage commercial au sein d'activités productives et à la mutation de friches commerciales vers des activités productives ou logistiques, complète les demandes de la CCI, en demandant:

-de circonscrire les évolutions commerciales des entrées de ville autour des principaux pôles d'échanges multimodaux.

-de réduire le principe d'extension des projets commerciaux au sein des SIP à 10% de leur surface de plancher au lieu des 20% prévus,

-de reclasser les SIP spécifiques (de la Petite Bastide à Bouc-Bel-Air et du Village des Marques à Miramas) en SIP dédiés intermédiaires et majeurs

- de conditionner l'autorisation d'équipements commerciaux de proximité au sein des quartiers mixtes à une desserte et une accessibilité avérée en transports en commun (P.197).

- de limiter strictement (P198) la possibilité de développer des activités commerciales de proximité au sein de zones d'activités économiques

La CCI du Vaucluse demande d'interdire le commerce de proximité dans la ZA Terre du Fort à Pertuis pour préserver du foncier pour l'économie productive.

10. **L'ensemble des remarques précédentes sur l'aménagement commercial vont dans le même sens, réduire les possibilités d'extension des surfaces commerciales et réserver le foncier disponible à des activités productives, la Métropole envisage-t-elle de répondre à ces demandes convergentes de l'État, de la Région et des organismes consulaires ?**
11. **-Comme l'affirme la CCI Marseille, l'évaluation des surfaces de vente est-elle impossible ?**

12. Le foncier pour les activités productives stratégiques peut-il être chiffré ?

La commune d'Auriol demande que le Secteur d'Implantation périphérique des Artauds soit classé en SIP dédié intermédiaire.

La commune de Bouc Bel Air demande de rectifier la carte N°9 armature commerciale, la polarité commerciale de la Salle doit être classée en centralité urbaine et bénéficier d'un rond bleu et non marron
La commune de Martigues demande de modifier la classification de la zone commerciale dite de "Auchan Canto" en centre commercial urbain majeur. La commune de Port de Bouc demande le maintien des projets définis en accord avec le PLU en vigueur et notamment un projet commercial Lidl sur un foncier cadastré section AH no 4, et un projet multi-activités dans le secteur limitrophe de la zone Industrielle de la Grand' Colle, sur un foncier communal cadastré section AT 106. La commune demande de plus classer dans les centralités urbaines de proximité, le secteur Port-de-Bouc (RN 568)

13. Ces demandes particulières des communes visent à permettre un développement de certaines zones en contradiction apparente avec l'objectif général du DAACL , quelle réponse peut apporter la Métropole ?

La commune de Mallemort demande que soit annexées au DAACL les surfaces de vente existantes pour chaque site et chaque commune pour connaitre précisément les possibilités d'extension(à Mallemort cela concerne la SIP de « la Verdiére »).

14. Quelle réponse peut apporter la Métropole ?

La commune de Saint Mitre les Remparts attire l'attention sur les dispositions du DAACL qui vont limiter les extensions en cours de la zone d'activités de la ZAC des Étangs pour laquelle une modification du PLU est en cours. Il demande que les procédures déjà engagées puissent échapper, à titre dérogatoire, aux dispositions du SCOT.

15. Est-ce possible ?

La commune de Cabriés propose de limiter à 5% l'extension des zones commerciales périphériques, notamment pour Plan de Campagne et de mettre à jour les surfaces de vente existantes à Plan de Campagne et la superficie de la zone et propose de développer des activités diversifiées sur la zone de Plan de Campagne au lieu d'activités commerciales.

16. Quelles réponses peuvent être apportées aux demandes de la commune de Cabriés ?

Activités productives
Le Parc des Calanques demande que soit pris compte la proximité du Parc pour le développement des pôles économiques de la Pointe Rouge, du Frioul et de La Ciotat.
Le Parc des Alpilles émet de fortes réserves sur la compatibilité avec la charte d'implantation d'équipements logistiques sur les communes de Lamanon et de Senas.

17. Quelles réponses aux demandes des Parcs ?

La commune de GRANS souligne une confusion entre espaces à vocation d'activité économique en tant qu'espace agri-naturel ou lisière agri-urbaine à préserver ou à requalifier sur la cartographie.

18. Doit-elle être corrigée ?

La commune de Mallemort demande de confirmer le pôle économique du site du Pont Alliance sur la carte N°8 du DOO.

19. Est-ce possible ?

La commune de Martigues souhaite la création d'un établissement public spécifique pour assurer le développement du golfe de FOS. Sur le secteur à enjeux «Golfe de Fos», la Région regrette que le « périmètre » de ce secteur se limite à la zone industrialo-portuaire et sa proche périphérie.

La CCI des Bouches du Rhône demande l'inscription dans le SCOT de la réalisation de la ligne TH T 400 000 Volts reliant Fos sur Mer à Jonquières St Vincent indispensable pour l'accueil d'entreprises et la décarbonation de la zone de FOS.

20. Ces demandes visent à conforter le développement économique, la Métropole peut-elle répondre favorablement ?

Le préfet souligne que le déploiement économique et commercial sur le site de l'aérodrome d'Eyguières serait incompatible avec la charte et son plan de parc des Alpilles.

21. Le SCOT peut-il traiter cette question ?

Tourisme

Il est souhaité par la Région que le SCoT puisse intégrer des mesures, permettant d'optimiser l'utilisation du foncier dédiée à l'accueil de nouveaux hébergements touristiques,
La commune de Mallemort propose que le SCOT affirme la vocation d'hébergement touristique du domaine du golf de Pont Royal, conforte la place du golf au sein du corridor écologique.

22. Le DOO prévoit de conforter et de développer l'offre d'hébergement touristique notamment de plein air, qu'en est-il d'un complexe comme celui de Pont Royal ? quelle réponse à la demande la Région ?

Agriculture

Le Préfet demande :
-que soient précisées dans le DOO les conditions d'application de la prescription 31 (permettre artificialisation terres agricoles …) qui devrait être accompagnée d'indicateurs permettant de mesurer l'application de la séquence ERC
- que soit imposé aux PLUi de justifier, à partir du diagnostic agricole et des critères établis par la prescription n°30, l'absence d'enjeux agricoles sur les parcelles qui seront artificialisées.
-de définir l'enveloppe agricole à préserver référencée â travers la prescription 29 de façon plus précise et de reformuler la prescription 31 de manière à la conditionner à des opérations

économes en consommation d'espace (densité de logement élevée) et/ou d'intérêt général fort
-que soit imposé aux PLUi la réalisation de diagnostics agricoles pour permettre la déclinaison opérationnelle d'une protection appropriée des enjeux agricoles.

La CDPENAF des Bouches du Rhône en complément de l'avis du Préfet demande que
-La P 31 impose aux PLUi de « justifier, à partir du diagnostic agricole et des critères établis par la P 30, l'absence d'enjeux agricoles sur les parcelles qui seront artificialisées.
-La P 31 comporte des indicateurs associés.

23. Sur ces questions renforcement des prescriptions pour limiter l'artificialisation des surfaces agricoles et pour préserver les surfaces irriguées comment le SCOT peut-il évoluer ?

La Région demande une transcription dans le DOO de la règle LD2-OBJ49a du SRADDET qui demande d'atteindre « Zéro perte de surfaces agricoles équipées à l'irrigation » à l'horizon 2030. Sur ce point le préfet demande d'établir **une cartographie opposable des surfaces irriguées et cibler des échelles pertinentes des secteurs à préserver dans le DOO, dans l'objectif de proposer la mise en œuvre de ZAP intercommunales.**

24. Peut-on identifier les espaces irrigués ?

La Chambre d'Agriculture considère que le SCOT comporte des recommandations et prescriptions qui restreignent fortement le droit à aménager et à construire des agriculteurs, avec une surdétermination des enjeux environnementaux relativement aux enjeux de souveraineté alimentaire. Elle considère également qu'il est nécessaire que le SCOT oriente les PLU vers l'objectif de créer des conditions favorables au développement des exploitations agricoles.

Elle demande notamment :
-que dans les objectifs 1-2-1 et 1-2-2 orientés prioritairement vers le maintien des ceintures agricoles périurbaines et l'approvisionnement en circuit court, tous les bassins de production soient concernés.
-que les recommandations de l'objectif 1-3-1permettent aux agriculteurs de construire même dans les zones AP
-que la P31 impose de reconstituer une capacité productive équivalente à l'échelle métropolitaine et de modifier le deuxième alinéa avec « Éviter toute fragmentation »
-de modifier le 5ème alinéa de la prescription P 32 , dans le sens suivant « En tenant compte des besoins fonctionnels des exploitations, tant en termes de constructions et installations techniques que de logement de fonction lorsque cela est nécessaire »(le reste sans changement pour les ouvriers saisonniers)
-de rajouter à la P3 la possibilité de réalisation des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole lorsqu'elle contribue à la gestion, l'entretien voire la restauration de ces espaces et à la P2 , à la P7 à la P16 une mention indiquant qu' « une attention particulière est portée sur les secteurs de bâtis agricoles, nécessaire au fonctionnement d'une agriculture qui contribue à I'entretien, la gestion, voire la restauration des espaces concernés.
-de préciser à la P 11 que les gestionnaires des canaux d'irrigation , doivent pouvoir continuer à en avoir la maitrise complète.
-que la P40 n'impose pas de contraintes pour les fonctionnalités des exploitations,
-que la prescription 266 prévoit expressément la remise en état agricole.

La Chambre regrette que certains secteurs de projet en extension de l'enveloppe urbaine soient placés sur l'enveloppe agricole à préserver et que dans le secteurs à enjeux Val de Durance, les enjeux autour des infrastructures d'irrigation, du potentiel agronomique des terres qu'il convient de préserver ne soient pas suffisamment affirmés.
Elle demande également que les projets prévus par la prescription 98 et 101 prennent en compte toutes les conséquences pour l'activité agricole.
L'INAO a émis un avis défavorable, considérant que le SCOT présente une carte n°2 floue de l'enveloppe agricole à pérenniser et qu'il prévoit de grands projets de développement sans véritablement évaluer les incidences sur les espaces agricoles bénéficiant de signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité.

25. Sur toutes les demandes de la Chambre d'Agriculture (et sur l'avis de INAO) des améliorations du SCOT peuvent-elles être envisagées ?

La commune de Martigues demande de faire apparaitre sur la carte n° 3 du DOO le secteur agricole de "Plan Fossan", situé sur les communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts et sur la carte n° 2 la zone humide de l'anse de Boumandariel, située entre les communes de Martigues et Sausset-les-Pins .
.
La commune de Port de Bouc souhaite la réalisation du projet d'équipements (Caserne de pompiers, futur collège, et cimetière) sur la parcelle cadastrée section AV 65 qui semble concernée sur la carte n° 2 par des espaces agricoles à préserver.

26. Sur ces demandes particulières des communes quelle est la position de la métropole ?

Habitat, logement

La prescription P 173 demande aux PLUi d'intégrer des règles de mixité sociale sur les communes SRU. Le préfet recommande d'ajuster ces objectifs (P173 et P177) en fonction des taux de logements sociaux des communes.

27. Quelle est la position de la métropole ?

Il est demandé par plusieurs organismes que la prescription n°83 précise clairement qu'il s'agit de construire en priorité dans l'enveloppe urbaine existante avec un minima de 70% de l'offre nouvelle dans cette enveloppe.

28. Cette question rejoint celle posée par la commission sur l'ajout de la locution adverbiale à terme dans la P83 , peut-elle être supprimée ?

Plusieurs Parcs demandent que la prescription 30 soit complétée sur le territoire des Parcs, en encadrant strictement ou en interdisant l'urbanisation au sein de l'enveloppe agricole.

29. Quelle position de la métropole ?

Transports et mobilité

La Région demande une meilleure prise en compte de la dynamique de modernisation des transports régionaux qui s'articule autour des grands projets structurants en cours ou projetés sur le territoire régional : Ligne nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA), la desserte des futurs sites olympiques d'hiver, la ligne des Alpes, et le SERM. Certains projets cités dans le

SCoT, comme les projets de prolongements des tramways aubagnais et marseillais et de leur connexion à terme, et les projets de réouverture de certaines gares/haltes ferroviaires comme à Venelles doivent être reconsidérés afin d'assurer cette bonne cohérence.
La CCI des Bouches du Rhône souhaite qu'un focus plus spécifique soit intégré au SCoT sur la desserte(en transport en commun) du pôle ITER/Cadarache comme c'est le cas pour la ZIP de Fos.
SNCF Réseau souhaite que dans le Rapport de présentation - Tome 3 - Justification de la consommation d'espace", soient listés tous les projets ferroviaires du territoire.

La commune de Mallemort note que les communes situées au nord du territoire le long de la Durance ne bénéficient pas d'un réseau métropolitain et d'un réseau routier structurant et demande des mesures pour corriger cet état de fait et en particulier un réseau de transport en commun vers Aix , vers Salon et que ces axes soient inscrits en « Réseau Express Métropolitain Routier » et le développement du stationnement à la gare de Lamanon avec des navettes Mallemort -Lamanon à un rythme satisfaisant. En ce qui concerne la RD7N il est demandé un classement en « Réseau routier structurant » voire en « Réseau Express Métropolitain Routier » et de faire apparaitre sur la carte N°6 la connexion routière avec la commune d'Alleins au niveau de la RD16 et de la RD17d.Il est demandé que l'attention soit portée sur la connexion avec la gare TGV d'Avignon et sur le développement du covoiturage pour le trafic traversant Mallemort.La commune souhaite une extension des itinéraires cyclables le long des axes structurants et secondaires du Val de Durance.

30. Peut-on répondre à ces demandes de la commune de Mallemort ?

La commune de Cabriès souhaite conditionner tout projet urbain à une amélioration des infrastructures de transport et des transports en commun. Cela vise notamment la déviation de la RD543 qui devrait figurer sur la carte du DOO, et l'amélioration des transports en commun avec les PEM et notamment celui du Plan Aliane.

31. Cela est-il possible ?

La commune d'Auriol souhaite que la carte des enjeux en matière de mobilité soit corrigée, en complétant le projet de transport collectif par une flèche en direction d'Aix-en-Provence. ?

32. Cela est-il possible ?

La Région demande que le SCoT précise que les itinéraires cyclables structurants et secondaires devront impérativement desservir les gares, les pôles d'échanges, les pôles d'échanges et aires de co-voiturage pour favoriser la multimodalité.

33. L'ensemble des demandes des PPA en matière de transport (confortées par les observations du public) démontre une imprécision du document sur les projets susceptibles d'être pris en compte dans les 20 ans à venir, peut-on améliorer le SCOT sur ce point ? Peut-on mieux prendre en compte les transports régionaux ?

Le SCoT fait référence au projet de prolongement de la piste secondaire de l'aéroport Marseille-Provence, Ce projet étant abandonné, sa mention ainsi que les conséquences affectées à cet aménagement doivent être retirées du SCoT demande le Préfet.

34. Le Scot peut il être rectifié sur ce point ?

Risques

Le préfet demande que le DOO précise la démarche attendue des documents d'urbanisme.
Plusieurs organismes demandent de renforcer les prescriptions sur la lutte contre les inondations.
Dans la P 276, un principe de limitation voire d'interdiction de toute construction y compris agricole dans l'espace de mobilité des cours d'eau, les axes d'écoulement et les zones d'expansion des crues pourrait être affirmé
La P 277 pourrait proposer, une interdiction du busage des cours d'eau et des canaux à l'exception des cas particuliers d'infaisabilité technique.

35. **La prévention des risques d'inondation est un sujet devenue sensible, sur les demandes faites peuvent elles être prises en compte ?**

Environnement, biodiversité, Corridors écologiques

36. **Peut-on prendre en compte le SRCE ?**

37. **Comment le SCOT peut-il conduire à la préservation ou la restauration de corridors et notamment compléter la P18 concernant les corridors urbains qui mentionne au niveau d'une recommandation simplement la mise en place au sein des PLUi d'OAP dédiées à la préservation et la restauration des corridors écologiques**

Réservoirs biologiques et Corridors écologiques
Outre la nécessité de prise en compte du SRCE les demandes suivantes ont été faites :

-La Région demande que les principaux canaux d'irrigation ou de drainage soient identifiés dans la carte de la Trame verte et bleue, en cohérence avec la Prescription P11 du DOO.

38. **Est-ce possible ?**

-La commune de Mallemort demande de compléter la carte N°1 avec les principaux canaux et zones humides associées de la commune: canal EDF, canal de Craponne, canal du Moulin…,

39. **est-ce possible ?**

40. **le Parc Sainte Beaume demande si les corridors et réservoirs de biodiversité règlementaires peuvent être retranscrits au Scot à la carte 1 ?**

-Le Parc du Lubéron demande de compléter la carte N°1 du DOO en intégrant les secteurs de valeur biologique majeur VBM et les réservoirs identifiés dans la charte de Parc et d'identifier spécifiquement un corridor à restaurer au sud du territoire, sur la plaine agricole de la Durance.

41. Est-ce possible ?

- Le Parc de Camargue demande que dans le cahier des recommandations des secteurs à enjeux le Salin du Caban soit mentionné comme espace Natura 2000 et pas comme une zone urbanisée. Le Parc de Camargue relève également que :

- Le seul corridor écologique entre le Rhône et le Salin du Caban traverse une zone urbanisée ;
- Aucun espace de lisière paysagère agri-urbaine ou agro-industrielle n'est mentionnée entre le Parc et la ZIP de Fos ;
- La flèche de la Gracieuse nécessite une réelle protection

42. Quelle réponse de la Métropole à ces demandes du PNR de Camargue ? Les corridors sur le parc de Camargue sont-ils justifiés ? La zone Natura 2000 est-elle respectée ?

-la commune de Martigues demande que la carte n° 1 soit rectifiée concernant le Parc Marin de la Côte Bleue, et précise deux réserves marines (Cap Couronne et Carry-le-Rouet) et le corridor écologique fonctionnel traversant de Nord en Sud la plaine agricole de Saint-Pierre / Saint-Julien.

43. Le DOO peut il être complété sur ces points ? Cela relève-t il du SRCE ?

Le Parc des Calanques demande la protection de l'herbier de posidonie et des coralligènes.

44. Cette demande peut elle se traduire dans le SCOT ?

La commune de Martigues demande que le réservoir de biodiversité identifié dans le secteur des "Arqueirons", ne doit pas empêcher le déplacement de l'aire des camping-cars de Carro, et note que la préservation de l'espace humide situé en rive sud du Chenal de Caronte (Nord-Est de la zone pétrochimique de Lavéra) apparaît incompatible avec les projets de développement de sites dit "clés en mains" portés par l'État.
La commune de Bouc Bel AIR demande de rectifier la carte N°1 car l'ancien site de stockage des boues rouges Mange-Garri ne peut être identifié comme zone humide.

45. Quelles réponses à ces deux demandes communales ?

Trame noire
La prescription 21 du DOO relative à la trame noire pourrait être plus détaillée et renforcée (demande préfet et région).
Les Parcs demandent des prescriptions supplémentaires pour limiter au strict minimum l'éclairage dans la totalité des Parcs, et imposer aux PLU des règles pour l'éclairage des interfaces ville nature.

46. Les prescriptions sur la trame noire peuvent-elles être renforcées. Le Scot peut-il limiter l'éclairage dans l'enceinte des Parcs ?

Pollutions
Le Parc des calanques demande de limiter les pollutions relatives aux eaux déversées dans la mer (raccordement à l'assainissement collectif, micro- traitements le long du jarret et de l'Huveaune, réutilisation des eaux traitées .)

47. Une prescription sur les pollutions de l'Huveaune peut t'elle être rajoutée ?

La commune de Marignane demande que le plan d'exposition aux bruits soit revu, les nuisances s'étant, à son sens, accrues depuis 2008.

48. Le SCOT doit être compatible avec le PEB. Le DOO devrait comporter semble-t-il une prescription faisant référence au Plan d'Exposition aux Bruits de l'aéroport. Qu'en pensez-vous ?

Assainissement

Plusieurs demandes visent à une interdiction du développement de l'urbanisation en cas d'absence d'assainissement collectif sauf justification particulière.

49. La P258 n'est pas affirmative sur le sujet, peut-elle être plus restrictive ?

Loi littoral

Le préfet demande que

-La carte n°5 "Mettre en œuvre la loi Littoral" du DOO **doit être complétée pour intégrer l'ensemble des espaces naturels remarquables de la DTA**

-la carte n°5 du recueil cartographique (P59) soit rectifiée pour **retenir la délimitation faite par la DTA sur le pourtour de l'étang de Berre sur les communes de Martigues et Saint-Mitre-les-Remparts pour mieux préciser les espaces proches du rivage.**

-de ne pas qualifier de villages les zones de Plan de la Gare à Cassis et de Callelongue à Marseille qui ne répondent pas aux critères permettant une extension de l'urbanisation en continuité des villages

50. Quelle est la position de la métropole sur ces demandes préfectorales ?

Face au risque de submersion marine, le Parc naturel régional de Camargue demande de se référer à la stratégie littorale développée par le SYMADREM

51. Quelle réponse de la Métropole sur ce point ?

Ressources en Eau

L'estimation des besoins en eau à l'horizon 2040 présente des erreurs et doit être corrigée. (Observation préfet)

Le SCoT doit également prévoir que les projets d'urbanisation fassent l'objet d'une analyse préalable validant l'adéquation besoin-ressource .(demande préfet)

La Région propose de plus de :

- limiter, dans les zones où l'approvisionnement en eau se fait exclusivement par forage domestique, les ouvertures à l'urbanisation ainsi que les possibilités de densification
- encadrer les nouvelles piscines individuelles

52. Quelle est la position de la Métropole sur les restrictions d'urbanisation proposées en fonction de la disponibilité de la ressource (à apprécier sur le long terme) ?

Énergie

Le SCoT doit se doter de leviers prescriptifs plus puissants à l'égard des PLUI, afin d'engager ces derniers dans une démarche de projet de territoire intégrant le développement des énergies renouvelables.(préfet)

La Région souhaiterait :

-que le DAACL et le DOO comporte des mesures favorisant la mise en place des dispositifs d'ombrières sur les surfaces de parking de moins de 1 500 m2.

-que le SCoT renforce les prescriptions dans l'objectif 1-1-1 (Préserver et valoriser les réservoirs de biodiversité), dans l'optique d'éviter l'implantation des centrales photovoltaïques au sol et grand éolien au sein des réservoirs de biodiversité majeur et des zones Natura 2000.

Le Parc du Lubéron demande une disposition pour éviter l'implantation de centrales solaires dans la plaine alluviale de la Durance,

La Chambre d'Agriculture demande que les fiches agricoles soient exclues des espaces en friche propices au développement de la production d'énergies renouvelables.

53. Quelle est la position de la Métropole sur ces demandes d'ajouts de prescriptions fortes pour le développement des énergies renouvelables lié à la loi d'accélération des ENR et aux restrictions proposées dans des zones agricoles ou d'intérêt écologique ?

Paysage et patrimoine

La commune de Martigues demande de compléter la carte N°4 par la coupure paysagère située au Nord de la commune de Martigues allant du secteur de "Figuerolles" jusqu'au secteur de "Plan Fossan".

54. Est ce ce possible ?

Ressources du sol et du sous-sol

En cohérence avec le Schéma Régional des Carrières, Le Parc du Lubéron propose d'indiquer que les activités d'extraction dans les terrasses alluviales de la Durance doivent être limitées.

55. Cette précision peut-elle être ajoutée ?

Questions particulières

Les Parcs

Les parcs des Alpilles de la Sainte Beaume, du Lubéron, de Camargue et le Parc National des Calanques ont fait de nombreuses demandes. Le SCoT doit être compatible (ou demander aux PLUI de l'être) avec la directive de protection et de mise en valeur des paysages des Alpilles, les chartes des quatre Parcs naturels régionaux (PNR) et la charte du parc national des Calanques.

Outre toutes les sujets relatifs à la protection de la biodiversité, il est demandé notamment de mieux traiter la question des « entrées de parc » notamment pour la Sainte Baume et le Parc National des Calanques ; d'améliorer la prise en compte des paysages remarquables de la Sainte-Baume, et d'améliorer la protection des infrastructures linéaires sur les Alpilles.

Il est demandé d'imposer des règles strictes sur la constructibilité à moins de 100m du cœur du Parc des Calanques et prévoir d'améliorer les 6 entrées majeures du Parc.

Le Parc National des Calanques aborde des thèmes divers, comme des OAP, des pôles bien précis, la constructibilité, réserve de foncier, raccordement du bassin versant du Jarret à l'assainissement collectif. D'autres thèmes semblent relever de la police de l'eau.

Le Parc du Lubéron demande de compléter la prescription P 42 afin de préserver un accès physique aux canaux d'irrigation et aux cours d'eau, support de mobilité douce.

56. Quelles demandes des Parcs peuvent être satisfaites ? Quelles sont les réponses de la métropole ?

Martigues Mallemort

57. Peut-il être répondu aux autres remarques des villes de Martigues et de Mallemort? Notamment sur les nombreuses demandes d'amélioration du réseau routier et de transports en commun.

MENELIK

Le SCOT doit être compatible avec le SAGE de l'ARC. L'EPAGE MENELIK qui a pour mission notamment l'animation du SAGE du bassin de l'ARC a fait de nombreuses observations.

58. Peut-on répondre favorablement aux demandes de MENELIK ?en tout état de cause le SAGE de l'ARC devrait figurer de manière claire dans le SCOT.

Avis préfet

Une attention particulière est à porter aux 4 réserves du préfet :

-Consommation d'espace

Le préfet demande que le SCoT inscrive un objectif de réduction de l'artificialisation à l'échéance en 2040 et pas seulement à l'échéance 2030 et 2050, compte tenu du fait que la vision stratégique du SCoT repose sur l'évolution du territoire au regard de cet horizon 2040 et fixe dans le DOO des densités minimales pour les projets d'habitat, afin de garantir l'objectif de sobriété foncière.

-implantations commerciales

Le préfet considère que dans un contexte métropolitain de saturation de l'offre commerciale, les possibilités d'extension doivent être plus fortement limitées sur les secteurs d'implantation périphériques, notamment dans les secteurs mixtes pour préserver le foncier économique au profit des activités productives et éviter le mitage commercial.

-Loi littoral

Le préfet demande de ne pas qualifier de villages les zones de Plan de la Gare à Cassis et de Callelongue à Marseille qui ne répondent pas aux critères permettant une extension de l'urbanisation en continuité des villages.

-Agriculture

Le SCoT doit orienter les PLUi dans une démarche de diagnostics agricoles et d'études agronomiques des sols pour éviter l'urbanisation de surfaces à fort potentiel agronomique.

59. Quelles réponses à ces réserves de l'ETAT?

Avis Département

Le Département 13 formule plusieurs demandes :
- définir l'enveloppe agricole à préserver référencée â travers la prescription 29 de façon plus précise en la déclinant notamment par des cartes pour chaque périmètre de PLUI et reformuler la prescription 31 de manière à la conditionner à des opérations économes en consommation d'espace (densité de logement élevée) et/ou d'intérêt général fort, et exclure les friches arbustives ou boisées des espaces agricoles de compensation

- sur les territoires à enjeux comme dans le Val de Durance ou en pays d'Aubagne, définir de façon encore plus précise les espaces agricoles à préserver

-définir comme principe que l'enveloppe urbaine n'a pas vocation à s'étendre à proximité immédiate du parc national des Calanques,

-identifier dans le SCOT tous les projets routiers structurants dont la liste est transmise dans son avis.

60. Quelles réponses à ces demandes du Département ?

Ville de Marseille

La Ville de Marseille demande d'implanter les datas-centers, sur la base d'un schéma directeur établi en concertation avec les communes.

La Ville de Marseille souhaite que les enjeux autour des activités portuaires soient plus clairement explicités, en faisant référence à la Charte Ville Port.
La Ville de Marseille insiste sur la nécessité d'accélérer les projets de mobilité nécessaire et son souhait d' un développement plus soutenu des mobilités actives.

61. Quelle réponse de la Métropole sur les demandes de la Ville de Marseille ?

Observations de détail

La carte des objectifs par masse d'eau est la carte du précédent SDAGE et doit être actualisée souligne le Préfet.

62. Sur ces points le Scot peut-il être rectifié ?

VIII .Questions générales après étude de dossier et lecture des remarques

1. liste des pôles

L'armature urbaine définie par la Métropole s'articule selon les documents fournis autour de des deux grandes villes-centres que sont Marseille, capitale de la région Sud, et Aix-en-Provence (pôles métropolitains), et de 23 villes moyennes (pôles de développement), 10 centralités intermédiaires (pôles d'équilibre) et 54 petites villes et villages (pôles de proximité).Cette classification est différente de celle présentée dans le rapport de présentation avec deux centralités de niveau, 10 centralités de niveau 2, 10 centralités de niveau 3, et 70 centralités de niveau 4 (27 classées comme petites villes et 43 come des villages). Pourquoi cette double classification ?

63. Le SCOT pourrait-il présenter en annexe la liste claire et précise des pôles

- métropolitains

-de développement

-d'équilibre

-de proximité.

Avec si possible la population cumulée par types de pôles

2. L'ancienne législation et le SCoT

Page 3 DOO prescription : « Le présent DOO est régi par les dispositions des articles L141-5 et suivants du code de l'urbanisme, ainsi qu'aux articles R141-6 et suivants du même code, dans leur version en vigueur avant l'adoption de l'ordonnance n°2020-744 du 17 juin 2020 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale. En effet, en application de son article 7, la Métropole a fait le choix de ne pas appliquer l'ordonnance précitée, sans préjudice de l'intégration au sein du DOO des objectifs de réduction de l'artificialisation résultant de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021. »

64. Peut-on mieux justifier l'application de l'ancien texte, quelles dispositions du SCOT seraient non conformes au nouveau texte?

3. Consommation d'espace

Rapport du SCoT :

« Notions et définitions ;
L'article 194 de la loi Climat résilience précise les définitions suivantes :
• **La consommation d'espace d'Espaces Naturels Agricoles et Forestiers** (ENAF) fait l'objet d'une définition dans la loi : Elle est entendue comme la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné.

Elle est caractérisée quand les ENAF concernés génèrent une extension (ou une création) de l'enveloppe urbaine existante, établie au millésime 2021.
• **L'artificialisation** est définie comme « *l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage* ». Elle peut être caractérisée en application de la nomenclature qui l'encadre, et ce, à compter de l'année 2031.
• **L'artificialisation nette** ou la consommation nette d'espace sont définies comme « le solde de constatées sur un périmètre et sur une période donnés ». »

« Analyse de la consommation « brute », normalisée et de ses déterminants
L'analyse développée dans ce rapport porte précisément sur la **consommation « brute »** des espaces naturels, agricoles et forestiers, exprimée en nombre d'hectares, sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
Par manque de fiabilité des données, l'analyse ne prend pas en compte la transformation effective d'espaces urbanisés ou construits en espaces naturels, agricoles et forestiers du fait d'une **renaturation**, ni donc, du solde permettant d'établir la **consommation « nette »** sur le territoire. »

Compte tenu des imprécisions dans la méthode d'évaluation Le chiffre de 3950 apparait sous-estimé, ce qui rend l'hypothèse de base et donc le raisonnement inexact.

65. Peut-on estimer un chiffre de consommation à la hausse plus proche de la réalité ?

Compte tenu des consommations constatées sur 2021 et 2022 (plus de 700ha) les objectifs du SCOT 1700ha jusqu'en 2030 ne pourront pas être tenus.

66. Quelle mesures ou quelle stratégie la métropole envisage-t-elle ?

-trajectoire de sobriété foncière

Le total à consommer de 3400 ha est relatif à la période 2021 à 2050, or les prévisions du Scot s'étendent jusqu'à 2040.

Cela peut signifier qu'après 2040, il n'y aura plus de consommation possible. Mais si on opte pour une diminution progressive du rythme d'artificialisation de 5% par an à partir de 2030 pour atteindre zéro en 2050, ce n'est plus 1700 ha mais environ 1250 ha qui seraient disponibles entre 2030 et 2040.

67. Les chiffres affichés ont été évalués à l'horizon 2050. Peuvent-ils être prévus pour 2040 ? Quelle hypothèse la métropole a-t-elle retenue pour la dégressivité de la consommation à partir de 2030?

-Mode de calcul de la répartition

Le mode de calcul de la répartition de la consommation d'espace ventilée sur les différents PLUi fixée par les prescriptions 74 et 75 du DOO n'est pas explicité.

68. Quelle est la méthode de ventilation des surfaces entre les PLUI, tient-elle compte du logement, des emplois selon quelles hypothèses ?
69. Quelle corrélation avec les prescriptions P81 et P85 ?

70. dans les surfaces attribuées aux PLUI compte t'on tout(annexes des particuliers, voiries, parkings même non imperméabilisés°

Calcul des surfaces artificialisées à l'avenir

Le SCOT devrait clairement expliciter quel sera le mode de calcul des espaces artificialisés entre 2020 et 2040 car ce calcul sera opposable aux tiers, puisque le SCOT fixe des consommations d'espace aux PLUi.

De plus, la P148 propose de limiter l'imperméabilisation et de désimperméabiliser.

71. La désimperméabilisation permet-elle de retrouver des capacités vis-à-vis des règles ZAN ?

Logements

La prescription P83 indique qu'il faut prévoir à terme 70% des nouveaux logements au sein de l'enveloppe urbaine.

La P183 indique **…** les conditions d'urbanisation prévoient au sein des OAP, de tendre vers les densités moyennes indicatives suivantes :

- ¬ Pour les espaces urbains de forme citadine : de l'ordre de 80 logements/ha.
- ¬ Pour les espaces urbains de forme villageoise : de l'ordre de 50 logements/ha
- ¬ Pour les espaces urbains de forme périurbaine, de l'ordre de 30 logements/ha

Ces deux prescriptions permettent, semble-t-il, d'évaluer la surface des espaces artificialisés qui sera nécessaire pour la réalisation des logements prévus aux prescriptions P80 et P81 ?

72. La métropole a-t-elle fait cette évaluation ? quel en est le résultat ?
73. Par ailleurs la portée de la prescription 83 pour la limitation de l'artificialisation est réduite par l'ajout de la locution « à terme », pourquoi ? une autre formulation n'est-elle pas à rechercher ?

Espaces à prévoir pour les projets prévus par le DOO

-La prescription P 110 demande à prévoir une offre foncière et/ou immobilière pour le renforcement de l'offre d'enseignement supérieur

74. Quelle surface à artificialiser est nécessaire ?

-La P120 demande de prévoir les besoins en espace notamment pour :

- ¬ Le projet de liaison Fos-A54 dont le contournement de Fos-sur-Mer.
- ¬ Le contournement de Martigues / Port-de-Bouc.
- ¬ La requalification de la RD268 entre Fos-sur-Mer et Port-Saint-Louis-du- Rhône assurant la desserte des bassins ouest du GPMM.

75. Cela représente quelle surface à artificialiser ?

-Objectif 3-3-2 renforcer l'économie productive dans toutes ses composantes

Cet objectif complémentaire à ceux visant à la création d'emplois(P84 et P 85) nécessite des surfaces à artificialiser**,**

Par exemple, la P134 porte sur l'offre immobilière de bureau, la surface à **artificialiser devrait pouvoir être estimée avec** le schéma métropolitain de bureaux qui prévoit 80 000m2 de bureaux à construire par an,

La P157 et la P158 demande de prévoir des espaces pour les entreprises innovantes de la Blue Tech et pour la préservation des activités de pêche conchicoles et aquacoles, **quelles surfaces à prévoir ?**

76. une évaluation des surfaces à artificialiser nécessaires pour la création des 130 000 emplois prévus a-t-elle été faite?

-La prescription P227 prévoit la réalisation d'infrastructures pour la mobilité qui demanderont des espaces supplémentaires à artificialiser, (par exemple il est prévu 1200km de pistes cyclables si un tiers occupe des surfaces nouvelles cela représente environ 400kmX 4= 160ha),

77. quelle est l'évaluation de la métropole sur ce point ?

-Les prescriptions P229 ,P230, P231, P232, P233 demande de prévoir les installations pour la mobilité des marchandises, là aussi des surfaces seront à artificialiser notamment pour l'extension de CLESUD à Miramas(*Cette extension nécessiterait d'après nos recherches environ 70ha).*

78. Quelle est l'estimation de ces surfaces par la métropole ?

4. L'analyse de la compatibilité

L'ancien article L 141-3 du code de l'urbanisme précise que le rapport de présentation décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 131-1 et L. 131-2, avec lesquels il est compatible ou qu'il prend en compte.

Le document présenté par la métropole n'a pas examiné (pourtant prévu par les textes) la compatibilité avec les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes prévues à l'article L. 112-4.

Par ailleurs, l'article L. 371-3 du code de l'environnement indique que le SRCE est opposable aux documents de planification et aux projets de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements, dans un rapport de prise en compte. Une analyse détaillée de la compatibilité avec le SRCE apparait ainsi une obligation avec justification des éventuelles modifications apportées.

79. La métropole complétera t'elle le dossier sur ces points, articulation avec le SRCE et les dispositions des zones de bruit des aérodromes?

a. SDAGE

- Alimentation en eau

« Dans son axe 3 du PADD, le SCoT ambitionne de garantir la disponibilité et la durabilité de la ressource en eau avec comme objectif l'optimisation de l'usage de l'eau agricole, la diversification des sources d'alimentation, la préservation des masses d'eau stratégiques et leur périmètre de sauvegarde identifié (nappe de la Crau et nappe de la Sainte-Baume), sécuriser l'alimentation pour les communes ne disposant que d'une seule source d'alimentation et enfin adapter les modalités d'aménagement du territoire en fonction de la disponibilité de la ressource en eau. » La P255 du DOO traite de la sécurisation en alimentation en eau des communes non sécurisées

80. Plus des 2/3 des communes ont une alimentation pas parfaitement sécurisée, quel programme de sécurisation est envisagé par la métropole, quelles mesures envisage t'elle pour résoudre ce problème ?

Le fonctionnement des milieux aquatiques « **Disposition 6A-02** : Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques »

OF6A : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	**Disposition 6A-02** : Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques		Le SCoT a pour ambition d'assurer la protection des espaces naturels d'intérêt écologique dont les réservoirs identifiés par le SDAGE. Il se donne comme objectifs de limiter les pressions anthropiques sur le cours d'eau et encourager leur valorisation et leur renaturation, de lutter contre les pollutions liées aux rejets des eaux pluviales et d'assainissement, de préserver la circulation des sédiments des cours d'eau permettant in fine la recharge des fonds marins, de ne pas perturber les courants marins, etc. Cette ambition de protection et de valorisation des milieux aquatiques pour leur multifonctionnalité est ainsi traduite au niveau du DOO dans sa carte n°1 et des prescriptions concernant la préservation et le renforcement de la trame bleue. On retrouve notamment des prescriptions concernant la protection des réservoirs biologiques identifiés dans le SDAGE (P20), la localisation des espaces de bon fonctionnement à définir au niveau des PLU(i) (P22), la protection de la trame turquoise contribuant à la qualité écologique des cours d'eau (P25) et la préservation des écosystème marins identifiés sur la carte n°1 (P28).
	Disposition 6A-03 : Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants		
	Disposition 6A-04 : Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves		
	Disposition 6A-14 : Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau		
	Disposition 6A-16 : Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux		

« Le SCoT a pour ambition d'assurer la protection des espaces naturels d'intérêt écologique dont les réservoirs identifiés par le SDAGE. Il se donne comme objectifs de limiter les pressions anthropiques sur le cours d'eau et encourager leur valorisation et leur renaturation, de lutter contre les pollutions liées aux rejets des eaux pluviales et d'assainissement, de préserver la

circulation des sédiments des cours d'eau permettant in fine la recharge des fonds marins, de ne pas perturber les courants marins, etc. »

Pour être compatible, le SCoT doit identifier les espaces de fonctionnalité de cours d'eau.

81. Les corridors et réservoirs de biodiversité inscrit au SRCE n'étant pas tous inscrits dans le DDO, la compatibilité avec le SDAGE est-elle assurée ? oui

- La renaturation

OF5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	**Disposition 5A-01** : Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux		Au niveau de son axe 3 du PADD, le SCoT a pour objectif de lutter contre les pollutions des cours d'eau avec notamment le maintien des fonctions d'épuration des milieux aquatique (ripisylves et zones humides). Cet objectif est traduit au niveau du DOO avec le renforcement de la gestion de l'assainissement (P258). Toutefois le développement de l'urbanisation n'est conditionné qu'au raccordement au réseau et non à la sensibilité des milieux présentant un risque de non atteinte de l'objectif de bon état. Le SCoT envisage également plusieurs objectifs afin de lutter contre l'imperméabilisation que ce soit au niveau du développement urbain ou dans la prise en compte du risque de ruissellement. La séquence ERC de la disposition 5A-04 est présente (Limiter l'imperméabilisation / Rechercher la transparence hydraulique / Désimperméabiliser l'existant). On retrouve cette traduction au niveau du DOO, notamment dans les prescriptions P148 et P249, P250, P258 en intégrant la notion de renaturation. Certes, le SCoT n'indique pas de ratio imperméabilisation / désimperméabilisation mais par sa recommandation suivant la P27, il rappelle que la doctrine « éviter / réduire / compenser » s'impose aux projets concernant les milieux aquatiques.
	Disposition 5A-02 : Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »		
	Disposition 5A-04 : Éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées		

« La séquence ERC de la disposition 5A-04 est présente (Limiter l'imperméabilisation / Rechercher la transparence hydraulique / Désimperméabiliser l'existant). On retrouve cette traduction au niveau du DOO, notamment dans les prescriptions P148 et P249, P250, P258 en intégrant la notion de renaturation. »

82. La compatibilité peut-elle être assurée par la renaturation puisque c'est une notion que le SCoT ne domine pas et qu'il a exclu du calcul des surfaces consommées du fait de sa complexité ?

b. Le SRCE

83. Le SRCE est une annexe du SRADDET. Il conviendra de le respecter d'en un rapport de prise en compte. Sur quelles bases la métropole a-t-elle supprimé des corridors figurant au SRCE et rajouté d'autres corridors ?

84. des différences sont constatées entre la cartographie des secteurs à enjeux et la carte n°1 référencée par plusieurs prescriptions comme la P22 Pourquoi de telles différences ?

« **P 22.**

• Les documents d'urbanisme, en s'appuyant sur la carte n°1 du recueil cartographique, identifient, précisent et assurent la protection :
➢ des cours d'eau et les espaces rivulaires associés comme éléments de la trame bleue locale ,
➢ de la trame turquoise, regroupant les espaces fonctionnels où les trames verte et bleue interagissent fortement (ripisylves, plaines alluviales…), dans les conditions définies au sous objectif suivant traitant de cette trame. »

c. Le SAGE

« Le SCoT ambitionne dans son axe 1 du PADD de préserver et/ou restaurer la trame turquoise regroupant les espaces fonctionnels où les trames verte et bleue interagissent fortement (ripisylves, plaines alluviales…). Cela est traduit au niveau de l'objectif 1.1.3 du DOO et de la carte n°1 de l'atlas cartographique en demandant aux documents d'urbanisme d'identifier, de préciser et d'assurer la protection des cours d'eau et les espaces rivulaires associés, et de de la trame turquoise, regroupant les espaces fonctionnels où les trames verte et bleue interagissent fortement (ripisylves, plaines alluviales…). La méthodologie pour l'identification des espaces de bon fonctionnement est précisée. »

85. Tous les corridors du SRCE approuvé n'apparaissent pas dans la cartographie. La compatibilité avec le SAGE est-elle respectée ?

Cohérence avec le PADD

La Métropole ayant fait le choix d'appliquer l'ancienne réglementation sur ce point, elle propose un PADD qui décline 5 axes que l'on peut rapprocher des orientations.

Au niveau de l'**axe 1**, il est proposé de «Préserver durablement l'armature des espaces aquatiques pour leur multifonctionnalité ». Dans le DOO (les objectifs), ces espaces sont mal recensés. Il ressort une incohérence entre l'orientation et les objectifs à ce niveau par exemple.

86. La Métropole peut-elle justifier de ne pas avoir recensé tous les corridors ou réservoirs de biodiversité existant dans la réglementation ?

87. Sur quelle étude la métropole s'appuie-t elle pour créer ou supprimer des corridors et réservoirs de biodiversité ?

d. Le SRADDET

Le dossier de SCoT justifie la compatibilité avec le SRADDET à travers des objectifs essentiellement environnementaux. Il aborde un peu l'agriculture (RÈGLE LD2-OBJ49A et B) et l'activité en bord de mer (RÈGLE LD1-OBJ9).

Or, le SRADDET est prolixe en ce qui concerne l'activité et le commerce (RÈGLE LD1-OBJ3, RÈGLE LD1-OBJ5 A, RÈGLE LD1-OBJ5 B, RÈGLE LD1-OBJ5 C et suivantes) ou encore les PEM (voir remarque région). Le SRADDET cite aussi la nécessité de densifier dans les quartiers accueillant des PEM.

88. **Peut-on vérifier la compatibilité du SCoT avec le SRADDET dans toutes ses dimensions ?**

e. Le schéma régional des carrières (SRC)

L'analyse de la compatibilité se fait autour de l'approvisionnement, sur l'exploitation du sous-sol et la proximité entre la source et la consommation.

La P266 demande à assurer les besoins en matériaux dans le cadre du SRC approuvé le 13 mai 2024(et pas en cours d'élaboration comme l'indique le document 3.3.5 du rapport de présentation)

Le SRC prévoit que les SCOT

- envisagent prioritairement le renouvellement et l'extension, des sites de production existants, en lien avec les exploitants de ces sites,

- si la nature des gisements présents sur leur territoire le permet, et si un besoin est identifié à l'échelle régionale ou nationale, ils envisagent la création de nouveau site de carrière sur ces gisements »

89. **Les perspectives en 2035 prévoyant un déficit de près 3 millions de tonnes par rapport à la consommation, est-il envisagé au-delà de la préservation des sites existants l'utilisation de nouveaux gisements ?**

f. Questions réglementaires sur le Scot

PADD

L'**axe 2** demande l'élaboration d'objectifs forts en ce qui concerne le soutien aux activités, comme par exemple « Soutenir les filières économiques d'excellence, en particulier industrielles, porteuses d'emplois et d'innovation »

La Métropole peut-elle préciser si la construction de bureaux ou structures relatifs aux filières économiques d'excellence sera possible une fois les contraintes sur la construction de logements remplies ? Le DOO ne permet pas de le dire. Il risque d'y avoir une trop forte différence entre l'orientation et les objectifs.

90. **Comme pour les logements, la Métropole peut-elle fixer ou évaluer un nombre de m2 de bureaux à réaliser et de bâtiments pour les activités ? Sinon expliquer le choix.**

91. **Métropole peut-elle faire un tableau de correspondance entre les orientations du PADD et les objectifs du DOO de façon à pouvoir vérifier s'ils sont cohérents ?**

92. **La Métropole peut-elle clarifier la part réservée à ces activités comme ce qu'elle a fait pour le logement par exemple ? Les plateformes logistiques sont consommatrices d'une surface importante notamment. Le schéma logistique de la métropole a-t-il été intégré ?**

Art L 141-8 (nouvelle réglementation) le DOO doit tenir compte du potentiel foncier mobilisable,

93. **La Métropole peut-elle évaluer le potentiel foncier mobilisable ? En effet, la jurisprudence (jugement du TA de Grenoble) demande d'évaluer les anciennes UT avant d'en prévoir de nouvelles. Cela peut être transposé à tout secteur.**

g. Relations entre les documents du SCoT

- **Renaturation :**

94. **les prescriptions demandent de prévoir et évaluer la renaturation au PLUI. Ces dispositions sont-elles applicables si la donnée est trop complexe à évaluer, notamment en termes de coût, selon le rapport de présentation dans son volet justification de la consommation d'espace ?**

5. DOO

<u>Partie 1 Preserver les espaces naturels</u>

Protection espaces naturels

95. **-P21 Il est recommandé de limiter au strict minimum les éclairages existants dans les réservoirs de biodiversité et les corridors des trames vertes et bleues, pourquoi pas une prescription ?**

Protection espace littoral

-La prescription P 61. « Partout ailleurs, dans les espaces proches du rivage, l'extension des Agglomérations et Villages identifiés par le SCOT, est possible mais limitée dans les conditions suivantes : » semble viser le deuxième alinéa de l'article L121-13 du code de l'urbanisme et notamment permettre les constructions sous réserve uniquement de respecter les critères de la P61.

96. Pourquoi cette prescription P61, la question étant bien traitée par l'article L121-13 ?

97. de plus quels sont les villes et villages identifiés par le SCOT ?

-P71 « Au sein des secteurs déjà urbanisés, les constructions et installations sont autorisées à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics. »

98. Cette prescription semble un peu restrictive, les services de proximité privés centre médical, commerces et artisanat auraient pu être prévus.

-P73. Recul du trait de côte « Il est recommandé de s'appuyer sur les données de simulation prospective disponibles … »

99. Une prévision sur l'élévation du niveau de la mer à prendre en compte n'aurait - elle pas été opportune ?

Partie 2 Organiser la trame urbaine

Répartition des emplois et des logements

100. La répartition des logements et des emplois prévus par les prescriptions P81 et P85 a été établie sur quelles hypothèses ?

101. Logements-La P83 demande de prévoir à terme la réalisation de 70% de l'offre nouvelle de logements dans l'enveloppe urbaine, pourquoi avoir précisé à terme ?

Les prescriptions P80 à P84 du DOO définissent les objectifs de production de logements en les répartissant sur 2 entre les différents niveaux de polarité et de PLUi.

102. Comment seront répartis ces objectifs d'autant que les PLUi ne sont pas synchrones ? Par exemple, comment l'objectif métropolitain de 22 000 à 23 000 logements sur les pôles de proximité seront répartis entre 6 PLUi, tous plus ou moins dotés de tels pôles ?

-Emplois

La prescription 87 précise de prévoir à terme 75% des emplois dans la zone urbaine.

103. La formulation de cette prescription est ambiguë, signifie t'elle qu'en 2040 75% des emplois devront être en zone urbaine ? si c'est le cas quelle est la situation actuelle ? ou qu'il faut tendre vers 75% des emplois nouveaux en zone urbaine ? mais dans ce cas la suppression de la locution à terme serait souhaitable .

Réseau de transport

-Les prescriptions 89, 90,93 (et également la P111) font référence à des projets de transports (du SERM notamment)

104. cette liste est-elle exhaustive ?
105. une annexe listant les projets n'aurait-elle pas été souhaitable ?

-Les prescription 97 et 98 porte sur les améliorations du réseau viaire.

106. Là aussi une annexe comportant les projets jugés nécessaires n'aurait -elle pas été souhaitable ?

107. La prescription P104 demande à définir les limitations d'obligation de stationnement au sein des zones les mieux desservies et la prescription 103 demande une densification de ces zones, (le nombre de projets concernés sera ainsi important). Le SCOT aurait pu proposer une obligation de stationnement minimale, par ex 2 parking pour 3 logements …à adapter au contexte local

Partie 3 Positionnement International et développement économique

-La prescription P 110 demande à prévoir une offre foncière et/ou immobilière pour le renforcement de l'offre d'enseignement supérieur à l'ouest du territoire, …

108. Le renforcement de l'enseignement supérieur à Marseille et à Aix n'aura pas besoin de nouveaux bâtiments?

109. -La P113 propose de faire évoluer l'aéroport au sein de son emprise actuelle, quelles conséquences pour les communes riveraines ?

110. -La P147 porte sur la densification et requalification des espaces d'activité. Il est demandé de limiter le stationnement en surface. Cette prescription si elle est traduite dans les PLUI aura, compte tenu de ses incidences économiques, des incidences fortes sur l'immobilier d'entreprise, ont-elles été analysées ?

111. - La P156 demande de prévoir les possibilités de création de pôles économiques sur le littoral ou dans les ports de plaisance, notamment sur les ports de La Ciotat, de la pointe Rouge et du Frioul. La proposition concernant

la pointe Rouge et surtout le Frioul demanderait à être explicitée compte tenu de la sensibilité de ces sites ?

Partie 4 vivre la métropole dans un cadre de vie de qualité

- Logements sociaux

La prescription P173 du DOO fixe les règles de mixité sociale : « Tant que le rattrapage n'est pas effectué, (en dehors d'opérations spécifiques de logement social si elles ne suffisent pas) intégrer des règles de mixité sociale sur le cumul de la programmation OAP, a minima:

-40% de l'offre de logement pour les pôles de développement et pôles métropolitain

-35 % de l'offre de logement pour les pôles d'équilibre

-30 % de l'offre de logement pour les pôles de proximité. »

Le parc de résidences principales devrait passer en 2040 de 860726 à 1002 626 et le nombre de logements de 974 492 à 1181 242 soit effectivement 200 à 210 000 de plus.

Mais le nombre de résidences principales augmentera seulement d'environ 140 000 compte tenu des démolitions et des logements vacants pour une population qui augmentera de 200 000.

Il n'y a pas d'évaluation du déficit en logement social dans les documents par rapport à la loi SRU.

112. La métropole a-t-elle fait une simulation précise permettant d'estimer en 2040 la situation vis-à-vis de la loi SRU et la répartition qui serait nécessaire des logements à construire entre privé et social ?

Partie 5 transition écologique et énergétique

Objectif 5 .1.4 gestion responsable des déchets

113. -La P223 demande de favoriser l'implantation d'un centre de tri et de valorisation de 50 000t par an.

114. Ce centre est-il nouveau et complémentaire à celui existant de Jas de Rhodes qui ne fonctionne pas à pleine capacité ?ou s'agit-il de celui de Jas de Rhodes ?

5.2 consommer moins d'énergie

-La prescription P226 (limiter les mobilités contraintes) vise à créer les conditions nécessaires pour:

-intensifier les pôles de développement et métropolitains pour flécher prioritairement (80%) l'accueil de population et d'emplois dans des espaces urbains offrant une mixité des fonctions associant logements emplois, services, commerces et mobilité soutenue très forte.

-favoriser le renforcement des activités économiques dans les espaces urbains mixtes, avec un objectif de 50% des 130 000 emplois supplémentaires envisagés ayant pour vocation de trouver leur place dans les enveloppes urbaines mixtes

115. L'objectif de 80% de la population et des emplois dans des espaces urbains mixtes concerne t'il uniquement les 104 000 emplois à créer dans les pôles de développement et métropolitains, soit 83 200 emplois et 132 000 logements?

116. Comment s'articule cette prescription avec la P83 (70% de logement en zone urbaine et la P87 (75% des emplois en zone urbaine) ?

5.4.3 Préserver les ressources du sol et du sous-sol

La P266 demande à assurer les besoins en matériaux dans le cadre du SRC approuvé le 13 mai 2024(et pas en cours d'élaboration comme l'indique le document 3.3.5 du rapport de présentation)

Le SRC prévoit que les SCOT

- envisagent prioritairement le renouvellement et l'extension, des sites de production existants, en lien avec les exploitants de ces sites,

- si la nature des gisements présents sur leur territoire le permet, et si un besoin est identifié à l'échelle régionale ou nationale, ils envisagent la création de nouveau site de carrière sur ces gisements. »

117. Les perspectives en 2035 prévoyant un déficit de près 3 millions de tonnes par rapport à la consommation, est-il envisagé au-delà de la préservation des sites existants l'utilisation de nouveaux gisements ?

Cartographies du DOO

Dans son avis, « *la MRAe recommande de mettre à disposition du public les cartes à une échelle adaptée et de spatialiser les prescriptions du DOO.* »

Il est manifeste que certains éléments objets de prescriptions ou de recommandations, mériteraient plus de précisions quant à leur identification et/ou leur localisation et/ou leur dimensionnement pour une bonne déclinaison des objectifs du SCOT dans les PLUi.

Trois exemples :

1. **Villages perchés et silhouettes des villes ou villages**

Dans les prescriptions du DOO on trouve les prescriptions suivantes :

La P 39 : *Préserver les perspectives sur les* ***villages perchés et leurs abords***

Dans la P 48. : *Assurer les conditions permettant de prendre en compte et valoriser* :

- *la qualité des formes architecturales et urbaines composant les paysages urbains traditionnels (centres anciens, **villages perchés**, hameaux…)* ;

Certes on trouve dans le **diagnostic** quelques désignations de façon éparpillée mais a priori non exhaustive :

Page 156 *: À **Bouc Bel Air et aux Pennes-Mirabeau,** l'offre commerciale des centres anciens est particulièrement faible, notamment au regard de leur taille. Si cela s'explique en partie par leur situation de **village perché**, **…***

Page 161 **: *Les villages et noyaux villageois perchés*** *constituent un emblème du cadre de vie « à la provençale ». C'est notamment le cas d'**Allauch, Fuveau, Velaux, Cadolive, Fos-sur-Mer, Miramas-le-Vieux, Vernègues, Saint-Mitre-les-Remparts**…*

Page 161 : le visuel est titré : « *Vue sur **le village perché d'Eguilles** depuis les terres agricoles* »

118. L'absence de liste de ces villages, ne risque-t-elle pas une trop large interprétation dans l'application du SCOT ?

Préserver les points de vue et les perceptions du grand paysage

Parmi de nombreux autres éléments représentés, on trouve dans la cartographie n°3:

- Une quarantaine de **silhouette villageoise/urbaine emblématiques**
- Une quarantaine de **repères visuels/points de mire/éléments fort dans le paysage**

Si les silhouettes villageoises/urbaines ne devraient pas poser trop de problèmes dans l'application du SCOT, il n'est pas de même des repères visuels/points de mire en raison de leur non-identification.

En effet, l'identification de certains est aisée (château d'If, le Frioul, Cassis, route des Crêtes …) pour d'autres simplement localisés « à l'échelle du SCOT » c'est dire très approximativement, il n'en est pas de même.

119. Une liste localisée de ces points ne garantirait-elle pas mieux une meilleure application du SCOT ?

Carto n°2 : Protéger la capacité productive des espaces agricoles

La protection des grands espaces agricoles ne devrait pas poser de problèmes d'interprétation quant à leur application dans les documents d'urbanisme. En revanche, la protection des petits espaces péri-urbains réduits parfois à 2 ou 3 points sur la carte, restera soumise à de larges interprétations locales.

Plusieurs observations de la Chambre d'Agriculture manifestent cette inquiétude.

120. Ne faut-il pas localiser plus finement ces surfaces avec un dimensionnement approximatif, pour assurer leur préservation effective ?

6. DAACL

121. L'article du code (L 141-17) impose de chiffrer une surface de vente maximale. Le SCoT donne un pourcentage. Peut-on chiffrer une surface de vente maximale, étant entendu que le degré de précision sera relatif ?

122. les pourcentages d'extension sont calculés par rapport aux surfaces de vente existantes ayant fait l'objet d'une autorisation. Ne serait-t-il pas opportun d'adopter une référence à la surface des emprises au sol ou à la surface de plancher qui serait moins contestable ?

- **Compatibilité des PLUI**

Selon notre analyse (qui reste à vérifier) le PLUI d'Aix actuel prévoit une consommation de 900 ha entre 2022 et 2035.

Le PLUI Marseille Provence prévoit une consommation de 2 000 ha entre 2016 et 2030, soit environ 1300 hectares entre 2020 et 2030.

Les prévisions des PLUI apparaissent nettement supérieures à celles du projet de SCOT.

123. Qu'est ce qui est prévu pour mettre en compatibilité les PLUI existants ou finalisés, Marseille Provence, Pays d'Aix, Pays d'Aubagne? (l'Article L131-7 précise que la délibération sur la mise en compatibilité du PLU avec le SCOT doit intervenir dans un délai d'un an après l'approbation de ce dernier)

124. Quelles dispositions sont prises pour ceux en cours d'élaboration ?

125. Quels sont les calendriers pour l'élaboration des PLUI du Pays de Martigues**, d'Istres Ouest Provence et du Pays Salonais. ?**

- **Questions Diverses**

Démographie

Les prévisions de l'INSEE sur la démographie sont bien inférieures à celles retenues par la Métropole ,

126. est ce une volonté affirmée de développement allant au-delà des perspectives de croissance prévues par l'INSEE

Cahier des recommandations des paysages du quotidien

127. -pourquoi dans le cahier des recommandations des paysages du quotidien avoir donné des exemples qui se situent en dehors de la métropole ?.

Ainsi on montre ce qui est perçu comme des dysfonctionnement à Valbonne, Monfort, Feuilly… cela démontre qu'il n'existe pas ce type de cas sur la métropole (ou qu'une

étude a été réutilisée). Les propos devront être illustrés par des photos du territoire métropolitain afin de démontrer que ces pathologies existent.

Friches

128. Quelle place avez-vous donné dans votre stratégie d'aménagement du territoire pour la reconquête des friches présentes dans le périmètre du projet de SCoT soumis à enquête ? En avez-vous dressé un inventaire ? Avez-vous établi une cartographie qui en permet la localisation ? Combien d'hectares occupent ces friches potentiellement revalorisables ? Avez-vous mis en place un observatoire local ?

Activités

La compatibilité a été analysée sous l'angle du logement entre Scot et Sraddet et non sous l'angle de l'activité.

129. Pourquoi ?

130. Peut-on corriger l'analyse ?

Nature en Ville

131. Peut-on définir de façon précise les espaces nature en ville ?

- **REMARQUES de DETAIL**

Le rapport de présentation

Page 117 le paragraphe A indique que le locatif social représente 15 % des résidences principales et le paragraphe B que les logements sociaux représentent 20,4% des résidences principales.

132. Quel est le bon chiffre ?

Explication des choix

Dans le tableau page 13 les taux de croissance moyen sont faux, ce sont ceux du tableau page 14 qui sont bons.

Dans la page 19 2eme colonne, il est indiqué « Les pôles métropolitains et de développement doivent accueillir à eux seuls 15% des habitants et 5% des emplois des objectifs de l'ensemble du SCoT (sous réserve de la mutualisation en fonction du contexte à l'échelle PLUi). Il s'agit des pôles d'équilibre et pas des pôles métropolitains et de développement.

Articulation avec les autres documents

La présentation fait référence à l'article R 104-18 du code de l'urbanisme qui ne traite pas de la mise en compatibilité, c'est plutôt l'ancien article L 141-3 du code de l'urbanisme qui traite de l'articulation avec les autres documents.

133. Quelles sont les bonnes références ?

DOO

Objectif 4.5.2

La P212 fait référence au 3-5-1, c'est plutôt le 4-5-1

-Objectif 5-1-9

Il est fait référence à l'orientation 3-2 c'est plutôt la 4-2

- **Questions relatives aux remarques du public**

Les observations du public sont nombreuses et une synthèse est présentée ci-dessus (paragraphes BI à BVI).
La commission souhaiterait connaitre la position de la métropole sur les demandes formulées.
Toutefois, les observations principales portent sur :
- les hypothèses de croissance démographiques qui apparaissent irréalistes au regard des prévisions de l'INSEE
- des demandes de modification de classement de parcelles dans les PLUI, ces demandes pour la plupart ne peuvent être traitées dans le cadre de l'élaboration du SCOT
- des demandes relatives à la mobilité, amélioration des transports en commun, aménagements routiers, création de pistes cyclables. La non prise en compte de la loi 1269 de 2023 sur le SERM est également soulignée. Ces demandes doivent être toutes examinées. Dans une perspective à 20 ans, voire jusqu'en 2050 il serait souhaitable que la Métropole précise sa position sur les projets souhaités.
- la préservation des espaces agricoles, il y a une demande générale de rendre plus prescriptif le SCOT sur le sujet, les observations portent également souvent sur des projets particuliers relevant des PLUI. La Métropole peut-elle rendre plus stricte les prescriptions sur la préservation des espaces agricoles (comme le souhaite certaines PPA) en particulier sur les espaces irrigués en compatibilité avec le SRADDET.
- La préservation des canaux d'irrigation, ce sujet le SCOT ne les traite qu'au regard de la trame verte et bleue,
- la préservation des espaces naturels avec de nombreux souhaits d'être plus prescriptif et de renforcer la trame verte et bleue
- la qualité de vie, avec des demandes concernant le bruit des avions
- de réelles inquiétudes quant à la cartographie du Scot de la part de professionnels ou d'institutions notamment,

Ainsi, les points suivants illustrent le propos :

PEM

134. Peut-on citer les quartiers à densifier accueillant des PEM ou des grands projets urbains comme la Rouvière comme ce qui est demandé par le préfet et la région ?

135. En ce qui concerne le PEM de Lignane (et éventuellement de la Calade comme demandé) sera-t-il compatible avec le Scot qui demande de densifier autour des PEM ?

136. sera-t-il possible de densifier autour de Lignane ?

137. La question peut s'étendre à tous les PEM situés dans des zones à dominante naturelle ou agricole. Par exemple, comment comptez-vous densifier autour du Krypton alors que des parcelles sont bloquées (répondre aux observations 88 et 89) ?

138. Dans le cas où il ne serait pas densifié aux alentours des PEM pour des raisons d'espaces boisés, nature en ville ou autres, comment estimer vous le rapport de compatibilité entre le SRADDET et le Scot ?

139. L'objectif de décarbonation sera-t-il respecté si l'on multiplie les espaces non densifiés en centre ville à proximité des PEM ?

140. Peut-on accueillir un PEM à la Calade à Aix-en-Provence ?

141. Devra-t on densifier le quartier si tel était le cas ?

142. Pouvez-vous éclaircir la situation ? Les habitants se mobilisent pour dire que le PEM La Calade a été abandonné et la ville dit qu'il est référencé (R630).

143. Que répondez vous aux opposants à la réalisation du parking Versailles aux Pennes Mirabeau ?

144. Que répondez-vous à la remarque 217 rédigée par AIRBUS

Nature en ville

145. Peut-on donner une définition précise et scientifique des espaces nature en ville ?

146. Pour répondre aux demandes sur ce thème le DOO peut-il définir des objectifs à atteindre en matière de création et de préservation des espaces verts (article L141-11 du code de l'urbanisme ancienne version ?

Présentation générale

147. Peut-on prévoir une présentation claire montrant ce qu'il est possible de faire avec un Scot ? Cela sera adressé aux PPA, communes et population sous la forme d'un résumé en début de rapport ? Cela passerait par un exposé des points forts de la loi et des jurisprudences. Cela permettrait en outre de mieux cadrer les attentes du Scot notamment en termes de précisions ou encore, mieux présenter les applications du Scot et d'éviter des demandes qui fragiliseront le document si elles étaient appliquées.

Prolongement de la RD9 entre la Couronne et Carro

« Il importe donc aujourd'hui au CIQ La Couronne-Carro que soit acté l'abandon du prolongement de la D9 en demandant expressément à la Métropole son retrait du schéma de cohérence territoriale en cours d'élaboration. »

148. Selon le CIQ, ce prolongement est abandonné depuis 2021 et ne trouverait plus d'écho dans tous les documents d'urbanisme. Ce projet est-il maintenu ou est-ce une erreur ? Peut-il être retiré ?

Ressource en eau

149. Doit-on résoudre le problème d'approvisionnement d'eau à Cuges les Pins et comment ? Ce problème est également signalé chemin de la Bastide des Tourelles à Aix en Provence(R506).

150. Quelle réponse à la demande de réglementer les constructions sur des terrains comportant une nape phréatique affleurante avec interdiction de pompage ?

Retour sur les corridors

Il est demandé que le SCOT prenne en compte au minimum tous les corridors figurant au SRCE et tous ceux figurant dans les SCOT actuels.

151. Est-ce possible ?

152. Peut-on représenter sur la cartographie du Scot l'ensemble des corridors validés au SRCE, ceci incluant le corridor de Velaux qui semble devoir être urbanisé ?

153. La métropole peut-elle demander une évaluation environnementale du site via une étude faune/flore quatre saisons lorsqu'un corridor recensé au SRCE est menacé d'urbanisation ?

Les nuisances sonores liées au trafic aérien

154. Les orientations du PADD prônent une meilleure qualité de vie et le bruit lié au trafic aérien n'apparaît pas les objectifs. Ce problème peut-il être résolu ?

La réglementation européenne prévoit l'établissement d'un Plan de Prévention du Bruit dans L'Environnement (PPBE) pour l'aéroport Marseille Provence

155. quelle est ou sera la contribution de la métropole à l'établissement de ce plan qui devrait être prochainement révisé ?

La pollution il est demandé une prise en compte plus forte de la pollution de l'air notamment par les particules fines,

156. le DOO, pourrait-il fixer aux PLUI un objectif de conformité aux normes réglementaires ?

Densité :

157. Répondre à la question 182 :

« Le SCOT prévoit des densités en fonction des typologies urbaines en nombre de logements par hectare. Dans le cadre d'opérations d'ensemble ces densités sont à calculer par rapport à la surface brute du terrain d'assiette (totalité de la surface concernée par le projet), ou bien une fois les surfaces liées aux équipements déduites (voies, stationnements, jardins collectifs etc ...), donc sur la surface résiduelle nette. Et quand il s'agit d'une parcelle de taille modeste dans un quartier déjà construit ? »

158. Des observations s'opposent à une densification trop forte qui porterait atteinte aux caractéristiques de quartiers ou de villages, comme à Mallemort où les habitants réfutent le pôle d'équilibre pour le village. Quelle réponse de la métropole ?

Préservation des espaces non artificialisés :

159. On note une opposition à la Zone industrielle et artisanale du Safre à Simiane-Collongue relayée par la LPO : que pensez-vous du problème ?

160. Il en est de même d'une extension de ZAC à Pertuis et de contournement. Que répondez-vous aux habitants ?

Secteurs à enjeux :

161. Peut-on disposer des études ou justifications ayant conduit à estimer que des zones sont agricoles ou naturelles dans les secteurs à enjeux ?

Une contribution montre qu'il apparaît des zones agricoles alors que la métropole a déjà démontré qu'elles ne l'étaient pas à l'entrée de ville par les Milles. (Voir notamment la

remarque 535 du cabinet Nathalie HUBLER, pour le compte de la société GDI et la remarque 304 déposée par maitre KUJAWA)

162. Des observations relèvent le manque d'objectifs clairs et chiffrés de développement des énergies renouvelables alors que de nombreuses observations demandent l'interdiction de réalisation d'installations en zones naturelles ou agricoles, le SCOT peut il se prononcer sur cette question ?

Les secteurs à enjeux sont parfois considérés comme trop précis. On note la remarque 527 qui pointe l'ouverture à l'urbanisation d'une zone boisée par exemple.

163. Cette cartographie peut-elle être rendue moins précise et laisser porter le choix de l'urbanisation de parcelles notamment au PLUI ?

Corridors :

Deux corridors inscrits au SRCE sont signalés comme menacés d'urbanisation par les habitants. Ce sont les corridors de Peypin et de Velaux (observation 130).

164. Comment comptez-vous les protéger ?

165. FNE signale en outre que de nombreux corridors ont été oubliés et souhaite qu'ils soient tous intégrés à la cartographie du Scot. Qu'en pensez-vous ?

En revanche, le maire de Berre remet en cause un corridor non inscrit au SRCE qui ne se justifierait pas et qui bloquerait ses projets autour de l'aérodrome.

166. Pouvez-vous lui répondre ?

Commerce :

LIDL(et également Super U) se plaint en masse du DAACL en expliquant qu'il n'est pas adapté à leur activité. La Pioline adopte le même discours. L'enseigne SUPER U à Saint Zacharie OUEST émet un avis défavorable au classement du secteur de Saint Zacharie Centre ouest en SIP intermédiaire.

167. Ces acteurs pensent que le DAACL menace leur activité. Peut-on mieux l'adapter ?

168. Peut-on évaluer des surfaces comme le demande la loi ?

169. Était-il possible d'évaluer une surface de vente maximale en accord avec les différents acteurs ?

Pouvez-vous répondre aux questions de la zone de la Pioline ?

170. Les concessions automobiles sont-elles exclues de ces dispositions comme cela semble être indiqué en page 5 ?

171. **Le DAACL descend à l'échelle communale. Les décisions ne seront plus à l'échelle communale, ni à celle du PLUI.**

172. **Il est difficile de comprendre le terme de surface de vente. Peut-on estimer les surfaces de vente en expliquant comment elles sont calculées ?**

173. **La modification de destination des commerces concerne-t elle des bâtiments qui ne seraient pas commerciaux ? Cela peut être parfois le cas**

174. **La mise aux normes d'un bâtiment comme ceux présents dans la zone de la Pioline est coûteuse. En effet, cette zone a vu ses premiers bâtiments dans les années 720-80. Sans possibilité d'étendre la surface de vente dans des proportions nécessaires pour pouvoir la financer, il paraît difficile de l'envisager.Toute mesure qui demandera un investissement par les commerçants devra trouver pouvoir être financé par ceux-ci. De plus, dans la Pioline, les espaces non construits sont des stationnements. Les désimperméabiliser demandera un investissement qu'il faudra financer.**

175. **La cartographie est incomplète. Le cadre violet et l'aplat de couleur violet n'est pas expliqué en légende. Le secteur nord est de la Pioline apparaît en gris, ce qui est incompréhensible.**

176. **Pouvez-vous intégrer les demandes de la ville de Salon ?** (R619) : demande des corrections dans le DAACL au niveau du site les Broquetiers alors que cette demande a déjà été signifiée avant l'enquête. Il est demandé des corrections sur le site de la Gandonne 1 et de basses Viougues.

La commune de Gardanne demande de compléter la liste des SIP de proximité avec les enseignes NETTO et SUPECO, et les reporter p40 avec Bricomarché et d'identifier en « secteur d'extension périphérique » la zone UE du PLUi.

177. **Peut-on lui répondre ?**

Tourisme

178. **Peut-on répondre aux demandes formulées par le domaine de pont Royal à Mallemort et à la société Rocher Mistral à la Barben pour la préservation de leurs activités ?**

Énergies renouvelables :

Le Président du MEDEV souligne une contradiction dans sa remarque 432 : Il est demandé de développer les énergies renouvelables d'un côté et de l'autre le foncier est bloqué. Cela est illustré par le blocage des projets de l'aéroport de Marseille Provence.

179. **Que lui répondre ?**

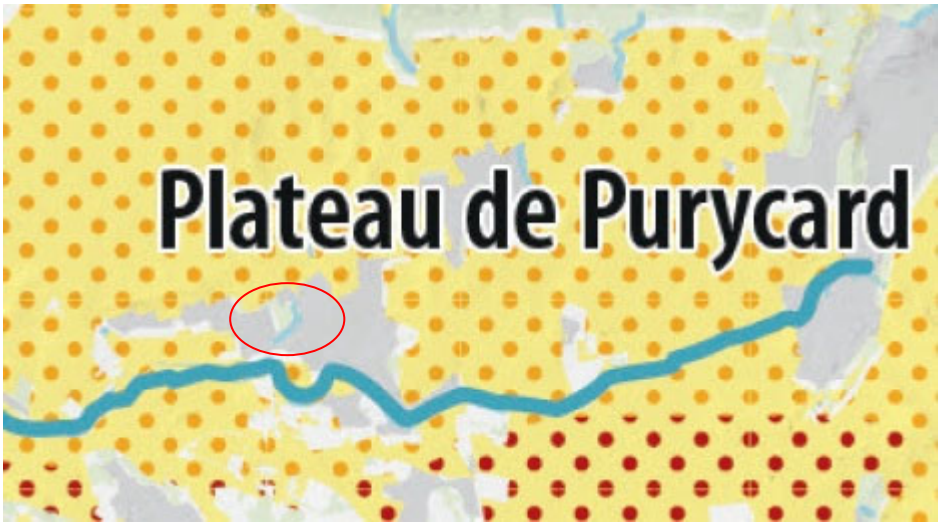
Des observations relèvent le manque d'objectifs clairs et chiffrés de développement des énergies renouvelables alors que de nombreuses observations demandent l'interdiction de réalisation d'installations en zones naturelles ou agricoles,

180. le SCOT peut il se prononcer sur cette question ?

Cartographie :

1. La légende

181. Que signifient les zones absentes de la légende ? Par exemple, on peut noter celle-ci mais elle n'est pas la seule. **Est-ce un projet porté par le maire en zone non artificialisée ?** En effet, dans ce cas, il s'agit d'une OAP (Remarque 458). **Et pour les autres zones en blanc ?**



182. Que répondre à l'exploitant voisin en ce qui concerne le conflit de voisinage entre agriculture et logements ?

183. Peut-on prévoir des zones tampon entre l'agriculture et les habitations ou urbaniser jusqu'à des limites de type route, qui elle, avec des zones de recul, pourra servir de zone tampon ?

184. Le cas échéant, peut-on prévoir une recommandation ou prescription incitant les PLUI à prévoir des zones urbaines cohérentes ?

2. Cartographie agricole et naturelle

La remarque 313 présentée par Maitre Loiseau pour la société de goudronnage et de terrassement du Lubéron (SGTL) montre que des terrains en zone agricole ne sont pas agricoles (divers jugements déjà rendus).

185. La cartographie du Scot peut-elle les maintenir en agricole ?

La cartographie est vue comme pouvant empêcher des projets par des sachant comme les maires. Ils pensent que la cartographie revêt une forme de constructibilité et le PLUI ne pourra que suivre les zones édictées. Les maires de Mallemort et Pertuis demandent une modification de la cartographie pour pouvoir réaliser des projets dont un collège à Mallemort.
La ville de Pélissanne souligne que la cartographie du Scot empêche la réalisation de deux projets structurant en ayant intégré des parcelles en zone agricole.
La ville de Gardanne s'inquiète pour une OAP signifiée comme naturelle et agricole par le Scot.
Un élu de la commune de Miramas s'oppose à la cartographie du Scot et au DAACL s'ils nuisent à ses projets.
Le Scot est donc vu dans sa cartographie par les sachant que sont les maires comme un document de rang inférieur, comme le souligne le maire de Martigues.

Nous constatons que des communes demandent des modifications au Scot qui relèvent des PLUI, ce qui donne un Scot une dimension de document de rang inférieur. Or, il s'agit de sachant qui comprennent ce qu'est un rapport de compatibilité entre documents a priori.

Cela est confirmé par Me AUDOUARD qui pointe le Scot : « Il convient d'autant plus de corriger cette présentation dont les conséquences à l'occasion de la rédaction des documents d'urbanisme plus opérationnels (PLUI en particulier) seront déterminantes en ce qu'elles conditionneront les différents zonages et les possibilités de développement économique de la commune ». Les témoignages sont nombreux en ce sens.

Le problème est donc relevé par des communes et la population ou avocats qui ne pensent pas que la cartographie et le rapport de compatibilité aux futurs PLUI ne soit qu'indicatif.

186. Qu'en pensez-vous ?

3. Demande de suppression

Le GMIF demande à supprimer des espaces agricoles périurbains (R591).

187. Cela est-il possible ?

Il en va de même pour l'aéroport (R594) et l'UPE 13(R601) qui demande que l'Aéroport puisse réaliser un projet photovoltaïque sur 13 hectares de l'emprise aéroportuaire.

188. Cela est-il possible ?

4. Constructibilité

189. Comment interpréter la remarque R93 ? Il semblerait que les villes orientent les administrés vers le Scot pour connaître la constructibilité de leur terrain ou résoudre les problèmes de constructibilité.

Les carrières :

Les documents d'urbanisme devant intégrer les carrières, Provence Granulats souhaite que des prescriptions soient ajoutées au DOO.

190. Que lui répondez-vous ?

191. L'Union Nationale des Industries de Carrières et de Matériaux (UNICEM)(R408) souhaite que le SCOT intègre l'identification des gisements et la pérennisation des exploitations sur le territoire de la Métropole par le renouvellement de l'exploitation des carrières existantes et la prévision de leur extension Que lui répondez-vous ?

Demandes particulières

192. Quelle réponse à la demande de la commune de Berre l'Étang concernant son aéroport (R389) ?

193. Pourquoi le SCOT ne fait pas référence à EUROMEDITERANEE ?

194. Comment encadrer les Data center ?

Quelle est la position de la métropole sur les demandes

195. de la commune de PERTUIS (R484)

196. de Mallemort (R 497)

197. et de Cabriès (R513).

Registre numérique :

L'accès au registre numérique est difficile. Il peut ne plus être accessible ou a tendance à ramer. De plus, des contributions étaient manquantes puis apparaissent. Dans ce cadre, pouvez-vous répondre à l'observation 552 (absente au registre le 26 décembre 2024 puis apparaissant deux jours plus tard). Il s'agit des demandes de la ville de Pertuis dans le registre.

198. Pouvez-vous y répondre ?

On peut aussi signaler que les contributions des registres ont longtemps été identifiées sans documents joints, puis les documents joints sont apparus rendant le traitement des remarques difficiles.

Pour la Commission, le 29 décembre 2024



Gilles BANI - Président

ANNEXE VI

- certificats et attestations d'affichage durant l'enquête publique

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES SERVICES
Urbanisme et Aménagement
Direction Générale Adjointe des Services
Grands Projets Urbanisme Foncier

CERTIFICAT ADMINISTRATIF D'AFFICHAGE

Je soussigné, Mr Jean-Louis VINCENT, Adjoint au Maire, Délégué à l'Urbanisme et à l'Aménagement du territoire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (Scot) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés sur le panneau des informations officielles mis à la disposition du public, situé dans le hall d'entrée accessible durant les heures d'ouverture des services municipaux, sis 3 rue Loubet, de manière discontinue

du 21 octobre 2024
au 11 décembre 2024 inclus

Je délivre le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Aix-en-Provence, le 12 DEC. 2024

Jean-Louis VINCENT
Adjoint au Maire Délégué
Aménagement et Urbanisme

VILLE D'AIX-EN-PROVENCE
DIRECTION DE L'URBANISME
MAIRIE

ALLAUCH
TERRE DE PROVENCE

VILLE D'ALLAUCH

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Patrick SABATIER, Adjoint au Maire, Délégué à l'Urbanisme, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

L'avis d'enquête publique
L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie d'Allauch, de manière continue du 07 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Allauch, le 11/12/2024

L'Adjoint au Maire,
Délégué à l'Urbanisme

MAIRIE D'ALLAUCH 13190

Patrick SABATIER

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, DELAUNAY Romain, Responsable de division, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

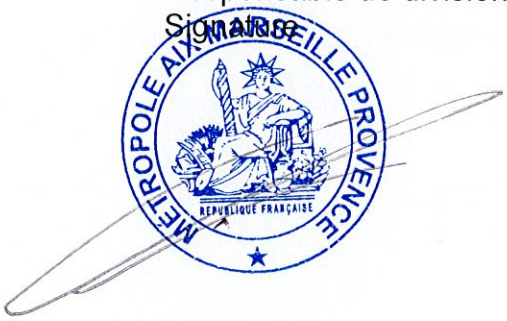
- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés à la division Aubagne de la Métropole Aix-Marseille-Provence « 932 Avenue de la Fleuride, ZI les Paluds – 13400 AUBAGNE », de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Aubagne, le 13 décembre 2024.

Romain DELAUNAY
Responsable de division
Signature



CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, KUCAB david, agent d'accueil et d'information, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés à l'hôtel communautaire d'Istres, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Istres, le 17/12/2024.

KUCAB david
Agent d'accueil et d'information

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
ACCUEIL METROPOLITAIN
ISTRES

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, DELAUNAY Romain, Responsable de division, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés à la division Aubagne de la Métropole Aix-Marseille-Provence « 932 Avenue de la Fleuride, ZI les Paluds – 13400 AUBAGNE », de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Aubagne, le 13 décembre 2024.

Romain DELAUNAY
Responsable de division
Signature



Auriol, le 12/12/2024

VILLE D'
AURIOL

Mairie d'AURIOL
Place de la Libération
13390 AURIOL

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée Madame Véronique MIQUELLY, Maire de la commune d'AURIOL, certifie que les documents suivants, relatif au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Aix-Marseille Métropole, ont été affichés aux lieux officiels habituels de la mairie d'Auriol :

- L'avis d'enquête publique entre le 14/10/2024 et 11/12/2024 inclus
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique entre le 15/10/2024 et le 11/12/2024 inclus

Fait pour servir et valoir ce que de droit,

Le Maire,

MAIRIE D'AURIOL (Bouches-du-Rhône)

Véronique MIQUELLY

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, BERTERO André, maire d'AURONS, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de AURONS, à partir du 14/10/2024.

Fait à AURONS le 16 décembre 2024.

André BERTERO
Maire d'AURONS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Vincent DESVIGNES, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

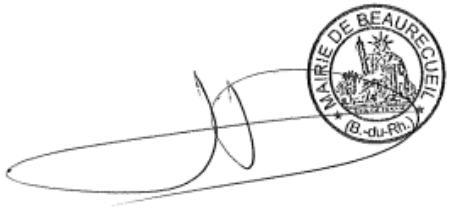
- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en Mairie de Beaurecueil, 125 avenue Louis Sylvestre - 13100 sur le panneau d'informations officielles mis à la disposition du public, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Beaurecueil, le 12/12/2024.

Le Maire,
Vincent DESVIGNES



DEPARTEMENT
DES
BOUCHES DU RHONE

MAIRIE

DE

BELCODÈNE

CERTIFICAT

Le Maire de Belcodène, Patrick PIN, soussigné certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence:
- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique
Ont été affichés du 21 octobre au 11 décembre 2024, en lieu et place habituels à la Mairie de Belcodène.

****

En foi de quoi le présent certificat a été délivré pour servir et valoir ce que de droit.

A Belcodène, le 13 décembre 2024.

Le Maire,
Patrick PIN.

MAIRIE DE BELCODENE
13 (Bouches-du-Rhône)

Hôtel de Ville - Place de la Laïcité - 13720 - BELCODÈNE - Tél. : 04 42 70 66 66 - Télécopie : 04 42 70 69 10
mairie@belcodene.fr

BERRE L'ETANG

Pôle Urbanisme et Développement
Service Urbanisme – Environnement
Risques et Développement Durable
Courriel : urbanismeberreletang.fr
Tél : 04.42.74.93.43

Nos Réf. : MM/HB/CM/WA N°24/1435
Objet : certificat d'affichage

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Mario Martinet, Maire de Berre d'Etang, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Berre l'Etang, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Berre l'Etang, le 12 décembre 2024.

Mario MARTINET
Maire de Berre l'Etang

MAIRIE DE BERRE-L'ETANG (B.-du-RH.)

BOUC BEL AIR
VILLE NATURE

LE MAIRE
Conseiller départemental
Président du SDIS 13

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Richard MALLIÉ, Maire de la Commune de BOUC BEL AIR, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés :

- Au niveau du panneau d'affichage extérieur de la Mairie, situé sur la Place de l'Hôtel de Ville
- Sur la porte d'entrée du Pôle Municipal de Sauvecanne (Impasse des Oliviers)

de manière continue, du 15 octobre 2024 au 16 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à BOUC BEL AIR, le 16/12/2024.

Richard MALLIÉ



COMMUNE DE CADOLIVE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département des Bouches-du-Rhône

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Serge PEROTTINO, Maire de Cadolive, atteste que :

l'avis d'ouverture d'enquête publique du SCOT de la Métropole Aix-Marseille-Provence

a été affiché en Mairie de Cadolive du 17 octobre 2024 au 12 décembre 2024.

Fait à Cadolive, le 31 décembre 2024.

Serge PEROTTINO
Maire de Cadolive

MAIRIE de CADOLIVE 13 (B.-du-Rh.)

CARNOUX
en-provence

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jean-Pierre GIORGI, Maire de Carnoux en Provence, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Carnoux en Provence et aux Services Techniques Municipaux, de manière continue, du 15 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Carnoux en Provence, le 12/12/2024.

MAIRIE DE CARNOUX-en-PROVENCE ★13470 (B.du Rh)★

Le Maire,

Jean-Pierre GIORGI

Hôtel de Ville – BP 45 – 13716 Carnoux en Provence Cedex
Téléphone 04 42 73 49 00 – Fax 04 42 73 56 11
Courriel : dgs@mairie-carnoux.fr
www.carnoux-en-provence.com

Ville de CASSIS

Le Maire

Cassis le 12 Décembre 2024

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Schéma de cohérence Territoriale
Service de stratégie territoriale
B.P. 48014
Madame Clara COLOMER
13567 MARSEILLE Cedex 02

scot-elaboration@ampmetropole.fr

N/Réf : MF/DZ/BM/648/2024
M:\S_D_Durable\COURRIER SEC DZ\ATTESTATION\AFFICHAGE ARRETE\2024\Avis + Arrêté n° 24-490-CM - Ouverture et organisation Enquête publique relatif au projet du SCOT Métropolitain.doc

Direction : Espaces Naturels et Urbains
E-mail : m.feraud @cassis.fr
Tél : 04.42.18.36.24

OBJET : avis + arrêté portant ouverture de l'enquête publique relative au projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole-Aix-Marseille-Provence.
Certificat d'Affichage de l'avis et de l'arrêté n°24/490/CM.

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Le Maire de la Commune de CASSIS, Commandeur de l'Ordre National du Mérite, Officier de la Légion d'Honneur,

Certifie que l'arrêté n° 24/490/CM en date du 2 octobre 2024 portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative au projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole-Aix-Marseille-Provence, ainsi que l'avis, ont été publiés sur la borne d'affichage numérique en Mairie de CASSIS le 15 octobre 2024 et durant toute la durée de l'enquête publique, soit jusqu'au 11 décembre 2024 inclus.

En foi de quoi il délivre le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Danielle MILON

MAIRIE DE CASSIS (B.-du-Rhône)

Ceyreste
Qu li va, li rèsto

Patrick GHIGONETTO,
Conseiller Départemental du canton de La Ciotat, Délégué au patrimoine, à l'immobilier et au patrimoine culturel.
3ème Conseiller Métropolitain Aix-Marseille-Provence, Délégué au foncier économique et à la protection du patrimoine historique.
Maire de CEYRESTE

Ceyreste, le 12 décembre2024

Objet : Certificat d'affichage

Je soussigné, GHIGONETTO Patrick, Maire de la commune de Ceyreste, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Ceyreste, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Ceyreste, le 12 décembre 2024.

Le Maire,

Patrick GHIGONETTO

MAIRIE DE CEYRESTE
Bouches-du-Rhône

DÉPARTEMENT des BOUCHES-DU-RHÔNE

Arrondissement d'AIX

MAIRIE
DE
CHARLEVAL-DE-PROVENCE
13350

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N°

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Yves WIGT, maire de Charleval certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés à la Mairie, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Charleval, le 13 décembre 2024.

Yves WIGT,
Maire de Charleval

Téléphone 04 42 28 41 18 - Télécopie 04 42 28 43 67
E-mail : accueil.mairie@charleval13.fr

Ville de
Châteauneuf-les-Martigues

Arrondissement
d'Istres
Département
des Bouches du Rhône

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, M. Vincent PECHEVY, Directeur Général des Services, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique n°24/490/CM du 02/10/2024.

ont été affichés en mairie de Châteauneuf-les-Martigues, de manière continue, du 14 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Châteauneuf-les-Martigues, le 12 décembre 2024.

Vincent PECHEVY

Directeur Général des Services

CORNILLON CONFOUX
EN PROVENCE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Victor SAPIO, Secrétaire général de mairie de la commune de Cornillon-Confoux, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Cornillon-Confoux, le 13 décembre 2024.

Victor SAPIO
Secrétaire général



CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, **Monsieur Guy BARRET, Maire de Coudoux** certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Coudoux, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Coudoux, le 12/12/2024.

Guy BARRET
Le Maire,

L'adjoint délégué
José ROUX

VILLE DE
CUGES-LES-PINS

Nos références : BD/DR/BF/LS/PP
Vos références : Enquête publique relative au SCOT AMP
Objet : avis d'enquête publique relative au SCOT AMP

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Nous soussigné, Bernard DESTROST, Maire de la commune de Cuges-les-Pins, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de la commune de Cuges-les-Pins, de manière continue, du 21 octobre au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Cuges les Pins, le 12/12/2024.

MAIRIE DE CUGES-LES-PINS 13 (BdR)

Le Maire,

Bernard DESTROST

Service urbanisme – Hôtel de ville
Place Stanislas Fabre - 13780 Cuges-les-Pins
Téléphone : 04 42 73 39 42 - 41
Mail : urbanisme@cugeslespins.fr • Site web : www.cuges-les-pins.fr

DÉPARTEMENT
des BOUCHES-DU-RHÔNE

Arrondissement d'ISTRES

MAIRIE

ENSUÈS-LA-REDONNE

Ensuès-la-Redonne, le 13 décembre 2024

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Michel ILLAC, Maire de la commune d'Ensuès-la-Redonne, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique ;
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique ;

Ont été affichés en mairie d'Ensuès-la-Redonne, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024 inclus.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Le Maire,
Michel ILLAC

15, avenue du Général Monsabert
13820 - ENSUÈS - LA - REDONNE

Tél. : 04.42.44.88.88
www.mairie-ensues.fr

Mairie
d'Éguilles

Eguilles,
Le jeudi 12 décembre 2024

Cabinet du Maire
RD SMM_2024_269

ATTESTATION

Je soussigné, Robert **DAGORNE**, Maire de la commune d'Eguilles, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie d'Eguilles, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce de droit.

Eguilles,
le 12 décembre 2024

Le Maire d'Eguilles,

Robert DAGORNE

Hôtel de Ville - place Gabriel Payeur - 13510 Éguilles - Tél. : 04 42 92 40 61

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
ET DES AFFAIRES IMMOBILIERES
Service Urbanisme

Fos-sur-Mer, le 13 décembre 2024

Métropole Aix-Marseille-Provence
Service Stratégie Territoriale
Direction Générale Déléguée
Aménagement Durable, Habitat
Inclusion et Cohésion Territoriale
BP 48014
13567 MARSEILLE Cédex 02

Affaire suivie par : Nathalie MAESTRE
Téléphone : 04.42.47.77.92
Courriel : nathalie.maestre@mairie-fos-sur-mer.fr

N/Réf : RR/RM/NM/CB – 2024-0671

Objet : Certificat d'Affichage arrêté et avis d'enquête publique SCOT

Messieurs,

Je vous prie de trouver ci-joint le certificat d'affichage de l'avis d'enquête publique ainsi que l'arrêté d'enquête publique relatifs au schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix-Marseille-Provence.

Vous en souhaitant bonne réception.

Je vous prie de croire, Messieurs, en l'assurance de ma considération distinguée.

René RAIMONDI
Maire de Fos-sur-Mer

MAIRIE DE FOS-SUR-MER (Bouches-du-Rhône)

Pour le Maire,
Par délégation,
L'adjoint, Philippe TROUSSIER

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
ET DES AFFAIRES IMMOBILIERES
Service Urbanisme

Affaire suivie par : Nathalie MAESTRE
Téléphone : 04.42.47.77.92
Courriel : nathalie.maestre@mairie-fos-sur-mer.fr

N/Réf : RR/RM/NM/CB – 2024-0671

Objet : Certificat d'Affichage arrêté et avis d'enquête publique SCOT

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, René RAIMONDI, Maire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix-Marseille-Provence :

- l'avis d'enquête publique,
- l'arrêté d'ouverture d'enquête publique.

Ont été affichés à l'Hôtel de Ville, de manière continue, du 21 octobre 25024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Fos-sur-Mer, le 13 décembre 2024

René RAIMONDI
Maire de Fos-sur-Mer

MAIRIE DE FOS-SUR-MER (Bouches-du-Rhône)

Pour le Maire,
Par délégation,
L'adjoint, Philippe TROUSSIER

A Gardanne, le 13/12/2024

Monsieur Hervé GRANIER
Maire de GARDANNE et BIVER

Métropole AIX MARSEILLE PROVENCE
BP 48014
13567 MARSEILLE CEDEX 02

N/Réf. : HG/AF/AG/AB/MCM/24/URB/0940
Objet : Certificat d'affichage Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).
Dossier suivi par Mme MORISOT M-C
email urbanisme@ville-gardanne.fr
tel 04 42 51 79 62

Je soussigné, Hervé GRANIER, Maire de GARDANNE, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en Mairie de GARDANNE, et à la Direction des Services Techniques, pendant un mois, de manière continue du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Monsieur le Maire

Hervé GRANIER

MAIRIE DE GARDANNE (Bouches-du-Rhône) RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Ville de Gémenos

TÉL : 04 42 32 89 00
www.mairie-gemenos.fr
contactsg@mairie-gemenos.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Roland GIBERTI, Maire de Gémenos, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés lieu, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Gémenos, le 16/12/2024

VILLE DE GEMENOS 13420

Roland GIBERTI
Maire de Gémenos
Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence

Le Maire,
Chevalier dans l'Ordre National
de la Légion d'honneur

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, **Christian AMIRATY,** Maire de la commune de Gignac-la-Nerthe, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés sur un panneau d'affichage au Service Urbanisme - avenue des Fortunés à GiGNAC-LA-NERTHE, de manière continue, du 16 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Gignac-la-Nerthe, le 12/12/2024.

Christian AMIRATY

ISTRES

FB/ND/EM/AB/VB/VG N°13/24
Entressen, le 12 décembre 2024

ENGAGEMENT DE SERVICE QUALIVILLES REF. 111 AFNOR CERTIFICATION www.afnor.org

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
Direction Accueil aux Usagers
Dossier suivi par : Vanessa GRANDCOIN
Téléphone : 04 13 29 56 50 Poste : 4655
Email : mairieentressen@istres.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Le Maire de la commune d'Istres certifie que l'avis d'Enquête Publique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale ScoT) Métropolitain, a été affiché en Mairie Annexe d'Entressen du 05 novembre au 11 décembre 2024 inclus.

François BERNARDINI
Maire d'Istres

MAIRIE D'ISTRES

Vice-président de la Métropole
Aix-Marseille Provence
Président du Conseil de Territoire
Istres Ouest Provence

ISTRES

ENGAGEMENT DE SERVICE QUALIVILLES REF. 111 AFNOR CERTIFICATION www.afnor.org

FB/ND/EM/AB/EM/ID N°12/24
Istres, le 12 décembre 2024

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
Direction Accueil aux Usagers
Mairie annexe du Prépaou
Dossier suivi par : Ingrid. DIAZ
Téléphone : 04 13 29 58 20 Poste : 5465
Email : mairieprepaou@istres.fr

MAIRIE D'ISTRES
17.12.24 030417
COURRIER ARRIVEE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Le Maire de la commune d'Istres, certifie que l'avis d'Enquête Publique qui a eu lieu du 05/11/2024 au 11/12/2024 relatif au projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain, a été affiché en Mairie Annexe du Prépaou du 15 octobre au 11 décembre 2024 inclus.

François BERNARDINI
Maire d'Istres,

MAIRIE D'ISTRES (B.-du-R.)

Vice-Président de la Métropole
Aix-Marseille Provence
Délégué à la Sidérurgie,
à la Pétrochimie et à l'Aéronautique

République Française

Hôtel de Ville **JOUQUES** - 13490

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Eric GARCIN, maire de JOUQUES, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de lieu, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Jouques, le 12/12/2024.

Eric GARCIN
Le Maire

MAIRIE DE JOUQUES
REPUBLIQUE FRANÇAISE
13 (Bouches-du-Rhône)

BP 37 - 13490 JOUQUES Téléphone : 04 42 63 79 50 Télécopie : 04 42 63 78 27

LA BOUILLADISSE
DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHÔNE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné,

Nom **: MORALES**

Prénom : **José**

Fonction : **Maire**

Représentant : **commune de La Bouilladisse**

Certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés **En Mairie**, Hôtel de Ville, place de La libération 13720 La Bouilladisse ; de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à La Bouilladisse

le 13/12/2024

Le Maire,

José MORALES

MAIRIE DE LA BOUILLADISSE
13 (Bouches-du-Rhône)

LA CIOTAT

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur BERTRAND Christophe, Directeur Général des Services certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de La Ciotat, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à La Ciotat, le 11/12/2024.

Monsieur BERTRAND Christophe
Directeur Général des Services

p/o

SERVICE URBANISME
Tél : 04 90 45 50 34
Fax : 04 90 45 50 28

LA FARE LES OLIVIERS

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jérôme MARCILIAC, Maire de La Fare les Oliviers, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

L'avis d'enquête publique
L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de La Fare les Oliviers, à partir du 14/10/2024 jusqu'au 12/12/2024 inclus

Fait à La Fare les Oliviers, le 12/12/2024

Monsieur le Maire de La Fare les Oliviers

Jérôme MARCILIAC

MAIRIE DE LA FARE-LES-OLIVIERS (B.-du-Rh.)

REPUBLIQUE FRANÇAISE – LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE

DEPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE

MAIRIE DE LA PENNE-SUR-HUVEAUNE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, **Nicolas BAZZUCCHI, maire de la commune de la Penne-sur-Huveaune**, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés lieu, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

FAIT POUR SERVIR ET VALOIR CE QUE DE DROIT.

La Penne-sur-Huveaune, le 12/12/2024

Nicolas BAZZUCCHI

POUR LE MAIRE EMPÊCHÉ

Maire de La Penne sur Huveaune

Evelyne FARGES-SQUARZONI

14, Bd de la Gare – 13713 La PENNE-SUR-HUVEAUNE CEDEX
☎- 04 91 88 44 00 - 🖷 (Mairie) 04 91 36 09 26- 🖷 (Services Techniques) 04 91 35 80 96

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, SUFFREN Sandy, responsable du service urbanisme de la commune de LA ROQUE D'ANTHERON, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de LA ROQUE D'ANTHERON, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à LA ROQUE D'ANTHERON, le 12/12/2024.

SUFFREN Sandy
Responsable urbanisme



CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, SUFFREN Sandy, responsable du service urbanisme de la commune de LA ROQUE D'ANTHERON, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de LA ROQUE D'ANTHERON, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à LA ROQUE D'ANTHERON, le 12/12/2024.

SUFFREN Sandy
Responsable urbanisme



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE LAMBESC

Pôle Technique, Urbanisme, Projets,
Environnement et Sports
Service Urbanisme
N°/Réf : BR/SF/MT/SJ/CR
Dossier suivi par : Stéphanie Julien
Responsable service urbanisme
Tél : 04 42 17 00 56 - mail : urbanisme@lambesc.fr

Objet : Enquête publique **Schéma de Cohérence Territoriale - SCoT**

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Bernard RAMOND, Maire de la commune de LAMBESC certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté n°24/490/CM portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative au projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Ont été affichés sur la façade du service urbanisme de Lambesc, de manière continue, du 21/10/2024 au 11/12/2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Lambesc, le 13/12/2024.

Bernard RAMOND
Maire de Lambesc
Conseiller métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence

MAIRIE de LAMBESC - URB 04 (B.-du-Rh)

LANÇON PROVENCE
Trait d'Union de la Provence

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée,Julie ARIAS, Maire de Lançon-Provence certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés :

- à l'Hôtel de Ville,
- sur le site internet de la Commune, dans la rubrique « Affichage Légal/ enquêtes Publiques »,
- Panneaux d'affichage municipaux

de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Fait à Lançon-Provence le 17 décembre 2024
Pour faire et valoir ce que de droit.

Julie ARIAS
Maire de Lançon-Provence

MAIRIE de LANÇON-PROVENCE 13680

DÉPARTEMENT
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

MAIRIE LE THOLONET
13100

Téléphone : 04 42 66 90 41
Télécopie : 04 42 66 84 17

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, LANGUILLE Vincent, Maire du Tholonet, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés dans le hall d'accueil de la mairie et par voie dématérialisée, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Le Tholonet, le 13/12/2024.

LANGUILLE Vincent
Le Maire,

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, AMIEL Michel, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés au Service Urbanisme 22 Rue Saint Dominique, Hôtel de Ville 22 rue François Mitterrand et Mairie Annexe 35 rue Victor Hugo de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Pennes Mirabeau, le 17 Décembre 2024.

AMIEL Michel
Maire des Pennes-Mirabeau
Signature



MALLEMORT
DE PROVENCE

Madame le Maire de Mallemort
Conseillère Départementale
Conseillère de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Mallemort le 17 DEC. 2024

Madame le Maire

A

Métropole Aix-Marseille-Provence
Direction Générale Déléguée aménagement durable, Habitat, inclusion et cohésion territoriale
Schéma de Cohérence Territoriale
BP 48014
13567 MARSEILLE CEDEX 02

Ref : HG/PV/LG/CC/PLANIFICATION/008-2024
Objet : certificat affichage avis et arrêté d'enquête publique SCoT

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée, Hélène GENTE, Maire de Mallemort, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix-Marseille-Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Mallemort, de manière continue, du 15 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le Maire
Hélène GENTE

MAIRIE DE MALLEMORT (B.-du-Rh.)

VILLE DE MARIGNANE
entre soleil et eau

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SERVICE URBANISME REGLEMENTAIRE ET VIE URBAINE

Le Maire
Vice -président du Conseil Départemental
Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Dossier suivi par : Saada BENYETTOU
Tel : 04.42.31.12.15
Courriel : saada.benyettou@ville-marignane.fr

Réf : ELD/JA/SB/JCF/214-2024

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Eric LE DISSES, Maire de la commune de Marignane, certifie que les documents suivant, relatifs au Schéma de Cohésion Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence et mentionné ci-dessous :

- L'avis d'enquête publique ordonnant l'ouverture de l'enquête publique unique portant sur le projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Métropolitain

-L'arrêté portant ouverture et organisation de l'enquête publique relative au projet de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole Aix-Marseille Provence

Ont été affichés à la mairie de MARIGNANE, à partir du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024

Le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

A Marignane, le : 12 DEC 2024

VILLE de MARIGNANE (B.d.R.)

Le Maire
Eric LE DISSÈS

Hôtel de Ville • CS 40022 • 13729 MARIGNANE
Tél : 04.42.31.11.11 • www.marignane.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1598

La Maire des 1er et 7ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 1er et 7ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

La Maire d'Arrondissements

Sophie CAMARD

Par délégation

La Directrice Générale des Services

Corinne HERMITTE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1598

Le Maire des 4ème et 5ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 4ème et 5ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Didier JAU

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1597

La Maire des 1er et 7ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 1er et 7ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

La Maire d'Arrondissements

Sophie CAMARD

Par délégation

La Directrice Générale des Services

Corinne HERMITTE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1597

Le Maire des 4ème et 5ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 4ème et 5ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Didier JAU

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1597

Le Maire des 2ème et 3ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 2ème et 3ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Anthony KREHMEIER

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Samy SIDANI

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1598

Le Maire des 2ème et 3ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 2ème et 3ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Anthony KREHMEIER

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Samy SIDANI

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1598

Le Maire des 6ème et 8ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 6ème et 8ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

La Maire d'Arrondissements

Olivia FORTIN

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Paul FLAMME

Paul FLAMME
Directeur Général des Services
Mairie des 6e & 8e arrondissements
Ville de Marseille

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1597

Le Maire des 9ème et 10ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 9ème et 10ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Christophe CAPUANO

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1598

Le Maire des 9ème et 10ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 9ème et 10ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES

Par délégation

Le Directeur Général des Services

Christophe CAPUANO

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1598

Le Maire des 11ème et 12ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 11ème et 12ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Sylvain SOUVESTRE

Par délégation

La Directrice Générale des Services

Claudine HERNANDEZ

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1597

Le Maire des 11ème et 12ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 11ème et 12ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Sylvain SOUVESTRE

Par délégation

La Directrice Générale des Services

Claudine HERNANDEZ

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1598

Le Maire des 15ème et 16ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 15ème et 16ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE PRIS EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Nadia BOULAINSEUR

Par délégation

La Directrice Générale des Services

Stéphanie BONARDI

Mme Stéphanie BONARDI
Directrice Générale des Services
Mairie des 15 et 16ème arr. de Marseille

CERTIFICAT D'AFFICHAGE
N°24/1597

Le Maire des 15ème et 16ème arrondissements

de la Ville de Marseille

certifie avoir fait afficher

à la Mairie des 15ème et 16ème arrondissements

DU 18 OCTOBRE 2024 AU 11 DÉCEMBRE 2024 INCLUS

L'ARRÊTÉ N° 24/490/CM DU 2 OCTOBRE 2024 PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE.

Fait à Marseille,
Le 12 décembre 2024

Le Maire d'Arrondissements

Nadia BOULAINSEUR

Par délégation

La Directrice Générale des Services

Stéphanie BONARDI

Mme Stéphanie BONARDI
Directrice Générale des Services
Mairie des 15ème 16ème arr. de Marseille

VILLE DE

MARSEILLE

www.marseille.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

N°24/ 1597 et N°24/ 1598

Je soussigné, Monsieur Marc MAIO, Responsable du Service Logistique et Informatique de la Direction Générale Adjointe Ville de Demain au 40 rue fauchier 13002 Marseille certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- **L'avis d'enquête publique**
- **L'arrêté d'ouverture d'enquête publique**

ont été affichés en mairie de Marseille, de manière continue :

du 18 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Marseille, le 13/12/2024.

Le Responsable de Service

Marc MAIO

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Roux Anne-Laure, directrice adjointe de l'urbanisme de la Ville de Martigues, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Martigues ainsi qu'à la mairie annexe de La Couronne, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Martigues, le 13/12/2024.

Roux Anne-Laure
Directrice adjointe de l'urbanisme de la Ville de Martigues



CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Monsieur POUSSARDIN Fabrice, Maire de Meyrargues, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Meyrargues, de manière continue, du 16 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Meyrargues, le 16/12/2024.

Fabrice POUSSARDIN
Maire de Meyrargues

MAIRIE DE MEYRARGUES
13 (Bouches-du-Rhône)
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ville de Meyreuil

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jean-Pascal GOURNES, Maire de Meyreuil, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Meyreuil, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Meyreuil, le 16/12/2024.

Jean-Pascal GOURNES

MAIRIE DE MEYREUIL (Bouches-du-Rhône)

Maire de Meyreuil.

MIRAMAS
UNE VILLE.DES VIES

Hôtel de Ville - Place Jean-Jaurès
13148 MIRAMAS CEDEX
www.miramas.fr

SERVICE AMÉNAGEMENT - GRANDS PROJETS

Objet : Enquête publique relative au SCoT de la Métropole Aix-Marseille-Provence
N/Réf. : AGP/FV/SP/SB/CT/LP/34.2024

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Frédéric VIGOUROUX, Maire de la Commune de Miramas, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix-Marseille-Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Miramas (Hôtel de Ville / Maison de l'enfance, de la jeunesse et de l'éducation), de manière continue, du 16 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Miramas, le 13 DEC. 2024

Le Maire
Conseiller Métropolitain

MAIRIE DE MIRAMAS
13 - (B. du Rh.)

Frédéric VIGOUROUX

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Pascal MONTECOT, Maire de Pélissanne, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Pélissanne, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Pélissanne, le 12 décembre 2024

Pascal MONTÉCOT

Maire de Pélissanne
1er Vice-Président de la Métropole
Aix-Marseille Provence

PÉLISSANNE
BIEN VIVRE EN PROVENCE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Pascal MONTECOT, Maire de Pélissanne, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Pélissanne, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Pélissanne, le 12 décembre 2024

Pascal MONTÉCOT

Maire de Pélissanne
1er Vice-Président de la Métropole
Aix-Marseille Provence

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Madame HAYEZ Alexandra, Agent Administratif, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en Mairie de Peynier, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Peynier, le 17/12/2024.

HAYEZ Alexandra
Agent Administratif Polyvalent

MAIRIE DE PEYNIER
(B.-du-Rh.)

PEYPIN

Peypin, le 12 décembre 2024,

Direction urbanisme
Affaire suivie par :
Aurore GOOSSENS
Référence : FG / FT / AG

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Le Maire de PEYPIN atteste que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix-Marseille-Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Peypin du 14 octobre 2024 au 11 décembre 2024 inclus.

Ce présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Le Maire,
Frédéric Gibelot

MAIRIE DE PEYPIN
B.D.R

Ville de Plan-de-Cuques
République Française

Pôle Cadre de Vie
Service Urbanisme

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée, Madame Noëlle MACCHI, Responsable du Service Urbanisme, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en Mairie de Plan de Cuques, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Plan de Cuques, le 12 décembre 2024.

La Responsable du Service Urbanisme,

MAIRIE DE PLAN-DE-CUQUES (Bouches-du-Rhône)

Noëlle MACCHI

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, MASSOT Martine, chargée de missions – Service Urbanisme - Foncier, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de PORT-DE-BOUC, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à PORT DE BOUC, le 12/12/2024.

MASSOT Martine
Chargée de missions

MAIRIE DE PORT DE BOUC
Ville de
SERVICE URBANISME

DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHONE
ARRONDISSEMENT D'ISTRES
MAIRIE DE PORT SAINT LOUIS DU RHONE

Direction des Services Techniques
Pôle Urbanisme
MHP/PA/CM/IG -2024.241

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée, Marie-Hélène PEREZ, Directrice Générale des Services de la ville de Port Saint Louis du Rhône, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale Métropolitaine (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté, portant ouverture et organisation de l'enquête publique, n° 24/490/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 02 octobre 2024

ont été affichés en mairie de Port Saint Louis du Rhône - Pôle Technique Municipal - de manière continue du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024 inclus.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit,

Fait à Port Saint Louis du Rhône
Le 13 décembre 2024

La Directrice Générale des Services,

MAIRIE DE PORT-ST-LOUIS-DU-RHÔNE (B.-du-Rh.)

Marie-Hélène PEREZ

À adresser à :

Métropole Aix-Marseille Provence – L'Équipe **SCOT** – SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE – Service Stratégie Territoriale – Direction Générale déléguée Aménagement Durable, Habitât, Inclusion et Cohésion
scot-elaboration@ampmetropole.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée, MARRADI Laurie, Instructrice en urbanisme, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Roquefort la Bédoule, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Roquefort la Bédoule, le 12/12/2024.

DEFRANCE Virginie
L'adjointe à l'urbanisme

Par délégation du Maire



Roquevaire
Provence d'aujourd'hui

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, MESNARD Yves, Maire de Roquevaire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

L'avis d'enquête publique
L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Roquevaire, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 18 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Roquevaire, le 18 décembre 2024.

Yves MESNARD
Maire de Roquevaire
Conseiller Métropolitain

T : 04 42 32 91 10 ▌F : 04 42 04 02 47 ▌Avenue des Alliés, BP 12, 13717 Roquevaire Cedex
contact@ville-roquevaire.fr ▌www.ville-de-roquevaire.fr

Ville de ROUSSET

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Philippe PIGNON, Mairie de la Commune de Rousset, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en Mairie, Place Paul Borde à Rousset et au Service Urbanisme, 185 ave des Bannettes à Rousset, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Rousset, le 16 DEC. 2024

Le Maire

MAIRIE DE ROUSSET (Bouches-du-Rhône)

Philippe PIGNON

Département des Bouches du Rhône

ARRONDISSEMENT D'AIX
CANTON DE TRETS

MAIRIE
DE
SAINT ANTONIN SUR BAYON
13100

Tél. : 04 42 66 91 51
Fax : 04 42 66 84 44
mairiestantonin@wanadoo.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Christian DELAVET, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Saint Antonin sur Bayon, le 13 décembre 2024.

Fait à Saint-Antonin-sur-Bayon,
Le 13 décembre 2024
Le Maire, Christian DELAVET

Ville de
SAINT-CANNAT

Service stratégie territoriale - SCoT
Direction générale déléguée
aménagement durable, habitat, inclusion et cohésion territoriale
scot-elaboration@ampmetropole.fr

n/ref : Sce Urba/YF/CM/VM/2024-109

Objet : Certificat d'affichage des documents relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- **Avis d'enquête publique**
- **Arrêté d'ouverture d'enquête publique**

Je soussigné Yves FALCHI, Adjoint délégué à l'urbanisme de la commune de Saint-Cannat, certifie avoir affiché l'avis d'enquête publique et l'arrêté d'ouverture d'enquête publique, relatifs au SCoT Aix Marseille Provence.

Cet affichage s'est fait en mairie de Saint-Cannat, 14 place de la République, sur le panneau d'informations officielles mis à la disposition du public à partir du 17/10/2024 et jusqu'au 11/12/2024, de manière continue et visible.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Saint-Cannat, le 12/12/2024
L'Adjoint délégué à l'urbanisme

MAIRIE DE SAINT-CANNAT (13760)

Yves FALCHI

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Jean-Claude CADIOU, Adjoint au Maire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de SAINT-CHAMAS, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Saint-Chamas, le 12/12/2024

Pour le Maire et par délégation,
l'Adjoint à l'urbanisme, économie, commerce et artisanat.

MAIRIE DE SAINT-CHAMAS (Bouches-du-Rhône)

Jean-Claude CADIOU

Ville de Saint-Mitre-les-Remparts

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Vincent GOYET, maire de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Saint-Mitre-les-Remparts, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Saint-Mitre-les-Remparts, le 13 décembre 2024

Le Maire,
Vincent GOYET

MAIRIE DE ST MITRE LES REMPARTS * B-d-R. *

DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE
COMMUNE DE SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Galvier Anaïs, agent administratif, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés à Saint-Paul-Lez-Durance, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Saint-Paul-Lez-Durance, le 13.12.2024.

Galvier Anaïs
Agent Administratif

MAIRIE de SAINT-PAUL-LEZ-DURANCE
Bouches-du-Rhône

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, LAPIERE Nathalie, Directrice Générale des Services de la Mairie de Saint-Victoret, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en Mairie, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Saint-Victoret, le 16 décembre 2024.

Nathalie LAPIERE
Directrice Général des Services



SALON DE PROVENCE LA VILLE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, BONFILLON Marylène, élue à la Direction de l'Urbanisme, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Salon-de-Provence, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Salon-de-Provence, le 13/12/2024.

BONFILLON Marylène
Adjointe au Maire, Déléguée à l'Urbanisme
A la planification Urbaine
au foncier et au Droit du Sol
Habitat et Agriculture

République Française

Ville de SAUSSET-LES-PINS

Hôtel de Ville – Place des droits de l'homme – 13960 SAUSSET-LES-PINS - 04 42 44 51 51 – www.ville-sausset-les-pins.fr

Direction Pôle Aménagement du Territoire – Environnement – Cadre de Vie

Tél. 04.42.44.21.38

urbanisme@saussetlespins.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Julie SAVI, Adjointe au Maire de la Commune de Sausset-les-Pins, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés lieu, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Sausset-les-Pins, le 16 décembre 2024.

Julie SAVI
Adjointe au Maire.

SENAS
Entre Alpilles & Durance

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, M Philippe GINOUX, Maire de Sénas, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés sur les panneaux d'affichage de la mairie, sur le site internet de Sénas, publié sur la page Facebook de la commune et par affichage dématérialisé via DematDOC, à partir du 15/10/2024.

Fait à Sénas, le 12/12/2024.

Le Maire,
Philippe GINOUX

MAIRIE DE SENAS (Bouches-du-Rhône)

Septèmes-les-Vallons, le 14 Janvier 2025

VILLE DE
SEPTEMES
LES VALLONS

Le Maire

Madame Martine VASSAL
Présidente de la Métropole
Métropole Aix Marseille Provence
Direction de la Planification, de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Foncier
BP 48014

13 567 MARSEILLE CEDEX 02

Dossier suivi par Céline DUCRET
Directrice du pôle Aménagement de l'Espace et Patrimoine Communal
Tél : 04.91.96.31.58
celineducret@ville-septemes.fr

Nos références AM/CD – 2025/S/ /PCAE
Aménagement de l'Espace/Urbanisme/certificat d'affichage

Objet : Certificat d'affichage – SCOT

Je soussigné, André MOLINO, Le Maire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture et fermeture d'enquête publique

ont été affichés en Mairie de Septèmes-les-vallons, de manière continue, du mardi 05 novembre 2024 au mercredi 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Septèmes-les-Vallons, le 14 Janvier 2025.

André MOLINO

MAIRIE de SEPTEMES-LES-VALLONS

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, BALDOCCHI Léonard, adjoint délégué à l'Urbanisme, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Simiane-Collongue, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Simiane-Collongue, le 12 décembre 2024.

BALDOCCHI Léonard
Adjoint délégué à l'Urbanisme,

Signature



CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Pascal CHAUVIN, Maire de TRETS, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Trets, le 16/12/2024.

Pascal CHAUVIN
Maire de TRETS
Conseiller métropolitain

MAIRIE DE TRETS
Bouches-du-Rhône 9

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, BARTE Coralie, Directeur Général des Services, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en maire de Vauvenargues, de manière continue, du 18 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Vauvenargues, le 17 DEC. 2024

Coralie BARTE
Directeur Général des Services

MAIRIE DE VAUVENARGUES (13) Bouches-du-Rhône

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, BARTE Coralie, Directeur Général des Services, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en maire de Vauvenargues, de manière continue, du 18 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Vauvenargues, le 17 DEC. 2024

Coralie BARTE
Directeur Général des Services

MAIRIE DE VAUVENARGUES 13 Bouches-du-Rhône

DÉPARTEMENT
DES
BOUCHES DU RHÔNE
Arrondissement d'Aix-en-Provence

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE
DE
VENTABREN

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Frédéric CORNAIRE, 1er Adjoint au Maire, Délégué à l'urbanisme certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de VENTABREN, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à VENTABREN, le 12/12/2024.

Frédéric CORNAIRE
1er Adjoint au Maire,
Délégué à l'urbanisme

MAIRIE DE VENTABREN
13122

HÔTEL DE VILLE 17 Grand rue – 13122 VENTABREN Tél. : 04 42 28 80 14
e-mail : accueil@mairie-ventabren.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, DEVAL nicolas, Chargé d'urbanisme, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés à la mairie de VERNEGUES, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Vernègues, le 16/12/2024.

MAIRIE de VERNEGUES (Bouches-du-Rhône)

Nicolas DEVAL
Chargé d'urbanisme.

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

Vitrolles
vivre ensemble

Direction Générale Adjointe
Vie Citoyenne et Développement Urbain
Jours et horaires d'accueil du public
du lundi au vendredi de :
8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée **Pascale MORBELLI** Adjointe au Maire Déléguée à l'Urbanisme et Aménagement de la Commune de VITROLLES, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Vitrolles, de manière continue, du 14 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à VITROLLES, le 12 décembre 2024

Pascale MORBELLI
Adjointe au Maire
Déléguée à l'Urbanisme et Aménagement

MAIRIE DE VITROLLES
13127 VITROLLES

AUBAGNE

Gérard GAZAY
Maire d'Aubagne
Vice-président du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône
Vice-président de la Métropole

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, Gérard GAZAY, Maire d'Aubagne, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie d'Aubagne, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Aubagne,

Le : 16 décembre 2024

Gérard GAZAY

ATTESTATION D'AFFICHAGE

Je soussignée, Amapola VENTRON, Maire de Cabriès certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

- L'avis d'enquête publique
- L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

Ont été affichés en mairie de Cabriès, Mairie annexe de Calas et au Centre Technique Municipal de manière continue du 18 octobre 2024 au 11 décembre 2024.

Fait à Cabriès, le 13 décembre 2024

Amapola VENTRON
Maire de Cabriès
Vice-Présidente de la Métropole
Conseillère Départementale Déléguée

FUVEAU
Fuvèu

SERVICE URBANISME

POLICE MUNICIPALE
Affaire suivie par :
CDS BOZONNIER Marion
✆ 04 42 65 65 41
✉ rsc@mairie-fuveau.com
Réf. : 357-2024
Objet : Constatation d'affichage

PROCES-VERBAL DE CONSTATATION

Nous soussignée, Cheffe de service Marion BOZONNIER, agent de police judiciaire adjoint en résidence à FUVEAU, certifions que le 12/12/2024, suite à la demande du service urbanisme, nous nous rendons au niveau des planimètres officiels de la mairie de la commune de Fuveau:

☒ Borne d'affichage dématérialisée Mairie ☒ Affichage porte Mairie ☒ Service urbanisme

☒ Rue du figuier ☒ Mairie annexe LA BARQUE

Nous constatons que dans le planimètre désigné ci-dessus, dont la case est cochée, se trouve :

- Avis d'enquête publique – Projet de SCOT

- Arrêté portant ouverture et orgabnisation de l'enquête publique relative au projet de Schema de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait et clos à FUVEAU, le 12/12//2024 pour faire valoir ce que de droit.

La Cheffe de Service
Marion Bozonnier

POLICE MUNICIPALE 13710 FUVEAU

Destinataire: Le service en charge de l'urbanisme

Roquevaire
Provence d'aujourd'hui

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussigné, MESNARD Yves, Maire de Roquevaire, certifie que les documents suivants, relatifs au Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Aix Marseille Provence :

L'avis d'enquête publique
L'arrêté d'ouverture d'enquête publique

ont été affichés en mairie de Roquevaire, de manière continue, du 21 octobre 2024 au 18 décembre 2024.

Le présent certificat est délivré pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Roquevaire, le 18 décembre 2024.

Yves MESNARD
Maire de Roquevaire
Conseiller Métropolitain



T : 04 42 32 91 10 | F : 04 42 04 02 47 | Avenue des Alliés, BP 12, 13717 Roquevaire Cedex
contact@ville-roquevaire.fr | www.ville-de-roquevaire.fr

SAINT-ESTÈVE-JANSON
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ
DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

ATTESTATION

Je certifie avoir affiché depuis le 15 octobre 2024, les affiches relatives à l'enquête publique sur le SCoT métropolitain.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Saint-Estève-Janson, le 14 janvier 2025.

Le Maire,

Martine CESARI

